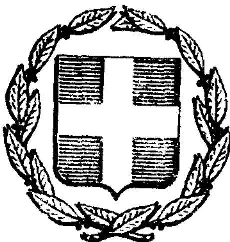


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 17 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1976	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 336

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 493

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς αὐτὴν παραρτημάτων καὶ πρωτοκόλλων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν MALAGA - TORREMOLINOS τῆς Ἱσπανίας τὴν 25ην Ὀκτωβρίου 1973 Διεθνὴς Σύμβασις Τηλεπικοινωνιῶν, ἐξ ἄρθρων ὀγδοήκοντα δύο (82) καὶ τριῶν (3) παραρτημάτων ὡς καὶ τὰ προσηρτημένα αὐτῇ ἐν (1) τελικὸν πρωτόκολλον καὶ ἓξ (6) πρόσθετα πρωτόκολλα, ὧν τὰ κείμενα ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ κειμένῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει ἕπονται ἐν τέλει τοῦ παρόντος.

Ἄρθρον δεύτερον.

Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ Συγκοινωνιῶν, δημοσιευομένων διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, καθορίζονται αἱ λεπτομέρειαι τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς κυρουμένης Συμβάσεως.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Δεκεμβρίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Δεκεμβρίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

CONVENTION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

PREMIERE PARTIE

DISPOSITIONS FONDAMENTALES

Préambule

1 En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications, les plénipotentiaires des gouvernements contractants, ayant en vue de faciliter les relations et la coopération entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications, ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention, qui est l'instrument fondamental de l'Union internationale des télécommunications.

CHAPITRE I

Composition, objet et structure de l'Union

ARTICLE 1

Composition de l'Union

2 1. L'Union internationale des télécommunications se compose de Membres qui, eu égard au principe d'universalité et à l'intérêt qu'il y a à ce que la participation à l'Union soit universelle, sont:

3 *a)* tout pays énuméré dans l'Annexe 1, qui signe et ratifie la Convention ou adhère à cet Acte;

4 *b)* tout pays non énuméré dans l'Annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 46;

5 *c)* tout pays souverain non énuméré dans l'Annexe 1, et non Membre des Nations Unies, qui adhère à la Convention, conformément aux dispositions de l'article 46, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union.

6 2. En application des dispositions du numéro 5, si une demande d'admission en qualité de Membre est présentée dans l'intervalle de deux Conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

ARTICLE 2

Droits et obligations des Membres

7 1. Les Membres de l'Union ont les droits et sont soumis aux obligations prévues dans la Convention.

8 2. Les droits des Membres, en ce qui concerne leur participation aux conférences, réunions et consultations de l'Union, sont les suivants:

a) tout Membre a le droit de participer aux conférences de l'Union, est éligible au Conseil d'administration et a le droit de présenter des candidats aux postes de fonctionnaires élus de tous les organismes permanents de l'Union;

9 *b)* tout Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union, à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux et, s'il fait partie du Conseil d'administration, à toutes les sessions de ce Conseil;

10 *c)* tout Membre a également droit à une voix dans toute consultation effectuée par correspondance.

ARTICLE 3

Siège de l'Union

11 Le siège de l'Union est fixé à Genève.

ARTICLE 4

Objet de l'Union

12 1. L'Union a pour objet:

a) de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;

13 *b)* de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;

14 *c)* d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins.

15 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union:

a) effectue l'attribution des fréquences du spectre radioélectrique et l'enregistrement des assignations de fréquence, de façon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays;

16 *b)* coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences;

17 *c)* coordonne les efforts en vue de permettre le développement harmonieux des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;

18 *d)* favorise la collaboration entre ses Membres en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;

19 *e)* encourage la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunications dans les pays en voie de développement par tous les moyens à sa disposition, en particulier par sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies;

20 *f)* provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

21 *g)* procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des voeux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications.

ARTICLE 5

Structure de l'Union

22 L'Union comprend les organes suivants:

1. la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;

23 2. les conférences administratives;

24 3. le Conseil d'administration;

25 4. les organismes permanents désignés ci-après:

a) le Secrétariat général;

26 *b)* le Comité international d'enregistrement des fréquences (I.F.R.B.);

27 *c)* le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.).

28 *d)* le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.).

ARTICLE 6

Conférence de plénipotentiaires

29 1. La Conférence de plénipotentiaires est composée de délégations représentant les Membres. Elle est convoquée à intervalles réguliers, normalement tous les cinq ans.

30 2. **La Conférence de plénipotentiaires:**

a) détermine les principes généraux que doit suivre l'Union pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 4 de la présente Convention;

31 *b)* examine le rapport du Conseil d'administration relatant l'activité de tous les organismes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;

32 *c)* établit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, après avoir examiné le programme des conférences administratives et des réunions que l'Union tiendra probablement durant cette période;

33 *d)* fixe les traitements de base, les échelles de traitements et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union et formule, au besoin, toutes directives générales concernant les effectifs de l'Union;

34 *e)* examine les comptes de l'Union et les approuve définitivement s'il y a lieu;

35 *f)* élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration;

36 *g)* élit le secrétaire général et le vice-secrétaire général et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;

37 *h)* élit les membres de l'I.F.R.B. et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;

38 *i)* révise la Convention si elle le juge nécessaire;

39 *j)* conclut ou révise, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration au nom de l'Union avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable;

40 *k)* traite toutes les autres questions de télécommunication jugées nécessaires.

ARTICLE 7

Conférences administratives

41 1. Les conférences administratives de l'Union comprennent:

a) les conférences administratives mondiales;

42 *b)* les conférences administratives régionales.

43 2. Les conférences administratives sont normalement convoquées pour traiter de questions de télécommunication particulières. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues. Les décisions de ces conférences doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention.

44 3. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale peut comporter:

a) la révision partielle des Règlements administratifs énumérés au numéro 571;

45 *b)* exceptionnellement, la révision complète d'un ou plusieurs de ces Règlements;

46 *c)* toute autre question de caractère mondial relevant de la compétence de la conférence.

47 (2) L'ordre du jour d'une conférence administrative régionale ne peut porter que sur des questions de télécommunication particulières de caractère régional, y compris des directives destinées au Comité international d'enregistrement des fréquences en ce qui concerne ses activités intéressant la région dont il s'agit, à condition que ces directives ne soient pas contraires aux intérêts d'autres régions. En outre, les décisions d'une telle conférence doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions des Règlements administratifs.

ARTICLE 8

Conseil d'administration

48 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de trente-six Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires en tenant compte de

la nécessité d'une répartition équitable des sièges du Conseil entre toutes les régions du monde. Sauf dans les cas de vacances se produisant dans les conditions spécifiées par le Règlement général, les Membres de l'Union élus au Conseil d'administration remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

49 (2) Chaque Membre du Conseil désigne pour siéger au Conseil une personne qui peut être assistée d'un ou plusieurs assesseurs.

50 2. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

51 3. Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

52 4. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution, par les Membres, des dispositions de la Convention, des Règlements administratifs, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union ainsi que d'accomplir toutes les autres tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires.

53 (2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union et exerce un contrôle financier effectif sur les organismes permanents.

54 (3) Il favorise la coopération internationale en vue d'assurer par tous les moyens à sa disposition, et notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, la coopération technique avec les pays en voie de développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

ARTICLE 9

Secrétariat général

55 1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.

56 (2) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et sont rééligibles.

57 (3) Le secrétaire général prend toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l'Union soient utilisées avec économie et il est responsable devant le Conseil d'administration pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.

58 2. (1) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice-secrétaire général succède au secrétaire général dans son emploi, qu'il conserve jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante; il est éligible à ce poste.

59 (2) Si l'emploi de vice-secrétaire général devient vacant à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le Conseil d'administration nomme un successeur pour la durée du mandat restant à courir.

60 (3) Si les emplois de secrétaire général et de vice-secrétaire général deviennent vacants simultanément, le directeur du Comité consultatif international qui a été le plus longtemps en service exerce les fonctions de secrétaire général pendant une durée ne dépassant pas 90 jours. Le Conseil d'administration nomme un secrétaire général et, si les emplois sont devenus vacants à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, il nomme également un vice-secrétaire général. Un fonctionnaire ainsi nommé reste en service pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Il peut faire acte de candidature à l'élection au poste de secrétaire général ou de vice-secrétaire général à la Conférence de plénipotentiaires précitée.

61 3. Le secrétaire général agit en qualité de représentant légal de l'Union.

62 4. Le vice-secrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions du secrétaire général en l'absence de ce dernier.

ARTICLE 10

Comité international d'enregistrement des fréquences

63 1. Le Comité international d'enregistrement des fréquences (I. F. R. B.) est composé de cinq membres indépendant élus par la Conférence de plénipotentiaires. Ces membres sont élus parmi les candidats proposés par les pays Membres de l'Union, de manière à assurer une répartition équitable entre les régions du monde. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer qu'un seul candidat, ressortissant de son pays.

64 2. Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, en s'acquittant de leur tâche, ne représentent pas leur pays ni une région, mais sont des agents impartiaux investis d'un mandat international.

65 3. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent:

a) à effectuer une inscription méthodique des assignations de fréquence faites par les différents pays, de manière à fixer, conformément à la procédure spécifiée dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, conformément aux décisions des conférences compétentes de l'Union, la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations, afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle;

66 *b)* à effectuer, dans les mêmes conditions et dans le même but, une inscription méthodique des emplacements assignés par les pays aux *satellites géostationnaires;*

67 *c)* à fournir des avis aux Membres en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages nuisibles peuvent se produire ainsi qu'en vue de l'utilisation équitable, efficace et économique de l'orbite des satellites géostationnaires;

68 *d)* à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences ainsi qu'à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires conformément aux procédures prévues par le Règlement des radiocommunications, prescrites par une conférence compétente de l'Union ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions;

69 *e)* à tenir à jour les dossiers indispensables qui ont trait à l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 11

Comités consultatifs internationaux

70 1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques et d'exploitation se rapportant spécifiquement aux radiocommunications.

71 (2) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant la *télégraphie et la téléphonie.*

72 (3) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif international doit porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des avis directement liés à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays en voie de développement, dans le cadre régional et dans le domaine international.

73 2. Les Comités consultatifs internationaux ont pour membres:

a) de droit, les administrations de tous les Membres de l'Union;

74 *b)* toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces Comités.

75 3. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par:

a) l'assemblée plénière;

76 *b)* les commissions d'études qu'il constitue;

77 *c)* un directeur, élu par une assemblée plénière et nommé en conformité avec le Règlement général.

78 4. *Il est institué* une Commission mondiale du Plan ainsi que des Commissions régionales du Plan, selon des décisions conjointes des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux. Ces Commissions élaborent un Plan général pour le réseau international de télécommunications, afin de faciliter le développement coordonné des services internationaux de télécommunication. Elles soumettent aux Comités consultatifs internationaux des questions dont l'étude présente un intérêt particulier pour les pays en voie de développement et qui relèvent du mandat de ces Comités.

79 5. Les méthodes de travail des Comités consultatifs internationaux sont définies dans le Règlement général.

ARTICLE 12

Comité de coordination

80 1. (1) Le Comité de coordination assiste le secrétaire général et lui donne des avis sur les questions d'administration, de finances et de coopération technique intéressant plusieurs organismes permanents ainsi que dans les domaines des relations extérieures et de l'information publique, tenant pleinement compte en cela des décisions du Conseil d'administration et des intérêts de l'Union tout entière.

81 (2) Le Comité examine également toutes questions importantes qui lui sont soumises par le Conseil d'administration. Après étude de ces questions, le Comité présente au Conseil un rapport à leur sujet par l'intermédiaire du secrétaire général.

82 2. Le Comité de coordination est composé du vice-secrétaire général, des directeurs des Comités consultatifs internationaux et du président du Comité international d'enregistrement des fréquences; il est présidé par le secrétaire général.

ARTICLE 13

Les fonctionnaires élus et le personnel de l'Union

83 1. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

84 (2) Chaque Membre doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires élus et du personnel de l'Union, et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

85 (3) En dehors de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union, ne doivent pas avoir de participation ni d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression « intérêts financiers » ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.

86 2. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union; il est souhaitable que la même règle s'étende aux membres du Comité international d'enregistrement des fréquences. Lors de l'élection de ces fonctionnaires, il convient de tenir dûment compte des principes exposés au numéro 87 et d'une répartition géographique appropriée entre les régions du monde.

87 3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficience, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.

ARTICLE 14

Organisation des travaux et conduite des débats aux conférences et autres réunions

88 1. Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences, les assemblées plénières et réunions des Comités consultatifs internationaux appliquent le règlement intérieur compris dans le Règlement général.

89 2. Chaque conférence, assemblée plénière ou réunion des Comités consultatifs internationaux peut adopter les règles qu'elle juge indispensables en complément de celles du règlement intérieur. Toutefois, ces règles complémentaires doivent être compatibles avec les dispositions de la Convention et du Règlement général; s'il s'agit de règles complémentaires adoptées par des assemblées plénières et des commissions d'études, elles sont publiées sous forme de résolution dans les documents des assemblées plénières.

ARTICLE 15

Finances de l'Union

90 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents:

a) au Conseil d'administration et aux organismes permanents de l'Union;

91 *b)* aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives mondiales.

92 2. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres, déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre selon le tableau suivant:

classe de 30 unités	classe de 5 unités
classe de 25 unités	classe de 4 unités
classe de 20 unités	classe de 3 unités
classe de 18 unités	classe de 2 unités
classe de 15 unités	classe de 1 ½ unités
classe de 13 unités	classe de 1 unité
classe de 10 unités	classe de ½ unité
classe de 8 unités	

93 3. Les Membres choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

94 4. Aucune réduction du nombre d'unités de contribution, établi conformément à la Convention, ne peut prendre effet pendant la durée de validité de cette Convention.

95 5. Les dépenses des conférences administratives régionales visées au numéro 42 sont supportées par tous les Membres de la région concernée, selon la classe de contribution de ces derniers et, sur la même base, par ceux des Membres d'autres régions qui ont éventuellement participé à de telles conférences.

96 6. Les Membres payent à l'avance leur part contributive annuelle, calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration.

97 7. Un Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 9 et 10, tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions à payer par ce Membre pour les deux années précédentes.

98 8. Les dispositions régissant les contributions financières des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales figurent dans le Règlement général.

ARTICLE 16

Langues

99 1. (1) L'Union a pour langues officielles: l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

100 (2) L'Union a pour langues de travail: l'anglais, l'espagnol et le français.

101 (3) En cas de contestation, le texte français fait foi.

102 2. (1) Les documents définitifs des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs Actes finals, protocoles, résolutions, recommandations et voeux sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.

103 (2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.

104 3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs sont publiés dans les cinq langues officielles.

105 (2) Tous les autres documents dont le secrétaire général doit, conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.

106 4. Dans les débats des conférences de l'Union, et dans les réunions de son Conseil d'administration et de ses Comités consultatifs internationaux, un système efficace d'interprétation réciproque dans les cinq langues officielles doit être utilisé. Cependant, lorsque tous les participants à une conférence ou à une réunion conviennent de cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur aux cinq langues ci-dessus. L'interprétation entre ces langues et l'arabe est assurée aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives de l'Union.

ARTICLE 17

Capacité juridique de l'Union

107 L'Union jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

CHAPITRE II

Dispositions générales relatives aux télécommunications

ARTICLE 18

Droit du public à utiliser le service international des télécommunications

108 Les Membres reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

ARTICLE 19

Arrêt des télécommunications

109 1. Les Membres se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

110 2. Les Membres se réservent aussi le droit d'interrompre toute autre télécommunication privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

ARTICLE 20

Suspension du service

111 Chaque Membre se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour une durée indéterminée, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres par l'intermédiaire du secrétaire général.

ARTICLE 21

Responsabilité

112 Les Membres n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunication, notamment en ce qui concerne les réclamations tendant à obtenir des dommages et intérêts.

ARTICLE 22

Secret des télécommunications

113 1. Les Membres s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

114 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes, afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties.

ARTICLE 23

Etablissement, exploitation et sauvegarde des voies et des installations de télécommunication

115 1. Les Membres prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.

116 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédures que l'expérience pratique de l'exploitation a révélées les meilleures, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

117 3. Les Membres assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.

118 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance de celles des sections de circuits internationaux de télécommunication qui sont comprises dans les limites de leur contrôle.

ARTICLE 24

Notification des contraventions

119 Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 44, les Membres s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

ARTICLE 25

Priorité des télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine

120 Les services internationaux de télécommunication doivent accorder la priorité absolue à toutes les télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

ARTICLE 26

Priorité des télégrammes d'Etat, des appels et des conversations téléphoniques d'Etat

121 Sous réserve des dispositions des articles 25 et 36, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les appels et conversations téléphoniques d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres appels et conversations téléphoniques.

ARTICLE 27

Langage secret

122 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

123 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux qui ont préalablement notifié, par l'intermédiaire du secrétaire général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour cette catégorie de correspondance.

124 3. Les Membres qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 20.

ARTICLE 28

Taxes et franchise

125 Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements administratifs annexés à la présente Convention.

ARTICLE 29

Etablissement et reddition des comptes

126 Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers conclus dans les conditions prévues à l'article 31, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions des Règlements administratifs.

ARTICLE 30

Unité monétaire

127 L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 31

Arrangements particuliers

128 Les Membres se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur des questions de télécommunication qui n'intéressent pas la généralité des Membres. Toutefois, ces arrangements ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la présente Convention ou des Règlements administratifs y annexés, en ce qui concerne les brouillages nuisibles que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunication des autres pays.

ARTICLE 32

Conférences régionales, arrangements régionaux, organisations régionales

129 Les Membres se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des arrangements régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunication susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Les arrangements régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE III

Dispositions spéciales relatives aux radiocommunications

ARTICLE 33

Utilisation rationnelle du spectre des fréquences radioélectriques et de l'orbite des satellites géostationnaires

130 1. Les Membres s'efforcent de limiter le nombre de fréquences et l'étendue du spectre utilisé au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires. A cette fin, ils s'efforcent d'appliquer dans les moindres délais les derniers perfectionnements de la technique.

131 2. Lors de l'utilisation de bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales, les Membres tiennent compte du fait que les fréquences et l'orbite des satellites géostationnaires sont des ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées de manière efficace et économique, afin de permettre un accès équitable à cette orbite et à ces fréquences

aux différents pays ou groupes de pays, selon leurs besoins et les moyens techniques dont ils peuvent disposer, conformément aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

ARTICLE 34

Intercommunication

132 **1. Les** stations qui assurent les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

133 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progès scientifiques, les dispositions du numéro 132 n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

134 3. Nonobstant les dispositions du numéro 132, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication, déterminé par le but de ce service ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 35

Brouillages nuisibles

135 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunication, et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

136 2. Chaque Membre s'engage à exiger, des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet, l'observation des prescriptions du numéro 135.

137 3. De plus, les Membres reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 135.

ARTICLE 36

Appels et messages de détresse

138 Les stations de radiocommunications sont obligées d'accepter en priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 37

Signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs

139 Les Membres s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de localiser et d'identifier les stations de leur propre pays qui émettent de tels signaux.

ARTICLE 38

Installations des services de défense nationale

140 1. Les Membres conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées et de leurs forces navales et aériennes.

141 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages nuisibles,

ainsi que les prescriptions des Règlements administratifs concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

142 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements administratifs annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires applicables à ces services.

CHAPITRE IV

Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

ARTICLE 39

Relations avec les Nations Unies

143 1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'Accord conclu entre ces deux organisations, dont le texte figure dans l'Annexe 3 à la présente Convention.

144 2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'Accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévues dans cette Convention et dans les Règlements administratifs. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des Comités consultatifs internationaux.

ARTICLE 40

Relations avec les organisations internationales

145 Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales qui ont des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE V

Application de la Convention et des Règlements

ARTICLE 41

Dispositions fondamentales et Règlement général

146 En cas de divergence entre une disposition de la première partie de la Convention (Dispositions fondamentales, numéros 1 à 170) et une disposition de la seconde partie (Règlement général, numéros 201 à 571), la première prévaut.

ARTICLE 42

Règlements administratifs

147 1. Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs, qui régissent l'utilisation des télécommunications et lient tous les Membres.

148 2. La ratification de la présente Convention conformément à l'article 45 ou l'adhésion à la présente Convention conformément à l'article 46, implique l'acceptation des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification ou de cette adhésion.

149 3. Les Membres doivent informer le secrétaire général de leur approbation de toute révision de ces Règlements par des conférences administratives compétentes. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres au fur et à mesure qu'il les reçoit.

150 4. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un Règlement administratif, la Convention prévaut.

ARTICLE 43

Validité des Règlements administratifs en vigueur

151 Les Règlements administratifs visés au numéro 147 sont ceux en vigueur au moment de la signature de la présente Convention. Ils sont considérés comme annexés à la présente Convention et demeurent valables, sous réserve des révisions partielles qui peuvent être adoptées aux termes du numéro 44, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux Règlements élaborés par les conférences administratives mondiales compétentes et destinés à les remplacer en tant qu'annexes à la présente Convention.

ARTICLE 44

Exécution de la Convention et des Règlements

152 1. Les Membres sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs y annexés dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunication établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 38.

153 2. Ils doivent en outre prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou exploitent des stations pouvant causer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays.

ARTICLE 45

Ratification de la Convention

154 1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires selon les règles constitutionnelles en vigueur dans les pays respectifs. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union, au secrétaire général qui les notifie aux Membres.

155 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 8 à 10, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 154.

156 (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 154 n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil d'administration, à aucune réunion des organismes permanents de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance effectuée en conformité avec les dispositions de la Convention, et cela tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé. Les droits de ce gouvernement, autres que les droits de vote, ne sont pas affectés.

157 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 52, chaque instrument de ratification prend effet à la date de dépôt auprès du secrétaire général.

158 4. Dans le cas où l'un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auraient ratifiée.

ARTICLE 46

Adhésion à la Convention

159 1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps sous réserve des dispositions de l'article 1.

160 2. L'instrument d'adhésion est adressé au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Il prend effet à la date de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement. Le secrétaire général notifie l'adhésion aux Membres et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte.

ARTICLE 47

Dénonciation de la Convention

161 1. Tout Membre qui a ratifié la présente Convention ou qui y a adhéré a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres.

162 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour où le secrétaire général a reçu la notification.

ARTICLE 48

Abrogation de la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965)

163 La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965) dans les relations entre les gouvernements contractants.

ARTICLE 49

Relations avec des Etats non contractants

164 Tous les Membres se réservent, pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies de télécommunication d'un Membre, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements administratifs ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

ARTICLE 50

Règlement des différends

165 1. Les Membres peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.

166 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie au Règlement général ou au Protocole additionnel facultatif, selon le cas.

CHAPITRE VI

Définitions

ARTICLE 51

Définitions

167 Dans la présente Convention, à moins de contradiction avec le contexte:

a) les termes qui sont définis dans l'Annexe 2 à la présente Convention ont le sens qui leur est assigné dans cette Annexe;

168 *b)* les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 42 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII

Disposition finale

ARTICLE 52

Mise en vigueur et enregistrement de la Convention

169 La présente Convention entrera en vigueur le 1er janvier 1975 entre les Membres pour lesquels les instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés avant cette date.

170 Conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le secrétaire général de l'Union enregistrera la présente Convention auprès du Secrétariat des Nations Unies.

SECONDE PARTIE

REGLEMENT GENERAL

CHAPITRE VIII

Fonctionnement de l'Union

ARTICLE 53

Conférence de plénipotentiaires

201 1. (1) La Conférence de plénipotentiaires se réunit à intervalles réguliers, normalement tous les cinq ans.

202 (2) Si cela est pratiquement possible, la date et le lieu d'une Conférence de plénipotentiaires sont fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente; dans le cas contraire, cette date et ce lieu sont déterminés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

203 2. (1) La date et le lieu de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés:

a) à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;

204 *b)* sur proposition du Conseil d'administration.

205 (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

ARTICLE 54

Conférences administratives

206 1. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative est fixé par le Conseil d'administration, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.

207 (2) Le cas échéant, cet ordre du jour comprend toute question dont l'inclusion a été décidée par une Conférence de plénipotentiaires.

208 (3) Une conférence administrative mondiale traitant de radiocommunications peut également porter à son ordre du jour des directives à donner au Comité international d'enregistrement des fréquences touchant ses activités et l'examen de celles-ci.

209 2. (1) Une conférence administrative mondiale est convoquée:

a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires, qui peut fixer la date et le lieu de sa réunion;

210 *b)* sur recommandation d'une conférence administrative mondiale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;

211 *c)* à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;

212 *d)* sur proposition du Conseil d'administration.

213 (2) Dans les cas visés aux numéros 210, 211, 212 et éventuellement 209, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 225.

214 3. (1) Une conférence administrative régionale est convoquée:

a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;

215 *b)* sur recommandation d'une conférence administrative mondiale ou régionale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;

216 *c)* à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée, adressée individuellement au secrétaire général;

217 *d)* sur proposition du Conseil d'administration.

218 (2) Dans les cas visés aux numéros 215, 216, 217 et éventuellement 214, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée, sous réserve des dispositions du numéro 225.

219 4. (1) L'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence administrative peuvent être changés:

a) à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou d'un quart des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale. Les demandes sont adressées individuellement au secrétaire général qui en saisit le Conseil d'administration aux fins d'approbation;

220 *b)* sur proposition du Conseil d'administration.

221 (2) Dans les cas visés aux numéros 219 et 220, les modifications proposées ne sont définitivement adoptées qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.

222 5. (1) Le Conseil d'administration peut juger utile de faire précéder la session principale d'une conférence administrative d'une réunion préparatoire chargée d'établir des propositions concernant les bases techniques des travaux de la conférence.

223 (2) La convocation de cette réunion préparatoire et son ordre du jour doivent être approuvés par la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.

224 (3) A moins que la réunion préparatoire d'une conférence administrative n'en décide autrement, les textes qu'elle a finalement approuvés sont rassemblés sous la forme d'un rapport qui est approuvé par cette réunion et signé par son président.

225 6. Dans les consultations visées aux numéros 206, 213, 218, 221 et 223, les Membres de l'Union qui n'ont pas répondu dans le délai fixé par le Conseil d'administration sont considérés comme n'ayant pas participé à ces consultations et en conséquence ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si le nombre des réponses reçues ne dépasse pas la moitié du nombre des Membres de l'Union consultés, on procède à une nouvelle consultation dont le résultat sera déterminant quel que soit le nombre de suffrages exprimés.

ARTICLE 55

Conseil d'administration

226 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires.

227 (2) Si, entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil d'administration, le siège revient de droit au Membre de l'Union qui a obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres qui font partie de la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

228 (3) Un siège au Conseil est considéré comme vacant:

a) lorsqu'un Membre du Conseil ne s'est pas fait représenter à deux sessions annuelles consécutives du Conseil;

229 *b)* lorsqu'un pays Membre de l'Union se démet de ses fonctions de Membre du Conseil.

230 2. Dans la mesure du possible, la personne désignée par un Membre du Conseil d'administration pour siéger au Conseil est un fonctionnaire de son administration des télécommunications ou est directement responsable devant cette administration ou en son nom; cette personne doit être qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunication.

231 3. Le Conseil d'administration élit ses propres président et vice-président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

232 4. (1) Le Conseil d'administration se réunit en session annuelle au siège de l'Union.

233 (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.

234 (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres, ou à l'initiative de son président dans les conditions prévues au numéro 255.

235 5. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs internationaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées à ses seuls membres.

236 6. Le secrétaire général assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

237 7. Le Conseil d'administration ne prend de décision que lorsqu'il est en session.

238 8. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des organismes permanents de l'Union désignés aux numéros 26, 27 et 28.

239 9. Seuls les frais de voyage et de subsistance engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.

240 *10. Pour l'exécution des attributions qui lui sont dévolues par la Convention, le Conseil d'administration, en particulier:*

a) est chargé, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 39 et 40. A cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 40 et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément aux dispositions du numéro 39;

241 *b)* arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organismes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires;

242 *c)* établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union, ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;

243 *d)* contrôle le fonctionnement administratif de l'Union;

244 *e)* examine et arrête le budget annuel de l'Union, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires, en réalisant toutes les économies possibles, mais en gardant à l'esprit l'obligation faite à l'Union d'obtenir des résultats satisfaisants aussi rapidement que possible par l'intermédiaire des conférences et des programmes de travail des organismes permanents; ce faisant, le Conseil tient compte aussi des plans de travail mentionnés au numéro 286 et de toutes analyses de coûts/bénéfices mentionnées au numéro 287;

245 *f)* prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et approuve ces comptes, s'il y a lieu, pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante;

246 *g)* ajuste, s'il est nécessaire:

1. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun;

247 2. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par les Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union;

248 3. les indemnités de poste de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union;

249 4. les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies;

250 5. les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse;

251 6. les indemnités de cherté de vie accordées aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union selon la pratique suivie par les Nations Unies;

252 *h)* prend les dispositions nécessaires pour la convocation des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 53 et 54;

253 *i)* soumet à la Conférence de plénipotentiaires les avis qu'il juge utiles;

254 *j)* examine et coordonne les programmes de travail ainsi que leur progrès, de même que les arrangements de travail des organismes permanents, y compris les calendriers des réunions, et prend les mesures qu'il estime appropriées;

255 *k)* procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de secrétaire général et/ou de vice-secrétaire général dans la situation

visée au numéro 59 ou 60 et cela au cours d'une de ses sessions régulières si la vacance s'est produite dans les 90 jours qui précèdent cette session, ou bien au cours d'une session convoquée par son président dans les périodes prévues aux numéros susmentionnés;

256 *l)* procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de directeur d'un Comité consultatif international, à la première session régulière tenue après la date où la vacance s'est produite. Un directeur ainsi nommé reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, comme le stipule le numéro 305; il peut être élu à ce poste;

257 *m)* procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de membre du Comité international d'enregistrement des fréquences selon la procédure prévue au numéro 297;

258 *n)* remplit les autres fonctions prévues dans la Convention et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements administratifs, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union ou de ses organismes permanents pris individuellement;

259 *o)* prend les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre à titre provisoire les cas non prévus dans la Convention, les Règlements administratifs et leurs annexes, pour la solution desquels il n'est plus possible d'attendre la prochaine conférence compétente;

260 *p)* soumet un rapport sur les activités de tous les organes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;

261 *q)* envoie aux Membres de l'Union le plus tôt possible après chacune de ses sessions, des comptes rendus succincts de ses travaux, ainsi que tous documents qu'il juge utiles.

ARTICLE 56

Secrétariat général

262 1. Le secrétaire général:

a) coordonne les activités des différents organismes permanents de l'Union avec les conseils et l'assistance du Comité de coordination dont il est question au numéro 80, afin d'assurer une utilisation aussi efficace et économique que possible du personnel, des fonds et des autres ressources de l'Union;

263 *b)* organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce secrétariat, en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;

264 *c)* prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque organisme permanent et en se fondant sur le choix de ce dernier, la décision finale de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général;

265 *d)* porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;

266 *e)* veille à l'application des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;

267 *f)* fournit des avis juridiques aux organes de l'Union;

268 *g)* supervise, pour les besoins de la gestion administrative, le personnel du siège de l'Union, afin d'assurer une utilisation aussi efficace que possible de ce personnel et de lui appliquer les conditions d'emploi du régime commun. Le personnel désigné pour assister directement les directeurs des Comités consultatifs internationaux et le Comité international d'enregistrement des fréquences travaille sous les ordres directs des hauts fonctionnaires intéressés, mais conformément aux directives administratives générales du Conseil d'administration et du secrétaire général;

269 *h)* dans l'intérêt général de l'Union et après avoir consulté le président du Comité international d'enregistrement des fréquences ou le directeur du Comité consultatif en cause, affecte temporairement des fonctionnaires à d'autres emplois en fonction des fluctuations du travail au siège de l'Union. Le secrétaire général signale au Conseil d'admi-

nistration ces affectations temporaires et leurs conséquences financières;

270 *i)* assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union;

271 *j)* assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat des conférences de l'Union et, en collaboration avec le chef de l'organisme permanent intéressé, fournit les services nécessaires à la tenue des réunions de chaque organisme permanent de l'Union, en recourant, dans la mesure où il l'estime nécessaire, au personnel de l'Union, conformément au numéro 269. Le secrétaire général peut aussi, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toute autre réunion relative aux télécommunications;

272 *k)* tient à jour les nomenclatures officielles établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;

273 *l)* publie les principaux rapports des organismes permanents de l'Union ainsi que les avis et les instructions d'exploitation à utiliser dans les services internationaux de télécommunication qui découlent de ces avis;

274 *m)* publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui lui sont communiqués par les parties, et tient à jour les documents qui s'y rapportent;

275 *n)* publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre documentation concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences, telle qu'elle a été élaborée par le Comité international d'enregistrement des fréquences dans l'exercice de ses fonctions;

276 *o)* établit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organismes permanents de l'Union:

1. une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;

277 2. les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs;

278 3. tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et par le Conseil d'administration;

279 *p)* rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;

280 *q)* recueille et publie, en collaboration avec les autres organismes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays en voie de développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunications. L'attention de ces pays est également attirée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous les auspices des Nations Unies;

281 *r)* rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres, concernant la mise en oeuvre de moyens techniques destinés à obtenir le meilleur rendement des services de télécommunication et, notamment, le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages;

282 *s)* publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il peut recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;

283 *t)* détermine, après avoir consulté le directeur du Comité consultatif international intéressé ou, suivant le cas, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences, la forme et la présentation de toutes les publications de l'Union, en tenant compte de leur nature et de leur contenu ainsi que du mode de publication le mieux approprié et le plus économique;

284 *u)* prend les mesures nécessaires pour que les documents publiés soient distribués en temps opportun;

285 *v)* après avoir réalisé toutes les économies possibles, prépare et soumet au Conseil d'administration un projet de budget annuel, lequel, après

approbation par le Conseil, est transmis à titre d'information à tous les Membres de l'Union;

286 w) prépare et soumet au Conseil d'administration des plans de travail pour l'avenir portant sur les principales activités exercées au siège de l'Union conformément aux directives du Conseil d'administration;

287 x) dans la mesure où le Conseil d'administration le juge approprié, prépare et soumet au Conseil d'administration des analyses de coûts/bénéfices des principales activités exercées au siège de l'Union;

288 y) établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces rapports, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante aux fins d'examen et d'approbation définitive;

289 z) établit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres;

290 aa) assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union.

291 2. Le secrétaire général ou le vice-secrétaire général peut assister à titre consultatif aux assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union; leur participation aux séances du Conseil d'administration est régie par les dispositions du numéro 235.

ARTICLE 57

Comité international d'enregistrement des fréquences

292 1. (1) Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.

293 (2) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu du numéro 67, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.

294 2. (1) La procédure d'élection est établie par la conférence responsable de l'élection de la façon spécifiée au numéro 63.

295 (2) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme candidat par le pays dont il est ressortissant.

296 (3) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence qui élit leurs successeurs.

297 (4) Si, dans l'intervalle qui sépare deux Conférences de plénipotentiaires chargées d'élire les membres du Comité, un membre élu du Comité démissionne, abandonne ses fonctions ou décède, le président du Comité demande au secrétaire général d'inviter les pays Membres de l'Union qui font partie de la région intéressée à proposer des candidats pour l'élection d'un remplaçant par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle suivante. Cependant, si la vacance se produit plus de quatre-vingt-dix jours avant la session du Conseil d'administration, le pays dont ce membre était ressortissant désigne, aussitôt que possible et dans les quatre-vingt-dix jours, un remplaçant également ressortissant de ce pays, qui restera en fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions du nouveau membre élu par le Conseil d'administration. Le remplaçant pourra être présenté comme candidat à l'élection par le Conseil d'administration.

298 (5) Pour garantir un fonctionnement efficace du Comité, tout pays dont un ressortissant á été élu membre du Comité doit, dans toute la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler entre deux Conférences de plénipotentiaires chargées d'élire les membres du Comité.

299 3. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.

300 (2) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, lesquels remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.

301 (3) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé.

302 4. Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque membre doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit en aucun cas essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 58

Comités consultatifs internationaux

303 1. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par:

a) l'assemblée plénière, réunie de préférence tous les trois ans. Lorsqu'une conférence administrative mondiale correspondante a été convoquée, la réunion de l'assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;

304 *b)* les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;

305 *c)* un directeur élu par l'assemblée plénière, initialement pour une période égale à deux fois la durée séparant deux assemblées plénières consécutives, normalement pour six ans. Il est rééligible à chacune des assemblées plénières ultérieures et, s'il est réélu, il reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, normalement pendant trois ans. Si le poste se trouve inopinément vacant, l'assemblée plénière suivante élit le nouveau directeur;

306 *d)* un secrétariat spécialisé qui assiste le directeur;

307 *e)* des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

308 2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des avis, lui sont posées par la Conférence de plénipotentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'assemblée plénière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou, dans l'intervalle des assemblées plénières, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par vingt Membres de l'Union au moins.

309 (2) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif peut également faire des études et donner des conseils sur les questions relatives aux télécommunications nationales de ces pays. L'étude de ces questions doit être effectuée conformément aux dispositions du numéro 308.

ARTICLE 59

Comité de coordination

310 1. (1) Le Comité de coordination prête son concours au secrétaire général dans l'accomplissement des tâches qui sont assignées à celui-ci en vertu des numéros 282, 285, 288 et 289.

311 (2) Le Comité est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales mentionnées aux articles 39 et 40, en ce qui concerne la représentation des organismes permanents de l'Union aux conférences de ces organisations.

312 (3) Le Comité examine les résultats des activités de l'Union dans le domaine de la coopération technique et présente des recommandations au Conseil d'administration par l'intermédiaire du secrétaire général.

313 2. Le Comité doit s'efforcer de formuler ses conclusions par accord unanime. Le secrétaire général peut toutefois prendre des décisions, même sans être appuyé par deux autres membres ou plus du Comité, s'il juge que le règlement des questions en cause ne peut attendre la prochaine session du Conseil d'administration. Dans ces circonstances, il fait rapport promptement et par écrit aux membres du Conseil d'administration sur ces questions, en indiquant les raisons qui l'ont amené à prendre ces décisions, ainsi que les vues exposées par écrit par les autres membres du Comité.

314 3. Le Comité se réunit sur convocation de son président, normalement au moins une fois par mois.

CHAPITRE IX

Dispositions générales concernant les conférences

ARTICLE 60

Invitation et admission aux Conférences de plénipotentiaires lorsqu'il y a un gouvernement invitant

315 1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

316 2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union.

317 (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

318 3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 39 et, sur leur demande, aux organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32.

319 4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées des Nations Unies *ainsi* que l'Agence internationale de l'énergie atomique à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative, sur la base de la réciprocité.

320 5. (1) Les réponses des Membres doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

321 (2) Ces réponses peuvent être adressées au gouvernement invitant soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

322 6. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin, la conférence peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.

323 7. Sont admis aux Conférences de plénipotentiaires:

a) les délégations, telles qu'elles sont définies à l'Annexe 2;

324 *b)* les observateurs des Nations Unies;

325 *c)* les observateurs des organisations régionales de télécommunication, conformément au numéro 318;

326 *d)* les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 319.

ARTICLE 61

Invitation et admission aux conférences administratives lorsqu'il y a un gouvernement invitant

327 1. (1) Les dispositions des numéros 315 à 321 sont applicables aux conférences administratives.

328 (2) Toutefois, le délai prévu pour l'envoi des invitations peut être réduit à six mois si nécessaire.

329 (3) Les Membres de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.

330 2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative.

331 (2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.

332 (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.

333 3. Sont admis aux conférences administratives:

a) les délégations, telles qu'elles sont définies à l'Annexe 2;

334 b) les observateurs des Nations Unies;

335 c) les observateurs des organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32;

336 d) les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 319;

337 e) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 330 à 332;

338 f) les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le Membre dont elles dépendent;

339 g) les organismes permanents de l'Union, dans les conditions spécifiées au numéro 322.

ARTICLE 62

Procédure pour la convocation de conférences administratives mondiales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

340 1. Les Membres de l'Union qui désirent qu'une conférence administrative mondiale soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la conférence.

341 2. Le secrétaire général, au reçu de requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres de l'Union, transmet la communication par télégramme à tous les Membres en les priant de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

342 3. Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225, se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire accepte à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres de l'Union par télégramme-circulaire.

343 4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

344 (2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

345 (3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

346 5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions de l'article 64 sont applicables.

347 6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres de l'Union, en les invitant à se prononcer de façon définitive, dans un délai de six semaines, sur le ou les points controversés.

348 (2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225.

349 7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative mondiale est présentée par le Conseil d'administration.

ARTICLE 63

Procédure pour la convocation de conférences administratives régionales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

350 Dans le cas des conférences administratives régionales, la procédure décrite à l'article 62 s'applique aux seuls Membres de la région intéressée.

Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région.

ARTICLE 64

Dispositions relatives aux conférences qui se réunissent sans gouvernement invitant

351 Lorsqu'une conférence doit être réunie sans gouvernement invitant, les dispositions des articles 60 et 61 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l'Union.

ARTICLE 65

Dispositions communes à toutes les conférences

Changement de la date ou du lieu d'une conférence

352 1. Les dispositions des articles 62 et 63 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu d'une conférence, ou l'un des deux seulement. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés, déterminée selon les dispositions du numéro 225, s'est prononcée en leur faveur.

353 2. Tout Membre qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui du nombre requis d'autres Membres.

354 3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 341 les conséquences financières probables qui résultent du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque des dépenses ont été engagées pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

ARTICLE 66

Délais et modalités de présentation des propositions aux conférences

355 1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions pour les travaux de la conférence.

356 2. Toute proposition dont l'adoption entraîne la révision du texte de la Convention ou des Règlements administratifs doit contenir des références aux numéros des parties du texte qui requièrent cette révision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.

357 3. Le secrétaire général communique les propositions à tous les Membres au fur et à mesure de leur réception.

358 4. Le secrétaire général réunit et coordonne les propositions reçues des administrations et des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et les fait parvenir aux Membres trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence. Ni le secrétaire général, ni les directeurs des Comités consultatifs internationaux, ni les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences ne sont habilités à présenter des propositions.

ARTICLE 67

Pouvoirs des délégations aux conférences

359 1. La délégation envoyée à une conférence par un Membre de l'Union doit être dûment accréditée conformément aux dispositions des numéros 360 à 366.

360 2. (1) Les délégations aux Conférences de plénipotentiaires sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères.

361 (2) Les délégations aux conférences administratives sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement,

ou par le ministre des Affaires étrangères, ou par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.

362 (3) Sous réserve de confirmation émanant de l'une des autorités citées au numéro 360 ou 361 et reçue avant la signature des Actes finals, une délégation peut être provisoirement accréditée par le chef de la mission diplomatique de son pays auprès du gouvernement du pays où se tient la conférence ou, si ce dernier est celui du siège de l'Union, par le chef de la délégation permanente de son pays auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

363 3. Les pouvoirs sont acceptés s'ils sont signés par l'une des autorités énumérées aux numéros 360 à 362 et s'ils répondent à l'un des critères suivants:

364 — conférer les pleins pouvoirs à la délégation;

365 — autoriser la délégation à représenter son gouvernement sans aucune restriction;

366 — donner à la délégation ou à certains de ses Membres le droit de signer les Actes finals.

367 4. (1) Une délégation dont les pouvoirs sont reconnus en règle par la séance plénière est habilitée à exercer le droit de vote du Membre intéressé et à signer les Actes finals.

368 (2) Une délégation dont les pouvoirs ne sont pas reconnus en règle par la séance plénière n'est pas habilitée à exercer le droit de vote ni à signer les Actes finals tant qu'il n'a pas été remédié à cet état de choses.

369 5. Les pouvoirs doivent être déposés au secrétariat de la conférence dès que possible. Une commission spéciale est chargée de les vérifier; elle présente à la séance plénière un rapport sur ses conclusions dans le délai fixé par celle-ci. En attendant la décision de la séance plénière à ce sujet, la délégation d'un Membre de l'Union est habilitée à participer aux travaux et à exercer le droit de vote de ce Membre.

370 6. En règle générale, les Membres de l'Union doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Toutefois, si pour des raisons exceptionnelles un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut donner à la délégation d'un autre Membre le pouvoir de voter et de signer en son nom. Ce transfert de pouvoir doit faire l'objet d'un acte signé par l'une des autorités citées au numéro 360 ou 361.

371 7. Une délégation ayant le droit de vote peut donner mandat à une autre délégation ayant le droit de vote d'exercer ce droit au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. En pareil cas, elle doit en informer le président de la conférence en temps utile et par écrit.

372 8. Une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.

373 9. Les pouvoirs et procurations adressés par télégramme ne sont pas acceptables. En revanche, sont acceptées les réponses télégraphiques aux demandes d'éclaircissement du président ou du secrétariat de la conférence concernant les pouvoirs.

CHAPITRE X

Dispositions générales concernant les Comités consultatifs internationaux

ARTICLE 68

Conditions de participation

374 1. Les membres des Comités consultatifs internationaux mentionnés aux numéros 73 et 74 peuvent participer à toutes les activités du Comité consultatif intéressé.

375 2. (1) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et du directeur de ce Comité. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre qui l'a reconnue. Le directeur

du Comité consultatif fait connaître à cette exploitation la suite qui a été donnée à sa demande.

376 (2) Une exploitation privée reconnue ne peut intervenir au nom du Membre qui l'a reconnue que si celui-ci, dans chaque cas particulier, fait savoir au Comité consultatif intéressé qu'il l'a autorisée à cet effet.

377 3. (1) Les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication mentionnées à l'article 32 qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des Comités consultatifs.

378 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une organisation internationale ou d'une organisation régionale de télécommunication mentionnée à l'article 32 est adressée au secrétaire général, qui la porte par voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et les invite à se prononcer sur l'acceptation de cette demande; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et du directeur du Comité consultatif intéressé.

379 4. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunication ou à l'étude ou la fabrication de matériel destiné aux services de télécommunication peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des Comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

380 (2) La première demande d'admission aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel est adressée au secrétaire général qui en informe tous les Membres et le directeur de ce Comité. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé. Le directeur du Comité consultatif fait connaître à l'organisme scientifique ou industriel la suite qui a été donnée à sa demande.

381 5. Toute exploitation privée reconnue, toute organisation internationale ou organisation régionale de télécommunication, ou tout organisme scientifique ou industriel qui a été admis à participer aux travaux d'un Comité consultatif a le droit de dénoncer cette participation par une notification adressée au secrétaire général. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

ARTICLE 69

Rôles de l'assemblée plénière

382 L'assemblée plénière:

a) examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports;

383 *b)* examine les questions existantes afin de voir s'il y a lieu ou non d'en poursuivre l'étude, et établit la liste des nouvelles questions à étudier conformément aux dispositions du numéro 308. Lors de la rédaction du texte de nouvelles questions, il convient de s'assurer qu'en principe leur étude devrait pouvoir être menée à bien dans un délai égal au double de l'intervalle entre deux assemblées plénières;

384 *c)* approuve le programme de travail découlant des dispositions du numéro 383 et fixe l'ordre des questions à étudier d'après leur importance, leur priorité et leur urgence;

385 *d)* décide, au vu du programme de travail approuvé dont il est question au numéro 384, s'il y a lieu de maintenir ou de dissoudre les commissions d'études existantes, ou de créer de nouvelles commissions d'études;

386 *e)* attribue aux commissions d'études les questions à étudier;

387 *f)* examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du Comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière;

388 *g)* approuve, s'il y a lieu, en vue de la transmettre au Conseil d'administration, l'estimation présentée par le directeur aux termes des

dispositions du numéro 416 des besoins financiers du Comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière;

389 *b)* examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 11 et du présent chapitre.

ARTICLE 70

Réunions de l'assemblée plénière

390 1. L'assemblée plénière se réunit normalement à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente.

391 2. La date et le lieu d'une réunion de l'assemblée plénière, ou l'un des deux seulement, peuvent être modifiés avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui ont répondu à une demande du secrétaire général sollicitant leur avis.

392 3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.

393 4. Le secrétaire général est chargé de prendre, en accord avec le directeur du Comité consultatif intéressé, les dispositions administratives et financières nécessaires en vue des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.

ARTICLE 71

Langues et droit de vote aux assemblées plénières

394 1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénières sont celles qui sont prévues aux articles 16 et 78.

395 (2) Les documents préparatoires des commissions d'études, les documents et les procès-verbaux des assemblées plénières et les documents publiés à la suite de celles-ci par les Comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.

396 2. Les Membres autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des Comités consultatifs sont ceux qui sont visés aux numéros 9 et 155. Toutefois, lorsqu'un pays Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues de ce pays ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix, sous réserve des dispositions du numéro 376.

397 3. Les dispositions des numéros 370 à 373 relatives aux procurations s'appliquent aux assemblées plénières.

ARTICLE 72

Commissions d'études

398 1. L'assemblée plénière crée et maintient selon les besoins les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues, les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication, admises conformément aux dispositions des numéros 377 et 378, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, se font connaître soit au cours de l'assemblée plénière, soit, ultérieurement, au directeur du Comité consultatif intéressé.

399 2. En outre, et sous réserve des dispositions des numéros 379 et 380, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.

400 3. L'assemblée plénière nomme normalement un rapporteur principal et un vice-rapporteur principal pour chaque commission d'études. Si le volume de travail d'une commission d'études l'exige, l'assemblée plénière nomme, pour cette commission, autant de vice-rapporteurs principaux supplémentaires qu'elle l'estime nécessaire. Si, dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, et si sa commission d'études n'avait qu'un vice-rapporteur

principal, celui-ci prend sa place. Dans le cas où il s'agit d'une commission d'études pour laquelle l'assemblée plénière avait nommé plusieurs vice-rapporteurs principaux, cette commission, au cours de sa réunion suivante, élit parmi eux son nouveau rapporteur principal et, si nécessaire, un nouveau vice-rapporteur principal parmi ses membres. Une telle commission d'études élit de même un nouveau vice-rapporteur principal au cas où l'un de ses vice-rapporteurs principaux est empêché d'exercer ses fonctions dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière.

ARTICLE 73

Traitement des affaires des commissions d'études

401 1. Les questions confiées aux commissions d'études sont, dans la mesure du possible, traitées par correspondance.

402 2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.

403 (2) En règle générale, dans l'intervalle entre deux assemblées plénières, une commission d'études ne tient pas plus de deux réunions, dont sa réunion finale qui précède l'assemblée plénière.

404 (3) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commission d'études non prévues par l'assemblée plénière sont nécessaires pour discuter verbalement des questions qui n'ont pas pu être traitées par correspondance, il peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.

405 3. L'assemblée plénière peut, en cas de besoin, constituer des groupes de travail mixtes pour l'étude des questions qui requièrent la participation d'experts de plusieurs commissions d'études.

406 4. Après avoir consulté le secrétaire général, le directeur d'un Comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu pendant la même période.

407 5. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du Comité consultatif et, éventuellement, aux organisations internationales et aux organisations régionales de télécommunication, qui y ont participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils parviennent à leurs destinataires au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière. Il peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant celle de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent pas être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

ARTICLE 74

Fonctions du directeur; secrétariat spécialisé

408 1. (1) Le directeur d'un Comité consultatif coordonne les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du Comité.

409 (2) Le directeur a la responsabilité des documents du Comité et prend, de concert avec le secrétaire général, les mesures voulues pour qu'ils soient publiés dans les langues de travail de l'Union.

410 (3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du Comité.

411 (4) Le personnel des secrétariats spécialisés, des laboratoires et des installations techniques des Comités consultatifs relève, du point de vue administratif, de l'autorité du secrétaire général conformément aux dispositions du numéro 268.

412 2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la Conférence de pléni-

potentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.

413 3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études, sous réserve des dispositions du numéro 393.

414 4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du Comité consultatif depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.

415 5. Le directeur présente au Conseil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du Comité pendant l'année précédente, aux fins d'information du Conseil et des Membres de l'Union.

416 6. Le directeur, après avoir consulté le secrétaire général, soumet à l'approbation de l'assemblée plénière une estimation des besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière. Cette estimation, après approbation, est envoyée au secrétaire général pour être soumise au Conseil d'administration.

417 7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dépenses du Comité pour l'année suivante, en se fondant sur l'estimation des besoins financiers du Comité approuvée par l'assemblée plénière.

418 8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités de coopération technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

ARTICLE 75

Propositions pour les conférences administratives

419 1. Les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions découlant directement de leurs avis ou de conclusions de leurs études en cours.

420 2. Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent également formuler des propositions de modification aux Règlements administratifs.

421 3. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au numéro 358.

ARTICLE 76

Relations des Comités consultatifs entre eux et avec des organisations internationales

422 1. (1) Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.

423 (2) Les directeurs des Comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études des deux Comités consultatifs, en vue d'effectuer des études et de préparer des projets d'avis sur des questions d'intérêt commun. Ces projets d'avis sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chacun des Comités consultatifs.

424 2. Lorsque l'un des Comités consultatifs est invité à se faire représenter à une réunion de l'autre Comité consultatif ou d'une organisation internationale, son assemblée plénière ou son directeur est autorisé, en tenant compte du numéro 311, à prendre des dispositions pour assurer cette représentation avec voix consultative.

425 3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences et le directeur de l'autre Comité consultatif, ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un Comité consultatif. En cas de besoin, un Comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif, des représentants de tout organisme permanent de l'Union qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

CHAPITRE XI

Règlement intérieur des conférences et autres réunions

ARTICLE 77

Règlement intérieur des conférences et autres réunions

1. Ordre des places

426 Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

2. Inauguration de la conférence

427 1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle est préparé l'ordre du jour de la première séance plénière.

428 (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 429 et 430.

429 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

430 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

431 3. (1) A la première séance plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

432 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 427.

433 4. La première séance plénière procède également:

a) à l'élection des vice-présidents de la conférence;

434 *b)* à la constitution des commissions de la conférence et à l'élection des présidents et vice-présidents respectifs;

435 *c)* à la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel fourni par l'administration du gouvernement invitant.

3. Prérogatives du président de la conférence

436 1. En plus de l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées dans le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

437 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances plénières. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

438 3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

439 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

4. Institution des commissions

440 1. La séance plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

441 2. *Il n'est institué de sous-commissions et groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.*

5. Commission de contrôle budgétaire

442 1. A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, la séance plénière nomme une commission de contrôle budgétaire chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétaire général et, s'il y a un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.

443 2. Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente à la séance plénière un état provisoire des dépenses. La séance plénière en tient compte, afin de décider si les progrès réalisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.

444 3. A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente à la séance plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses de la conférence ou réunion.

445 4. Après avoir examiné et approuvé ce rapport, la séance plénière le transmet au secrétaire général, avec ses observations, afin qu'il en saisisse le Conseil d'administration lors de sa prochaine session annuelle.

6. Composition des commissions

446 6.1 *Conférences de plénipotentiaires*

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et des observateurs prévus aux numéros 324, 325 et 326, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

447 6.2 *Conférences administratives*

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres, des observateurs et des représentants prévus aux numéros 334 à 338, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

7. Présidents et vice-présidents des sous-commissions

448 Le président de chaque commission propose à celle-ci le choix des présidents et vice-présidents des sous-commissions qu'elle institue.

8. Convocation aux séances

449 Les séances plénières et celles des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au lieu de réunion de la conférence.

9. Propositions présentées avant l'ouverture de la conférence

450 Les propositions présentées avant l'ouverture de la conférence sont réparties par la séance plénière entre les commissions compétentes instituées conformément aux dispositions de la section 4 du présent règlement intérieur. Toutefois, la séance plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

10. Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence

451 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence sont remis, selon le cas, au président de la conférence ou au président de la commission compétente ou bien au secrétariat de la conférence aux fins de publication et de distribution comme document de conférence.

452 2. Aucune proposition ou amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

453 3. Le président d'une conférence ou d'une commission peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

454 4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

455 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis aux fins de publication et de distribution dans les conditions prévues au numéro 451.

456 (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

457 (3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou amendements visés au numéro 451, les aiguille, selon le cas, vers les commissions compétentes ou la séance plénière.

458 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander que soient lus en séance plénière toute proposition ou amendement présentés par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

11. Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement

459 1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

460 2. Toute proposition ou amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis aux voix.

12. Propositions ou amendements omis ou différés

461 Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, il appartient à la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté de veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

13. Conduite des débats en séance plénière

462 *13.1 Quorum*

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

463 *13.2 Ordre de discussion*

(1) Les personnes qui désirent prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

464 (2) Toute personne qui a la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

465 *13.3 Motions d'ordre et points d'ordre*

(1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision prise par le président conformément au présent règlement intérieur. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si la majorité des délégations présentes et votant ne s'y oppose pas.

466 (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

467 *13.4 Ordre de priorité des motions et points d'ordre*

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question aux numéros 465 et 466 est le suivant:

a) tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement intérieur;

468 *b)* suspension de la séance;

469 *c)* levée de la séance;

470 *d)* ajournement du débat sur la question en discussion;

471 *e)* clôture du débat sur la question en discussion;

472 *f)* toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

473 *13.5 Motion de suspension ou de levée de la séance*

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la motion et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

474 *13.6 Motion d'ajournement du débat*

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion fait l'objet d'une discussion, seuls trois orateurs, en plus de l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, un en faveur de la motion et deux contre, après quoi la motion est mise aux voix.

475 *13.7 Motion de clôture du débat*

A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

476 *13.8 Limitation des interventions*

(1) La séance plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

477 (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

478 (3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

479 *13.9 Clôture de la liste des orateurs*

(1) Au cours d'un débat; le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à toute intervention antérieure, même après la clôture de la liste.

480 (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

481 *13.10 Question de compétence*

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

482 *13.11 Retrait et nouvelle présentation d'une motion*

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise, soit par la délégation auteur de l'amendement, soit par toute autre délégation.

14. Droit de vote

483 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer à la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 2.

484 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées à l'article 67.

15. Vote

485 *15.1 Définition de la majorité*

(1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

486 (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

487 (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est *considéré comme rejeté.*

488 (4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme « délégation présente et votant » toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

489 *15.2 Non-participation au vote*

Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes du *point de vue de la détermination* du quorum au sens du numéro 462, ni comme s'étant abstenues du point de vue de l'application des dispositions du numéro 491.

490 *15.3 Majorité spéciale*

En ce qui concerne l'admission des Membres de l'Union, la majorité requise est fixée à l'article 1.

491 *15.4 Plus de cinquante pour cent d'abstentions*

Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront *plus en ligne de compte.*

492 *15.5 Procédures de vote*

(1) Sauf dans le cas prévu au numéro 495, les procédures de vote sont les suivantes:

a) à main levée, en règle générale;

493 *b)* par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure précédente ou si au moins deux délégations le demandent.

494 (2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.

495 *15.6 Vote au scrutin secret*

Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétariat prend immédiatement les *mesures nécessaires pour assurer le secret* du scrutin.

496 *15.7 Interdiction d'interrompre le vote*

Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un *point d'ordre relatif à la manière dont s'effectue* le scrutin.

497 *15.8 Explications de vote*

Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer *leur vote postérieurement au vote lui-même.*

498 *15.9 Vote d'une proposition par parties*

(1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le *président, avec l'approbation* de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont *été* adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

499 (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition *elle-même est considérée comme rejetée.*

500 *15.10 Ordre de vote des propositions relatives à une même question*

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

501 (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

502 *15.11 Amendements*

(1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui comporte uniquement une suppression, une adjonction à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition.

503 (2) Tout amendement à une proposition qui est accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

504 (3) Aucune proposition de modification n'est considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition initiale.

505 *15.12 Vote sur les amendements*

(1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, c'est cet amendement qui est mis aux voix en premier lieu.

506 (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, est mis aux voix en premier lieu celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original; est ensuite mis aux voix celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés.

507 (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

508 (4) Si aucun amendement n'est adopté, la proposition initiale est mise aux voix.

16. Commissions et sous-commissions

Conduite des débats et procédure de vote

509 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues au président de la conférence par la section 3 du présent règlement intérieur.

510 2. Les dispositions fixées à la section 13 du présent règlement intérieur pour la conduite des débats en séance plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

511 3. Les dispositions fixées à la section 15 du présent règlement intérieur sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions.

17. Réserves

512 1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

513 2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la révision d'un règlement, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

18. Procès-verbaux des séances plénières

514 1. Les procès-verbaux des séances plénières sont établis par le secrétariat de la conférence, qui s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbaux doivent être examinés.

515 2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

516 3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les principaux arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.

517 (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit en règle générale l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

518 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numéro 517 en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

19. Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions

519 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés séance par séance dans les comptes rendus établis par le secrétariat de la conférence, où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

520 (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 517.

521 (3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.

522 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent sous une forme concise les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

20. Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports

523 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance plénière ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

524 (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

525 2. (1) Le procès-verbal de la dernière séance plénière est examiné et approuvé par le président de cette séance.

526 (2) Le compte rendu de la dernière séance d'une commission ou d'une sous-commission est examiné et approuvé par le président de cette commission ou sous-commission.

21. Commission de rédaction

527 1. Les textes des Actes finals, établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction, laquelle est chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens et, s'il y a lieu, de les assembler avec les textes antérieurs non amendés.

528 2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à la séance plénière, laquelle les approuve ou les renvoie, aux fins de nouvel examen, à la commission compétente.

22. Numérotage

529 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés jusqu'à la première lecture en séance plénière. Les textes ajoutés portent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif, auquel on ajoute « A », « B », etc.

530 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.

23. Approbation définitive

531 Les textes des Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par la séance plénière.

24. Signature

532 Les textes définitifs approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pouvoirs définis à l'article 67, en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

25. Communiqués de presse

533 Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président ou de l'un des vice-présidents de la conférence.

26. Franchise

534 Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organismes permanents de l'Union qui assistent à la conférence et le personnel du secrétariat de l'Union détaché à la conférence, ont droit à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et les exploitations privées reconnues concernés.

CHAPITRE XII

Autres dispositions

ARTICLE 78

Langues

535 1. (1) Lors des conférences de l'Union ainsi que des réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, des langues autres que celles indiquées aux numéros 100 et 106 peuvent être employées:

a) s'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organisme permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée;

536 *b)* si une délégation prend elle-même des dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées au numéro 106.

537 (2) Dans le cas prévu au numéro 535, le secrétaire général ou le chef de l'organisme permanent concerné se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

538 (3) Dans le cas prévu au numéro 536, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer à ses propres frais la traduction orale dans sa propre langue à partir de l'une des langues indiquées au numéro 106.

539 2. Tous les documents dont il est question aux numéros 102 à 105 peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont spécifiées à condition que les Membres qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

ARTICLE 79

Finances

540 1. (1) Chaque Membre fait connaître au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.

541 (2) Le secrétaire général notifie cette décision aux Membres.

542 (3) Les Membres qui n'ont pas fait connaître leur décision dans le délai spécifié au numéro 540 conservent la classe de contribution qu'ils avaient choisie antérieurement.

543 (4) Les Membres peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

544 2. (1) Tout nouveau Membre acquitte, au titre de l'année de son adhésion, une contribution calculée à partir du premier jour du mois de l'adhésion.

545 (2) En cas de dénonciation de la Convention par un Membre, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.

546 3. Les sommes dues portent intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3 % (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6 % (six pour cent) par an à partir du septième mois.

547 4. Les dispositions suivantes s'appliquent aux contributions des exploitations privées reconnues, organismes scientifiques ou industriels et organisations internationales:

a) les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer. De même, les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles sont convenues de participer ou ont participé aux termes du numéro 338;

548 *b)* les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité, elles n'aient été exonérées par le Conseil d'administration;

549 *c)* les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions selon les dispositions des numéros 547 et 548 choisissent librement, dans le tableau qui figure au numéro 92 de la Convention, la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses, et ils informent le secrétaire général de la classe choisie;

550 *d)* les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant;

551 *e)* aucune réduction du nombre d'unités de contribution ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention;

552 *f)* en cas de dénonciation de la participation aux travaux d'un Comité consultatif international, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet;

553 *g)* le montant de l'unité contributive des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer est fixé chaque année par le Conseil d'administration. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt conformément aux dispositions du numéro 546;

554 *h)* le montant de l'unité contributive aux dépenses d'une conférence administrative des exploitations privées reconnues qui y participent aux termes du numéro 338 et des organisations internationales qui y participent, est fixé en divisant le montant total du budget de la conférence en question par le nombre total d'unités versées par les Membres au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt à partir du soixantième jour qui suit l'envoi des factures, aux taux fixés au numéro 546.

555 5. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres, groupes de Membres, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres, groupes, organisations ou autres.

556 6. Le prix de vente des publications aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du

souci de couvrir, en règle générale, les dépenses d'impression et de distribution.

ARTICLE 80

Etablissement et reddition des comptes

557 1. Les administrations des Membres et les exploitations privées reconnues qui exploitent des services internationaux de télécommunication doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.

558 2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 557 sont établis conformément aux dispositions des Règlements administratifs à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

ARTICLE 81

Arbitrage: procédure

(Voir article 50)

559 1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.

560 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.

561 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent ni être des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.

562 4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

563 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

564 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux numéros 562 et 563.

565 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 561, et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celle des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.

566 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

567 9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.

568 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

569 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a encourues à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

570 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin.

CHAPITRE XIII

Règlements administratifs

ARTICLE 82

Règlements administratifs

571 Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs suivants:

— le Règlement télégraphique,

— le Règlement *téléphonique*,

— le Règlement des radiocommunications,

— le Règlement additionnel des radiocommunications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

POUR LA REPUBLIQUE D'AFGHANISTAN:

AZIZULLAH ZAHIR
SM. NACIM ALAWI

POUR L'ALGERIE (REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE):

N. BOUHIRED
B. CHEBEL
M. HARBI
H. HAFIS

POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE :

DIETRICH ELIAS
JOHANNES KUPPER

POUR LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE :

FAISAL A. ZAIDAN
AHMED M. ZAIDAN
AHMED MUSTAFA MOHDIR

POUR LA REPUBLIQUE ARGENTINE :

ALDO SANTIAGO IRRERA
HECTOR VILLANUEVA
ROBERTO ANTONIO SALVADOR
LUIS MARIA LAURELLI
OSVALDO BLAS DALMASSO
ENRIQUE GOMEZ PUEYRREDON

POUR L'AUSTRALIE :

EVAN SAWKINS
A. M. SMITH
E. SANDBACH
S. C. MOON
K. E. GREEN

POUR L'AUTRICHE :

R. PABESCHITZ
K. VAVRA
J. BAYER

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH :

LOQMAN HUSAIN
A. B. M. TAHER
SYED SHAHIDUL ISLAM

POUR BARBADE :

FREDERICK G. SMITH
C. R. EDWARDS

POUR LA BELGIQUE :

ROBERT VAES
ALBERT AERTS

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE :

P. AFANASSIEV

POUR L'UNION DE BIRMANIE :

U KHIN MAUNG TUN
U HLA THAW

POUR LA REPUBLIQUE DE BOLIVIE :

VICTOR SIERRA MÉRIDA

POUR LA REPUBLIQUE DE BOTSWANA :

E. M. TUMELO
B.A. MUDDLE

POUR LA REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRESIL :

HERVÉ BERLANDEZ PEDROSA
CLAUDIO CASTANHEIRA BRANDÃO
JOÃO SANTELLI JUNIOR
ANTONIO HUMBERTO DOS CAVALCANTI DE ALBUQUERQUE E FONTES BRAGA
HILTON SANTOS
AUGUSTO CEZAR GUIMARÃES RIBAS
ENEAS MACHADO DE ASSIS
JOSÉ ANTONIO MARQUES

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE :

IGNATOV

POUR LA REPUBLIQUE DU BURUNDI :

MELCHIOR BWAKIRA
SATURNIN SEMUHERERE
ALBERT NTIBANDETSE
ROMAIN NZOBAKENGA

POUR LA REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN :

EMMAN. T. EGBE
JEAN JIPGUEP

POUR LE CANADA :

de MONTIGNY MARCHAND
ANITA SZLAZAK

POUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :

JOSEPH ANTOINE GOALO
FIDELE MANDABA-BORNOU
JEAN-CYRILLE KOUNKOU
JEAN-MARIE SAKILA

POUR LE CHILI :

JORGE BURR V.

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE :

LIU CHENG-CHING
LIU YUAN

POUR LA REPUBLIQUE DE CHYPRE :

R. MICHAELIDES

POUR L'ETAT DE LA CITE DU VATICAN :

ANTONIO STEFANIZZI
EVANDRO COSTA

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO :

JEAN-PIERRE BOUMBOU
JEAN-GABRIEL OKELI
ROGER RIZET

POUR LA REPUBLIQUE DE COREE :

HEUNG SUN RHIM
SEH KWAN OH

POUR COSTA RICA :

HECTOR SANCHEZ MIRANDA.

POUR LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE :

SOULEYMANE CISSOKO
KOUASSI APETE
CHRISTOPHE NOGBOU
AKA BONNY LEON
BROU YAPO SAMSON

POUR CUBA :

LUIS SOLA VILA

POUR LA REPUBLIQUE DU DAHOMEY :

TAOFIQUE BOURAIMA
EMMANUEL MOUDJIBOU

POUR LE DANEMARK :

GUNNAR PEDERSEN
HANS LAURSEN
HENRY PEDERSEN

POUR LA REPUBLIQUE DOMINICAINE :

ANSELMO PAULINO-ALVAREZ

POUR LA REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE :

DR M. M. RIAD
M. F. ELBADRAWY
M.A. SEDKY
T.N. EKDAWI
H. S. ABOU ALY

POUR LA REPUBLIQUE DE EL SALVADOR :

VICENTE SÁNCHEZ HERNÁNDEZ
OSCAR EDGARDO LARA

POUR LES EMIRATS ARABES UNIS :

HALIM FANOUS

POUR L'EQUATEUR :

MARCELO PAREDES CHIRIBOGA

POUR L'ESPAGNE :

LEON HERRERA ESTEBAN
RAFAEL FERRER SAGRERA
PEDRO SANCHEZ PEREZ
JOSE MARIA ARTO MADRAZO
JOSE MANUEL PAREDES QUEVEDO

POUR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE :

JACOB D. BEAM
THOMAS E. NELSON

POUR L'ETHIOPIE :

BEFRU ADMASSIE
GABRIEL TEDROS
GIRMAW INGIDAYEHU
AMSALOU TEMERE

POUR LA FINLANDE :

OIVA SALOILA V. A. JOHANSSON

POUR LA FRANCE :

CHARLES HERVE COTTEN
ALBERT CHASSIGNOL
MARIE HUET

POUR LA REPUBLIQUE GABONAISE :

THOMAS SOUAH
STANISLAS EWORE

POUR LE GHANA :

R. K. BAFFOUR

POUR LA GRECE :

IOANNIS KOUTRAFOURIS
ARCHELAOS TSAROUCHAS

POUR LE GUATEMALA :

ARTURO RIVERA G.
MIGUEL MORENO RIVERA
LUIS RENE PELLECER SOLIS
IGNACIO GONZALEZ L.

POUR LA REPUBLIQUE DE GUINEE :

BABARA SOUMAH
SEKOU TOURE

POUR LA REPUBLIQUE DE LA GUINEE EQUATORIALE :

LIBERATO ELA MANGUE

POUR LA REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA :

M. SIMPORE
J. BALIMA
D. NIKIEMA
D. SANON

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE :

DEZSO HORN

POUR LA REPUBLIQUE DE L'INDE :

M. K. BASU

POUR LA REPUBLIQUE D'INDONESIE :

SOEHARDJONO
J. SUTANGGAR TENGKER
M. K. M. MANGOENDIPRODJO
W. M. MANGOENDIPRODJO
HIRO TUGIMAN

POUR L'IRAN :

M. HERISCHI

POUR LA REPUBLIQUE D'IRAQ :

MOHAMED ABBAS AL-JUBOURY
JABBAR AL-AYBI AL-SHAHABI
DR. GHASSAN A. KUBBA
SALIM KHALAF AL-ANI

POUR L'IRLANDE :

P. L. O'COLMAIN
A. J. LITTON
C. J. RAFFERTY

POUR L'ISLANDE :

S. THORKELSSON

POUR L'ETAT D'ISRAEL :

(-) M. SHAKKÉD

M. SHAKKED

POUR L'ITALIE :

LUDOVICO BARATTIERI di SAN PIETRO

POUR LA JAMAIQUE :

C. A. WOODSTOCK
V. A. PANTON

POUR LE JAPON :

SHOJI SATO
YASUO MAKINO
MOTOICHI MASUDA
MASAO MIYAKE

POUR LA REPUBLIQUE DU KENYA :

MOSÉS MUUMBU MOINDE

POUR LA REPUBLIQUE KHMERE :

CHUM SIRATH

POUR L'ETAT DE KOWEIT :

AHMED A. ALSAADOON
ABDULLA M. AL SABIJ
ABDULAZIZ A. ALAYOUB
SHAHEEN K. ALGHANIM

POUR LE ROYAUME DU LAOS :

KHAMLEUANG SAYARATH
FOY SOUVANLASY
THAO BO

POUR LE ROYAUME DE LESOTHO :

KIDANE ALEMAYEHU
B. N. MOKOATLE

POUR LE LIBAN :

عن لبنان

MAURICE GHAZAL
HASSANE EZZEDINE
ELIE EID

POUR LA REPUBLIQUE DU LIBERIA :

TAYLOR E. MAJOR
SAMUEL H. BUTLER, SR.
MARY E. PAASEWE

POUR LA REPUBLIQUE ARABE LIBYENNE :

ZAKARIA AHMED FEHMI EL HAMMALI
RAMADAN A. SHERIMI

POUR LA PRINCIPAUTE DE LIECHTENSTEIN :

DR BENNO BECK

POUR LE LUXEMBOURG :

L. BERNARD

POUR LA MALAISIE :

SARDON BIN HAJI JUBIR
BUYONG BIN HAJI ABDULLAH
HAJI MOHAMMAD HASSAN BIN ABDUL WAHAB
MAH SECK WAH
MUHAMMAD RADZI BIN HAJI MANSOR

POUR LE MALAWI :

NYEMBA W. MBEKEANI
W. S. COWIE
S. J. F. S. MHGA

POUR LA REPUBLIQUE MALGACHE :

EDSON RAHALISON

POUR LA REPUBLIQUE DU MALI :

MAMADOU SOW
MAMADOU SIDIBE

POUR LE ROYAUME DU MAROC :

M. BEN ABDELLAH
L. BOUTAMI

POUR MAURICE :

K. S. PYNDIAH

POUR LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE :

MOUSTAPHA N'DIAYE

POUR LE MEXIQUE :

AD REFERENDUM

JOSÉ J. HERNÁNDEZ

POUR MONACO :

C. C. SOLAMITO

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE :

D. GARAM-OTCHIR
P. DETCHINLHUNDEV
E. ESLNJIN

POUR LE NEPAL :

RAM PRASAD SHARMA

POUR LE NICARAGUA :

FLORENCIO A. MENDOZA G.
MANUEL CASTILLO J.
ANTONIO A. MULLHAUPT

POUR LA REPUBLIQUE DU NIGER :

IDE OUMAROU
B. BATOURE
I. IBRAHIM

POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE DE NIGERIA :

ZACCHEAUS OLUYEMI OMOLOLU
VICTOR ADETUNJI HAFFNER
MODUPE MAJA-WASSIAMAL
RAPHAEL EJOH NATHAN INOMA
GODWIN CHUKWURA NNOLI

POUR LA NORVEGE

PER OVREGARD
P. MORTENSEN
THORVALD NEBELL

POUR LA NOUVELLE-ZELANDE :

A. W. BROCKWAY
N. A. WYLIE

POUR LE SULTANAT D'OMAN

HAMDAN ABDALLA ASSAID
NAASHIAH SAOUD AL KHARUSI
GHALIB KHALID AL-SAID

POUR LA REPUBLIQUE DE L'OUGANDA :

J. S. MUSOKE

POUR LE PAKISTAN :

ZAHEER AHMAD
HASAN MAHMOOD

POUR LA REPUBLIQUE DE PANAMA:

ELSA R. de MONZO

POUR PAPUA-NOUVELLE-GUINEE :

S. KULUPI
G. J. PERKINS

POUR LA REPUBLIQUE DU PARAGUAY:

FRANCISCO E. DUARTE
JUAN BALSEVICH
JUAN BAUTISTA YBÁÑEZ

POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS:

PHILIP LITENMAN

POUR LE PEROU:

GERMAN PARRA HERRERA
JUAN M. AGUAYO DEL R.
JORGE HERAUD PEREZ

POUR LA REPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

CEFERINO S. CARREON
PEDRO P. VILLASEÑOR
CALIXTO V. ESPEJO
ANTONIO B. ESCALANTE

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE:

H. BACZKO

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE:

M. CALOV

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE:

V. SAVANICHUK

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE :

C. CEAUSESCU
L. CONSTANTINESCU
I. MARINESCU
P. H. ILIESCU

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

H. A. DANIELS
T. U. MEYER
H. C. GREENWOOD
P. C. SANDERS
W. G. MOORE

POUR LA REPUBLIQUE RWANDAISE :

DENYS RWAGASORE
AMBROISE MAHATANE

POUR LA REPUBLIQUE DU SENEGAL :

IBRAHIMA N'DIAYE
MAME N'DAKAW CISSE
LEON DIA

POUR LA SIERRA LEONE :

A. E. FERGUSSON-NICOL

POUR LA REPUBLIQUE DE SINGAPOUR :

WAN SENG KONG

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE SOMALIE :

MOHAMED AHMED ABDULLA

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU SOUDAN :

MUSTAFA AWAD ALLAM
MOHAMMED SALIH FADL

POUR LA REPUBLIQUE DE SRI LANKA (CEYLAN) :

H.D.S.A. GUNAWARDENA

POUR LA SUEDE :

B. BJUREL
SVEN-ROLAND LETZEN
RUBEN NASLUND

POUR LA CONFEDERATION SUISSE :

FRITZ LOCHER
B. DELALOYE
J. VALLOTON
R. RUTSCHI
TH. MOECKLI-PELLET

POUR LA REPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE

RAPHAEL LUKINDO

POUR LA REPUBLIQUE DU TCHAD

J. BENANI

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE :

JIRA JIRI

POUR LA THAILANDE :

SRIBHUMI SUKHANETR
SUTHORN LIMPISTHIEN
MAHIDOL CHANTRANGKURN
KOWIT SURAPUNTHU

POUR LA REPUBLIQUE TOGOLAISE :

WILLIAM OSSEYI
ANDRE DO AITHNARD
SETH NENONENE

POUR TRINITE ET TOBAGO :

D. AUYONG
JEANNE M CADOGAN

POUR LA TUNISIE :

HABIB BEN CHEIKH
BRAHIM KHOUADJA
MOHAMED HACHICHA
HEDI ZEGHAL
GHANOUCHI SADOK
AZIZ LADJIMI
ZOUHIR BENLAKHAL
CHEDLY HELAL

POUR LA TURQUIE :

ERGUN ORCUN

POUR L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES :

V. CHAMCHINE

POUR LA REPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

JORGE C. SUAREZ

POUR LA REPUBLIQUE DE VENEZUELA :

MARIANO TIRADO
FERNANDO MIRALLES
CARLOS J. MARTINEZ
DOMINGO VALLADARES

POUR LA REPUBLIQUE DU VIET-NAM :

HOA VAN MUI
VUONG QUANG NGHIA

POUR LA REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN :

A. DHAIFULLAH
S. A. EL-SINDY

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU YEMEN :

ALI M. ALHAWTARY
ALI A. BASAHI

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE FEDERATIVE DE YOUGOSLAVIE :

P. Vasiljević

P. VASILJEVIC

POUR LA REPUBLIQUE DU ZAIRE :

MPEMBELE MUNTU
YOKO YAKEMBE
N'SIALA MAVAMBU
NKUBITO YA-RUGANGO

POUR LA REPUBLIQUE DE ZAMBIE :

B. J. SIMACHEMBELE

ANNEXE 1

(Voir numéro 3)

Afghanistan (République d')
Albanie (République Populaire d')
Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire)
Allemagne (République Fédérale d')
Arabie Saoudite (Royaume de l')
Argentine (République)
Australie
Autriche
Bangladesh (République Populaire du)
Barbade
Belgique
Biélorussie (République Socialiste Soviétique de)
Birmanie (Union de)
Bolivie (République de)
Botswana (République de)
Brésil (République Fédérative du)
Bulgarie (République Populaire de)
Burundi (République du)
Cameroun (République Unie du)
Canada
Centrafricaine (République)
Chili
Chine (République Populaire de)
Chypre (République de)
Cité du Vatican (Etat de la)
Colombie (République de)
Congo (République Populaire du)
Corée (République de)
Costa Rica
Côte d'Ivoire (République de)
Cuba
Dahomey (République du)
Danemark
Dominicaine (République)
Egypte (République Arabe d')
El Salvador (République de)
Emirats Arabes Unis
Equateur
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie
Fidji
Finlande
France
Gabonaise (République)
Ghana
Grèce
Guatemala
Guinée (République de)
Guinée équatoriale (République de la)

Guyane
Haïti (République d')
Haute-Volta (République de)
Honduras (République de)
Hongroise (République Populaire)
Inde (République de l')
Indonésie (République d')
Iran
Iraq (République d')
Irlande
Islande
Israël (Etat d')
Italie
Jamaïque
Japon
Jordanie (Royaume Hachémite de)
Kenya (République du)
Khmère (République)
Koweït (Etat de)
Laos (Royaume du)
Lesotho (Royaume de)
Liban
Libéria (République du)
Libyenne (République Arabe)
Liechtenstein (Principauté de)
Luxembourg
Malaisie
Malawi
Maldives (République des)
Malgache (République)
Mali (République du)
Malte
Maroc (Royaume du)
Maurice
Mauritanie (République Islamique de)
Mexique

Monaco
Mongolie (République Populaire de)
Nauru (République de)
Népal
Nicaragua
Niger (République du)
Nigeria (République Fédérale de)
Norvège
Nouvelle-Zélande
Oman (Sultanat d')
Ouganda (République de l')
Pakistan
Panama (République de)
Paraguay (République du)
Pays-Bas (Royaume des)
Pérou
Philippines (République des)
Pologne (République Populaire de)
Portugal
Qatar (Etat du)
République Arabe Syrienne
République Démocratique Allemande
République Socialiste Soviétique d'Ukraine
Roumanie (République Socialiste de)
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Rwandaise (République)
Sénégal (République du)
Sierra Leone
Singapour (République de)
Somalie (République Démocratique)
Soudan (République Démocratique du)

Sri Lanka (Ceylan) (République de)
Sudafricaine (République)
Suède
Suisse (Confédération)
Swaziland (Royaume du)
Tanzanie (République Unie de)
Tchad (République du)
Tchécoslovaque (République Socialiste)
Thaïlande
Togolaise (République)
Tonga (Royaume des)
Trinité et Tobago
Tunisie

Turquie
Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Uruguay (République Orientale de l')
Venezuela (République de)
Viet-Nam (République du)
Yémen (République Arabe du)
Yémen (République Démocratique Populaire du)
Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de)
Zaïre (République du)
Zambie (République de)

ANNEXE 2

Définition de certains termes employés dans la Convention et dans les Règlements de l'Union internationale des télécommunications

Administration: Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements.

Brouillage nuisible: Toute émission, tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité [1] ou qui cause une grave détérioration de la qualité d'un service de radiocommunication fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications, le gêne ou l'interrompt de façon répétée.

Correspondance publique: Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.

Délégation: Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, conseillers, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.

Chaque Membre est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, de conseillers ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent aux télécommunications.

[1] On considère comme service de sécurité tout service radioélectrique exploité de façon permanente ou temporaire pour assurer la sécurité de la vie humaine et la sauvegarde des biens.

Délégué: Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre de l'Union à une Conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

Expert: Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif international.

Exploitation privée: Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunication destinée à assurer un service de télécommunication international ou susceptible de causer des brouillages nuisibles à un tel service.

Exploitation privée reconnue: Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 44 de la Convention sont imposées par le Membre sur le territoire duquel est installé le siège social de cette exploitation ou par le Membre qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunication sur son territoire.

Observateur: Personne envoyée par:

— les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 39 de la Convention;

— l'une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions de la Convention à participer aux travaux d'une conférence;

— le gouvernement d'un Membre de l'Union participant sans droit de vote à une conférence administrative régionale tenue conformément aux dispositions des articles 7 et 54 de la Convention.

Radio: Préfixe s'appliquant à l'emploi des ondes radioélectriques.

Radiocommunication: Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radioélectriques.

Représentant: Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

Service de radiodiffusion: Service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émission.

Service international: Service de télécommunication entre bureaux ou stations de télécommunication de toute nature, situés dans des pays différents ou appartenant à des pays différents.

Service mobile: Service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

Télécommunication: Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

Télégramme: Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat: Télégrammes et appels et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après:

— chef d'un Etat;
— chef d'un gouvernement et membres d'un gouvernement;
— commandant en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;
— agents diplomatiques ou consulaires;
— Secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;
— Cour internationale de Justice.

Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.

Télégrammes de service: Télégrammes échangés entre:

a) les administrations;

b) les exploitations privées reconnues;

c) les administrations et les exploitations privées reconnues;

d) les administrations et les exploitations privées reconnues d'une part, et le secrétaire général de l'Union d'autre part;

et relatifs aux télécommunications publiques internationales.

Télégrammes privés: Télégrammes autres que les télégrammes d'Etat ou de service.

Télégraphie: Système de télécommunication qui intervient dans toute opération assurant la transmission et la reproduction à distance du contenu de tout document, tel qu'un écrit, un imprimé ou une image fixe, ou bien la reproduction à distance de tous genres d'information sous cette forme. Aux fins du Règlement des radiocommunications, le terme « télégraphie » signifie, sauf avis contraire, « un système de télécommunication assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux ».

Téléphonie: Système de télécommunication établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.

ANNEXE 3

(Voir article 39)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications

PREAMBULE

En raison des dispositions de l'article 57 de la Charte des Nations Unies et de l'article 26 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947, les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications conviennent de ce qui suit:

ARTICLE I

Les Nations Unies reconnaissent l'Union internationale des télécommunications, appelée ci-après « l'Union », comme l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures appropriées conformes à son Acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet Acte.

ARTICLE II

Représentation réciproque

1. L'Organisation des Nations Unies sera invitée à envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de toutes les conférences plénipotentiaires et administratives de l'Union; elle sera également invitée, après s'être dûment concertée avec l'Union, à envoyer des représentants pour assister à des réunions de Comités consultatifs internationaux ou à toutes autres réunions convoquées par l'Union, avec le droit de participer, sans vote, à la discussion de questions intéressant les Nations Unies.

2. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances de l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins de consultation sur les questions de télécommunication.

3. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances du Conseil économique et social des Nations Unies et du Conseil de tutelle, de leurs commissions et comités et à participer, sans droit de vote, à leurs délibérations quand il sera traité de points de l'ordre du jour auxquels l'Union serait intéressée.

4. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances des commissions principales de l'Assemblée générale au cours desquelles doivent être discutées des questions relevant de la compétence de l'Union, et à participer, sans droit de vote, à ces discussions.

5. Le Secrétariat des Nations Unies effectuera la distribution de tous exposés écrits présentés par l'Union aux Membres de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de ses commissions, et du Conseil de tutelle, selon le cas. De même, les exposés écrits présentés par les Nations Unies seront distribués par l'Union à ses Membres.

ARTICLE III

Inscription de questions à l'ordre du jour

Après les consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrira à l'ordre du jour des conférences plénipotentiaires ou administratives, ou des réunions d'autres organes de l'Union, les questions qui

lui seront proposées par les Nations Unies. Le Conseil économique et social et ses commissions, ainsi que le Conseil de tutelle inscriront pareillement à leur ordre du jour les questions proposées par les conférences ou les autres organes de l'Union.

ARTICLE IV

Recommandations des Nations Unies

1. L'Union, tenant compte du fait que les Nations Unies sont tenues de favoriser la réalisation des objectifs prévus à l'article 55 de la Charte, et d'aider le Conseil économique et social à exercer la fonction et le pouvoir que lui confère l'article 62 de la Charte de faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économiques, sociaux, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, et d'adresser des recommandations sur toutes ces questions aux institutions spécialisées intéressées; tenant compte également du fait que les articles 58 et 63 de la Charte disposent que l'Organisation des Nations Unies doit faire des recommandations pour coordonner les activités de ces institutions spécialisées et les principes généraux dont elles s'inspirent, convient de prendre les mesures nécessaires pour soumettre le plus tôt possible, à son organe approprié, à toutes fins utiles, toutes recommandations officielles que l'Organisation des Nations Unies pourra lui adresser.

2. L'Union convient d'entrer en consultation avec l'Organisation des Nations Unies, à la demande de celle-ci au sujet de ces recommandations, et de faire connaître en temps voulu, à l'Organisation des Nations Unies, les mesures qu'auront prises l'Union ou ses Membres, pour donner effet à ces recommandations ou sur tout autre résultat de ces mesures.

3. L'Union coopérera à toute autre mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer la coordination pleinement effective des activités des institutions spécialisées et de celles des Nations Unies. Elle convient notamment de collaborer avec tout organe ou à tous organes que le Conseil économique et social pourrait établir pour faciliter cette coordination et de fournir tous renseignements qui pourraient être nécessaires pour atteindre ces fins.

ARTICLE V

Echange de renseignements et de documents

1. Sous réserve des mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents, les Nations Unies et l'Union procéderont à l'échange le plus complet et le plus rapide possible de renseignements et de documents, pour satisfaire aux besoins de chacune d'elles.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions du paragraphe précédent:

a) l'Union présentera aux Nations Unies un rapport annuel sur son activité;

b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure du possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou de renseignements que les Nations Unies pourraient lui adresser;

c) le Secrétaire général des Nations Unies procédera à des échanges de vues avec l'autorité compétente de l'Union, à la demande de celle-ci, pour fournir à l'Union les renseignements qui présenteraient pour elle un intérêt particulier.

ARTICLE VI

Assistance aux Nations Unies

L'Union convient de coopérer avec les Nations Unies, leurs organismes principaux et subsidiaires, et de leur fournir toute l'assistance qu'il lui sera possible, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Convention internationale des télécommunications, en tenant pleinement compte de la situation particulière de ceux des Membres de l'Union qui ne sont pas Membres des Nations Unies.

ARTICLE VII

Relations avec la Cour internationale de Justice

1. L'Union convient de fournir à la Cour internationale de Justice tous renseignements que celle-ci peut lui demander en application de l'article 34 de son statut.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies autorise l'Union à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs sur les questions juridiques qui se posent dans le domaine de sa compétence, autres que les questions concernant les relations mutuelles de l'Union avec l'Organisation des Nations Unies ou les autres institutions spécialisées.

3. Une requête de ce genre peut être adressée à la Cour par la Conférence plénipotentiaire ou par le Conseil administratif agissant en vertu d'une autorisation de la Conférence plénipotentiaire.

4. Quand elle demande un avis consultatif à la Cour internationale de Justice, l'Union informe de cette requête le Conseil économique et social.

ARTICLE VIII

Dispositions concernant le personnel

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent d'établir pour le personnel, dans toute la mesure du possible, des normes, méthodes et dispositions communes destinées à éviter des contradictions graves dans les termes et conditions d'emploi, ainsi que la concurrence dans le recrutement du personnel et à faciliter les échanges de personnel qui paraîtraient souhaitables de part et d'autre pour utiliser au mieux les services de ce personnel.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer, dans toute la mesure du possible, en vue d'atteindre les fins ci-dessus.

ARTICLE IX

Services statistiques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de s'efforcer de réaliser une collaboration aussi étroite que possible, l'élimination de tout double emploi dans leur activité et l'utilisation la plus efficace possible de leur personnel technique dans le rassemblement, l'analyse, la publication, la normalisation, l'amélioration et la diffusion de renseignements statistiques. Elles conviennent d'unir leurs efforts pour tirer le meilleur parti possible des renseignements statistiques et pour alléger la tâche des gouvernements et des autres organismes appelés à fournir ces renseignements.

2. L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales.

3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques dans le domaine qui lui est propre, sans préjudice des droits de l'Organisation des Nations Unies de s'intéresser à de telles statistiques, dans la mesure où elles peuvent être nécessaires à la réalisation de ses propres objectifs ou au perfectionnement des statistiques du monde entier. Il appartiendra à l'Union de prendre toutes décisions concernant la forme sous laquelle ses documents de service seront établis.

4. En vue de constituer un centre de renseignements statistiques destiné à l'usage général, il est convenu que les données fournies à l'Union aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront, dans toute la mesure du possible, accessibles à l'Organisation des Nations Unies, sur sa demande.

5. Il est convenu que les données fournies à l'Organisation des Nations Unies aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront accessibles à l'Union sur sa demande, dans toute la mesure où cela sera possible et opportun.

ARTICLE X

Services administratifs et techniques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent qu'il est souhaitable, pour utiliser de la manière la plus efficace le personnel et les ressources disponibles, d'éviter, chaque fois que cela sera possible, la création de services dont les travaux se font concurrence ou chevauchent, et, en cas de besoin, de se consulter à cette fin.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront ensemble des dispositions en ce qui concerne l'enregistrement et le dépôt des documents officiels.

ARTICLE XI

Dispositions budgétaires et financières

1. Le budget ou le projet de budget de l'Union sera transmis à l'Organisation des Nations Unies en même temps qu'il sera transmis aux Membres de l'Union; l'Assemblée générale pourra faire des recommandations à l'Union à ce sujet.

2. L'Union aura le droit d'envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de l'Assemblée générale ou de toutes commissions de cette Assemblée à tout moment où le budget de l'Union sera en discussion.

ARTICLE XII

Financement des services spéciaux

1. Si l'Union se trouve contrainte, à la suite d'une demande d'assistance, de rapports spéciaux ou d'études, présentés par l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article VI ou à d'autres dispositions du présent accord, de faire face à d'importantes dépenses supplémentaires, les parties se consulteront pour déterminer comment faire face à ces dépenses de la manière la plus équitable possible.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union se consulteront également pour prendre les dispositions qu'elles jugeront équitables pour couvrir les frais des services centraux administratifs, techniques ou fiscaux et de toutes facilités ou assistance spéciales accordées par l'Organisation des Nations Unies à la demande de l'Union.

ARTICLE XIII

Laissez-passer des Nations Unies

Les fonctionnaires de l'Union auront le droit d'utiliser le laissez-passer des Nations Unies conformément aux accords spéciaux qui seront conclus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les autorités compétentes de l'Union.

ARTICLE XIV

Accords entre institutions

1. L'Union convient d'informer le Conseil économique et social de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé entre l'Union et toute autre institution spécialisée ou toute autre organisation intergouvernementale ou toute organisation internationale non gouvernementale, et *informera en outre* le Conseil économique et social des détails de cet accord quand il sera conclu.

2. L'Organisation des Nations Unies convient d'informer l'Union de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé par toutes autres institutions spécialisées sur des questions qui peuvent intéresser l'Union et, en outre, fera part à l'Union des détails de cet accord quand il sera conclu.

ARTICLE XV

Liaison

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent des dispositions ci-dessus dans la conviction qu'elles contribueront à *maintenir* une

liaison effective entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires à cette fin.

2. Les dispositions concernant la liaison prévue par le présent accord s'appliqueront, dans toute la mesure appropriée, aux relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies, y compris ses bureaux régionaux ou auxiliaires.

ARTICLE XVI

Service de télécommunication des Nations Unies

1. L'Union reconnaît qu'il est important pour l'Organisation des Nations Unies de bénéficier des mêmes droits que les Membres de l'Union dans l'exploitation des services de télécommunication.

2. L'Organisation des Nations Unies s'engage à exploiter les services de télécommunication qui dépendent d'elle conformément aux termes de la Convention internationale des télécommunications et du Règlement annexé à cette Convention.

3. Les modalités précises d'application de cet article feront l'objet d'arrangements distincts.

ARTICLE XVII

Exécution de l'accord

Le Secrétaire général des Nations Unies et l'autorité compétente de l'Union pourront conclure tous arrangements complémentaires qui paraîtront souhaitables en vue de l'application du présent accord.

ARTICLE XVIII

Révision

Cet accord sera sujet à révision par entente entre les Nations Unies et l'Union sous réserve d'un préavis de six mois de la part de l'une ou de l'autre partie.

ARTICLE XIX

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera provisoirement en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence plénipotentaire des télécommunications tenue à Atlantic City, en 1947.

2. Sous réserve de l'approbation mentionnée au paragraphe 1, le présent accord entrera officiellement en vigueur en même temps que la Convention internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947 ou à une date antérieure selon la décision de l'Union.

PROTOCOLE FINAL (*)

à la

Convention internationale des télécommunications

(Malaga-Torremolinos, 1973)

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973):

I

Pour la République d'Afghanistan:

La Délégation du Gouvernement de la République d'Afghanistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

(*) *Note du Secrétariat général:* Les textes du Protocole final sont rangés par ordre chronologique de leur dépôt.

Dans la Table des matières ces textes son classés par ordre alphabétique des noms de pays.

II

Pour le Royaume du Swaziland:

La Délégation du Royaume du Swaziland réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres ou des Membres associés ne respecteraient pas, d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou les Annexes et Règlements qui y sont joints, ou si des réserves faites par d'autres pays compromettaient le fonctionnement de ses services de télécommunication.

III

Pour la Grèce:

La Délégation hellénique déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres gouvernements, qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

IV

Pour le Pakistan:

La Délégation du Gouvernement du Pakistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) se réserve le droit d'accepter ou non les conséquences que pourrait entraîner la non-adhésion d'un autre Membre de l'Union aux dispositions de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) ou des Règlements y annexés.

V

Pour la République d'Indonésie:

La Délégation de la République d'Indonésie réserve le droit de son Gouvernement:

1. de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la

Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. de prendre toute autre mesure conforme à la Constitution etaux lois de la République d'Indonésie.

VI

Pour la République de Chypre:

La Délégation de Chypre déclare que le Gouvernement de la République de Chypre ne peut accepter aucune incidence financière qui pourrait éventuellement résulter de réserves faites par d'autres gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973).

Elle réserve aussi le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

VII

Pour le Royaume du Laos:

La Délégation du Gouvernement Royal du Laos à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres de l'Union ne respecteraient pas d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

Elle se réserve également le droit de ne pas participer aux paiements, quel qu'en soit le montant, des dettes dues par les pays Membres envers l'Union.

VIII

Pour le Chili:

La Délégation du Chili tient à signaler que chaque fois qu'apparaissent dans la Convention internationale des télécommunications, dans ses Annexes, dans les Règlements, ou dans des documents de quelque nature que ce soit, des mentions ou des références à des « territoires antarctiques » comme dépendances d'un Etat quelconque, ces mentions ou références ne s'appliquent pas, et ne peuvent pas s'appliquer, au secteur antarctique chilien, qui fait partie intégrante du territoire national de la République du Chili et sur lequel cette République possède des droits imprescriptibles.

IX

Pour la Jamaïque:

La Délégation de la Jamaïque réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Jamaïque.

X

Pour le Royaume de Lesotho:

La Délégation du Lesotho déclare au nom de son Gouvernement:

1. qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves formulées par un pays quel qu'il soit, et réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires;

2. qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres pays n'observent pas les dispositions de la présente Convention (Malaga-Torremolinos, 1973).

XI

Pour la République du Libéria:

La Délégation de la République du Libéria réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre les services de télécommunication de la République du Libéria ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XII

Pour le Malawi:

La Délégation du Malawi réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication.

XIII

Pour la République Rwandaise:

La Délégation de la République Rwandaise réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union;

2. de prendre toutes les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XIV

Pour la République de Singapour:

La Délégation de la République de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des pays n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XV

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs:

— que le Viet-Nam du Sud étant constitué de deux zones et relevant de deux administrations (le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et les autorités de Saïgon), on ne saurait considérer que les délégués des autorités de Saïgon signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom du Viet-Nam du Sud:

— que la partie méridionale de la Corée ne représentant pas la Corée tout entière, on ne saurait considérer que les délégués de la Corée du Sud signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom de la Corée.

XVI

Pour Barbade:

La Délégation de Barbade réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un ou plusieurs Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres Membres peuvent compromettre les services de télécommunication de Barbade.

XVII

Pour la République Populaire du Bangladesh:

1. En signant le Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la Délégation de la République Populaire du Bangladesh réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune incidence financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, pouvant découler des réserves formulées par d'autres gouvernements ayant pris part à la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973).

2. La Délégation de la République Populaire du Bangladesh réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves formulées par d'autres Gouvernements devaient compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

3. De plus, elle réserve à son Gouvernement le droit d'adhérer aux dispositions de tout ou partie des Règlements administratifs cités à l'article 82 du Règlement général, à savoir, le Règlement télégraphique, le Règlement téléphonique, le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications.

XVIII

Pour la Malaisie:

La Délégation de la Malaisie:

1. réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la *Convention internationale des télécommunications* (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication;

2. déclare que la signature de la Convention susmentionnée et la ratification éventuelle de celle-ci par le Gouvernement de la Malaisie n'ont aucune valeur en ce qui concerne le Membre paraissant à l'Annexe 1 sous le nom d'Israël, et n'impliquent d'aucune manière la reconnaissance de ce Membre par le Gouvernement de la Malaisie.

XIX

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la *Convention internationale des télécommunications* (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XX

Pour la Turquie:

La Délégation du Gouvernement de la Turquie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts, si des réserves formulées par d'autres Membres de l'Union doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

XXI

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie:

La Délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie déclare, au nom de son Gouvernement:

1. que, puisqu'il existe au Viet-Nam du Sud deux régions et deux administrations, le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et le régime de Saïgon, on ne peut pas considérer que la Convention ni les autres Actes de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973), signés par les représentants du régime de Saïgon, ont été signés au nom du Viet-Nam du Sud;

2. que les représentants de la Corée du Sud n'ont pas le droit de signer la Convention ni les autres Actes de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) au nom de toute la Corée.

XXII

Pour la République Socialiste de Roumanie:

A

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie déclare, au nom de son Gouvernement:

1. qu'elle considère comme absolument injustifiée et dépourvue de toute valeur juridique la prétention des représentants de la Corée du Sud de parler au sein de l'U. I. T. au nom de la Corée tout entière, car le régime de Séoul ne représente pas et ne peut pas représenter le peuple coréen;

2. en même temps, déclare que l'administration de Saïgon ne peut représenter, d'une manière unilatérale le Viet-Nam du Sud.

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie considère que le seul représentant légal du Cambodge est le Gouvernement Royal de l'Union Nationale du Cambodge.

B

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts et d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter des réserves faites par d'autres pays.

XXIII

Pour la Malaisie:

La Délégation de la Malaisie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres manqueraient de participer aux dépenses de l'Union.

XXIV

Pour la Thaïlande:

La Délégation de la Thaïlande réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays quelconque n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par un pays quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Thaïlande ou conduire à une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

XXV

Pour la République Malgache:

La Délégation de la République Malgache réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles pour protéger ses intérêts au cas où des Membres de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de n'accepter aucune incidence financière resultant des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la présente Conférence.

XXVI

Pour le Guatemala:

La Délégation du Gouvernement du Guatemala à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière qui puisse entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union; de plus, elle réserve également ce droit pour ce qui est du paiement, quel qu'en soit le montant, des sommes dues par des pays Membres de l'Union.

XXVII

Pour Trinité et Tobago:

La Délégation du Gouvernement de Trinité et Tobago réserve le droit de son Gouvernement de n'accepter aucune mesure financière qui pourrait entraîner une augmentation de sa part contributive, et de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne contribuent pas aux dépenses de l'Union ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XXVIII

Pour la République Islamique de Mauritanie:

La Délégation du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

XXIX

Pour la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Principauté de Liechtenstein, la Norvège, le Royaume des Pays-Bas, la Suède et la Confédération Suisse:

En ce qui concerne l'article 82 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 82.

XXX

Pour la République Démocratique Somalie:

La Délégation de la Somalie déclare que le Gouvernement de la République Démocratique Somalie ne saurait accepter aucune des conséquences financières

qui pourraient découler des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973).

Il réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts au cas où certains Membres manqueraient de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XXXI

Pour le Nicaragua:

La Délégation du Nicaragua déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences de toute réserve éventuellement formulée qui entraînerait une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXII

Pour la République Unie du Cameroun:

La Délégation de la République Unie du Cameroun à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare au nom de son Gouvernement que celui-ci se réserve le droit de prendre toutes mesures utiles à la sauvegarde de ses intérêts, si les réserves émises par d'autres délégations au nom de leurs Gouvernements ou le non-respect de la Convention tendaient à compromettre la bonne marche de son service de télécommunication.

Le Gouvernement de la République Unie du Cameroun n'accepte en outre aucune conséquence des réserves faites par d'autres délégations à la présente Conférence ayant pour conséquence l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXIII

Pour la République du Kenya:

La Délégation de la République du Kenya réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXIV

Pour la République de l'Ouganda:

La Délégation du Gouvernement de la République de l'Ouganda réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre n'observe pas de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par un Membre devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXV

Pour la République Unie de Tanzanie:

La Délégation de la République Unie de Tanzanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXVI

Pour l'Italie:

La Délégation de l'Italie déclare que le Gouvernement italien ne peut accepter aucune conséquence financière susceptible de découler de réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973).

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres manquaient, de quelque manière que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XXXVII

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Arabe d'Egypte, les Emirats Arabes Unis, la République d'Iraq, l'Etat de Koweït, le Liban, la République Arabe Libyenne,

le Royaume du Maroc, la République Islamique de Mauritanie, le Sultanat d'Oman, le Pakistan, la République Démocratique Somalie, la République Démocratique du Soudan, la Tunisie, la République Arabe du Yémen, la République Démocratique Populaire du Yémen:

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs, ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

XXXVIII

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 42 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) et à l'article 82 du Règlement général de cette Convention.

XXXIX

Pour la République d'Afghanistan:

Le Gouvernement de la République d'Afghanistan se réserve le droit de faire toute déclaration ou réserve jusqu'au moment où il aura ratifié la Convention (Malaga-Torremolinos, 1973).

XL

Pour la République Fédérale de Nigeria:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Fédérale de Nigeria déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République Fédérale de Nigeria.

XLI

Pour Maurice:

La Délégation de Maurice réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou ne se conformeraient pas de quelque autre manière aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XLII

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède:

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XLIII

Pour la République Démocratique Populaire du Yémen:

La Délégation de la République Démocratique Populaire du Yémen réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays manquerait de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XLIV

Pour la République de l'Inde:

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la République de l'Inde n'accepte aucune conséquence financière des réserves qui ont pu être faites par un Membre au sujet des finances de l'Union.

2. De plus, la Délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre éventuellement des mesures appropriées pour assurer le bon

fonctionnement de l'Union et de ses organismes permanents, ainsi que l'application du Règlement général et des Règlements administratifs annexés à la Convention si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention et des Règlements précités.

XLV

Pour la Sierra Leone:

La Délégation de la Sierra Leone déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où des Membres de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par d'autres pays Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XLVI

Pour la République Populaire du Congo:

La Délégation de la République Populaire du Congo réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une éventuelle augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

XLVII

Pour la République de Botswana:

La Délégation de la République de Botswana déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un ou plusieurs Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Règlements, Annexes et Protocoles qui y sont attachés, ou encore au cas où les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XLVIII

Pour le Ghana:

1. La Délégation du Ghana déclare que sa signature de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), et la ratification subséquente de ce document par son Gouvernement, n'impliquent en aucune façon la reconnaissance du Gouvernement de la République Sudafricaine et n'entraînent aucune obligation envers ce Gouvernement.

2. La Délégation du Ghana réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts dans le cas où le bon fonctionnement de ses services de télécommunication serait compromis du fait de l'inobservation des dispositions de ladite Convention par d'autres Membres ou de réserves formulées par ceux-ci.

XLIX

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'en signant la Convention internationale des télécommunications (Malaga Torremolinos, 1973), ils laissent ouverte la question de l'acceptation du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959).

L

Pour la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande et la République Socialiste Tchécoslovaque:

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront juger nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter leurs parts de contributions aux dépenses de l'Union, ou si certains Membres de l'Union ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union.

LI

Pour Cuba:

La Délégation de Cuba à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare, au nom de son Gouvernement révolutionnaire, qu'elle ne reconnaît aucune valeur juridique ni morale à la signature des Actes finals de la délégation fantoche du régime de Lon Nol. Seuls les représentants du Gouvernement royal de l'Unité nationale de Kampuchea (G. R. U. N. K.) sont habilités à signer, au nom du Cambodge, les Actes finals de la présente Conférence.

LII

Pour la République de Côte d'Ivoire:

La Délégation de la République de Côte d'Ivoire déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves formulées dans la présente Convention (Malaga-Torremolinos, 1973) par d'autres Gouvernements et qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou qui pourraient compromettre ses services de télécommunication.

LIII

Pour l'Australie:

La Délégation de l'Australie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union quant aux dettes existantes et aux intérêts y afférents ou quant aux futurs engagements, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou des Annexes, Protocoles et Règlements qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

LIV

Pour la Nouvelle-Zélande:

La Délégation de la Nouvelle-Zélande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Nouvelle-Zélande.

LV

Pour la République du Niger:

La Délégation de la République du Niger à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, déclare n'accepter aucune augmentation de sa part contributive au budget de l'Union, en raison de la défaillance de quelque Membre que ce soit, aux règlements de ses contributions et autres frais connexes.

Elle réserve de plus le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour protéger ses intérêts en matière de télécommunications du fait du non-respect de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, par un Membre quelconque de l'Union.

LVI

Pour la République Populaire du Congo:

La Délégation de la République Populaire du Congo déclare, au nom de son Gouvernement que:

1. le Viet-Nam du Sud étant constitué de deux zones et relevant de deux administrations (le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et les autorités de Saïgon), on ne saurait considérer que les délégués des autorités de Saïgon signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom du Viet-Nam du Sud tout entier;

2. la partie méridionale de la Corée ne représentant pas la Corée tout entière, on ne saurait considérer que les délégués de la Corée du Sud signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom de la Corée.

LVII

Pour la République de Sri Lanka (Ceylan):

La Délégation du Gouvernement de la République de Sri Lanka (Ceylan) à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement:

1. le droit de refuser toute mesure financière qui pourrait conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

2. le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres manqueraient, de quelque manière que ce soit, d'observer les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou des Règlements qui y sont annexés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication,

3. et de prendre s'il y a lieu toute autre mesure conforme à la Constitution et aux lois de la République de Sri Lanka (Ceylan).

LVIII

Pour la République Khmère:

La Délégation de la République Khmère réserve le droit de son Gouvernement quant à la ratification des Actes finals de la Conférence, à cause des réserves la concernant faites par certaines délégations.

Elle déclare en outre n'accepter aucune mesure financière ayant pour effet d'augmenter sa part contributive.

LIX

Pour la République Populaire de Chine:

La Délégation de la République Populaire de Chine désire déclarer ce qui suit:

1. La clique du traître Lon Nol n'est qu'une poignée de cambodgiens tirés de la lie du peuple et est illégale d'un bout à l'autre. Elle n'a absolument aucun droit de signer la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973) au nom du peuple cambodgien.

L'Accord de Paris sur le Viet-Nam a reconnu de facto l'existence de deux administrations au Viet-Nam du Sud: le Gouvernment révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et l'administration de Saïgon. Dans la situation actuelle, la représentation unilatérale par l'administration de Saïgon à la Conférence de l'U. I. T. n'est pas normale. Dans les conditions où la Corée du Nord et la Corée du Sud ont abouti à un accord de principe sur la réunification du pays dans l'indépendance et la paix, il est déraisonnable que les autorités de la Corée du Sud soient représentées à l'U.I.T. en tant que telles. Vu ce qui précède, ni les représentants de l'administration de Saïgon ni les autorités de la Corée du Sud n'ont le droit de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) en tant que telles.

2. La Délégation de Chine fait des réserves sur les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences radioélectriques ainsi que l'assignation et l'enregistrement des emplacements des satellites géostationnaires.

LX

Pour l'Union de Birmanie:

En signant la Convention de Malaga-Torremolinos (1973), la Délégation de l'Union de Birmanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des réserves formulées par d'autres pays devraient conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LXI

Pour la République du Viet-Nam:

La Délégation de la République du Viet-Nam réitère les déclarations qu'elle a faites tant à la 4e séance plénière que devant la Commission de vérification des pouvoirs.

Depuis 1951, date à laquelle la République du Viet-Nam a été admise au sein de l'U. I. T., notre Gouvernement a établi toutes les preuves de sa représentativité.

Nous regrettons que certaines délégations aient cru bon de soulever, à des fins de propagande, des polémiques d'ordre politique, hors du cadre de l'U. I. T.

Il est fallacieux de citer l'Accord de Paris pour argumenter en faveur du soi-disant Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud Viet-Nam, gouvernement composé d'une poignée d'hommes dont la seule tâche est de semer par tous les moyens, terreur, mort, ruine et désolation.

En effet, l'Accord de Paris qui vise essentiellement à instaurer un cessez-le-feu au Viet-Nam, créant ainsi un climat favorable pour les négociations en vue d'un prompt rétablissement d'une paix durable au Sud Viet-Nam, n'a nullement consacré le soi-disant GRP comme tel. L'Accord de Paris n'a pas institué, et il n'est pas en son pouvoir d'instituer, le GRP comme un Gouvernement « légal » au Viet-Nam. Il n'a pas non plus changé, comme il n'est pas en son pouvoir de changer, le caractère légal, constitutionnel du Gouvernement de la République du Viet-Nam.

Le titre du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire n'est qu'une appellation que se donne le soi-disant Front de Libération du Sud Viet-Nam créé par le Parti Lao-Dông du Nord Viet-Nam, lors de son 3e congrès tenu à Hanoï en septembre 1960.

Sous le nom du FLN ou GRP, cette organisation n'est que l'instrument de Hanoï, une création tout à fait artificielle, soutenue par les forces expéditionnaires du Nord Viet-Nam.

Nous déplorons l'attitude des délégations des pays concernés qui tout en déclarant condamner la politique d'agression, n'ont jamais essayé d'apporter la moindre contribution, bien au contraire, pour mettre fin à cette douloureuse lutte fratricide qui n'a que trop duré sur notre propre sol.

La Délégation de la République du Viet-Nam déclare qu'elle est la seule représentation légitime au Sud Viet-Nam et qu'elle a été reconnue comme telle par la Conférence depuis que la République du Viet-Nam a adhéré à l'U. I. T.

Toutes les déclarations présentées à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention et qui sont incompatibles avec la position de la République du Viet-Nam, sont illégales et par conséquent nulles et non avenues.

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts.

LXII

Pour la République Centrafricaine:

La Délégation Centrafricaine à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de sauvegarder ses intérêts si certains pays Membres de l'Union n'observent pas les dispositions de la présente Convention internationale des télécommunications et formulent de façon anormale des réserves tendant à augmenter les parts de contributions de son pays aux dépenses de l'Union.

LXIII

Pour la République de la Guinée équatoriale:

La Délégation de la République de la Guinée équatoriale réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière qui pourrait entraîner une augmentation de sa contribution;

2. de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder le bon fonctionnement de ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

LXIV

Pour la République du Burundi:

La Délégation de la République du Burundi réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou non les mesures qui seraient prises en vue de l'augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LXV

Pour la République du Tchad:

La Délégation de la République du Tchad à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos, 1973, réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière qui entraînerait une augmentation de sa part contributive;

2. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts dans le cas où quelques-uns des Membres de l'Union n'observeraient, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la présente Convention.

LXVI

Pour la République d'Iraq:

La Délégation de la République d'Iraq déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toute mesure qu'il estimera nécessaire pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par un tel Membre compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de l'Iraq ou conduisaient à une augmentation de la quote-part contributive de l'Iraq aux dépenses de l'Union.

LXVII

Pour la République Togolaise:

La Délégation de la République Togolaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes, si un pays ne respectait pas les dispositions de la présente Convention ou si des réserves émises par certains Membres pendant la Conférence de Malaga-Torremolinos 1973 ou à la signature ou à l'adhésion entraînaient des situations contrariantes pour ses services de télécommunication ou une augmentation estimée trop importante de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXVIII

Pour la République du Dahomey:

La Délégation de la République du Dahomey réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union;

2. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

LXIX

Pour la République Populaire du Congo:

La Délégation de la République Populaire du Congo à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), déclare, au nom de son Gouvernement révolutionnaire et populaire, qu'elle ne reconnait aucune valeur juridique ni morale à la signature des Actes finals de la délégation du régime réactionnaire de Lon Nol. Seuls les représentants du Gouvernement royal de l'Unité nationale de Kampuchea sont habilités à signer, au nom du Cambodge, les Actes finals de la présente Conférence.

LXX

Pour Papua-Nouvelle-Guinée:

Papua-Nouvelle-Guinée se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

LXXI

Pour la République de El Salvador:

La Délégation de la République de El Salvador réserve à son Gouvernement le droit de formuler toute déclaration ou réserve qu'il estimera nécessaire tant qu'il n'aura pas ratifié la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973); elle déclare en outre n'accepter aucune conséquence nuisible aux intérêts de son pays qui pourraient découler de réserves formulées par d'autres pays.

LXXII

Pour l'Etat d'Israël:

Les déclarations faites par les Délégations de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République Arabe d'Egypte, des Emirats Arabes Unis, de la République d'Iraq, de l'Etat de Koweït, du Liban, de la République Arabe Libyenne, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République Islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de la République Démocratique Somalie, de la République Démocratique du Soudan, de la Tunisie, de la République Arabe du Yémen et de la République Démocratique Populaire du Yémen, étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, par conséquent, dénuées de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israël tient à faire savoir officiellement qu'il rejette ces déclarations purement et simplement et qu'il considère qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des Etats Membres de l'Union internationale des télécommunications.

De toute façon, le Gouvernement d'Israël se prévaudra des droits qui sont les siens pour sauvegarder ses intérêts au cas où les Gouvernements de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République Arabe d'Egypte, des Emirats Arabes Unis, de la République d'Iraq, de l'Etat de Koweït, du Liban, de la République Arabe Libyenne, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République Islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de la République Démocratique Somalie, de la République Démocratique du Soudan, de la Tunisie, de la République Arabe du Yémen et de la République Démocratique Populaire du Yémen violeraient de quelque manière que ce soit l'une quelconque des dispositions de la Convention ou des Annexes, des Protocoles ou du Règlement ci-joints.

LXXIII

Pour la République de Corée:

La Délégation de la République de Corée, parlant au nom de son Gouvernement:

1. déclare que toute réserve formulée quant à sa capacité de représenter valablement la République de Corée au sein de l'U. I. T. ou de la présente Conférence de plénipotentiaires ou toute déclaration tendant à contester la validité de cette capacité de représentation est sans fondement ni valeur juridique;

2. réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'elle pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

LXXIV

Pour la Belgique:

La Délégation de la Belgique réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où

certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes et des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ou enfin si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication.

LXXV

Pour la République Arabe Libyenne:

La Délégation de la République Arabe Libyenne réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences découlant de toute réserve formulée par d'autres pays de nature à entraîner une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où un Membre ou un Membre associé manquerait de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Règlements qui y sont annexés.

LXXVI

Pour la République Gabonaise:

En signant la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la Délégation de la République Gabonaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où les réserves formulées par d'autres Gouvernements pourraient entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union ou pourraient compromettre ses services de télécommunication.

LXXVII

Pour la République de Haute-Volta:

La Délégation de la République de Haute-Volta à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), réserve à son Gouvernement le droit de refuser toute mesure financière tendant à augmenter sa part contributive aux dépenses de l'Union et, en outre, de prendre toutes mesures nécessaires à la protection de ses intérêts au cas ou des Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou des Règlements inclus.

LXXVIII

Pour la République du Mali:

La Délégation de la République du Mali à la Conférence de plénipotentiaires de l'U.I.T., déclare n'accepter aucune augmentation de sa part contributive au budget de l'Union, en raison de la défaillance de quelque Membre que ce soit, aux règlements de ses contributions et autres frais connexes.

Elle réserve de plus le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour protéger ses intérêts en matière de télécommunications du fait du non-respect de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, par un Membre quelconque de l'Union.

LXXIX

Pour le Népal:

La Délégation du Népal réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera appropriées pour protéger ses intérêts au cas où une raison, quelle qu'elle soit, entraînerait une augmentation de sa quote-part contributive annuelle.

LXXX

Pour les Emirats Arabes Unis:

La Délégation des Emirats Arabes Unis déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre manquerait de quelque façon que ce soit d'observer les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves exprimées par un Membre compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou devaient conduire à augmenter la quote-part contributive des Emirats Arabes Unis aux dépenses de l'Union.

LXXXI

Pour la République Orientale de l'Uruguay:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Orientale de l'Uruguay déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays pouvaient porter préjudice aux services de télécommunication de la République Orientale de l'Uruguay.

LXXXII

Pour la République de Bolivie:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République de Bolivie déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts si d'autres Membres n'observent pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou si les réserves formulées par d'autres pays risquaient de porter préjudice aux intérêts de la Bolivie, notamment en ce qui concerne les services de télécommunication boliviens.

La Délégation de la République de Bolivie déclare, de plus, que son Gouvernement maintient son droit de formuler quelque réserve que ce soit jusqu'au moment où il ratifiera la Convention.

LXXXIII

Pour la République du Sénégal:

La Délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements à la présente Conférence ayant pour effet l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle jugera utiles à la sauvegarde de ses intérêts au cas où les réserves émises par d'autres pays ou le non respect de la Convention tendraient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

LXXXIV

Pour la République Argentine:

A

La Délégation de la République Argentine réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa contribution;

2. de prendre toutes mesures qu'il peut estimer opportunes afin de protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

B

La Délégation de la République Argentine réserve à son Gouvernement le droit de formuler les réserves qu'il estimera opportunes à l'égard des textes contenus dans la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) qui affectent directement ou indirectement sa souveraineté.

LXXXV

Pour la République de Guinée:

La Délégation de la République de Guinée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas de quelque manière que ce soit les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves faites par d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication, d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter de ces réserves.

LXXXVI

Pour l'Espagne:

La Délégation de l'Espagne déclare au nom de son Gouvernement que le mot « pays » utilisé dans le préambule, à l'article 1er et dans d'autres articles de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) est pour ledit Gouvernement synonyme du terme « Etat souverain » et qu'il a la même valeur, la même portée et le même contenu juridique et politique.

LXXXVII

Pour la République Argentine:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Argentine déclare, au nom de son Gouvernement, que toute référence du Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou de tout autre document de la Conférence, aux Iles Malouines, aux Iles de la Géorgie du Sud et aux Iles Sandwich du Sud, sous la dénomination erronée de « Iles Falkland et leurs dépendances », n'affecte en rien les droits souverains imprescriptibles et inaliénables de la République Argentine sur ces territoires. L'occupation de ces îles par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la suite d'un acte de force que n'a jamais accepté la République Argentine a conduit l'Organisation des

Nations Unies, dans sa *Résolution 2065 (XX)* à *inviter* les deux parties à rechercher un règlement *pacifique* de ce conflit de souveraineté sur lesdites îles.

De plus, il convient de signaler que toute référence des mêmes documents au prétendu « Territoire antarctique britannique » n'affecte en rien les droits de la République Argentine dans le secteur antarctique argentin et que cette mention figure à l'article IV du Traité antarctique conclu à Washington le 1er décembre 1959, dont la République Argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont tous deux signataires.

LXXXVIII

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire):

La Délégation de la République Algérienne Démocratique et Populaire, à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par les autres Membres devaient compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LXXXIX

Pour le Pérou:

La Délégation du Pérou déclare que l'Etat péruvien ne se sentira tenu en aucune circonstance par les dispositions de la Convention relatives à l'arbitrage entre les Membres de l'Union touchant le règlement de différends.

D'autre part, la Délégation du Pérou réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention ou de ses Règlements, ou encore si des réserves formulées par ces Membres compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Pérou;

2. d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves propres à entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

3. d'accepter ou de refuser toutes ou certaines des dispositions des Règlements administratifs: Règlement télégraphique, Règlement téléphonique, Règlement des radiocommunications et Règlement additionnel des radiocommunications, cités dans la Convention.

XC

Pour l'Iran:

La Délégation de l'Iran réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union en relation avec les dettes existantes, les intérêts de ces dettes et les contributions à venir, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes, des Protocoles ou des Règlements qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XCI

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Les Délégations des pays ci-dessus considèrent que les prévisions du numéro 5 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel les traités internationaux multilatéraux dont l'objet et le but intéressent la communauté internationale dans son ensemble, comme ceci est le cas pour les télécommunications (voir l'article 4 de la Convention susmentionnée), doivent être ouverts à la participation universelle.

XCII

Pour la République des Philippines:

La Délégation de la République des Philippines réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qui pourraient être nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union, ce qui pourrait entraîner une augmentation de la contribution des Philippines; elle réserve également le droit de son Gouvernement pour ce qui est des conséquences de toute réserve faite par un autre pays qui léserait les intérêts des Philippines.

XCIII

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

La Délégation de la République Fédérale d'Allemagne réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou manquent, de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Convention, de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays sont de nature à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication. La Délégation de la République Fédérale d'Allemagne réserve également à son Gouvernement le droit, pour le cas où le budget ordinaire de l'Union serait grevé de dépenses afférentes à la coopération technique, de prendre les mesures voulues en conséquence.

XCIV

Pour la France:

La Délégation française réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XCV

Pour Monaco:

La Délégation de Monaco réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles y attachés ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres compromettaient le parfait et efficace fonctionnement de ses services de télécommunication.

XCVI

Pour l'Autriche, le Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas:

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes et des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou enfin si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication.

XCVII

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie:

La Délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires pour protéger les intérêts de ses télécommunications si certains Membres n'observent pas les dispositions de la présente Convention, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part aux dépenses de l'Union, ou si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XCVIII

Pour la Confédération Suisse et la Principauté de Liechtenstein:

Les Délégations des pays susmentionnés réservent le droit de leurs Gouvernements de prendre les mesures nécessaires à la protection de leurs intérêts si des réserves déposées ou d'autres mesures prises devaient avoir pour conséquences de porter atteinte au bon fonctionnement de leurs services de télécommunication ou conduire à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union.

XCIX

Pour l'Etat d'Israël:

L'Etat d'Israël réserve sa position en ce qui concerne la Résolution 48 à la lumière des faits suivants:

1. La Résolution repose sur des accusations dénuées de tout fondement de la part de pays effectuant ouvertement des opérations militaires et poursuivant des hostilités sans restrictions contre l'Etat d'Israël sans que le moindre commencement de preuve de leurs allégations ait été produit devant la Conférence.

2. Le projet de Résolution a été examiné le samedi 20 octobre dans l'ambiance de discours enflammés, d'accusations extravagantes et de menaces implicites — et ce le jour même du Sabbat — alors que les accusateurs savaient parfaitement que le seul représentant d'Israël serait absent pour remplir ses devoirs religieux. Il est apparu, de ce fait, qu'Israël semblait admettre ces accusations dénuées de fondement parce que son représentant n'avait pas pris la parole pour les démentir; d'ailleurs, Israël a été averti que cette abstention avait été remarquée au cours des débats, et il y est fait allusion dans le document N° 341, présenté par la Malaisie.

3. Les motifs d'ordre religieux qui expliquent l'absence du représentant d'Israël avaient été parfaitement exposés la veille par le Président. Le Président avait fait la promesse solennelle que, si un événement important pour Israël se produisait le samedi, il mettrait tout en oeuvre pour ajourner le débat afin de permettre à la Délégation d'Israël d'exercer son droit de s'exprimer (voir le numéro 670 de la Convention de Montreux, 1965) dont la teneur est la suivante:

« Il (le Président) protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion. »

4. Attendu que ces règles n'ont pas été observées, la Délégation d'Israël s'est conformée à la procédure régulière et, à l'occasion de la première lecture du projet de résolution — faite au cours de la séance plénière du lundi 22 octobre — elle a exposé les faits tels qu'ils se présentent et a demandé formellement le rejet du projet de résolution, conformément aux dispositions du numéro 692 de la Convention. Le Président a refusé de mettre le projet de résolution aux voix au cours de sa lecture, en déclarant que cette proposition du délégué d'Israël n'était pas conforme à la procédure, cela contrairement aux dispositions de la Convention et à la pratique commune. De plus, les délégations réunies en séance plénière n'ont pas eu l'occasion de voter sur la question après avoir entendu les deux parties.

5. Dans sa déclaration présentée à la séance plénière du 22 octobre et qui figure intégralement dans le procès-verbal de cette séance, Israël a déclaré notamment:

a) Le jour même où ont été formulées des allégations de sabotage concernant les câbles sous-marins de Beyrouth, le porte-parole d'Israël a dénié officiellement assumer une responsabilité quelconque dans cette affaire.

b) Le câble lui-même est pour une large part la propriété de pays européens et des Etats-Unis, dont Israël recherche la sympathie et la compréhension. Pour quelles raisons Israël voudrait-il s'aliéner ces sympathies et causer des dommages aux biens de nations amies ?

c) De même, si Israël avait voulu perpétrer un tel acte, pourquoi l'aurait-il commis si près du rivage, là où il est facile de localiser la coupure et où la réparation est relativement simple ?

d) Dans ce cas comme dans le passé, des actes de sabotage d'origine interne se sont produits. Des pipelines ont été endommagés auparavant, des ambassades d'Etats arabes ont été envahies, de hauts fonctionnaires de pays arabes ont été assassinés, des actes de piraterie aérienne ont été effectués, accompagnés de prises d'otages. Dans tous ces cas, il s'agissait de luttes intestines parmi des groupes d'Etats arabes. Ici aussi, les faits conduisent aux mêmes conclusions. Il est notoire que des groupes arabes dissidents opèrent au Liban. Ces jours mêmes, l'un de ces groupes a pris, comme otages à Beyrouth, 50 Libanais innocents et a joué à la légère avec leur vie. Ces groupes possèdent le minimum d'aptitudes nécessaires pour manier des explosifs et exécuter ce genre de sabotage, ainsi que le minimum de moyens leur permettant d'atteindre les points où les dommages sont censés avoir été commis. D'un seul coup, ils peuvent se venger de torts, réels ou imaginaires, et, dans le climat actuel, rejeter la faute sur Israël.

e) Il est entendu qu'au moment où le Liban a parlé pour la première fois de la rupture du câble et a demandé à l'ITALCABLE d'intervenir pour assurer la remise en service par des voies de remplacement, il s'est référé à cet incident comme à un acte de sabotage. Ce n'est que plus tard qu'il a eu l'idée que l'incident pouvait être exploité à des fins de propagande.

Eu égard aux déclarations qui précèdent, l'Etat d'Israël considère que la prétendue Résolution 48 est illégale et indûment jointe à la présente Convention, et qu'elle est au demeurant dénuée de toute signification et n'a aucun effet.

L'Etat d'Israël est convaincu que tous les Membres impartiaux de l'Union partagent son point de vue et réserveront à cette prétendue Résolution l'accueil qu'elle mérite.

C

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède:

Les Délégations des pays susmentionnés réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou bien si un Membre manquait, de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications

(Malaga-Torremolinos, 1973), des Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de leurs services de télécommunications.

CI

Pour l'Italie:

1. La Délégation de l'Italie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention, de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient de nature à augmenter sa part des dépenses de l'Union ou devaient compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication. La Délégation de l'Italie réserve également le droit à son Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposeraient au cas où des dépenses afférentes à des activités de coopération technique seraient inscrites au budget ordinaire de l'Union.

2. L'Italie se réserve le droit de ne pas participer aux frais supplémentaires que pourra encourir l'Union internationale des télécommunications dans les futures Conférences de plénipotentiaires et administratives par l'adoption d'une sixième langue d'interprétation selon la résolution votée par la présente Conférence de plénipotentiaires.

CII

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

A

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord prend note de la déclaration de la Délégation du Chili concernant les Territoires antarctiques. Dans la mesure où il peut être dans l'intention des auteurs de cette déclaration de viser le Territoire antarctique britannique, le Gouvernement de Sa Majesté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a aucun doute en ce qui concerne sa souveraineté sur ledit Territoire.

B

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration faite par la Délégation argentine pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni sur les Iles Falkland et leurs dépendances, ainsi que sur le Territoire antarctique britannique et elle désire formellement réserver les droits du Gouvernement de Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances ainsi que le Territoire antarctique britannique sont, et continuent à être, partie intégrante des territoires dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

La Délégation du Royaume-Uni ne peut pas non plus accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle l'appellation « Dépendances des Iles Falkland » est erronée, pas plus, dans la mesure où cette opinion se réfère à l'appellation « d'Iles Falkland », le fait que cette appellation soit erronée. En outre, la Délégation du Royaume-Uni ne peut par accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle il convient d'associer le terme « Malouines » à la désignation des Iles Falkland et de leurs dépendances. La décision du Comité spécial des Nations Unies d'ajouter « Malouines » après cette désignation n'avait trait qu'aux documents du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'application de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples et elle n'a pas été adoptée par les Nations Unies pour tous leurs documents. Cette décision ne concerne donc nullement la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ni ses Annexes ou tous autres documents publiés par l'Union internationale des télécommunications.

Pour ce qui est de la Résolution 2065 (XX) des Nations Unies, la Délégation du Royaume-Uni n'accepte pas les raisons données par la Délégation argentine à cet égard.

La Délégation du Royaume-Uni note la référence de la Délégation argentine à l'Article IV du Traité de l'Antarctique signé à Washington le 1[er] décembre 1959, mais elle tient à déclarer que cet article ne confirme ni ne justifie le pouvoir ou la souveraineté d'une puissance quelconque sur un territoire antarctique quel qu'il soit. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur le Territoire antarctique britannique.

CIII

Pour la République de Panama:

La Délégation de la République de Panama déclare n'accepter aucune déclaration figurant, au nom de quelque pays que ce soit, dans la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou dans tout autre document, et de nature à porter préjudice aux droits souverains de la République de Panama sur la Zone du canal de Panama.

CIV

Pour la République Socialiste de Roumanie:

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) la Délégation roumaine déclare que le maintien de l'état de

dépendance de certains territoires, auquel font référence les dispositions du Protocole additionnel III, n'est pas conforme aux documents adoptés par l'O.N.U. concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, y compris la Déclaration relative aux principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies qui a été adoptée à l'unanimité par la résolution de l'Assemblée générale de l'O.N.U. 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 et qui proclame solennellement l'obligation des Etats de favoriser la réalisation du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, dans le but de mettre un terme sans retard au colonialisme.

CV

Le Président de la Conférence:

Le Président de la Conférence déplore les termes de la déclaration faite au nom de l'Etat d'Israël lors de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) et insérée dans le Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973); cette déclaration contient des commentaires concernant l'application du Règlement intérieur des conférences qui fait partie du Règlement général annexé à la Convention de Montreux (1965).

Si le numéro 670 de ladite Convention spécifie effectivement que le Président de la Conférence « protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion », il est évident qu'il s'agit des délégations présentes au cours d'une telle discussion, ce qui n'était pas le cas de la Délégation de l'Etat d'Israël qui, pour des motifs religieux et dignes du plus grand respect, n'a pas assisté à la séance plénière du samedi 20 octobre 1973, malgré les indices qui faisaient supposer, depuis la veille, que la séance en question examinerait le projet de résolution contenu dans le Document Nº 326, présenté par la Délégation du Liban. Il convient d'ajouter à ce sujet que, au cours d'un entretien qu'il a eu le vendredi 19 octobre avec M. Sakked, Délégué d'Israël, le Président n'a pu donner aucune garantie quant à la possibilité de différer les débats relatifs audit projet de résolution et s'est simplement offert à tenter, par diverses consultations — qui eurent bien lieu, mais sans résultat — à obtenir l'ajournement des débats jusqu'au lundi 22 octobre 1973.

Pendant la séance plénière du lundi 22 octobre, le Délégué de l'Etat d'Israël, à l'occasion de la première lecture du texte de la Résolution 48, proposé par la Commission de rédaction et publié dans le Document Nº 351, a demandé de mettre de nouveau aux voix le contenu de la résolution, en prétendant fonder cette demande sur le numéro 692 de la Convention de Montreux.

L'interprétation du Président a été la suivante: ce qu'avait à examiner la séance plénière était le texte de la résolution, avant que ce texte ne soit considéré comme définitif, aux termes du numéro 763 de ladite Convention, mais non le fond de la résolution en question, sur lequel la séance plénière du 20 octobre 1973 s'était prononcée par un vote par appel nominal dont le résultat avait été le suivant: 64 voix pour, 3 voix contre et 46 abstentions.

La décision du Président a été prise conformément aux dispositions du numéro 697 de la Convention de Montreux (1965).

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

PROTOCOLES ADDITIONNELS

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

Dépenses de l'Union pour la période de 1974 à 1979

1. Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles:

— du Conseil d'administration,

— du Secrétariat général,

— du Comité international d'enregistrement des fréquences,

— des secrétariats des Comités consultatifs internationaux,

— des laboratoires et installations techniques de l'Union,

ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1974 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires:

35 000 000 francs suisses pour l'année 1974
36 650 000 francs suisses pour l'année 1975
36 600 000 francs suisses pour l'année 1976
37 600 000 francs suisses pour l'année 1977
38 800 000 francs suisses pour l'année 1978
39 980 000 francs suisses pour l'année 1979.

Pour les années postérieures à 1979, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 3 % chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Le conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus pour couvrir les dépenses relatives au remplacement éventuel de membres du Comité international d'enregistrement des fréquences (voir la Résolution N° 3 de la présente Conférence).

3. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences visées au numéro 91 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux.

3.1 Durant les années 1974 à 1979 le budget adopté par le Conseil d'administration, compte tenu éventuellement des dispositions de l'alinéa 3.2 ci-dessous, ne doit pas dépasser les montants suivants:

6 600 000 francs suisses pour l'année 1974
2 900 000 francs suisses pour l'année 1975
11 000 000 francs suisses pour l'année 1976
3 400 000 francs suisses pour l'année 1977
3 000 000 francs suisses pour l'année 1978
14 800 000 francs suisses pour l'année 1979.

3.2 Si *a)* la Conférence de plénipotentiaires, *b)* une conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes, *c)* une conférence administrative des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion par satellite, *d)* une conférence administrative mondiale des radiocommunications du service mobile aéronautique (R) ou *e)* una conférence administrative mondiale chargée de réviser les Règlements des radiocommunications ne devaient pas se réunir au cours des années 1974 à 1979, le total des montants outorisés pour ces années serait réduit de 3 800 000 francs suisses pour *a)*, 3 124 000 francs suisses pour *b)*, 3 200 000 francs suisses pour *c)*, 1 950 000 francs suisses pour *d)* et 4 800 000 francs suisses pour *e)*.

Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit en 1979, le Conseil d'administration autorisera, année par année, pour les années postérieures à 1979, les crédits qu'il jugera opportun d'affecter au titre des dépenses relatives aux conférences visées au numéro 91 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux.

3.3 Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites annuelles fixées à l'alinéa 3.1 ci-dessus, si ce dépassement peut être compensé par des sommes s'inscrivant dans les limites des dépenses:

— demeurées disponibles sur une année précédente,

— ou à prélever sur une année future.

4. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pour tenir compte:

4.1 des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève;

4.2 des fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis qui entraîneraient pour l'Union des dépenses supplémentaires.

5. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 4.

6. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser en application des dispositions des paragraphes 1 à 4 ci-dessus se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Avant d'examiner des propositions susceptibles d'avoir des répercussions financières, les conférences administratives mondiales et les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux devront disposer d'une estimation des dépenses supplémentaires y afférentes.

8. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 4 ci-dessus ou dans les conditions prévues au paragraphe 6.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

Procédure à suivre par les Membres en vue du choix de leur classe de contribution

1. Tout Membre devra, avant le 1er juillet 1974, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contributions figurant au numéro 92 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

2. Les Membres qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1er juillet 1974, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités souscrit par eux sous le régime de la Convention de Montreux (1965).

PROTOCOLE ADDITIONNEL III

Mesures propres à donner aux Nations Unies la possibilité d'appliquer la Convention en ce qui concerne tout mandat exercé en vertu de l'article 75 de la Charte des Nations Unies

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), a décidé de prendre les mesures suivantes afin de donner aux Nations Unies la possibilité de continuer à appliquer la Convention internationale des télécommunications à la suite de la décision de la Conférence de supprimer la qualité de Membre associé:

Il est convenu que la possibilité dont jouissent actuellement les Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 75 de la Charte des

Nations Unies, aux termes de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), sera reconduite aux termes de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) dès l'entrée en vigueur de cette Convention. Chaque cas sera examiné par le Conseil d'administration de l'Union.

PROTOCOLE ADDITIONNEL IV

Mesures destinées à protéger les droits de Papua-Nouvelle-Guinée

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé des arrangements suivants, qui seront appliqués à titre temporaire, afin de protéger les droits de Papua-Nouvelle-Guinée, alors que cette Conférence s'est prononcée pour la suppression de la qualité de Membre associé:

1. Lorsque la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) entrera en vigueur, le statut de Membre associé de l'Union, qui est actuellement celui de Papua-Nouvelle-Guinée, restera inchangé, avec les droits et obligations des Membres de l'Union, à l'exception du droit de vote aux conférences et réunions des organes de l'Union et de celui de présenter des candidats au Comité international d'enregistrement des fréquences. Ce pays ne sera pas non plus éligible au Conseil d'administration.

2. Ce pays peut en conséquence signer et ratifier la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), au titre d'un statut spécial comparable à celui de Membre associé, tel qu'il est défini dans la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965). Par la suite, ce pays bénéficiera, en vertu de la Convention de Malaga-Torremolinos, d'un statut comparable à celui de Membre associé, avec les droits et obligations qui en découlent, comme si cette catégorie de Membre était maintenue dans la nouvelle Convention. Cette situation se poursuivra jusqu'au moment où Papua-Nouvelle-Guinée deviendra Membre à part entière de l'Union, au titre des dispositions pertinentes de la Convention de Malaga-Torremolinos.

PROTOCOLE ADDITIONNEL V

Date d'entrée en fonctions du secrétaire général et du vice-secrétaire général

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) dans les conditions fixées par cette même Conférence entreront en fonctions le 1er janvier 1974.

PROTOCOLE ADDITIONNEL VI

Arrangements transitoires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé des dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973):

1. Le Conseil d'administration sera composé de trente-six Membres élus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention. Le Conseil pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

2. Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l'ouverture de la session annuelle de 1975 du Conseil.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ MALAGA — TORREMOLINOS, 1973

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΒΑΣΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Πρόλογος.

1 Οἱ πληρεξούσιοι τῶν συμβαλλομένων Χωρῶν, ἀναγνωρίζοντες πλήρως εἰς ἑκάστην Χώραν τὸ κυριαρχικὸν δικαίωμα τῆς ρυθμίσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν της, ἀπεφάσισαν κοινῇ συμφωνίᾳ, τὴν σύναψιν τῆς ἀκολούθου Συμβάσεως ἡ ὁποία ἀποτελεῖ τὸ βασικὸν ὄργανον τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἐπὶ σκοπῷ προαγωγῆς τῶν μεταξὺ τῶν λαῶν σχέσεων καὶ συνεργασίας διὰ τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι

Σύνθεσις, ἀντικείμενον καὶ διάρθρωσις τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 1.

Σύνθεσις τῆς Ἑνώσεως.

2 1. Ἡ Διεθνὴς Ἕνωσις Τηλεπικοινωνιῶν περιλαμβάνει Μέλη τὰ ὁποῖα, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς ἀρχῆς τῆς παγκοσμιότητος καὶ τοῦ ἐνδιαφέροντος πρὸς γενικὴν συμμετοχὴν εἰς τὴν Ἕνωσιν εἶναι :

3 α) Πᾶσα Χώρα ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1, ἡ ὁποία ὑπογράφει καὶ ἐπικυροῖ τὴν Σύμβασιν ἢ προσχωρεῖ εἰς ταύτην.

4 β) Πᾶσα Χώρα μὴ ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1, ἡ ὁποία καθίσταται Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 46.

5 γ) Πᾶσα κυρίαρχος Χώρα μὴ περιλαμβανομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1, καὶ μὴ τυγχάνουσα Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ ὁποία προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 46 μετὰ τὴν ἀποδοχὴν τῆς αἰτήσεώς της ὅπως γίνῃ Μέλος τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

6 2. Εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 5, ἐὰν μία αἴτησις εἰσδοχῆς ὡς Μέλους ὑποβληθῇ κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ δύο διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μέσῳ τῆς Χώρας ἔνθα ἑδρεύει ἡ Ἕνωσις, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συμβουλεύεται σχετικῶς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως. Ἐὰν Μέλος τι δὲν ἀπαντήσῃ ἐντὸς τετραμήνου, ὑπολογιζομένου ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἐζητήθη ἡ γνώμη του, θεωρεῖται ὅτι ἀπέσχεν.

Ἄρθρον 2.

Δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν.

7 1. Τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἔχουν τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Συμβάσεως.

8 2. Τὰ δικαιώματα τῶν Μελῶν καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν συμμετοχήν των εἰς τὰς διασκέψεις, συνόδους καὶ τὰς δι' ἀλληλογραφίας ψηφοφορίας τῆς Ἑνώσεως, εἶναι τὰ ἀκόλουθα :

α) Ἕκαστον Μέλος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ μετέχῃ εἰς τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως, νὰ ἐκλέγεται εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ νὰ προτείνῃ ὑποψηφίους πρὸς ἐκλογὴν εἰς οἱονδήποτε τῶν μονίμων Ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως.

9 β) Ἕκαστον Μέλος ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου εἰς ὅλας τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως, εἰς ὅλας τὰς συνόδους τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καί, ἐὰν εἶναι Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἰς ἁπάσας τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου τούτου.

10 γ) Ἕκαστον Μέλος ἔχει ἐπίσης δικαίωμα μιᾶς ψήφου εἰς ἁπάσας τὰς δι' ἀλληλογραφίας διενεργουμένας ψηφοφορίας.

Ἄρθρον 3.

Ἕδρα τῆς Ἑνώσεως.

11 Ἕδρα τῆς Ἑνώσεως ὁρίζεται ἡ Γενεύη.

Ἄρθρον 4.

Ἀντικείμενον τῆς Ἑνώσεως.

12 1. Σκοποὶ τῆς Ἑνώσεως εἶναι :

α) Νὰ διατηρῇ καὶ ἐπεκτείνῃ τὴν διεθνῆ συνεργασίαν πρὸς βελτίωσιν καὶ ὀρθολογικὴν χρῆσιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν παντὸς εἴδους.

13 β) Νὰ εὐνοῇ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν τεχνικῶν μέσων καὶ τὴν ἀποτελεσματικωτέραν ἐκμετάλλευσιν αὐτῶν, ἐπὶ σκοπῷ αὐξήσεως τῆς ἀποδόσεως τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν, ἐπεκτάσεως τῆς χρήσεως αὐτῶν καὶ τῆς κατὰ τὸ δυνατὸν γενικεύσεως τῆς χρησιμοποιήσεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ κοινοῦ.

14 γ) Νὰ ἐναρμονίζῃ τὰς προσπαθείας τῶν Ἐθνῶν ἐν τῇ ἐπιδιώξει τῶν σκοπῶν τούτων.

15 2. Πρὸς τοῦτο ἡ Ἕνωσις εἰδικώτερον :

α) Ἐνεργεῖ τὴν κατανομὴν τῶν συχνοτήτων τοῦ ραδιοηλεκτρικοῦ φάσματος καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν ἐκχωρουμένων συχνοτήτων εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἀποφεύγωνται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν διαφόρων Χωρῶν.

16 β) Συντονίζει τὰς προσπαθείας διὰ τὴν ἐξάλειψιν τῶν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν διαφόρων Χωρῶν καὶ τὴν βελτίωσιν τῆς χρησιμοποιήσεως τοῦ φάσματος συχνοτήτων.

17 γ) Συντονίζει τὰς προσπαθείας διὰ τὴν ἁρμονικὴν ἀνάπτυξιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν μέσων, ἰδίᾳ ἐκείνων τῆς διαστημικῆς τεχνικῆς, ἐν ὄψει τῆς καλυτέρας χρησιμοποιήσεως τῶν ὑπ' αὐτῶν προσφερομένων δυνατοτήτων.

18 δ) Εὐνοεῖ τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Μελῶν της διὰ τὴν καθιέρωσιν χαμηλῶν κατὰ τὸ δυνατὸν τιμολογίων, ἐναρμονιζομένων μὲ παροχὴν ὑπηρεσιῶν καλῆς ποιότητος καὶ ἀνεξάρτητον οἰκονομικὴν διαχείρισιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ὑγιοῦς βάσεως.

19 ε) Ἐνθαρρύνει τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τελειοποίησιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ἐγκαταστάσεων καὶ δικτύων εἰς τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν Χώρας, δι' ὅλων τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῆς μέσων, ἰδιαιτέρως δὲ διὰ τῆς συμμετοχῆς της εἰς τὰ οἰκεῖα προγράμματα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

20 στ) Προκαλεῖ τὴν υἱοθέτησιν μέτρων ἐξασφαλιζόντων τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς διὰ τῆς συνεργασίας τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν.

21 ζ) Προβαίνει εἰς μελέτας, ἐκδίδει κανονισμούς, υἱοθετεῖ ἀποφάσεις, διατυπώνει συστάσεις καὶ εὐχάς, συλλέγει δὲ καὶ δημοσιεύει πληροφορίας ἀφορώσας εἰς τὰς τηλεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 5.

Διάρθρωσις τῆς Ἑνώσεως.

22 Ἡ Ἕνωσις περιλαμβάνει τὰ κάτωθι Ὄργανα :

1. Τὴν Διάσκεψιν πληρεξουσίων, ἀνώτατον ὄργανον τῆς Ἑνώσεως.

23 2. Τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις.

24 3. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

25 4. Τοὺς κάτωθι μονίμους Ὀργανισμούς :

α) Τὴν Γενικὴν Γραμματείαν.

26 β) Τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν Καταγραφῆς Συχνοτήτων (I.F.R.B).

27 γ) Τὴν Διεθνῆ Συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.).

28 δ) Τὴν Διεθνῆ Συμβουλευτικὴν Τηλεγραφικὴν καὶ Τηλεφωνικὴν Ἐπιτροπὴν (C.C.I.T.T.).

Ἄρθρον 6.

Διάσκεψις πληρεξουσίων.

29 1. Ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων ἀπαρτίζεται ἀπὸ ἀντιπροσωπείας ἐκπροσωπούσας τὰ Μέλη, συγκαλεῖται δὲ κατὰ τακτὰ διαστήματα, κανονικῶς ἀνὰ πέντε ἔτη.

30 2. Ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων :

α) Προσδιορίζει τὰς γενικὰς ἀρχὰς τὰς ὁποίας ὀφείλει νὰ ἀκολουθῇ ἡ Ἕνωσις πρὸς ἐπίτευξιν τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερομένων ἀντικειμενικῶν σκοπῶν.

31 β) Ἐξετάζει τὴν ἔκθεσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῆς δράσεως ἁπάντων τῶν ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὸ ἀπὸ τῆς τελευταίας Διασκέψεως πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα.

32 γ) Θέτει τὰς βάσεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως ὡς καὶ τὸ ὕψος τῶν δαπανῶν αὐτῆς διὰ τὴν περίοδον τὴν ἐξικνουμένην μέχρι τῆς προσεχοῦς διασκέψεως πληρεξουσίων, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰς προγραμματισθείσας διὰ τὴν ὡς ἄνω περίοδον διοικητικὰς διασκέψεις καὶ συνόδους τῆς Ἑνώσεως.

33 δ) Καθορίζει τὰς βασικὰς ἀποδοχάς, τὰς μισθολογικὰς βαθμίδας καὶ τὸ καθεστὼς τῶν ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων, ἁπάντων τῶν ὑπαλλήλων τῆς Ἑνώσεως, ἐφόσον δὲ κρίνεται ἀναγκαῖον παρέχει γενικὰς κατευθύνσεις ἀφορώσας εἰς τὴν δύναμιν τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἑνώσεως.

34 ε) Ἐξετάζει τοὺς λογαριασμοὺς τῆς Ἑνώσεως καὶ ἐγκρίνει τελικῶς τούτους ἐφ' ὅσον ἔχουν καλῶς.

35 στ) Ἐκλέγει τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως, τὰ ὁποῖα θὰ ἀποτελέσουν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

36 ζ) Ἐκλέγει τὸν Γεν.κὸν Γραμματέα καὶ τὸν ἀναπληρωτὴν Γενικὸν Γραμματέα καὶ καθορίζει τὴν χρονολογίαν ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων των.

37 η) Ἐκλέγει τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων (IFRB) καὶ καθορίζει τὴν χρονολογίαν ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων των.

38 θ) Ἀναθεωρεῖ τὴν Σύμβασιν, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

39 ι) Συνάπτει ἢ ἀναθεωρεῖ, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν λοιπῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν συμφωνίας, ἐξετάζει πᾶσαν προσωρινὴν συμφωνίαν συναπτομένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐν ὀνόματι τῆς Ἑνώσεως, μετὰ τῶν ἰδίων τούτων ὀργανισμῶν καὶ δίδει εἰς αὐτὴν τὴν συνέχειαν τὴν ὁποίαν κρίνει κατάλληλον.

40 ια) Ἐπιλαμβάνεται πάντων τῶν λοιπῶν θεμάτων τηλεπικοινωνιῶν τὰ ὁποῖα κρίνονται ἀναγκαῖα.

Ἄρθρον 7.

Διοικητικαὶ Διασκέψεις.

41 1. Αἱ Διοικητικαὶ Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως περιλαμβάνουν :

α) Τὰς παγκοσμίους διοικητικὰς διασκέψεις.

42 β) Τὰς περιοχικὰς διοικητικὰς διασκέψεις.

43 2. Αἱ διοικητικαὶ διασκέψεις συγκαλοῦνται κανονικῶς διὰ τὴν διαχείρισιν εἰδικῶν θεμάτων τηλεπικοινωνιῶν. Μόνον τὰ ἐν τῇ ἡμερησίᾳ διατάξει αὐτῶν ἀναγραφόμενα θέματα, δύνανται νὰ συζητῶνται κατὰ τὰς Διασκέψεις ταύτας. Αἱ ἀποφάσεις τῶν διασκέψεων τούτων δέον, εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις, νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως.

44 3. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως δύναται νὰ περιλαμβάνῃ :

α) Τὴν μερικὴν ἀναθεώρησιν τῶν διοικητικῶν Κανονισμῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν ἀριθμὸν 571.

45 β) Ἐξαιρετικῶς, τὴν πλήρη ἀναθεώρησιν ἑνὸς ἢ περισσοτέρων ἐκ τῶν Κανονισμῶν τούτων.

46 γ) Πᾶν ἕτερον θέμα παγκοσμίου χαρακτῆρος ἐξαρτώμενον ἐκ τῆς ἁρμοδιότητος τῆς διασκέψεως.

47 (2) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως, δύναται νὰ ἀναφέρεται μόνον εἰς εἰδικὰ τηλεπικοινωνιακὰ θέματα περιοχικοῦ χαρακτῆρος, περιλαμβανομένων κατευθύνσεων προοριζομένων διὰ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς συχνοτήτων εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς δραστηριότητάς της τὰς ἐνδιαφερούσας τὴν περὶ ἧς πρόκειται περιοχὴν ὑπὸ τῶν ὅρον ὅπως αἱ κατευθύνσεις αὗται μὴ εἶναι ἀντίθετοι εἰς τὰ συμφέροντα ἄλλων περιοχῶν. Ἐξ ἄλλου, αἱ ἀποφάσεις μιᾶς τοιαύτης διασκέψεως δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 8.

Διοικητικὸν Συμβούλιον.

48 1. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐκ τριάκοντα ἓξ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς ἀνάγκης ἰσομεροῦς κατανομῆς τῶν ἑδρῶν τοῦ Συμβουλίου μεταξὺ τῶν περιοχῶν τοῦ κόσμου. Ἐξαιρουμένων τῶν περιπτώσεων κενώσεως ἑδρῶν κατὰ τοὺς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ προβλεπομένους ὅρους, τὰ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐκλεγόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἐκπληροῦν τὴν ἐντολήν των μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων προβαίνει εἰς τὴν ἐκλογὴν νέου Συμβουλίου. Τὰ αὐτὰ Μέλη δύνανται νὰ ἐπανεκλέγωνται.

49 (2) Ἕκαστον Μέλος τοῦ Συμβουλίου ὁρίζει διὰ τὴν ἐν τῷ Συμβουλίῳ ἕδραν του, πρόσωπον τὸ ὁποῖον δύναται νὰ βοηθῆται ὑπὸ ἑνὸς ἢ περισσοτέρων συμβούλων.

50 2. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καταρτίζει τὸν ἴδιον αὐτοῦ ἐσωτερικὸν κανονισμόν.

51 3. Κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ τῶν Διασκέψεων πληρεξουσίων, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐνεργεῖ ὡς ἐντολοδόχος τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν παραχωρηθεισῶν ὑπ' αὐτῆς ἐξουσιῶν.

52 4. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς ὑπὸ τῶν Μελῶν, τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως, τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν, τῶν ἀποφάσεων τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων καὶ περιπτώσεως τυχούσης, τῶν ἀποφάσεων τῶν λοιπῶν Διασκέψεων καὶ συνόδων τῆς Ἑνώσεως καὶ ἀσκεῖ πάντα τὰ λοιπὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα ἀνετέθησαν εἰς τοῦτο ὑπὸ τῆς Διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων.

53 (2) Ἐξασφαλίζει ἀποτελεσματικὸν συντονισμὸν τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἑνώσεως καὶ ἀσκεῖ ἀποτελεσματικὸν οἰκονομικὸν ἔλεγχον ἐπὶ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν αὐτῆς.

54 (3) Εὐνοεῖ τὴν διεθνῆ συνεργασίαν ἐπὶ σκοπῷ παροχῆς τεχνικῆς βοηθείας πρὸς τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν χώρας, δι' ὅλων τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτοῦ μέσων καὶ εἰδικώτερον διὰ τῆς συμμετοχῆς τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰ οἰκεῖα Προγράμματα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὸ ἀντικείμενον τῆς Ἑνώσεως συνιστάμενον εἰς τὴν ὑποβοήθησιν δι' ὅλων τῶν δυνατῶν μέσων τῆς ἀναπτύξεως τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 9.

Γενικὴ Γραμματεία.

55 1. (1) Ἡ Γενικὴ Γραμματεία διευθύνεται ὑπὸ Γενικοῦ Γραμματέως, ἐπικουρουμένου ὑπὸ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

56 (2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναλαμβάνουν ὑπηρεσίαν ἀπὸ τῆς ἡμέρας ἡ ὁποία καθορίζεται κατὰ τὴν ἐκλογήν των. Παραμένουν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμέρας

τῆς καθοριζομένης ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων κατὰ τὴν ἑπομένην σύνοδόν της καὶ δύνανται νὰ ἐπανεκλεγοῦν.

57 (3) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς λαμβάνει ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν λελογισμένης χρήσεως τῶν ἐσόδων τῆς Ἑνώσεως καὶ εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὸ σύνολον τῶν ἀπὸ διοικητικῆς καὶ οἰκονομικῆς ἀπόψεως δραστηριοτήτων τῆς Ἑνώσεως. Ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

58 2. (1) Ἐὰν ἡ θέσις τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως χηρεύσῃ, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς διαδέχεται τοῦτον καὶ διατηρεῖ τὴν θέσιν μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τῆς καθοριζομένης ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἡμέρας κατὰ τὴν ἑπομένην σύνοδόν της. Οὗτος δύναται νὰ ἐκλεγῇ εἰς τὴν θέσιν ταύτην.

59 (2) Ἐὰν ἡ θέσις τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως χηρεύσῃ 180 ἡμέρας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς καθωρισμένης ἡμερομηνίας διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς προσεχοῦς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ὁρίζει διάδοχον διὰ τὸ ὑπόλοιπον διάστημα τῆς ἐποχῆς.

60 (3) Ἐὰν αἱ θέσεις τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως χηρεύσουν ταυτοχρόνως, ὁ ἀρχαιότερος Διευθυντὴς τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἀναλαμβάνει καθήκοντα Γενικοῦ Γραμματέως διὰ περίοδον μὴ ὑπερβαίνουσαν τὰς 90 ἡμέρας. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον διορίζει Γενικὸν Γραμματέα, ἐφ' ὅσον δὲ αἱ θέσεις ἐχήρευσαν 180 τοὐλάχιστον πρὸ τῆς καθωρισμένης ἡμερομηνίας διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς προσεχοῦς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, καὶ ἀναπληρωτὴν Γενικὸν Γραμματέα. Ὁ οὕτω διοριζόμενος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὑπάλληλος ἀσκεῖ τὰ καθήκοντά του κατὰ τὸ ὑπόλοιπον διάστημα τῆς περιόδου, δι' ἣν ὁ προκάτοχός του εἶχεν ἐκλεγῇ. Οὗτος δύναται νὰ θέσῃ ὑποψηφιότητα πρὸς ἐκλογὴν εἰς τὴν θέσιν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἢ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς τὴν προαναφερθεῖσαν Διάσκεψιν τῶν Πληρεξουσίων.

61 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐνεργεῖ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα νομίμου ἐκπροσώπου τῆς Ἑνώσεως.

62 4. Ὁ Ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς συντρέχει τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του καὶ ἀσκεῖ τὰ εἰδικὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα ἀναθέτει εἰς τοῦτον ὁ Γενικὸς Γραμματεύς. Ἐκτελεῖ τὰ καθήκοντα τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν περιπτώσει ἀπουσίας τούτου.

Ἄρθρον 10.

Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνοτήτων.

63 1. Ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ καταγραφῆς συχνοτήτων (I.F.R.B.) ἀποτελεῖται ἐκ πέντε ἀνεξαρτήτων μελῶν, ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων. Τὰ μέλη ταῦτα ἐκλέγονται μεταξὺ ὑποψηφίων προτεινομένων ὑπὸ τῶν χωρῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, κατὰ τρόπον ἐξασφαλίζοντα ἰσόρροπον ἐκπροσώπησιν τῶν περιοχῶν τοῦ κόσμου. Ἕκαστον Μέλος τῆς Ἑνώσεως δύναται νὰ προτείνῃ ἕνα μόνον ὑποψήφιον, προερχόμενον ἐκ τῆς χώρας του.

64 2. Τὰ μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων ἐκτελοῦν τὰ καθήκοντά των οὐχὶ ὡς ἀντιπρόσωποι τῶν χωρῶν των ἢ περιοχῆς τινος, ἀλλ' ὡς ἀμερόληπτοι παράγοντες περιβεβλημένοι μὲ διεθνῆ ἐντολήν.

65 3. Τὰ κυριώτερα καθήκοντα τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων εἶναι :

α) Νὰ ἐνεργῇ μεθοδικὴν καταγραφὴν τῶν ὑπὸ τῶν διαφόρων χωρῶν ἐκχωρουμένων συχνοτήτων κατὰ τρόπον ὥστε νὰ καθορίζωνται συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, καὶ περιπτώσεως τυχούσης, ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τῶν ἁρμοδίων Διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως, προβλεπομένην διαδικασίαν, ἡ χρονολογία, ὁ σκοπὸς καὶ τὰ τεχνικὰ χαρακτηριστικὰ ἑκάστης ἐκχωρουμένης συχνότητος, ἵνα ἐξασφαλίζεται ἡ ἐπίσημος διεθνὴς ἀναγνώρισις ταύτης.

66 β) Νὰ ἐνεργῇ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους καὶ διὰ τὸν αὐτὸν σκοπόν, μεθοδικὴν καταγραφὴν τῶν παραχωρουμένων ὑπὸ τῶν χωρῶν θέσεων τῶν γαιωστατικῶν δορυφόρων.

67 γ) Νὰ παρέχῃ συμβουλὰς εἰς τὰ Μέλη διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὅσον τὸ δυνατὸν περισσοτέρων ραδιοηλεκτρικῶν ὁδῶν εἰς τὰς περιοχὰς τοῦ φάσματος τῶν συχνοτήτων εἰς τὰς ὁποίας δύνανται νὰ προκληθοῦν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, ὡς καὶ διὰ τὴν δικαίαν, ἀποτελεσματικὴν καὶ λελογισμένην χρησιμοποίησιν τῆς τροχιᾶς τῶν γαιωστατικῶν δορυφόρων.

68 δ) Νὰ ἐκτελῇ πάσας τὰς προσθέτους ἐργασίας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν παραχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων ὡς καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῆς τροχιᾶς τῶν γαιωστατικῶν δορυφόρων συμφώνως πρὸς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν διαδικασίαν καὶ ὡς διαγράφονται ὑπὸ ἁρμοδίας Διασκέψεως τῆς Ἑνώσεως ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, κατόπιν συγκαταθέσεως τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐν ὄψει προπαρασκευῆς μιᾶς τοιαύτης διασκέψεως ἢ εἰς ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεων αὐτῆς.

69 ε) Νὰ ἐνημερώνῃ τοὺς ἀπαραιτήτους φακέλους τοὺς ἔχοντας σχέσιν μὲ τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων της.

Ἄρθρον 11.

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

70 1. (1) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.) ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν καὶ ἐκμεταλλεύσεως εἰδικῶς ἀναφερομένων εἰς τὰς ραδιοεπικοινωνίας.

71 (2) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ τηλεγραφικὴ καὶ τηλεφωνικὴ Ἐπιτροπὴ ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ ἔκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν, ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως, ἀφορώντων εἰς τὴν τηλεγραφίαν καὶ τὴν τηλεφωνίαν.

72 (3) Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων της ἑκάστη Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ δέον νὰ δίδῃ τὴν δέουσαν προσοχὴν εἰς τὴν μελέτην θεμάτων καὶ τὴν ἐπεξεργασίαν γνωμοδοτήσεων συνδεομένων ἀπ' εὐθείας μὲ τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὴν τελειοποίησιν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν εἰς τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν Χώρας ἐπὶ περιοχικοῦ καὶ ἐπὶ διεθνοῦς ἐπιπέδου.

73 2. Αἱ Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἔχουν ὡς Μέλη :

α) Αὐτοδικαίως, τὰς Διευθύνσεις πάντων τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

74 β) Πᾶσαν ἀνεγνωρισμένην ἰδιωτικὴν ἐπιχείρησιν ἡ ὁποία, τῇ συγκαταθέσει τοῦ Μέλους τὸ ὁποῖον ἔχει ἀναγνωρίσει ταύτην, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.

75 3. Η λειτουργία ἑκάστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἐξασφαλίζεται ὑπό :

α) Τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

76 β) Τῶν ὑπ' αὐτῆς συνισταμένων ἐπιτροπῶν μελετῶν.

77 γ) Ἑνὸς Διευθυντοῦ, ἐκλεγομένου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ διοριζομένου συμφώνως πρὸς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

78 4. Συνιστᾶται Παγκόσμιος Ἐπιτροπὴ Σχεδίου ὡς καὶ περιοχικαὶ Ἐπιτροπαὶ Σχεδίου, συμφώνως πρὸς

σχετικὰς ἀποφάσεις τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν. Αἱ Ἐπιτροπαὶ αὗται ἐπεξεργάζονται γενικὸν Σχέδιον διὰ τὸ διεθνὲς δίκτυον τηλεπικοινωνιῶν, πρὸς διευκόλυνσιν τῆς συντονισμένης ἀναπτύξεως τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν Ὑπηρεσιῶν. Αὗται ὑποβάλλουν εἰς τὰς Διεθνεῖς συμβουλευτικὰς ἐπιτροπὰς θέματα τῶν ὁποίων ἡ μελέτη παρουσιάζει ἰδιαίτερον ἐνδιαφέρον διὰ τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν Χώρας καὶ τὰ ὁποῖα ὑπάγονται εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.

79 5. Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καθορίζονται εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

Ἄρθρον 12.

Συντονιστικὴ Ἐπιτροπή.

80 1. (1) Ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ ἐπικουρεῖ καὶ συμβουλεύει τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἐπὶ πάντων τῶν θεμάτων διοικητικῶν, οἰκονομικῶν καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, ἐνδιαφερόντων πλείονας μονίμους ὀργανισμοὺς ὡς καὶ ἐπὶ θεμάτων τῶν τομέων ἐξωτερικῶν σχέσεων καὶ δημοσίας ἐνημερώσεως, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰς ἀποφάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τὰ συμφέροντα τῆς Ἑνώσεως ὡς συνόλου.

81 (2) Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξετάζει ἐπίσης πάντα τὰ σημαντικὰ θέματα τὰ ὁποῖα ὑποβάλλονται εἰς ταύτην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Μετὰ μελέτην τῶν θεμάτων τούτων ἡ ἐπιτροπὴ ὑποβάλλει εἰς τὸ Συμβούλιον ἔκθεσιν ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου των, μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

82 2. Ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ προεδρεύεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ συντίθεται ὑπὸ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, τῶν διευθυντῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ τοῦ Προέδρου τῆς διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων.

Ἄρθρον 13.

Ἐκλεγόμενοι ὑπάλληλοι καὶ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως

83 1. (1) Ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων των, οἱ ἐκλεγόμενοι ὑπάλληλοι, ὡς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ζητοῦν ἢ νὰ δέχωνται ὁδηγίας Κυβερνήσεώς τινος ἢ ἄλλης ἀρχῆς ξένης πρὸς τὴν Ἕνωσιν. Ὀφείλουν νὰ ἀπέχουν πάσης πράξεως ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των ὡς διεθνῶν λειτουργῶν.

84 (2) Ἕκαστον Μέλος ὀφείλει νὰ σέβεται τὸν ἀποκλειστικῶς διεθνῆ χαρακτῆρα τῶν καθηκόντων τῶν ἐκλεγομένων λειτουργῶν καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ μὴ ἐπιδιώκῃ νὰ ἐπηρεάσῃ αὐτοὺς κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των.

85 (3) Οἱ ἐκλεγόμενοι λειτουργοί, καθὼς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ἔχουν, πέραν τῶν καθηκόντων των, συμμετοχὴν ἢ οἰκονομικὰ συμφέροντα οἱασδήποτε φύσεως εἰς οἱανδήποτε ἐπιχείρησιν ἀσχολουμένην μὲ τηλεπικοινωνίας. Οὐχ ἧττον ἡ ἔκφρασις «οἰκονομικὰ συμφέροντα» δὲν πρέπει νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς ἀντιβαίνουσα εἰς τὴν συνέχισιν συνταξιοδοτήσεως λόγῳ προγενεστέρας θέσεως ἢ παροχῆς ὑπηρεσιῶν.

86 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ οἱ διευθυνταὶ τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δέον ἅπαντες νὰ προέρχωνται ἐκ διαφόρων χωρῶν,Μελῶν τῆς Ἑνώσεως. Τὸ αὐτὸ ἐπίσης συνιστᾶται διὰ τὰ μέλη τῆς διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων. Κατὰ τὴν ἐκλογὴν τῶν ὑπαλλήλων τούτων ἐπιβάλλεται νὰ λαμβάνωνται δεόντως ὑπ' ὄψιν αἱ εἰς τὸν ἀριθμὸν 87 ἐκτιθέμεναι ἀρχαὶ ὡς καὶ κατάλληλος γεωγραφικὴ κατανομὴ μεταξὺ ὅλων τῶν περιοχῶν τοῦ κόσμου.

87 3. Ἡ κυριαρχοῦσα σκέψις κατὰ τὴν πρόσληψιν καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν ὅρων χρησιμοποιήσεως τοῦ προσωπικοῦ δέον νὰ εἶναι ἡ ἀνάγκη ὅπως ἐξασφαλισθοῦν διὰ τὴν Ἕνωσιν αἱ ὑπηρεσίαι προσώπων κατεχόντων ἀνώτατα προσόντα ἱκανότητος, καταλληλότητος καὶ ἀκεραιότητος. Ἐπιβάλλεται ὅπως λαμβάνεται δεόντως ὑπ' ὄψιν ἡ σπουδαιότης προσλήψεως προσωπικοῦ πραγματοποιουμένης ἐπὶ εὐρυτέρας, κατὰ τὸ δυνατόν, γεωγραφικῆς βάσεως.

Ἄρθρον 14.

Ὀργάνωσις τῶν ἐργασιῶν καὶ διεύθυνσις τῶν συζητήσεων κατὰ τὰς διασκέψεις κα. λοιπὰς συνόδους.

88 1. Διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν των καὶ τὴν διεύθυνσιν τῶν συζητήσεών των αἱ διασκέψεις, αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις καὶ αἱ σύνοδοι τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἐφαρμόζουν τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

89 2. Ἑκάστη Διάσκεψις, Γενικὴ Συνέλευσις ἢ σύνοδος μιᾶς διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ υἱοθετήσῃ τοὺς κανόνας τοὺς ὁποίους κρίνει ἀπαραιτήτους πρὸς συμπλήρωσιν ἐκείνων τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οἱ συμπληρωματικοὶ οὗτοι κανόνες θὰ συμφωνοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ. Τοιοῦτοι κανόνες υἱοθετούμενοι ὑπὸ Γενικῶν Συνελεύσεων καὶ ἐπιτροπῶν μελετῶν δημοσιεύονται ὑπὸ μορφὴν ἀποφάσεως εἰς τὰ πρακτικὰ τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων.

Ἄρθρον 15.

Οἰκονομικὰ τῆς Ἑνώσεως.

90 1. Αἱ δαπάναι τῆς Ἑνώσεως περιλαμβάνουν τὰ ἔξοδα τὰ ἀφορῶντα :

α) Εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ τοὺς μονίμους ὀργανισμοὺς τῆς Ἑνώσεως.

91 β) Εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων καὶ τὰς παγκοσμίους διοικητικὰς διασκέψεις.

92 2. Αἱ δαπάναι τῆς Ἑνώσεως καλύπτονται ὑπὸ τῶν συνδρομῶν τῶν Μελῶν αὐτῆς, καθοριζομένων συναρτήσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων αἱ ὁποῖαι ἀντιστοιχοῦν εἰς τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ἐκλεγεῖσαν ὑπὸ ἑκάστου Μέλους κατὰ τὸν ἑπόμενον πίνακα :

Τάξις	30	μονάδων	Τάξις	5	μονάδων
»	25	»	»	4	»
»	20	»	»	3	»
»	18	»	»	2	»
»	15	»	»	1 1/2	»
»	13	»	»	1	μονάδος
»	10	»	»	1/2	»
»	8	»			

93 3. Τὰ Μέλη ἐκλέγουν ἐλευθέρως τὴν τάξιν συμμετοχῆς συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ἐπιθυμοῦν νὰ μετέχουν τῶν δαπανῶν τῆς Ἑνώσεως.

94 4. Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ μονάδων συμμετοχῆς τοῦ καθορισθέντος συμφώνως πρὸς τὴν Σύμβασιν δύναται νὰ γίνῃ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς Συμβάσεως ταύτης.

95 5. Αἱ δαπάναι τῶν περιοχικῶν διοικητικῶν διασκέψεων αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸν ἀριθμὸν 42 βαρύνουν πάντα τὰ Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς, ἀναλόγως τῆς τάξεως συμμετοχῆς τούτων καὶ ἐπὶ τῆς αὐτῆς βάσεως τὰ Μέλη ἄλλων περιοχῶν, τὰ ὁποῖα ἐνδεχομένως μετέσχον τῶν τοιούτων Διασκέψεων.

96 6. Τὰ Μέλη προπληρώνουν τὴν ἐτησίαν συνδρομὴν αὐτῶν, ὑπολογιζομένην κατὰ τὸν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καταρτιζόμενον προϋπολογισμόν.

97 7. Πᾶν μέλος καθυστεροῦν τὰς πληρωμάς του πρὸς τὴν Ἕνωσιν στερεῖται τοῦ δικαιώματος ψήφου, ὡς καθορίζεται τοῦτο εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 9 καὶ 10, ἐφόσον τὸ καθυστερούμενον ποσὸν ἰσοῦται ἢ ὑπερβαίνει τὸ ποσὸν τῆς συνδρομῆς του τὸ ὀφειλόμενον διὰ τὰ προηγούμενα δύο ἔτη.

98 8. Αἱ ἐφαρμοζόμεναι διατάξεις ὡς πρὸς τὰς οἰκονομικὰς ὑποχρεώσεις τῶν ἀναγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν Ἐπιστημονικῶν ἢ Βιομηχανικῶν Ὀργανισμῶν, ὡς καὶ τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν, περιλαμβάνονται εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

Ἄρθρον 16.

Γλῶσσαι.

99 1. (1) Ἐπίσημοι Γλῶσσαι τῆς Ἑνώσεως εἶναι ἡ Ἀγγλική, ἡ Κινεζική, ἡ Ἱσπανική, ἡ Γαλλικὴ καὶ ἡ Ρωσσική.

100 (2) Γλῶσσαι ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως εἶναι ἡ Ἀγγλική, ἡ Ἱσπανικὴ καὶ ἡ Γαλλική.

101 (3) Εἰς περίπτωσιν ἀμφισβητήσεως, τὸ γαλλικὸν κείμενον εἶναι ἐπικρατέστερον.

102 2. (1) Τὰ τελικὰ πρακτικὰ τῶν Διασκέψεων Πληρεξουσίων καὶ τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, αἱ τελικαὶ Πράξεις αὐτῶν, τὰ Πρωτόκολλα, αἱ ἀποφάσεις, αἱ συστάσεις καὶ εὐχαί, συντάσσονται εἰς τὰς ἐπισήμους γλώσσας τῆς Ἑνώσεως εἰς κείμενα ἰσοδύναμα τόσον ἀπὸ ἀπόψεως τύπου ὅσον καὶ ἀπὸ ἀπόψεως οὐσίας.

103 (2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα τῶν Διασκέψεων τούτων συντάσσονται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως.

104 3. (1) Τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἑνώσεως, τὰ προβλεπόμενα εἰς τοὺς Διοικητικοὺς Κανονισμοὺς δημοσιεύονται εἰς τὰς πέντε ἐπισήμους γλώσσας.

105 (2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, τὰ ὁποῖα ὀφείλει ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ἐν τῇ ἁρμοδιότητί του, νὰ διανέμῃ γενικῶς, συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας.

106 4. Κατὰ τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως καὶ τὰς συνόδους τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν αἱ συζητήσεις δέον νὰ διεξάγωνται τῇ βοηθείᾳ ἑνὸς ἀποτελεσματικοῦ συστήματος ἀμοιβαίας μεταφράσεως εἰς τὰς πέντε ἐπισήμους γλώσσας. Οὐχ ἧττον αἱ συζητήσεις δύνανται νὰ διεξάγωνται εἰς ὀλιγωτέρας τῶν ὡς ἄνω μνημονευομένων γλωσσῶν ἐφ' ὅσον ἅπαντες οἱ μετέχοντες εἰς διάσκεψιν ἢ σύνοδον συμφωνήσουν πρὸς τοῦτο. Κατὰ τὰς διασκέψεις τῶν πληρεξουσίων καὶ τὰς Διοικητικὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως ἐξασφαλίζεται μετάφρασις τῶν γλωσσῶν τούτων εἰς τὴν Ἀραβικὴν καὶ ἀντιστρόφως.

Ἄρθρον 17.

Νομικὴ Ἱκανότης τῆς Ἑνώσεως.

107 Ἡ Ἕνωσις ἀπολαμβάνει εἰς τὴν ἐπικράτειαν ἑκάστου τῶν Μελῶν της, τῆς ἀναγκαιούσης νομικῆς ἱκανότητος πρὸς ἄσκησιν τῶν λειτουργιῶν της καὶ ἐκπλήρωσιν τῶν σκοπῶν της.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ

Γενικαὶ διατάξεις σχετικαὶ πρὸς τὰς Τηλεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 18.

Δικαίωμα τοῦ κοινοῦ νὰ χρησιμοποιῇ τὴν διεθνῆ Ὑπηρεσίαν Τηλεπικοινωνιῶν.

108 Τὰ Μέλη ἀναγνωρίζουν εἰς τὸ κοινὸν τὸ δικαίωμα νὰ ἀνταποκρίνεται μέσῳ τῆς διεθνοῦς ὑπηρεσίας ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως. Αἱ ὑπηρεσίαι, τὰ τέλη καὶ αἱ ἐγγυήσεις εἶναι αἱ αὐταὶ δι' ὅλους τὰς χρήστας εἰς ἑκάστην κατηγορίαν ἀνταποκρίσεως, ἄνευ οἱασδήποτε προτεραιότητος ἢ προτιμήσεως.

Ἄρθρον 19.

Διακοπὴ τηλεπικοινωνιακῆς ἐξυπηρετήσεως.

109 1. Τὰ Μέλη διατηροῦν τὸ δικαίωμα νὰ διακόπτουν τὴν μεταβίβασιν παντὸς ἰδιωτικοῦ τηλεγραφήματος τὸ ὁποῖον ἤθελε θεωρηθῇ ἐπικίνδυνον διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετον πρὸς τοὺς νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν, ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιοῦν ἀμέσως τὸ γραφεῖον καταγωγῆς περὶ τῆς μὴ μεταβιβάσεως τοῦ τηλεγραφήματος ὁλικῆς ἢ μερικῆς ἐκτὸς ἐὰν ἡ εἰδοποίησις αὕτη κρίνεται ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους.

110 2. Τὰ Μέλη διατηροῦν ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ διακόπτουν πᾶσαν ἰδιωτικὴν ἐπικοινωνίαν ἡ ὁποία ἤθελε θεωρηθῆ ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετος πρὸς τοὺς Νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη.

Ἄρθρον 20.

Ἀναστολὴ τῆς Ὑπηρεσίας.

111 Ἕκαστον Μέλος διατηρεῖ τὸ δικαίωμα ν' ἀναστέλλῃ τὴν ὑπηρεσίαν τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ἀπροσδιόριστον χρόνον, εἴτε γενικῶς, εἴτε εἰς τινας μόνον σχέσεις ἢ καὶ διὰ τινας κατηγορίας ἀνταποκρίσεων ἐξερχομένων, εἰσερχομένων ἢ διαβατικῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῇ περὶ τούτου ἀμέσως ἕκαστον τῶν λοιπῶν Μελῶν μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

Ἄρθρον 21.

Εὐθύνη.

112 Τὰ Μέλη οὐδεμίαν εὐθύνην ἀναλαμβάνουν ἔναντι τῶν πελατῶν τῶν διεθνῶν Τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν κυρίως ὅσον ἀφορᾷ αἰτήσεις πρὸς ἀποζημίωσιν.

Ἄρθρον 22.

Ἀπόρρητον τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

113 1. Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνουν πάντα τὰ δυνατὰ μέτρα, ἀναλόγως τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος τηλεπικοινωνίας πρὸς προστασίαν τοῦ ἀπορρήτου τῶν διεθνῶν ἀνταποκρίσεων.

114 2. Ἐν τούτοις διατηροῦν τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακοινώνουν τὰς ἀνταποκρίσεις ταύτας εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασφαλίσεως τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἐσωτερικῆς των νομοθεσίας ἢ ἐκτελέσεως διεθνῶν Συμβάσεων, εἰς τὰς ὁποίας ἔχουν προσχωρήσει.

Ἄρθρον 23.

Ἐγκατάστασις, ἐκμετάλλευσις καὶ προστασία τῶν Τηλεπικοινωνιακῶν ὁδῶν καὶ ἐγκαταστάσεων.

115 1. Τὰ Μέλη λαμβάνουν τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ὀργάνωσιν ὑπὸ τοὺς καλυτέρους ὅρους τῶν ἀναγκαίων συγκοινωνιῶν καὶ ἐγκαταστάσεων πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ταχείας καὶ ἀδιαλείπτου διαμοιβῆς τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν.

116 2. Ἡ ἐκμετάλλευσις τῶν συγκοινωνιῶν τούτων καὶ ἐγκαταστάσεων δέον, κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ ἀσκῆται κατὰ τὰς καλλιτέρας μεθόδους τὰς καθιερωμένας βάσει τῆς ἐκ τῆς πράξεως κεκτημένης πείρας, δέον δὲ αἱ συγκοινωνίαι αὗται καὶ ἐγκαταστάσεις νὰ διατηρῶνται εἰς καλὴν κατάστασιν λειτουργίας καὶ νὰ εὑρίσκωνται εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν προόδων.

117 3. Τὰ Μέλη ἐξασφαλίζουν τὴν προστασίαν τῶν ὁδῶν καὶ ἐγκαταστάσεων τούτων ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς δικαιοδοσίας των.

118 4. Πάντα τὰ Μέλη λαμβάνουσι τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν διατήρησιν εἰς καλὴν κατάστασιν τῶν τμημάτων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν κυκλωμάτων, τὰ ὁποῖα περιλαμβάνονται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐλέγχου των, ἐκτὸς ἐὰν ὑπάρχουν ἰδιαίτεραι συμφωνίαι καθορίζουσαι ἄλλους ὅρους.

Ἄρθρον 24.

Ἀνακοίνωσις τῶν παραβάσεων.

119 Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 44 τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται εἰς ἀμοιβαίαν ἀνακοίνωσιν τῶν παραβάσεων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης

Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 25.

Προτεραιότης τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῶν ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

120 Αἱ διεθνεῖς ὑπηρεσίαι τηλεπικοινωνιῶν ὀφείλουν νὰ παραχωροῦν ἀπόλυτον προτεραιότητα εἰς πάσας τὰς τηλεπικοινωνίας τὰς ἀφορώσας εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, ἐν θαλάσσῃ, εἰς τὴν ξηράν, εἰς τὸν ἀέρα καὶ εἰς τὸν ἐξωατμοσφαιρικὸν χῶρον καθὼς καὶ εἰς τὰς ἐχούσας ἐξαιρετικῶς ἐπείγοντα χαρακτῆρα ἐπιδημιολογικὰς τηλεπικοινωνίας τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας.

Ἄρθρον 26.

Προτεραιότης τῶν κρατικῶν τηλεγραφημάτων καὶ τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

121 Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἄρθρων 25 καὶ 36 τὰ Κρατικὰ τηλεγραφήματα ἀπολαμβάνουν προτεραιότητος, ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεγραφημάτων, ὅταν ὁ ἀποστολεὺς ζητήσῃ τοῦτο. Αἱ κρατικαὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις δύνανται ἐπίσης, ἐφ' ὅσον ρητῶς ζητηθῇ καὶ ὑπάρχῃ δυνατότης, νὰ τύχουν προτεραιότητος ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

Ἄρθρον 27.

Μυστικὴ γλῶσσα.

122 1. Τὰ Κρατικὰ καὶ τὰ ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα δύνανται νὰ συντάσσωνται εἰς μυστικὴν γλῶσσαν εἰς πάσας τὰς σχέσεις.

123 2. Τὰ ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν δύναται νὰ γίνωνται δεκτὰ μεταξὺ πασῶν τῶν χωρῶν πλὴν ἐκείνων αἵτινες ἀνεκοίνωσαν προηγουμένως μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας, ὅτι δὲν δέχονται τὴν γλῶσσαν ταύτην δι' αὐτὴν τὴν κατηγορίαν τῶν ἀνταποκρίσεων.

124 3. Τὰ Μέλη τὰ ὁποῖα δὲν δέχονται ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν καταγόμενα ἢ προοριζόμενα διὰ τὸ ἔδαφός των ὀφείλουν νὰ δέχωνται ταῦτα ὡς διαβατικὰ πλὴν τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς ὑπηρεσίας τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 20.

Ἄρθρον 28.

Τέλη καὶ ἀτέλειαι.

125 Αἱ διατάξεις περὶ τελῶν τῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ διάφοροι περιπτώσεις κατὰ τὰς ὁποίας χορηγεῖται ἀτέλεια ὁρίζονται διὰ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 29.

Κατάρτισις καὶ ἐξόφλησις τῶν λογαριασμῶν.

126 Οἱ διακανονισμοὶ τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν χαρακτηρίζονται ὡς τρεχούμεναι συναλλαγαὶ καὶ ἐνεργοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς τρεχούσας διεθνεῖς ὑποχρεώσεις τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, ἐφ' ὅσον ὑπάρχουν σχετικαὶ συμφωνίαι, μεταξὺ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων. Ἐλλείψει τοιούτων συμφωνιῶν ἢ ἰδιαιτέρων συμφωνιῶν συναφθεισῶν κατὰ τὰς εἰς τὸ ἄρθρον 31 προβλεπομένας διατάξεις, οἱ διακανονισμοὶ οὗτοι τῶν λογαριασμῶν πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τοὺς Διοικητικοὺς Κανονισμούς.

Ἄρθρον 30.

Νομισματικὴ Μονάς.

127 Νομισματικὴ μονὰς διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν τιμολογίων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν εἶναι τὸ χρυσοῦν φράγκον ἐξ 100 ἑκατοστῶν, βάρους 10/31 τοῦ γραμμαρίου καὶ τίτλου 0,900.

Ἄρθρον 31.

Ἰδιαίτεραι Συμφωνίαι.

128 Τὰ Μέλη ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτά, εἰς τὰς παρ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ εἰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένας, τὴν εὐχέρειαν νὰ συνάπτουν ἰδιαιτέρας συμφωνίας ἐπὶ θεμάτων τηλεπικοινωνιῶν τὰ ὁποῖα δὲν ἐνδιαφέρουν τὸ σύνολον τῶν Μελῶν. Ἐν τούτοις, αἱ συμφωνίαι αὗται δὲν πρέπει νὰ ἀντίκεινται εἰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν εἰς ταύτην προσηρτημένων Κανονισμῶν, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, τὰς ὁποίας θὰ ἠδύνατο νὰ προκαλέσῃ ἡ ἐφαρμογὴ αὐτῶν ἐπὶ ὑπηρεσιῶν ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν ἄλλων χωρῶν.

Ἄρθρον 32.

Περιοχικαὶ Διασκέψεις, Περιοχικαὶ Συμφωνίαι καὶ Περιοχικαὶ Ὀργανώσεις.

129 Τὰ Μέλη ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰ τὸ δικαίωμα νὰ πραγματοποιοῦν περιοχικὰς Διασκέψεις, νὰ συνάπτουν περιοχικὰς Συμφωνίας καὶ νὰ συνιστοῦν περιοχικὰς ὀργανώσεις, ἐπὶ σκοπῷ διακανονισμοῦ τηλεπικοινωνιακῶν θεμάτων ἐπιδεκτικῶν ρυθμίσεως ἐπὶ περιοχικοῦ ἐπιπέδου. Αἱ περιοχικαὶ συμφωνίαι δέον ὅπως μὴ ἀντιβαίνουν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III

Εἰδικαὶ Διατάξεις διὰ τὰς Ραδιοεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 33.

Ὀρθολογικὴ χρησιμοποίησις τοῦ φάσματος ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων καὶ τῆς τροχιᾶς γαιωστατικῶν δορυφόρων.

130 1. Τὰ Μέλη καταβάλλουν προσπάθειαν ὅπως ὁ χρησιμοποιούμενος ἀριθμὸς συχνοτήτων καὶ ἡ χρησιμοποιουμένη περιοχὴ τοῦ φάσματος περιορίζωνται εἰς τὸ ἐλάχιστον, δυνατὸν ὅριον, τὸ ἀπαραίτητον διὰ τὴν ἐξασφάλισιν καθ' ἱκανοποιητικὸν τρόπον τῆς λειτουργίας τῶν ἀναγκαιουσῶν ὑπηρεσιῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον προσπαθοῦν νὰ ἐφαρμόζουν τὰς τελευταίας τελειοποιήσεις τῆς τεχνικῆς ἐντὸς τῶν συντομωτέρων προθεσμιῶν.

131 2. Τὰ Μέλη λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν κατὰ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ζωνῶν συχνοτήτων τῶν διαστημικῶν ραδιοεπικοινωνιῶν ὅτι αἱ συχνότητες καὶ ἡ τροχιὰ γαιωστατικῶν δορυφόρων, εἶναι περιωρισμένα φυσικὰ μέσα, τὰ ὁποῖα δέον νὰ χρησιμοποιοῦνται μὲ οἰκονομίαν καὶ ἀποτελεσματικότητα, ὥστε νὰ δύνανται χῶραι ἢ ὁμάδες χωρῶν, ἀναλόγως πρὸς τὰς ἀνάγκας των καὶ τὰ εἰς τὴν διαθεσίν των τεχνικὰ μέσα, νὰ συμμετέχουν δικαίως εἰς ἀμφότερα, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 34.

Ἀλληλοεπικοινωνία.

132 1. Οἱ σταθμοὶ οἱ ὁποῖοι ἐξασφαλίζουν τὰς ραδιοεπικοινωνίας εἰς τὴν κινητὴν ὑπηρεσίαν ὑποχρεοῦνται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς κανονικῆς των χρησιμοποιήσεως, νὰ ἀνταλλάσσουν ἀμοιβαίως τὰς ραδιοεπικοινωνίας ἄνευ διακρίσεως τοῦ υἱοθετηθέντος ὑπ' αὐτῶν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος.

133 2. Οὐχ' ἧττον, διὰ νὰ μὴ παρακωλύωνται αἱ ἐπιστημονικαὶ πρόοδοι, αἱ διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 132 δὲν ἐμποδίζουν τὴν χρῆσιν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος, μὴ ἱκανοῦ νὰ ἐπικοινωνῇ μετ' ἄλλων συστημάτων, ἐφ' ὅσον ἡ ἀνικανότης αὕτη ὀφείλεται εἰς τὴν εἰδικὴν φύσιν τοῦ συστήματος τούτου καὶ δὲν εἶναι ἀποτέλεσμα υἱοθετήσεως συστημάτων ἐχόντων ὡς ἀποκλειστικὸν σκοπὸν τὴν παρεμπόδισιν τῆς ἀλληλεπικοινωνίας.

134 3. Παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 132, σταθμός τις δύναται νὰ διατίθεται εἰς ἐκτέλεσιν περιωρισμένης

διεθνοῦς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνίας, καθοριζομένης ὑπὸ τοῦ σκοποῦ ταύτης ἢ ἄλλων συνθηκῶν ἀνεξαρτήτων τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος.

Ἄρθρον 35.

Ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

135 1. Πάντες οἱ σταθμοί, οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ σκοπὸς των δέον νὰ ἐγκαθίστανται καὶ νὰ τυγχάνουν ἐκμεταλλεύσεως κατὰ τρόπον μὴ προκαλοῦντα ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ἐπικοινωνίας ἢ τὰς ραδιοηλεκτρικὰς ὑπηρεσίας ἑτέρων μελῶν, ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων ἢ ἑτέρων ἐπιχειρήσεων δεόντως ἐξουσιοδοτημένων πρὸς ἐξασφάλισιν ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνιῶν αἱ ὁποῖαι λειτουργοῦν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

136 2. Ἕκαστον μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀπαιτῇ ὑπὸ τῶν ὑπ' αὐτοῦ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ λοιπῶν δεόντως πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐξουσιοδοτημένων ἐπιχειρήσεων, τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 135.

137 3. Ἐπὶ πλέον τὰ μέλη θεωροῦν ἐπιθυμητὴν τὴν λῆψιν τῶν πρακτικῶς δυνατῶν μέτρων πρὸς παρεμπόδισιν τῆς λειτουργίας ἠλεκτρικῶν συσκευῶν καὶ ἐγκαταστάσεων παντὸς εἴδους, αἱ ὁποῖαι προκαλοῦν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸν ἀριθμὸν 135 ραδιοηλεκτρικὰς ἐπικοινωνίας καὶ ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 36.

Κλήσεις καὶ μηνύματα κινδύνου.

138 Οἱ σταθμοὶ ραδιοεπικοινωνιῶν εἶναι ὑποχρεωμένοι νὰ δέχωνται κατ' ἀπόλυτον προτεραιότητα τὰς κλήσεις καὶ τὰ μηνύματα κινδύνου, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ προέλευσίς των, νὰ ἀπαντοῦν κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον, εἰς τὰ μηνύματα ταῦτα καὶ νὰ δίδουν ἀμέσως εἰς αὐτὰ τὴν ἐπιβαλλομένην συνέχειαν.

Ἄρθρον 37.

Ψευδῆ ἢ ἀπατηλὰ σήματα κινδύνου, ἐπείγοντος, ἀσφαλείας ἢ ταυτότητος.

139 Τὰ μέλη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ λαμβάνουν τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς παρεμπόδισιν τῆς μεταβιβάσεως ἢ θέσεως εἰς κυκλοφορίαν ψευδῶν ἢ ἀπατηλῶν σημάτων κινδύνου, ἐπείγοντος, ἀσφαλείας ἢ ταυτότητος καὶ νὰ συνεργάζωνται πρὸς τὸν σκοπὸν ἐντοπισμοῦ καὶ καθορισμοῦ τῆς ταυτότητος τῶν σταθμῶν τῆς ἰδίας αὐτῶν χώρας, οἱ ὁποῖοι ἐκπέμπουν τοιαῦτα σήματα.

Ἄρθρον 38.

Ἐγκαταστάσεις ὑπηρεσιῶν ἐθνικῆς ἀμύνης.

140 1. Τὰ μέλη διατηροῦν τὴν πλήρη ἐλευθερίαν αὐτῶν ὡς πρὸς τὰς στρατιωτικὰς ραδιοηλεκτρικὰς ἐγκαταστάσεις τοῦ στρατοῦ ξηρᾶς καὶ τῶν ναυτικῶν καὶ ἀεροπορικῶν δυνάμεων αὐτῶν.

141 2. Ἐν τούτοις αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται δέον, κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ τηροῦν τὰς κανονιστικὰς διατάξεις τὰς σχετικὰς μὲ τὴν παροχὴν βοηθείας ἐν περιπτώσει κινδύνου μὲ τὴν λῆψιν μέτρων πρὸς παρεμπόδισιν τῶν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων, ὡς καὶ τὰς ὁδηγίας τῶν Κανονισμῶν τὰς ἀφορώσας τοὺς τύπους ἐκπομπῆς καὶ τὰς πρὸς χρησιμοποίησιν συχνότητας ἀναλόγως τῆς φύσεως τῆς ὑπ' αὐτῶν ἐξασφαλιζομένης ὑπηρεσίας.

142 3. Ἐξ ἄλλου, ἐφ' ὅσον αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται μετέχουν εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τῆς ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ εἰς τὰς λοιπὰς ὑπηρεσίας τὰς διεπομένας ὑπὸ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν Κανονισμῶν, δέον ὅπως συμμορφοῦνται γενικῶς πρὸς τὰς ἐφαρμοστέας εἰς τὰς ἐν λόγῳ ὑπηρεσίας κανονιστικὰς διατάξεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν Διεθνῶν Ὀργανισμῶν

Ἄρθρον 39.

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

143 1. Αἱ σχέσεις μεταξὺ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν καθορίζονται εἰς τὴν συναφθεῖσαν μεταξὺ τῶν δύο τούτων Ὀργανισμῶν συμφωνίαν, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον περιλαμβάνεται εἰς τὸ παράρτημα 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

144 2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου XVI τῆς ἀνωτέρω μνημονευθείσης συμφωνίας, αἱ ὑπηρεσίαι ἐκμεταλλεύσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀπολαύουν τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑπόκεινται εἰς τὰς ὑποχρεώσεις αἱ ὁποῖαι προβλέπονται εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, καὶ εἰς τοὺς διοικητικοὺς κανονισμούς. Ἔχουν, κατὰ συνέπειαν, τὸ δικαίωμα παραστάσεως, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς ὅλας τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως, συμπεριλαμβανομένων τῶν συνόδων τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 40.

Σχέσεις μετὰ τῶν Διεθνῶν Ὀργανισμῶν.

145 Προκειμένου νὰ ὑποβοηθηθῇ ἡ πραγματοποίησις πλήρους διεθνοῦς συντονισμοῦ εἰς τὸν τομέα τῶν τηλεπικοινωνιῶν, ἡ Ἕνωσις συνεργάζεται μετὰ τῶν ἐχόντων συναφεῖς δραστηριότητας καὶ ἐνδιαφέροντα διεθνῶν Ὀργανισμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 41.

Βασικαὶ διατάξεις καὶ Γενικὸς Κανονισμός.

146 Ἐν περιπτώσει διαφορᾶς μεταξὺ διατάξεως τοῦ πρώτου μέρους τῆς Συμβάσεως (βασικαὶ διατάξεις, ἀριθμοὶ 1 ἕως 170) καὶ διατάξεως τοῦ δευτέρου μέρους (Γενικὸς Κανονισμός, ἀριθμοὶ 201 ἕως 571), ἐπικρατεστέρα, θεωρεῖται ἡ πρώτη.

Ἄρθρον 42.

Διοικητικοὶ Κανονισμοί.

147 1. Αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως συμπληροῦνται ὑπὸ τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν, οἱ ὁποῖοι διέπουν τὴν χρησιμοποίησιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ δεσμεύουν πάντα τὰ μέλη.

148 2. Ἡ ἐπικύρωσις τῆς παρούσης συμβάσεως, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 45 ἢ ἡ προσχώρησις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 46, συνεπάγεται τὴν ἀποδοχὴν τῶν ἐν ἰσχύι, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως ταύτης, Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

149 3. Τὰ μέλη ὀφείλουν νὰ πληροφοροῦν τὸν Γενικὸν Γραμματέα περὶ τῆς ὑπ' αὐτῶν ἐγκρίσεως πάσης ἀναθεωρήσεως τῶν Κανονισμῶν τούτων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων διοικητικῶν διασκέψεων. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς γνωστοποιεῖ εἰς τὰ μέλη τὰς ἐγκρίσεις ταύτας μετὰ τὴν λῆψιν των.

150 4. Ἐν περιπτώσει διαφορᾶς μεταξὺ διατάξεως τῆς Συμβάσεως καὶ διατάξεως ἑνὸς διοικητικοῦ κανονισμοῦ ἐπικρατεστέρα θεωρεῖται ἡ Σύμβασις.

Ἄρθρον 43.

Ἐγκυρότητος ἰσχυόντων διοικητικῶν κανονισμῶν.

151 Οἱ ἀναφερόμενοι εἰς τὸν ἀριθμὸν 147 διοικητικοὶ κανονισμοὶ εἶναι οἱ ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Οὗτοι θεωροῦνται

προσηρτημένοι εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ παραμένουν ἐν ἰσχύι, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν μερικῶν ἀναθεωρήσεων δυναμένων νὰ υἱοθετηθοῦν, ὑπὸ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 44 μέχρι τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι νέων κανονισμῶν καταρτιζομένων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων παγκοσμίων διοικητικῶν διασκέψεων καὶ προοριζομένων νὰ ἀντικαταστήσουν τούτους ὡς παραρτήματα τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 44.

Ἐκτέλεσις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

152 1. Τὰ μέλη ὑποχρεοῦνται εἰς συμμόρφωσιν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς αὐτὴν διοικητικῶν κανονισμῶν εἰς ὅλα τὰ γραφεῖα καὶ ὅλους τοὺς σταθμοὺς τηλεπικοινωνιῶν τοὺς ὁποίους ἔχουν ἐγκαταστήσει καὶ ἐκμεταλλεύονται καὶ οἱ ὁποῖοι ἐξασφαλίζουν διεθνεῖς ὑπηρεσίας ἢ δύνανται νὰ προκαλέσουν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνιῶν ἑτέρων χωρῶν, πλὴν ἐὰν πρόκειται περὶ ὑπηρεσιῶν ἐξαιρουμένων τῶν ὑποχρεώσεων τούτων βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 38.

153 2. Τὰ μέλη ὀφείλουν, ἐξ ἄλλου, νὰ λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἐπιβολὴν τῆς τηρήσεως τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ τῶν διοικητικῶν κανονισμῶν ὑπὸ τῶν ἐπιχειρήσεων αἱ ὁποῖαι ἔχουν ἐξουσιοδοτηθῆ ὑπ' αὐτῶν νὰ ἐγκαθιστοῦν καὶ νὰ ἐκμεταλλεύωνται τηλεπικοινωνίας καὶ ἐξασφαλίζουν διεθνεῖς ὑπηρεσίας ἢ ἐκμεταλλεύωνται σταθμοὺς δυναμένους νὰ προκαλέσουν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνιῶν ἑτέρων χωρῶν.

Ἄρθρον 45.

Ἐπικύρωσις τῆς Συμβάσεως.

154 1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὑφ' ἑκάστης τῶν ὑπογραφομένων Κυβερνήσεων συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύι εἰς τὰς ἀντιστοίχους χώρας συνταγματικοὺς κανόνας. Τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα θὰ ἀποσταλοῦν ἐντὸς τῆς συντομωτέρας δυνατῆς προθεσμίας, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ τῇ μεσολαβήσει τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν εὑρίσκεται ἡ Ἕδρα τῆς Ἑνώσεως, εἰς τὸν γενικὸν γραμματέα, ὁ ὁποῖος ἀνακοινώνει ταῦτα εἰς τὰ μέλη.

155 2. (1) Κατὰ τὴν διάρκειαν περιόδου δύο ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης συμβάσεως, πᾶσα ὑπογράψασα κυβέρνησις ἀπολαύει τῶν δικαιωμάτων τῶν ἀναγνωριζομένων εἰς τὰ μέλη τῆς Ἑνώσεως εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 8 καὶ 10, ἔστω καὶ ἂν ἡ Κυβέρνησις αὕτη δὲν κατέθεσε κυρωτικὰ ἔγγραφα, κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 154.

156 (2) Ἀπὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς διετοῦς περιόδου ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης συμβάσεως, κυβέρνησις ἔχουσα ὑπογράψει τὴν σύμβασιν καὶ ἡ ὁποία δὲν κατέθεσε κυρωτικὰ ἔγγραφα, κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 154, δὲν ἔχει πλέον δικαίωμα ψήφου εἰς οἱανδήποτε διάσκεψιν τῆς Ἑνώσεως, σύνοδον τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, σύνοδον τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως οὔτε εἰς οἱανδήποτε δι' ἀλληλογραφίας ψηφοφορίαν διενεργουμένην συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς συμβάσεως. Τοῦτο ἰσχύει ἐφ' ὅσον χρόνον τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα δὲν ἔχουν κατατεθῆ. Τὰ λοιπά, πλὴν τοῦ δικαιώματος ψήφου, δικαιώματα τῆς κυβερνήσεως ταύτης δὲν θίγονται.

157 3. Μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος τῆς παρούσης συμβάσεως συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 52 ἕκαστον κυρωτικὸν ἔγγραφον θεωρεῖται ἰσχῦον ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεώς του εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

158 4. Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν μία ἢ πλείονες κυβερνήσεις ὑπογράψασαι τὴν σύμβασιν δὲν προέβαινον εἰς τὴν ἐπικύρωσιν ταύτης, αὕτη δὲν θὰ ἔπαυεν ἰσχύουσα διὰ τὰς κυβερνήσεις αἱ ὁποῖαι ἔχουν ἐπικυρώσει ταύτην.

Ἄρθρον 46.

Προσχώρησις εἰς τὴν σύμβασιν.

159 1. Ἡ κυβέρνησις χώρας ἡ ὁποία δὲν ὑπέγραψε τὴν παροῦσαν σύμβασιν δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτήν, εἰς οἱονδήποτε χρόνον, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 1.

160 2. Τὸ ἔγγραφον προσχωρήσεως ἀπευθύνεται πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, μέσῳ τῆς κυβερνήσεως τῆς χώρας, εἰς τὴν ὁποίαν εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τῆς Ἑνώσεως. Ἡ προσχώρησις ἰσχύει ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου, πλὴν ἐὰν ἄλλως ὁρίζεται ἐν αὐτῷ. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς γνωστοποιεῖ τὴν προσχώρησιν εἰς τὰ μέλη καὶ διαβιβάζει εἰς ἕκαστον τοῦτον ἓν κεκυρωμένον ἀντίγραφον τῆς πράξεως.

Ἄρθρον 47.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως.

161 1. Πᾶν μέλος ἐπικυρῶσαν τὴν παροῦσαν σύμβασιν ἢ προσχωρῆσαν εἰς αὐτὴν ἔχει τὸ δικαίωμα καταγγελίας ταύτης διὰ πράξεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, μέσῳ τῆς κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τῆς Ἑνώσεως. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς εἰδοποιεῖ περὶ τούτου τὰ λοιπὰ μέλη.

162 2. Ἡ καταγγελία αὕτη θεωρεῖται ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς ἐκπνοῆς περιόδου ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεως ὑπὸ τοῦ γενικοῦ γραμματέως τῆς σχετικῆς πράξεως.

Ἄρθρον 48.

Κατάργησις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν τοῦ MONTREUX (1965).

163 Ἡ παροῦσα σύμβασις καταργεῖ καὶ ἀντικαθιστᾷ τὴν διεθνῆ σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν τοῦ MONTREUX (1965) εἰς τὰς μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων κυβερνήσεων σχέσεις.

Ἄρθρον 49.

Σχέσεις μετὰ μὴ συμβεβλημένων κρατῶν.

164 Πάντα τὰ μέλη ἐπιφυλάσσουν δι' ἑαυτὰ καὶ διὰ τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις τὴν εὐχέρειαν νὰ καθορίζουν τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους δέχονται ἐπικοινωνίας ἀνταλλασσομένας μετὰ κράτους μὴ μετέχοντος εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν. Ἐὰν ἐπικοινωνία προερχομένη ἐκ κράτους μὴ συμβεβλημένου γίνεται δεκτὴ ὑφ' ἑνὸς μέλους, αὕτη δέον νὰ μεταβιβασθῇ καί, καθ' ὃ μέτρον χρησιμοποιεῖ τηλεπικοινωνιακὰς ὁδοὺς ἑνὸς μέλους, ἐφαρμόζονται εἰς αὐτὴν αἱ ὑποχρεωτικαὶ διατάξεις τῆς συμβάσεως καὶ τῶν διοικητικῶν κανονισμῶν ὡς καὶ τὰ κανονικὰ τέλη.

Ἄρθρον 50.

Διακανονισμὸς Διαφορῶν.

165 1. Τὰ μέλη δύνανται νὰ ρυθμίζουν τὰς διαφορὰς των ἐπὶ θεμάτων σχετικῶν μὲ τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως ἢ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 42 κανονισμῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ κατὰ διαδικασίας καθιερωθείσας ὑπὸ διμερῶν ἢ πολυμερῶν συνθηκῶν συναφθεισῶν μεταξύ των διὰ τὸν διακανονισμὸν διεθνῶν διαφορῶν ἢ διὰ πάσης ἄλλης μεθόδου τὴν ὁποίαν θὰ ἠδύνατο νὰ ἀποφασίσουν, κοινῇ συμφωνίᾳ.

166 2. Εἰς ἣν περίπτωσιν οὐδὲν ἐκ τῶν ἀνωτέρω μέσων διακανονισμοῦ ἤθελεν υἱοθετηθῆ, πᾶν μέλος δύναται, ἐν περιπτώσει διαφορᾶς, νὰ προσφύγῃ εἰς διαιτησίαν, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ γενικοῦ κανονισμοῦ ἢ τοῦ προσθέτου προαιρετικοῦ πρωτοκόλλου καθοριζομένην διαδικασίαν, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 51.

Ὁρισμοί.

167 Εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν καὶ ἐφ' ὅσον δὲν ὑφίστανται ἀντιφάσεις πρὸς τὰ συμφραζόμενα :

α) Οἱ ὅροι τῶν ὁποίων οἱ ὁρισμοὶ περιλαμβάνονται εἰς τὸ Παράρτημα 2 τῆς παρούσης συμβάσεως ἔχουν τὴν ἔννοιαν ἡ ὁποία ἀποδίδεται εἰς τούτους εἰς τὸ ἐν λόγῳ Παράρτημα.

168 β) Οἱ λοιποὶ ὅροι τῶν ὁποίων οἱ ὁρισμοὶ περιλαμβάνονται εἰς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸ ἄρθρον 42 κανονισμοὺς ἔχουν τὴν ἔννοιαν ἡ ὁποία ἀποδίδεται εἰς τούτους εἰς τοὺς ἐν λόγῳ κανονισμούς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII

Τελικὴ διάταξις

Ἄρθρον 52.

Ἔναρξις ἰσχύος καὶ κατάθεσις τῆς συμβάσεως.

169 Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1975 μεταξὺ τῶν μελῶν τῶν ὁποίων τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως θὰ ἔχουν κατατεθῆ πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης.

170 Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 102 τοῦ χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὁ γενικὸς γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως θὰ καταθέσῃ τὴν παροῦσαν σύμβασιν εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟΝ

ΓΕΝΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII

Λειτουργία τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 53.

Διάσκεψις Πληρεξουσίων.

201 1. (1) Ἡ διάσκεψις πληρεξουσίων συνέρχεται κατὰ τακτὰ διαστήματα, κανονικῶς δὲ ἀνὰ πενταετίαν.

202 (2) Ἐὰν τοῦτο εἶναι πρακτικῶς δυνατόν, ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος ἑκάστης διασκέψεως πληρεξουσίων καθορίζονται ὑπὸ τῆς προηγουμένης διασκέψεως πληρεξουσίων. Ἐν ἀντιθέτῳ περιπτώσει ἡ ἡμερομηνία αὕτη καὶ ὁ τόπος οὗτος ὁρίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

203 2. (1) Ὁ χρόνος καὶ ὁ τόπος τῆς προσεχοῦς διασκέψεως πληρεξουσίων ἢ ὁ εἷς τούτων δύνανται νὰ μεταβληθοῦν :

α) Αἰτήσει τοῦ ἑνός, τοὐλάχιστον, τετάρτου τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ὑποβαλλομένης, κεχωρισμένως ὑφ' ἑκάστου μέλους, πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.

204 β) Κατόπιν προτάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου

205 (2) Καὶ εἰς τὰς δύο περιπτώσεις νέος χρόνος καὶ τόπος ἢ εἷς μόνον ἐκ τούτων καθορίζονται κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν.

Ἄρθρον 54.

Διοικητικαὶ Διασκέψεις.

206 1. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἐὰν πρόκειται περὶ παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς περιοχῆς τὴν ὁποίαν ἀφορᾷ ἡ διάσκεψις, ἐὰν πρόκειται περὶ περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 225.

207 (2) Περιπτώσεως τυχούσης, ἡ ἡμερησία διάταξις περιλαμβάνει πᾶν θέμα, τοῦ ὁποίου ἡ συζήτησις ἀπεφασίσθη ὑπὸ μιᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων.

208 (3) Παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις ἀσχολουμένη μὲ τὰς ραδιοεπικοινωνίας δύναται νὰ περιλάβῃ εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν αὐτῆς θέματα ἀναφερόμενα εἰς τὸν καθορισμὸν κατευθύνσεων, πρὸς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν Καταγραφῆς Συχνοτήτων, ἐν σχέσει πρὸς τὰς δραστηριότητας αὐτῆς ὡς καὶ εἰς τὴν ἐξέτασιν τῶν δραστηριοτήτων τούτων.

209 2. (1) Μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις συγκαλεῖται :

α) κατόπιν ἀποφάσεως μιᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων, ἡ ὁποία δύναται νὰ καθορίσῃ τὴν ἡμερομηνίαν καὶ τόπον πραγματοποιήσεώς της.

210 β) κατόπιν συστάσεως προηγουμένης παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐγκρίσεως ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

211 γ) κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἑνὸς τετάρτου, τοὐλάχιστον, τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἀπευθυνομένης, κεχωρισμένως ὑφ' ἑκάστου μέλους, πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.

212 δ) κατόπιν προτάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

213 (2) Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 210, 211, 212 καί, ἐνδεχομένως, 209 ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 225.

214 3. (1) Μία περιοχικὴ διοικητικὴ διάσκεψις συγκαλεῖται :

α) κατόπιν ἀποφάσεως μιᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων.

215 β) κατόπιν συστάσεως μιᾶς προηγουμένης παγκοσμίου ἢ περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐγκρίσεως ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

216 γ) κατόπιν αἰτήσεως τοὐλάχιστον τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως τὰ ὁποῖα ἀνήκουν εἰς τὴν ἐν λόγῳ περιοχήν, ἀπευθυνομένης κεχωρισμένως ὑφ' ἑκάστου μέλους πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.

217 δ) κατόπιν προτάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

218 (2) Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 215, 216, 217 καὶ ἐνδεχομένως 214, ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως ὁρίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν ἀφορᾷ ἡ Διάσκεψις ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 225.

219 4. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις, ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως δύνανται νὰ μεταβληθοῦν :

α) κατόπιν αἰτήσεως τοὐλάχιστον τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἐὰν πρόκειται περὶ παγκοσμίου διοικητικῆς Διασκέψεως ἢ τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν ἀφορᾷ ἡ Διάσκεψις, ἐὰν πρόκειται περὶ περιοχικῆς διοικητικῆς Διασκέψεως.

Αἱ αἰτήσεις ἀπευθύνονται κεχωρισμένως ὑφ' ἑκάστου μέλους πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα ὁ ὁποῖος μεριμνᾷ διὰ τὴν ἔγκρισιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

220 β) κατόπιν προτάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

221 (2) Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 219 καὶ 220 αἱ προτεινόμεναι μεταβολαὶ υἱοθετοῦνται ὁριστικῶς μόνον κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν, ἐὰν πρόκειται περὶ παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν

τῆς Ἑνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν ἀφορᾷ ἡ Διάσκεψις, ἐὰν πρόκειται περὶ περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 225.

222 5. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ θεωρήσῃ χρήσιμον ὅπως τῆς κυρίας συνόδου μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως προηγηθῇ προπαρασκευαστικὴ σύνοδος ἐπιφορτισμένη νὰ καταρτίσῃ προτάσεις ἀφορώσας εἰς τὰς τεχνικὰς βάσεις τῶν ἐργασιῶν τῆς διασκέψεως.

223 (2) Ἡ σύγκλησις τῆς προπαρασκευαστικῆς ταύτης συνόδου καὶ ἡ ἡμερησία διάταξις αὐτῆς δέον νὰ ἐγκριθοῦν ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐὰν πρόκειται περὶ παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως ἢ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχήν, ἐὰν πρόκειται περὶ περιοχικῆς Διοικητικῆς Διασκέψεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 225.

224 (3) Ἐὰν ἡ προπαρασκευαστικὴ σύνοδος μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως δὲν ἀπεφάσισε διαφοροτρόπως, τὰ κείμενα τὰ ὁποῖα τελικῶς ἐνέκρινεν αὕτη συγκεντρώνονται ὑπὸ μορφὴν ἐκθέσεως ἡ ὁποία ἐγκρίνεται ὑπὸ τῆς συνόδου ταύτης καὶ ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου της.

225 Εἰς τὰς ψηφοφορίας τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῶν ἀριθμῶν 206, 213, 218, 221 καὶ 223 τὰ μέλη τῆς Ἑνώσεως τὰ ὁποῖα δὲν ἀπήντησαν ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁριζομένης προθεσμίας, θεωροῦνται ὡς μὴ μετέχοντα τῶν ψηφοφοριῶν τούτων καὶ δὲν λαμβάνονται, κατὰ συνέπειαν, ὑπ' ὄψιν διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς πλειοψηφίας. Ἐὰν ὁ ἀριθμὸς τῶν ληφθεισῶν ἀπαντήσεων δὲν ὑπερβαίνῃ τὸ ἥμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἐρωτηθέντων μελῶν τῆς Ἑνώσεως, διεξάγεται νέα ψηφοφορία τῆς ὁποίας τὸ ἀποτέλεσμα εἶναι ὁριστικὸν οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ ἀριθμὸς τῶν ψηφισάντων μελῶν.

Ἄρθρον 55.

Διοικητικὸν Συμβούλιον.

226 1. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐκ μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων.

227 (2) Ἐὰν κατὰ τὸ μεταξὺ δύο Διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα χηρεύσῃ μία ἕδρα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, αὕτη αὐτοδικαίως καταλαμβάνεται ὑπὸ τοῦ μέλους τῆς Ἑνώσεως, τὸ ὁποῖον κατὰ τὴν τελευταίαν ψηφοφορίαν ἔλαβε τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν ψήφων μεταξὺ τῶν εἰς τὴν αὐτὴν περιοχὴν ἀνηκόντων καὶ μὴ ἐκλεγέντων μελῶν.

228 (3) Μία ἕδρα εἰς τὸ Συμβούλιον λογίζεται κενή:

α) Ὅταν ἓν μέλος τοῦ Συμβουλίου δὲν ἀντεπροσωπεύθη εἰς δύο διαδοχικὰς ἐτησίας συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου.

229 β) Ὅταν μία χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως παραιτῆται τῶν καθηκόντων της ὡς μέλους τοῦ Συμβουλίου.

230 2. Ἕκαστον Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁρίζει διὰ τὴν ἐν τῷ Συμβουλίῳ ἕδραν του, πρόσωπον τὸ ὁποῖον κατὰ τὸ δυνατὸν νὰ εἶναι λειτουργὸς τῆς Διευθύνσεως τηλεπικοινωνιῶν αὐτοῦ ἢ ἀμέσως ὑπεύθυνον ἔναντι τῆς Διευθύνσεως ταύτης ἢ ἐν ὀνόματι αὐτῆς. Τὸ πρόσωπον τοῦτο δέον νὰ εἶναι κατάλληλον λόγῳ τῆς ἐμπειρίας του περὶ τὰ τηλεπικοινωνιακὰ ζητήματα.

231 3. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον κατὰ τὴν ἔναρξιν ἑκάστης ἐτησίας συνόδου ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον καὶ τὸν ἀντιπρόεδρον αὐτοῦ. Οὗτοι ἐκπληροῦν τὰ καθήκοντά των μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἑπομένης ἐτησίας συνόδου, εἶναι δὲ ἐπανεκλέξιμοι. Ὁ ἀντιπρόεδρος ἀναπληροῖ τὸν πρόεδρον κατὰ τὴν ἀπουσίαν τούτου.

232 4. (1) Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται εἰς ἐτησίαν σύνοδον, εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως.

233 (2) Κατὰ τὴν σύνοδον ταύτην, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίσῃ ὅπως συγκαλέσῃ ἐκτάκτως μίαν συμπληρωματικὴν σύνοδον.

234 (3) Κατὰ τὸ μεταξὺ τῶν τακτικῶν συνόδων διάστημα, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συγκληθῇ, κατ' ἀρχὴν εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τοῦ Προέδρου αὐτοῦ, τῇ αἰτήσει τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν αὐτοῦ ἢ πρωτοβουλίᾳ τοῦ προέδρου, ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸν ἀριθμὸν 255 ὅρους.

235 5. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς καὶ ὁ βοηθὸς γενικὸς γραμματεύς, ὁ πρόεδρος καὶ ἀντιπρόεδρος τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων καὶ οἱ διευθυνταὶ τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, μετέχουν αὐτοδικαίως εἰς τὰς συζητήσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, χωρὶς ὅμως νὰ λαμβάνουν μέρος εἰς τὰς ψηφοφορίας. Ἐν τούτοις τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ πραγματοποιῇ συνεδριάσεις εἰς τὰς ὁποίας μετέχουν μόνον τὰ μέλη του.

236 6. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως ἐκτελεῖ καθήκοντα γραμματέως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

237 7. Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει ἀποφάσεις μόνον ὁσάκις εὑρίσκεται ἐν συνόδῳ.

238 8. Ὁ ἀντιπρόσωπος ἑκάστου τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ παρίσταται ὡς παρατηρητής, εἰς πάσας τὰς συνόδους τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, τῶν καθοριζομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 26, 27 καὶ 28.

239 9. Μόνον τὰ ἔξοδα μετακινήσεως καὶ διαμονῆς τοῦ ἀντιπροσώπου ἑκάστου τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων του κατὰ τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου, βαρύνουν τὴν Ἕνωσιν.

240 10. Διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ἁρμοδιοτήτων, αἱ ὁποῖαι παρέχονται εἰς αὐτὸ ὑπὸ τῆς συμβάσεως, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, εἰδικώτερον:

α) Εἶναι ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν ἐξασφάλισιν τοῦ συντονισμοῦ μεθ' ὅλων τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν, τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἄρθρων 39 καὶ 40, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ δύο διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον συνάπτει ἐξ ὀνόματος τῆς Ἑνώσεως προσωρινὰς Συμφωνίας μετὰ τῶν ἐν ἄρθρῳ 40 ἀναφερομένων διεθνῶν ὀργανισμῶν καὶ μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν. Αἱ προσωριναὶ αὗται συμφωνίαι δέον νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὴν προσεχῆ Διάσκεψιν Πληρεξουσίων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 39.

241 β) Ὁρίζει, τὸν ἀριθμὸν καὶ τὴν ἱεραρχίαν τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων δοθείσας γενικὰς κατευθυντηρίους γραμμάς.

242 γ) Καταρτίζει πάντας τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους κρίνει ἀναγκαίους διὰ τὰς διοικητικὰς καὶ οἰκονομικὰς δραστηριότητας τῆς Ἑνώσεως καθὼς καὶ τοὺς διοικητικοὺς κανονισμοὺς λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὴν τρέχουσαν πρακτικὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν οἱ ὁποῖοι ἐφαρμόζουν τὸ κοινὸν καθεστὼς τῶν ἀποδοχῶν, ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων.

243 δ) Ἐλέγχει τὴν διοικητικὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως.

244 ε) Ἐξετάζει καὶ καταρτίζει τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων καθορισθέντων, διὰ τὰς δαπάνας, ὁρίων, πραγματοποιοῦν πάσας τὰς δυνατὰς οἰκονομίας, ἐν ὄψει, ὅμως, πάντοτε τῆς ὑποχρεώσεως τῆς Ἑνώσεως νὰ ἐπιτυγχάνῃ κατὰ τὸ δυνατὸν ταχύτερον, ἱκανοποιητικὰ ἀποτελέσματα, μέσῳ τῶν διασκέψεων καὶ τῶν προγραμμάτων ἐργασίας τῶν μονίμων ὀργανισμῶν. Κατὰ τὴν

ἐργασίαν ταύτην τὸ Συμβούλιον λαμβάνει ἐπίσης ὑπ' ὄψιν τόσον τὰ μνημονευόμενα εἰς τὸν ἀριθμὸν 286 σχέδια ἐργασίας, ὅσον καὶ ὅλας τὰς ἀναλύσεις κόστους-ὀφέλους, τὰς μνημονευομένας εἰς τὸν ἀριθμὸν 287.

245 στ) Λαμβάνει ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὸν ἐτήσιον ἔλεγχον τῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καταρτιζομένων λογαριασμῶν καὶ ἐγκρίνει, ἐφ' ὅσον ἀπαιτεῖται, τοὺς λογαριασμοὺς τούτους πρὸς ὑποβολὴν εἰς τὴν ἑπομένην Διάσκεψιν πληρεξουσίων.

246 ζ) Ἀναπροσαρμόζει ἐὰν εἶναι ἀναγκαῖον :

1. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ προσωπικοῦ τῆς ἐπαγγελματικῆς κατηγορίας καὶ τῶν ἀνωτέρων κατηγοριῶν, ἐξαιρέσει τῶν ἀποδοχῶν τῶν θέσεων αἱ ὁποῖαι πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, διὰ νὰ προσαρμόσῃ ταύτας πρὸς τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν, τὰς καθοριζομένας ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς ἀντιστοίχους κοινὰς κατηγορίας.

247 2. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ προσωπικοῦ τῆς κατηγορίας τῶν γενικῶν ὑπηρεσιῶν, διὰ νὰ προσαρμόσῃ ταύτας πρὸς τὰς ἀποδοχάς, αἱ ὁποῖαι ἐφαρμόζονται ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν παρὰ τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως εἰδικευμένων ὀργανισμῶν.

248 3. Τὰς ἀποζημιώσεις θέσεως τῆς ἐπαγγελματικῆς κατηγορίας καὶ τῶν ἀνωτέρων κατηγοριῶν περιλαμβανομένων καὶ τῶν θέσεων, αἱ ὁποῖαι πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὰς ἰσχυούσας διὰ τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως.

249 4. Τὰς ἀποζημιώσεις τὰς ὁποίας δικαιοῦται ἅπαν τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως, ἐν ἁρμονίᾳ μὲ τὰς υἱοθετουμένας τροποποιήσεις εἰς τὸ κοινὸν καθεστὼς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

250 5. Τὴν συμβολὴν τῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ προσωπικοῦ εἰς τὸ Κοινὸν Ταμεῖον συντάξεων τοῦ προσωπικοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ταμείου τούτου.

251 6. Τὰς ἀποζημιώσεις ἀκριβείας ζωῆς τὰς παρεχομένας εἰς τοὺς δικαιούχους τοῦ Ταμείου ἀσφαλίσεως Προσωπικοῦ τῆς Ἑνώσεως, συμφώνως μὲ τὴν ἀκολουθουμένην ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν Πρακτικήν.

252 η) Λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν τῶν διασκέψεων Πληρεξουσίων καὶ τῶν διοικητικῶν διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 53 καὶ 54.

253 θ) Ὑποβάλλει εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τὰς γνωματεύσεις τὰς ὁποίας κρίνει χρησίμους.

254 ι) Ἐξετάζει καὶ συντονίζει τὰ προγράμματα ἐργασίας τῶν μονίμων ὀργανισμῶν ὡς καὶ τὴν πρόοδον καὶ τὰς λεπτομερείας τῶν ἐργασιῶν τούτων, περιλαμβανομένων τῶν χρονολογιῶν τῶν συνόδων καὶ λαμβάνει, ἐν σχέσει πρὸς ταῦτα, τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θεωρεῖ κατάλληλα.

255 ια) Προβαίνει εἰς τὸν διορισμὸν προσωρινοῦ γενικοῦ γραμματέως καὶ βοηθοῦ γενικοῦ γραμματέως, ἐφ' ὅσον αἱ θέσεις αὗται χηρεύσουν ὑπὸ τὰς προβλεπομένας εἰς τὸν ἀριθμὸν 59 ἢ 60 συνθήκας. Εἰς τὴν ἐνέργειαν ταύτην προβαίνει κατὰ μίαν τῶν τακτικῶν συνόδων τούτου, ἐὰν ἡ θέσις ἐχήρευσε κατὰ τὰς 90 προηγουμένας τῆς συνόδου ταύτης ἡμέρας ἢ κατὰ τὴν διάρκειαν συνόδου συγκαλουμένης ὑπὸ τοῦ προέδρου τοῦ συμβουλίου εἰς τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῶν μνημονευθέντων ἀνωτέρω ἀριθμῶν προθεσμίας.

256 ιβ) Προβαίνει εἰς τὸν διορισμὸν διευθυντοῦ μιᾶς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ὅταν ἡ θέσις αὕτη χηρεύσῃ. Εἰς τὴν ἐνέργειαν ταύτην προβαίνει κατὰ τὴν πρώτην τακτικὴν σύνοδόν του, ἀφ' ἧς ἡ θέσις ἐχήρευσε. Ὁ οὕτως ὑποδεικνυόμενος διευθυντὴς παραμένει ἐν ἐνεργείᾳ μέχρι τῆς ἑπομένης γενικῆς συνελεύσεως, ὡς ὁρίζει ὁ ἀριθμὸς 305 καὶ δύναται οὗτος νὰ ἐκλεγῇ εἰς τὴν θέσιν ταύτην.

257 ιγ) Προβαίνει κατὰ τὴν προβλεπομένην εἰς τὸν ἀριθμὸν 297 διαδικασίαν, εἰς τὴν πλήρωσιν κενωθεισῶν θέσεων Μελῶν τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων.

258 ιδ) Ἐκτελεῖ τὰς λοιπὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Συμβάσεως λειτουργίας καὶ ἐντὸς τοῦ πλαισίου ταύτης καὶ τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν, πάσας τὰς λειτουργίας, αἱ ὁποῖαι κρίνονται ἀναγκαῖαι διὰ τὴν καλὴν διοίκησιν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν ταύτης κεχωρισμένως λαμβανομένων.

259 ιε) Λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, μετὰ προηγουμένην συμφωνίαν τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως διὰ τὴν προσωρινὴν ἐπίλυσιν τῶν περιπτώσεων αἱ ὁποῖαι δὲν προβλέπονται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῶν, ἡ λύσις τῶν ὁποίων δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ ἀναβληθῇ μέχρι τῆς ἁρμοδίας προσεχοῦς Διασκέψεως.

260 ιστ) Ὑποβάλλει ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν δραστηριοτήτων ἁπάντων τῶν ὀργάνων τῆς Ἑνώσεως ἀπὸ τῆς τελευταίας Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

261 ιζ) Διαβιβάζει εἰς τὰ μέλη τῆς Ἑνώσεως τὸ ταχύτερον δυνατόν, μεθ' ἑκάστην τῶν συνόδων του, περιληπτικὰ πρακτικὰ τῶν ἐργασιῶν του, καθὼς καὶ ὅλα τὰ ἔγγραφα τὰ ὁποῖα κρίνει χρήσιμα.

Ἄρθρον 56.

Γενικὴ Γραμματεία.

262 1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς.

α) Συντονίζει τὰς δραστηριότητας τῶν διαφόρων μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως μὲ τὰς συμβουλὰς καὶ τὴν βοήθειαν τῆς συντονιστικῆς ἐπιτροπῆς περὶ ἧς ὁ λόγος εἰς τὸν ἀριθμὸν 80, προκειμένου νὰ ἐξασφαλίζεται ἡ ὅσον τὸ δυνατὸν πλέον ἀποτελεσματικὴ καὶ οἰκονομικὴ χρησιμοποίησις τοῦ προσωπικοῦ, τῶν κεφαλαίων καὶ λοιπῶν ἐσόδων τῆς Ἑνώσεως.

263 β) Ὀργανώνει τὴν ἐργασίαν τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας ταύτης συμμορφούμενος πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων διδομένας κατευθύνσεις καὶ πρὸς τοὺς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, καταρτιζομένους κανονισμούς.

264 γ) Λαμβάνει τὰ διοικητικὰ μέτρα, τὰ σχετιζόμενα μὲ τὴν σύστασιν τῶν εἰδικευμένων γραμματειῶν τῶν μονίμων ὀργανισμῶν καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῶν γραμματειῶν τούτων, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ προϊσταμένου ἑκάστου μονίμου ὀργανισμοῦ καὶ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐκλογῆς τοῦ τελευταίου τούτου, τῆς τελικῆς ἀποφάσεως περὶ διορισμοῦ ἢ περὶ ἀπολύσεως ἀνηκούσης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

265 δ) Φέρει εἰς γνῶσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πᾶσαν ἀπόφασιν, λαμβανομένην ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανισμῶν, ἀφορῶσαν εἰς τοὺς ὅρους ἐργασίας ἀποζημιώσεως καὶ παροχῶν κοινῆς ἐφαρμογῆς.

266 ε) Ἐποπτεύει διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν κανονισμῶν τῶν ἐγκριθέντων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

267 στ) Παρέχει νομικὰς γνωματεύσεις εἰς τὰ ὄργανα τῆς Ἑνώσεως.

268 ζ) Ἐποπτεύει, διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς διοικητικῆς διαχειρίσεως, τὸ προσωπικὸν τῆς ἕδρας τῆς Ἑνώσεως πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς, κατὰ τὸ δυνατόν, ἀποτελεσματικωτέρας χρησιμοποιήσεως τοῦ προσωπικοῦ τούτου καὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ὅρων ἀπασχολήσεως τοῦ

κοινοῦ συστήματος. Τὸ προσωπικὸν τὸ προοριζόμενον νὰ βοηθῇ ἀπ' εὐθείας τοὺς διευθυντὰς τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν Καταγραφῆς Συχνοτήτων ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς τῶν ἐνδιαφερομένων ἀνωτέρων λειτουργῶν συμφώνως ὅμως πρὸς τὰς γενικὰς διοικητικὰς κατευθύνσεις τοῦ διοικητικοῦ συμβουλίου καὶ τοῦ γενικοῦ γραμματέως.

269 η) Μετακινεῖ προσωρινῶς, καὶ ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν πρόεδρον τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς τῶν Συχνοτήτων ἢ τὸν διευθυντὴν τῆς ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ὑπαλλήλους τῆς Ἑνώσεως εἰς ἄλλας θέσεις, συναρτήσει τῆς ροῆς τῆς ἐργασίας εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως, πρὸς τὸ γενικὸν συμφέρον τῆς Ἑνώσεως. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς ἀνακοινώνει εἰς τὸ διοικητικὸν συμβούλιον τὰς μετακινήσεις ταύτας καὶ τὰς οἰκονομικὰς συνεπείας των.

270 θ) Ἐξασφαλίζει τὴν ἐργασίαν γραμματείας, ἡ ὁποία προηγεῖται καὶ ἕπεται τῶν διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως.

271 ι) Ἐξασφαλίζει, ἐν συνεργασίᾳ ἐνδεχομένως μετὰ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως, τὴν Γραμματείαν τῶν Διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως καὶ παρέχει ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ ἐπὶ κεφαλῆς τοῦ ἐνδιαφερομένου μονίμου ὀργανισμοῦ τὰς ἀναγκαίας ὑπηρεσίας διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν συνόδων ἑκάστου μονίμου ὀργανισμοῦ τῆς Ἑνώσεως, προσφεύγων, καθ' ὃ μέτρον κρίνει τοῦτο ἀναγκαῖον, εἰς τὰς ὑπηρεσίας τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἑνώσεως συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 269.
Δύναται ἐπίσης κατόπιν αἰτήσεως καὶ ἐπὶ τῇ βάσει συμβολαίου, νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν Γραμματείαν οἱωνδήποτε ἑτέρων συνόδων σχετικῶν μὲ τηλεπικοινωνίας.

272 ια) Ἐνημερώνει τὰ ἐπίσημα ὀνοματολόγια, τὰ καταρτιζόμενα βάσει τῶν πρὸς τοῦτο παρεχομένων στοιχείων, ὑπὸ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ ὑπὸ τῶν Διευθύνσεων, ἐξαιρέσει τῶν εὑρετηρίων καὶ πάντων τῶν λοιπῶν ἀπαραιτήτων φακέλων, οἱ ὁποῖοι δύνανται νὰ ἔχουν σχέσιν μὲ τὰ καθήκοντα τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων.

273 ιβ) Δημοσιεύει τὰς κυρίας ἐκθέσεις τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, ὡς καὶ τὰς γνωματεύσεις καὶ τὰς ἐκ τῶν γνωματεύσεων τούτων ἀπορρεούσας ὁδηγίας ἐκμεταλλεύσεως πρὸς ἐφαρμογὴν εἰς τὰς διεθνεῖς τηλεπ/κὰς ὑπηρεσίας.

274 ιγ) Δημοσιεύει τὰς ἀφορώσας εἰς τὰς τηλεπικοινωνίας διεθνεῖς καὶ περιφερειακὰς συμφωνίας, αἱ ὁποῖαι ἀνακοινοῦνται εἰς τοῦτον ὑπὸ τῶν Μερῶν, καὶ ἐνημερώνει τὰ σχετικὰ στοιχεῖα.

275 ιδ) Δημοσιεύει τοὺς τεχνικοὺς ὅρους τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων, ὡς καὶ πᾶν ἄλλο στοιχεῖον ἀφορῶν εἰς τὴν ἐκχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων, ὡς ἐπεξειργάσθη τοῦτο ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνοτήτων ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων της.

276 ιε) Καταρτίζει, δημοσιεύει καὶ ἐνημερώνει, βοηθούμενος περιπτώσεως τυχούσης ὑπὸ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως:
1. Σειρὰν στοιχείων ἀναφερομένων εἰς τὴν σύνθεσιν καὶ τὴν διάρθρωσιν τῆς Ἑνώσεως.
277 2. Τὰς γενικὰς στατιστικὰς καὶ τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἑνώσεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν διοικητικῶν Κανονισμῶν.
278 3. Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, ἡ τήρησις τῶν ὁποίων καθορίζεται ὑπὸ τῶν Διασκέψεων καὶ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

279 ιστ) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει, ὑπὸ κατάλληλον μορφὴν πληροφορίας ἐθνικοῦ καὶ διεθνοῦς χαρακτῆρος ἐνδιαφερούσας τὰς Τηλεπικοινωνίας εἰς ὅλον τὸν κόσμον.

280 ιζ) Συλλέγει καὶ δημοσιεύει, ἐν συνεργασίᾳ μὲ τοὺς ἄλλους μονίμους ὀργανισμοὺς τῆς Ἑνώσεως, τὰς πληροφορίας τεχνικοῦ ἢ διοικητικοῦ χαρακτῆρος, αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ εἶναι ἰδιαιτέρως ὠφέλιμοι διὰ τὰς εὑρισκομένας εἰς τὴν ὁδὸν τῆς ἀναπτύξεως χώρας πρὸς βελτίωσιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν των δικτύων. Ἐφιστᾶται ἐπίσης ἡ προσοχὴ τῶν χωρῶν τούτων ἐπὶ τῶν δυνατοτήτων, αἱ ὁποῖαι παρέχονται παρὰ τῶν διεθνῶν προγραμμάτων, τῶν τελούντων ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

281 ιη) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει πάσας τὰς ἀφορώσας εἰς τὴν χρησιμοποίησιν τεχνικῶν μέσων πληροφορίας, αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ εἶναι ὠφέλιμοι εἰς τὰ μέλη πρὸς βελτίωσιν τῆς ἀποδόσεως τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν καὶ ἰδίᾳ πρὸς καλυτέραν, κατὰ τὸ δυνατόν, χρησιμοποίησιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων πρὸς μείωσιν τῶν παρενοχλήσεων.

282 ιθ) Δημοσιεύει περιοδικῶς τῇ βοηθείᾳ τῶν συγκεντρουμένων ἢ τιθεμένων εἰς τὴν διάθεσίν του πληροφοριῶν, συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων, τὰς ὁποίας δύναται νὰ λάβῃ ἀπὸ ἄλλους διεθνεῖς ὀργανισμούς, ἔντυπον περιλαμβάνον γενικὰς πληροφορίας καὶ στοιχεῖα ἐπὶ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

283 κ) Καθορίζει, ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν διευθυντὴν τῆς ἀντιστοίχου διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἤ, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, τὸν πρόεδρον τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων, τὴν μορφὴν καὶ τὴν ἐμφάνισιν ὅλων τῶν δημοσιευμάτων τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνων ὑπ' ὄψιν τὴν φύσιν καὶ τὸ περιεχόμενον αὐτῶν ὡς καὶ τὸν καταλληλότερον καὶ οἰκονομικώτερον τρόπον δημοσιεύσεως.

284 κα) Λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἔγκαιρον διανομὴν τῶν δημοσιευομένων στοιχείων.

285 κβ) Προετοιμάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ διοικητικὸν Συμβούλιον, ἀφοῦ πραγματοποιήσῃ πᾶσαν δυνατὴν οἰκονομίαν, σχέδιον ἐτησίου προϋπολογισμοῦ, ὁ ὁποῖος μετὰ τὴν ἔγκρισιν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται, πληροφοριακῶς, εἰς ὅλα τὰ μέλη τῆς Ἑνώσεως.

286 κγ) Προετοιμάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ διοικητικὸν συμβούλιον προγράμματα ἐργασίας διὰ τὸ μέλλον, ἀναφερόμενα εἰς τὰς κυριωτέρας δραστηριότητας αἱ ὁποῖαι ἀσκοῦνται εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως συμφώνως πρὸς τὰς κατευθύνσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

287 κδ) Προετοιμάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, καθ' ὃ μέτρον τὸ συμβούλιον τοῦτο τὸ θεωρεῖ σκόπιμον, ἀναλύσεις κόστους-ὀφέλους τῶν κυριωτέρων δραστηριοτήτων, αἱ ὁποῖαι ἀσκοῦνται εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως.

288 κε) Καταρτίζει ἔκθεση οἰκονομικῆς διαχειρίσεως ὑποβαλλομένην κατ' ἔτος εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ ἀνακεφαλαιωτικὸν λογαριασμόν, πρὸ ἑκάστης Διασκέψεως Πληρεξουσίων. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀφοῦ ἐλεγχθοῦν καὶ ἐγκριθοῦν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀνακοινοῦνται εἰς τὰ μέλη καὶ ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἑπομένην Διάσκεψιν Πληρεξουσίων πρὸς ἐξέτασιν καὶ τελικὴν ἔγκρισιν.

289 κστ) Καταρτίζει ἐτησίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς Δράσεως τῆς Ἑνώσεως, ἡ ὁποία ἐγκρινομένη ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται εἰς ὅλα τὰ μέλη.

290 κζ) Διασφαλίζει πάσας τὰς λοιπὰς λειτουργίας τῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως.

291 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ βοηθὸς Γενικὸς Γραμματεὺς δύναται νὰ παρίσταται συμβουλευτικῶς εἰς τὰς γενικὰς συνελεύσεις τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ εἰς πάσας τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἐκπρόσωπός του δύναται νὰ συμμετέχῃ συμβουλευτικῶς εἰς πάσας τὰς λοιπὰς συνόδους τῆς Ἑνώσεως. Ἡ συμμετοχή των εἰς τὰς συνεδριάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διέπεται ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 235.

Ἄρθρον 57.

Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνοτήτων.

292 1. (1) Τὰ μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων δέον νὰ εἶναι πλήρως κατάλληλα, ὡς πρὸς τὴν τεχνικὴν ἁρμοδιότητα αὐτῶν εἰς τὸν τομέα τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ νὰ κατέχουν πρακτικὴν πεῖραν ὡς πρὸς τὴν ἀπονομὴν καὶ χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων.

293 (2) Ἐξ ἄλλου, πρὸς καλυτέραν κατανόησιν τῶν προβλημάτων τὰ ὁποῖα τίθενται εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δυνάμει τοῦ ἀριθμοῦ 67, ἕκαστον μέλος δέον νὰ εἶναι ἐνήμερον τῶν γεωγραφικῶν, οἰκονομικῶν καὶ δημογραφικῶν συνθηκῶν μιᾶς ἰδιαιτέρας περιοχῆς τῆς ὑδρογείου.

294 2. (1) Ἡ διαδικασία ἐκλογῆς πραγματοποιεῖται ὑπὸ τῆς ὑπευθύνου, διὰ τὴν ἐκλογήν, διασκέψεως, ὡς ὁρίζεται εἰς τὸν ἀριθμὸν 63.

295 (2) Εἰς ἑκάστην ἐκλογὴν δύναται νὰ προταθῇ ἐκ νέου ὡς ὑποψήφιος ὑπὸ τῆς χώρας ἐκ τῆς ὁποίας προέρχεται πᾶν ἐν ἐνεργείᾳ μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς.

296 (3) Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἀναλαμβάνουν ὑπηρεσίαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τὴν ὁριζομένην ὑπὸ τῆς διασκέψεως Πληρεξουσίων ἡ ὁποία τὰ ἐξέλεξε. Παραμένουν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας, τῆς ὁριζομένης ὑπὸ τῆς διασκέψεως ἡ ὁποία ἐκλέγει τοὺς διαδόχους των.

297 (4) Ἐὰν κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ δύο διασκέψεων Πληρεξουσίων, ἐπιφορτισμένων μὲ τὴν ἐκλογὴν τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐκλεγὲν μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς παραιτηθῇ, ἐγκαταλείψῃ τὰ καθήκοντά του ἢ ἀποθάνῃ, ὁ Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς ζητεῖ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα νὰ καλέσῃ τὰς Χώρας μέλη τῆς Ἑνώσεως, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν μέρος τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς νὰ προτείνουν ὑποψηφίους διὰ τὴν ἐκλογὴν ἀντικαταστάτου ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν ἑπομένην ἐτησίαν σύνοδόν του. Ἐν τούτοις, ἐὰν τὸ κενὸν δημιουργῆται πλέον τῶν ἐνενήκοντα ἡμερῶν πρὸ τῆς συνόδου τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἡ χώρα ἐκ τῆς ὁποίας τὸ μέλος τοῦτο προέρχεται, ὑποδεικνύει, τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐντὸς τῶν ἐνενήκοντα ἡμερῶν ἀντικαταστάτην ἐπίσης προερχόμενον ἐκ τῆς χώρας ταύτης, ὁ ὁποῖος θὰ παραμείνῃ ἐν ἐνεργείᾳ μέχρις ἀναλήψεως καθηκόντων τοῦ νέου μέλους τοῦ ἐκλεγέντος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ὁ ἀντικαταστάτης δύναται νὰ ὑποβάλῃ ὑποψηφιότητα πρὸς ἐκλογὴν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

298 (5) Πρὸς ἐξασφάλισιν ἀποτελεσματικῆς λειτουργίας τῆς Ἐπιτροπῆς, πᾶσα χώρα ἐκ τῆς ὁποίας ὑπήκοος ἐξελέγη μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς ὀφείλει ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, νὰ ἀποφύγῃ νὰ ἀνακαλέσῃ τοῦτον κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα, μεταξὺ δύο Διασκέψεων Πληρεξουσίων ἐπιφορτισμένων νὰ ἐκλέξουν τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς.

299 3. (1) Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

300 (2) Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκλέγουν μεταξύ των Πρόεδρον καὶ Ἀντιπρόεδρον, οἱ ὁποῖοι ἀσκοῦν τὰ καθήκοντά των ἐπὶ ἓν ἔτος. Ἐν συνεχείᾳ, ὁ Ἀντιπρόεδρος διαδέχεται κατ' ἔτος τὸν Πρόεδρον καὶ ἐκλέγεται νέος Ἀντιπρόεδρος.

301 (3) Ἡ Ἐπιτροπὴ διαθέτει εἰδικευμένην Γραμματείαν.

302 4. Οὐδὲν μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπιτρέπεται, ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του, νὰ ζητῇ ἢ νὰ δέχεται ὁδηγίας Κυβερνήσεώς τινος εἴτε μέλους οἱασδήποτε Κυβερνήσεως, εἴτε οἱασδήποτε ὀργανώσεως, ὡς καὶ οἱουδήποτε προσώπου, ἀσχέτως ἂν τοῦτο ἔχῃ ἐπίσημον ἰδιότητα ἢ εἶναι ἰδιώτης. Ἐπὶ πλέον ἕκαστον μέλος ὀφείλει νὰ σέβεται τὸν διεθνῆ χαρακτῆρα τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν καθηκόντων τῶν μελῶν της καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται προσπάθεια ἐπηρεασμοῦ οἱουδήποτε ἐξ αὐτῶν ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντωντου.

Ἄρθρον 58.

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

303 1. Ἡ λειτουργία ἑκάστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἐξασφαλίζεται ὑπό :

α) τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ,συνεδριαζούσης κατὰ προτίμησιν ἀνὰ τρία ἔτη. Ὁσάκις συνεκλήθη ἀντίστοιχος Παγκόσμιος Διοικητικὴ Διάσκεψις ἢ σύνοδος τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως λαμβάνει χώραν κατὰ τὸ δυνατόν, ὀκτὼ τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης.

304 β) Τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν συνιστωμένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως πρὸς μελέτην τῶν ὑπὸ ἐξέτασιν θεμάτων.

305 γ) Ἑνὸς Διευθυντοῦ ἐκλεγομένου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἀρχικῶς διὰ περίοδον διπλασίαν τοῦ χρόνου τοῦ μεσολαβοῦντος μεταξὺ δύο διαδοχικῶν Γενικῶν Συνελεύσεων, ἤτοι κανονικῶς δι' ἓξ ἔτη. Οὗτος εἶναι ἐπανεκλέξιμος εἰς ἑκάστην τῶν ἑπομένων Γενικῶν Συνελεύσεων καὶ ἐὰν ἐπανεκλεγῇ, παραμένει ἐν ἐνεργείᾳ ἕως τὴν ἑπομένην Γενικὴν Συνέλευσιν, ἤτοι κανονικῶς διὰ τρία ἔτη. Ἐὰν ἡ θέσις εὑρεθῇ ἀπροόπτως κενή, ἡ ἑπομένη γενικὴ Συνέλευσις ἐκλέγει τὸν νέον Διευθυντήν.

306 δ) Μιᾶς εἰδικευμένης Γραμματείας ἡ ὁποία βοηθεῖ τὸν Διευθυντήν.

307 ε) Τεχνικῶν ἐργαστηρίων ἢ ἐγκαταστάσεων δημιουργουμένων ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως.

308 2. (1) Τὰ ὑπὸ ἑκάστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μελετώμενα θέματα, ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐπιφορτίζεται νὰ ἐκδίδῃ γνωμοδοτήσεις τίθενται εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, ὑπὸ Διοικητικῆς Διασκέψεως, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τῆς ἑτέρας Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων. Τὰ θέματα ταῦτα προστίθενται εἰς ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα αὐτὴ αὕτη ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῆς ἐνδιαφερομένης Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἀπεφάσισε νὰ ἐξετάσῃ ἢ εἰς ἐκεῖνα τῶν ὁποίων ἡ ἐγγραφὴ ἐζητήθη ἢ ἐγένετο δεκτὴ δι' ἀλληλογραφίας ὑπὸ εἴκοσι τοὐλάχιστον Μελῶν τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ Γενικῶν Συνελεύσεων διάστημα.

309 (2) Τῇ αἰτήσει τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν δύναται ἐπίσης ἑκάστη Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ νὰ προβαίνῃ εἰς μελέτας καὶ νὰ παρέχῃ συμβουλὰς ἐπὶ θεμάτων σχετικῶν πρὸς τὰς ἐθνικὰς τηλεπικοινωνίας τῶν χωρῶν τούτων. Ἡ μελέτη τῶν θεμάτων τούτων πρέπει νὰ πραγματοποιῆται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 308.

Ἄρθρον 59.

Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ

310 1. (1) Ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ παρέχει τὴν συνδρομήν της πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα κατὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων τὰ ὁποῖα τοῦ ἀνετέθησαν δυνάμει τῶν ἀριθμῶν 282,285,288 καὶ 289.

311 (2) Ἡ ἐπιτροπὴ εἶναι ἐπιφορτισμένη νὰ ἐξασφαλίζῃ τὸν συντονισμὸν μὲ ὅλους τοὺς διεθνεῖς Ὀργανισμοὺς τοὺς μνημονευομένους εἰς τὰ ἄρθρα 39 καὶ 40, ἀναφορικῶς μὲ τὴν ἐκπροσώπησιν τῶν μονίμων Ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰς διασκέψεις τῶν Ὀργανισμῶν τούτων.

312 (3) Ἡ ἐπιτροπὴ ἐξετάζει τὰ ἀποτελέσματα τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἑνώσεως εἰς τὸν τομέα τῆς τεχνικῆς συνεργασίας καὶ παρέχει συστάσεις εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

313 2. Ἡ Ἐπιτροπὴ πρέπει νὰ προσπαθῇ νὰ διατυπώνῃ τὰ συμπεράσματά της κατ' ὁμόφωνον γνώμην. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐν τούτοις δύναται νὰ λαμβάνῃ ἀποφάσεις ἀκόμη καὶ ἄνευ τῆς ὑποστηρίξεως δύο ἢ περισσοτέρων

μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐὰν κρίνῃ ὅτι ἡ ρύθμισις τῶν προτεινομένων θεμάτων δὲν δύναται νὰ ἀναμείνῃ τὴν ἑπομένην σύνοδον τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Εἰς τὰς περιπτώσεις ταύτας ὑποβάλλει πάραυτα ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν θεμάτων τούτων εἰς τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀναφέρων τοὺς λόγους οἱ ὁποῖοι ὡδήγησαν τοῦτον νὰ λάβῃ τὰς ἀποφάσεις ταύτας ὡς καὶ τὰς ἐκτεθείσας γραπτῶς ἀπόψεις ὑπὸ τῶν λοιπῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

314 3. Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τῇ προσκλήσει τοῦ Προέδρου της, κανονικῶς τοὐλάχιστον ἅπαξ τοῦ μηνός.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IX

Γενικαὶ Διατάξεις ἀφορῶσαι εἰς τὰς Διασκέψεις.

Ἄρθρον 60.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων ὅταν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις.

315 1. Ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁρίζει, τὴν ὁριστικὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὸν ἀκριβῆ τόπον τῆς Διασκέψεως.

316 2. (1) Ἓν ἔτος πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις ἀποστέλλει πρόσκλησιν εἰς τὴν Κυβέρνησιν ἑκάστης χώρας Μέλους τῆς Ἑνώσεως.

317 (2) Αἱ προσκλήσεις αὗται δύνανται νὰ ἀπευθύνωνται εἴτε ἀπ' εὐθείας, εἴτε μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, εἴτε μέσῳ ἄλλης Κυβερνήσεως.

318 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπευθύνει πρόσκλησιν εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 39, καὶ τῇ αἰτήσει των, εἰς τοὺς περιοχικοὺς Ὀργανισμοὺς τηλεπικοινωνιῶν διὰ τοὺς ὁποίους γίνεται μνεία εἰς τὸ ἄρθρον 32.

319 4. Ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τούτου, δύναται νὰ προσκαλέσῃ τὰς εἰδικευμένας ὀργανώσεις τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὡς καὶ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν Ἀτομικῆς Ἐνεργείας, ὅπως ἀποστείλουν παρατηρητὰς ἵνα μετάσχουν τῆς Διασκέψεως μετὰ Συμβουλευτικῆς ψήφου ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος.

320 5. (1) Αἱ ἀπαντήσεις τῶν Μελῶν δέον νὰ περιέρχωνται εἰς τὴν προσκαλοῦσαν Κυβέρνησιν ἕνα μῆνα, τὸ βραδύτερον, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως. Αὗται δέον νὰ περιέχουν κατὰ τὸ δυνατὸν πάσας τὰς πληροφορίας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν σύνθεσιν τῆς ἀντιπροσωπείας.

321 (2) Αἱ ἀπαντήσεις αὗται δύνανται νὰ ἀπευθύνωνται πρὸς τὴν προσκαλοῦσαν Κυβέρνησιν εἴτε ἀπ' εὐθείας, εἴτε μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, εἴτε μέσῳ ἄλλης Κυβερνήσεως.

322 6. Πᾶς μόνιμος Ὀργανισμὸς τῆς Ἑνώσεως ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἀντιπροσωπευθῇ εἰς τὴν διάσκεψιν ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα ὁσάκις αὕτη συζητεῖ ὑποθέσεις ἀναγομένας εἰς τὴν ἁρμοδιότητά του. Ἐν ἀνάγκῃ ἡ Διάσκεψις δύναται νὰ προσκαλέσῃ καὶ Ὀργανισμὸν ὁ ὁποῖος δὲν ἔκρινεν ἀναγκαῖον νὰ ἀντιπροσωπευθῇ εἰς αὐτήν.

323 7. Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων:
α) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, ὡς αὗται ὁρίζονται εἰς τὸ Παράρτημα 2.

324 β) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

325 γ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν περιοχικῶν Τηλεπικοινωνιακῶν Ὀργανισμῶν συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 318.

326 δ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Ἀτομικῆς Ἐνεργείας συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 319.

Ἄρθρον 61.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις ὅταν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις.

327 1. (1) Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 315 ἕως 321 ἐφαρμόζονται εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις.

328 (2) Ἐν τούτοις ἡ προθεσμία ἡ προβλεπομένη διὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων δύναται νὰ περιορισθῇ εἰς ἓξ μῆνας ἐν ἀνάγκῃ.

329 (3) Τὰ μέλη τῆς Ἑνώσεως δύνανται νὰ ἀνακοινώσουν τὴν πρόσκλησιν, ἡ ὁποία ἀπηυθύνθη εἰς αὐτά, εἰς τὰς ὑπ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις.

330 2. (1) Ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τούτου, δύναται νὰ ἀπευθύνῃ ἀνακοίνωσιν εἰς τοὺς Διεθνεῖς Ὀργανισμοὺς οἱ ὁποῖοι ἐνδιαφέρονται νὰ ἀποστείλουν παρατηρητὰς ἵνα μετάσχουν τῆς διασκέψεως μετὰ συμβουλευτικῆς ψήφου.

331 (2) Οἱ ἐνδιαφερόμενοι διεθνεῖς ὀργανισμοὶ ἀπευθύνουν εἰς τὴν προσκαλοῦσαν Κυβέρνησιν αἴτησιν συμμετοχῆς ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως.

332 (3) Ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις συγκεντρώνει τὰς αἰτήσεις, ἡ δὲ ἀπόφασις περὶ ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως λαμβάνεται ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς Διασκέψεως.

333 3. Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις:
α) αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, ὡς αὗται ὁρίζονται εἰς τὸ Παράρτημα 2.

334 β) οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

335 γ) οἱ παρατηρηταὶ τῶν περιοχικῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὀργανισμῶν τῶν μνημονευομένων εἰς τὸ ἄρθρον 32.

336 δ) οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων καὶ τῆς Ἐπιτροπῆς Ἀτομικῆς Ἐνεργείας συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 319.

337 ε) οἱ παρατηρηταὶ τῶν Διεθνῶν Ὀργανισμῶν τῶν γενομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 330 ἕως 332.

338 στ) οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ τοῦ Μέλους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρτῶνται.

339 ζ) οἱ μόνιμοι ὀργανισμοὶ τῆς Ἑνώσεως ὑπὸ τοὺς ἐν ἀριθμῷ 322 προβλεπομένους ὅρους.

Ἄρθρον 62.

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν παγκοσμίων διοικητικῶν Διασκέψεων, τῇ αἰτήσει Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

340 1. Τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως τὰ ὁποῖα ἐπιθυμοῦν τὴν σύγκλησιν μιᾶς παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως, πληροφοροῦν περὶ τούτου τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἀναφέροντα τὴν προτεινομένην διὰ τὴν διάσκεψιν ἡμερησίαν διάταξιν, τὸν τόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν.

341 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἅμα τῇ λήψει ταυτοσήμων αἰτήσεων προερχομένων τοὐλάχιστον ἐκ τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, γνωστοποιεῖ τηλεγραφικῶς τοῦτο εἰς ὅλα τὰ Μέλη παρακαλῶν ταῦτα νὰ γνωρίσουν εἰς αὐτὸν ἐντὸς προθεσμίας ἓξ ἑβδομάδων, ἐὰν ἀποδέχωνται ἢ ὄχι τὴν διατυπωθεῖσαν πρότασιν.

342 3. Ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν μελῶν, ἡ προσδιοριζομένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 225, ἀποφανθῇ ὑπὲρ τοῦ συνόλου τῆς προτάσεως, ἐὰν δηλαδὴ ἀποδεχθῇ τόσον τὴν ἡμερησίαν διάταξιν, ὅσον καὶ τὴν προτεινομένην ἡμερομηνίαν καὶ τόπον συνόδου, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς πληροφορεῖ περὶ τούτου πάντα τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως, διὰ τηλεγραφικῆς ἐγκυκλίου.

343 4. (1) Ἐὰν ἡ γενομένη ἀποδεκτὴ πρότασις προβλέπῃ σύγκλησιν τῆς διασκέψεως εἰς τόπον ἄλλον, τῆς ἕδρας τῆς Ἑνώσεως, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐρωτᾷ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας ἐὰν δέχεται νὰ καταστῇ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις.

344 (2) Ἐν καταφατικῇ περιπτώσει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγλησιν τῆς Διασκέψεως.

345 (3) Ἐν ἀποφατικῇ περιπτώσει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καλεῖ τὰ Μέλη τὰ ὁποῖα ἐζήτησαν τὴν σύγκλησιν

τῆς Διασκέψεως νὰ διατυπώσουν νέας προτάσεις ὡ; πρὸς τὸν τὸπον τῆς συνόδου.

346 5. Ὁσάκις ἡ γενομένη δεκτὴ πρότασις προβλέπῃ τὴν σύγκλησιν τῆς διασκέψεως εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 64.

347 6. (1) Ἐὰν δὲν ἐγκριθῇ τὸ σύνολον τῆς προτάσεως (ἡμερησία διάταξις, τόπος καὶ ἡμερομηνία) ὑπὸ τῆς προσδιοριζομένης, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 225, πλειοψηφίας τῶν μελῶν, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κοινοποιεῖ τὰς ληφθείσας ἀπαντήσεις εἰς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως, καλῶν ταῦτα νὰ ἀποφανθοῦν κατὰ τρόπον ὁριστικόν, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ ἑβδομάδων, ἐπὶ τοῦ ἢ τῶν ἀμφισβητουμένων σημείων.

348 (2) Τὰ σημεῖα ταῦτα θεωροῦνται ὡς γενόμενα ἀποδεκτὰ ὅταν ἐγκριθοῦν ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν, τῆς προσδιοριζομένης κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 225.

349 7. Ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται ἐπί σης ὅταν ἡ πρότασις περὶ συγκλήσεως μιᾶς παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως προέρχεται ἐκ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 63.

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν περιοχικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων τῇ αἰτήσει τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

350 Ἐν περιπτώσει περιοχικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, ἡ προβλεπομένη διαδικασία εἰς τὸ ἄρθρον 62, ἐφαρμόζεται μόνον εἰς τὰ Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς. Ἐὰν ἡ σύγκλησις πρόκειται νὰ γίνῃ τῇ πρωτοβουλίᾳ τῶν Μελῶν τῆς περιοχῆς, ἀρκεῖ νὰ λάβῃ ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ταυτοσήμους αἰτήσεις προερχομένας ἐκ τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν τῆς περιοχῆς αὐτῆς.

Ἄρθρον 64.

Διατάξεις σχετικαὶ πρὸς τὰς Διασκέψεις αἱ ὁποῖαι συνέρχονται ἄνευ προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

351 Ὁσάκις πρόκειται νὰ συνέλθῃ διάσκεψις ἄνευ προσκαλούσης Κυβερνήσεως, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 60 καὶ 61. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Συνομοσπονδίας, λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν καὶ ὀργάνωσιν τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 65.

Διατάξεις κοιναὶ δι' ὅλας τὰς Διασκέψεις. Ἀλλαγὴ τῆς ἡμερομηνίας ἢ τοῦ τόπου Διασκέψεως.

352 1. Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 62 καὶ 63 ἐφαρμόζονται κατ' ἀναλογίαν, ὅταν πρόκειται τῇ αἰτήσει Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, νὰ μεταβληθῇ ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος μιᾶς Διασκέψεως, ἢ μόνον τὸ ἓν ἐκ τῶν δύο. Ἐν τούτοις τοιαῦται ἀλλαγαὶ δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦνται εἰ μὴ μόνον ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐνδιαφερομένων Μελῶν, προσδιοριζομένη, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 225, ἀποφαίνεται ὑπὲρ αὐτῶν.

353 2. Πᾶν Μέλος τὸ ὁποῖον προτείνει ἀλλαγὴν τῆς ἡμερομηνίας ἢ τοῦ τόπου Διασκέψεως ὑποχρεοῦται νὰ ἐπιτύχῃ τὴν ὑποστήριξιν τοῦ ἀπαιτουμένου ἀριθμοῦ ἄλλων Μελῶν.

354 3. Περιπτώσεως τυχούσης, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναφέρει εἰς τὴν ἀνακοίνωσιν τὴν προβλεπομένην εἰς τὸν ἀριθμὸν 341 τὰς πιθανὰς οἰκονομικὰς συνεπείας τὰς προκυπτούσας ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τοῦ τόπου ἢ ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τῆς ἡμερομηνίας, ὅπως ἐπὶ παραδείγματι, ὅταν ἔχουν γίνει δαπάναι διὰ τὴν προπαρασκευὴν συγκλήσεως τῆς Διασκέψεως εἰς τὸν ἀρχικῶς προβλεφθέντα τόπον.

Ἄρθρον 66.

Προθεσμίαι καὶ τρόπος ὑποβολῆς προτάσεων εἰς τὰς Διασκέψεις.

355 1. Εὐθὺς μετὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς παρακαλεῖ τὰ Μέλη ὅπως τοῦ ἀποστείλουν εἰς τοῦτον ἐντὸς προθεσμίας τεσσάρων μηνῶν τὰς προτάσεις των τὰς σχετικὰς μὲ τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως.

356 2. Πᾶσα πρότασις τῆς ὁποίας ἡ ἀποδοχὴ συνεπάγεται τὴν ἀναθεώρησιν τοῦ κειμένου τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν δέον νὰ περιέχῃ παραπομπὰς εἰς τοὺς ἀριθμοὺς τῶν τμημάτων τοῦ κειμένου τῶν ὁποίων ζητεῖται ἡ ἀναθεώρησις. Ἡ αἰτιολογία τῆς προτάσεως δέον νὰ ἐμφαίνεται εἰς ἑκάστην περίπτωσιν κατὰ τὸ δυνατὸν συνοπτικῶς.

357 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ τὰς προτάσεις εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη ἅμα τῇ λήψει των.

358 4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συγκεντρώνει καὶ συσχετίζει τὰς ληφθείσας προτάσεις τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ ἀνακοινοῖ καὶ ἀποστέλλει ταύτας εἰς τὰ Μέλη τρεῖς τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως. Οὔτε ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, οὔτε οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, οὔτε τὰ μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ὑποβάλλουν προτάσεις.

Ἄρθρον 67.

Διαπιστευτήρια τῶν ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὰς Διασκέψεις.

359 1. Ἡ ἀντιπροσωπεία ἡ ἀποστελλομένη εἰς μίαν Διάσκεψιν ὑπὸ Μέλους τῆς Ἑνώσεως δέον νὰ εἶναι δεόντως ἐξουσιοδοτημένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 360 ἕως 366.

360 2. (1) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους ἢ ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν.

361 (2) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους ἢ ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τοῦ ἁρμοδίου διὰ τὰ ἐξεταζόμενα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως θέματα.

362 (3) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως προερχομένης ἐκ μιᾶς τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν ἀριθμὸν 360 ἢ 361 ἀρχῶν καὶ λαμβανομένης πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τῶν τελικῶν πράξεων, μία ἀντιπροσωπεία δύναται προσωρινῶς νὰ διαπιστευθῇ ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τῆς χώρας της παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν λαμβάνει χώραν ἡ Διάσκεψις ἢ ἐὰν αὐτὴ λαμβάνῃ χώραν εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς μονίμου ἀντιπροσωπείας τῆς χώρας της παρὰ τῷ Γραφείῳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἰς Γενεύην.

363 3. Τὰ διαπιστευτήρια γίνονται δεκτὰ ἐὰν εἶναι ὑπογεγραμμένα ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀπαριθμουμένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 360 ἕως 362 ἀρχῶν καὶ ἐὰν ἀνταποκρίνωνται εἰς ἓν τῶν ἑπομένων κριτηρίων :

364 – νὰ ἀπονέμουν πλήρεις ἐξουσίας εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν.

365 – νὰ ἐξουσιοδοτοῦν τὴν ἀντιπροσωπείαν νὰ ἐκπροσωπῇ τὴν Κυβέρνησίν της ἄνευ οὐδενὸς περιορισμοῦ.

366 – νὰ δίδουν εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν ἢ εἰς ὡρισμένα ἐκ τῶν Μερῶν της τὸ δικαίωμα ὑπογραφῆς τῶν τελικῶν Πράξεων.

367 4. (1) Μία ἀντιπροσωπεία τῆς ὁποίας τὰ διαπιστευτήρια ἀναγνωρίζονται ὡς καλῶς ἔχοντα ὑπὸ τῆς Γενικῆς

Συνελεύσεως ἔχει τὴν δυνατότητα νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου τοῦ ἐνδιαφερομένου Μέλους καὶ νὰ ὑπογράφῃ τάς τελικας πράξεις.

368 (2) Μία ἀντιπροσωπεία τῆς ὁποίας τὰ διαπιστευτήρια δὲν ἀναγνωρίζονται ὡς καλῶς ἔχοντα ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως δὲν δύναται νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου οὔτε νὰ ὑπογράφῃ τὰς τελικὰς Πράξεις ἐφ' ὅσον χρόνον δὲν ἤθελον τακτοποιηθῆ ταῦτα.

369 5. Τὰ διαπιστευτήρια δέον νὰ κατατίθενται εἰς τὴν Γραμματείαν τῆς Διασκέψεως τὸ ἐνωρίτερον δυνατόν. Εἰδικὴ Ἐπιτροπὴ ἐπιφορτίζεται μὲ τὸν ἔλεγχον τούτων· αὕτη ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἔκθεσιν μὲ τὰ συμπεράσματά της ἐντὸς τῆς καθοριζομένης ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως προθεσμίας. Ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀποφάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἐπὶ τοῦ ἐν λόγῳ θέματος, ἡ ἀντιπροσωπεία ἑνὸς Μέλους τῆς Ἑνώσεως δύναται νὰ μετάσχῃ εἰς τὰς ἐργασίας καὶ νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου τοῦ Μέλους τούτου.

370 6. Κατὰ γενικὸν κανόνα τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως δέον νὰ προσπαθοῦν νὰ ἀποστέλλουν εἰς τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως ἰδικὰς των ἀντιπροσωπείας. Ἐν τούτοις ἐὰν δι' ἐξαιρετικοὺς λόγους ἕν Μέλος δὲν δύναται νὰ ἀποστείλῃ ἰδικήν του ἀντιπροσωπείαν, δύναται νὰ δώσῃ εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν ἑτέρου Μέλους τὸ δικαίωμα ψήφου καὶ ὑπογραφῆς ἐν ὀνόματί του. Ἡ ἐξουσιοδότησις αὕτη δέον νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον πράξεως ὑπογραφομένης ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀναφερομένων ἀρχῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 360 ἢ 361.

371 7. Ἀντιπροσωπεία ἔχουσα τὸ δικαίωμα ψήφου δύναται νὰ δώσῃ ἐντολὴν εἰς ἑτέραν ἀντιπροσωπείαν ἔχουσαν δικαίωμα ψήφου νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα τοῦτο κατὰ τὴν διάρκειαν μιᾶς ἢ περισσοτέρων συνεδριάσεων εἰς τὰς ὁποίας δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ παραστῇ. Εἰς παρομοίαν-περίπτωσιν δέον νὰ πληροφορῇ περὶ τούτου τὸν Πρόεδρον τῆς Διασκέψεως ἐγγράφως καὶ ἐγκαίρως.

372 8. Μία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα μιᾶς μόνον ψήφου κατ' ἐξουσιοδότησιν.

373 9. Τὰ διαπιστευτήρια καὶ αἱ ἐξουσιοδοτήσεις ἀπευθυνόμεναι τηλεγραφικῶς δὲν γίνονται δεκτά. Τοὐναντίον γίνονται δεκταὶ τηλεγραφικαὶ ἀπαντήσεις διασαφήσεως εἰς αἰτήσεις τοῦ Προέδρου ἢ τῆς γραμματείας τῆς Διασκέψεως, ἀφορώσας εἰς τὰ διαπιστευτήρια.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Χ.

Γενικαὶ διατάξεις ἀφορῶσαι εἰς τὰς Διεθνεῖς Συμβουλευτικὰς Ἐπιτροπάς.

Ἄρθρον 68.

Ὅροι συμμετοχῆς.

374 1. Τὰ μέλη τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν τῶν μνημονευομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 73 καὶ 74 δύνανται νὰ συμμετέχουν εἰς ἁπάσας τὰς δραστηριότητας τῆς ἐνδιαφερομένης Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

375 2. (1) Ἡ πρώτη αἴτησις ἀνεγνωρισμένης ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς μιᾶς Ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὁ ὁποῖος πληροφορεῖ σχετικῶς ὅλα τὰ Μέλη καὶ τὸν Διευθυντὴν τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης. Ἡ αἴτησις ἀνεγνωρισμένης μιᾶς ἰδιωτικῆς Ἐπιχειρήσεως δέον νὰ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ Μέλους τὸ ὁποῖον ἔχει ἀναγνωρίσει ταύτην. Ὁ Διευθυντὴς τῆς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς γνωστοποιεῖ εἰς τὴν ἐπιχείρησιν ταύτην, τὴν συνέχειαν ἡ ὁποία ἐδόθη εἰς τὴν αἴτησίν της.

376 (2) Μία ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις δὲν δύναται νὰ παρεμβαίνῃ ἐν ὀνόματι τοῦ Μέλους τὸ ὁποῖον τὴν ἔχει ἀναγνωρίσει, ἐκτὸς ἐὰν τοῦτο εἰς ἑκάστην εἰδικὴν περίπτωσιν, καταστήσῃ γνωστὸν εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν ὅτι τὴν ἐξουσιοδότησεν πρὸς τοῦτο.

377 3. (1) Οἱ διεθνεῖς καὶ οἱ περιοχικοὶ ὀργανισμοὶ τηλεπικοινωνιῶν οἱ ἀναφερόμενοι εἰς τὸν ἄρθρον 32 οἱ ὁποῖοι συντονίζουν τὰς ἐργασίας των πρὸς ἐκείνας τῆς Ἑνώσεως καὶ οἱ ὁποῖοι ἀσκοῦν συναφεῖς δραστηριότητας, δύνανται νὰ γίνουν δεκτοί, ὅπως συμμετάσχουν, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς ἐργασίας τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

378 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις διεθνοῦς ἢ περιοχικοῦ ὀργανισμοῦ τηλεπικοινωνιῶν ἀναφερομένου εἰς τὸ ἄρθρον 32 περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας μιᾶς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὁ ὁποῖος γνωστοποιεῖ ταύτην, τηλεγραφικῶς, εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ καλεῖ ταῦτα ὅπως ἀποφανθοῦν ἐπὶ τῆς ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως ταύτης. Ἡ αἴτησις γίνεται δεκτή, ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐντὸς μηνὸς ληφθεισῶν ἀπαντήσεων τῶν Μελῶν εἶναι εὐνοϊκή. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς γνωστοποιεῖ τὸ ἀποτέλεσμα τῆς ψηφοφορίας ταύτης εἰς ἅπαντα τὰ μέλη καὶ εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

379 4. (1) Οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ οἱ ὁποῖοι ἀσχολοῦνται μὲ τὴν μελέτην τηλεπικοινωνιακῶν προβλημάτων ἢ μὲ τὴν μελέτην ἢ τὴν κατασκευὴν ὑλικῶν, προοριζομένων διὰ τὰς ὑπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν, δύνανται νὰ γίνωνται δεκτοί, ὅπως μετέχουν, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συνόδους τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐγκρίσεως τῶν Διευθύνσεων τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

380 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ ὀργανισμοῦ περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς συνόδους τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν μιᾶς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὁ ὁποῖος γνωστοποιεῖ τοῦτο εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ τὸν Διευθυντὴν τῆς ἐπιτροπῆς ταύτης. Ἡ αἴτησις αὕτη δέον νὰ ἐγκρίνεται ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας. Ὁ Διευθυντὴς τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς γνωστοποιεῖ εἰς τὸν ἐπιστημονικὸν ἢ βιομηχανικὸν ὀργανισμὸν τὴν συνέχειαν ἡ ὁποία ἐδόθη εἰς τὴν αἴτησίν του.

381 5. Πᾶσα ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, πᾶς Διεθνὴς ἢ περιοχικὸς ὀργανισμὸς Τηλεπικοινωνιῶν ἢ πᾶς ἐπιστημονικὸς ἢ βιομηχανικὸς ὀργανισμὸς ὁ ὁποῖος ἐγένετο δεκτὸς νὰ μετέχῃ τῶν ἐργασιῶν μιᾶς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἔχει τὸ δικαίωμα καταγγελίας, τῆς συμμετοχῆς ταύτης δι' ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα. Ἡ καταγγελία αὕτη φέρει ἀποτέλεσμα μετὰ τὴν λῆξιν χρονικῆς περιόδου ἑνὸς ἔτους ὑπολογιζομένου ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 69.

Ἁρμοδιότητες τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

382 Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις :

α) Ἐξετάζει τὰς ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν καὶ ἐγκρίνει, τροποποιεῖ ἢ ἀπορρίπτει τὰ σχέδια γνωμοδοτήσεων, τὰ ὁποῖα περιέχουν αἱ ἐκθέσεις αὗται.

383 β) Ἐξετάζει τὰ ὑφιστάμενα θέματα, ἵνα ἀποφανθῇ ἐὰν παρίσταται ἀνάγκη συνεχίσεως τῆς μελέτης, καὶ καταρτίζει κατάλογον νέων πρὸς μελέτην θεμάτων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 308. Κατὰ τὴν σύνταξιν τοῦ κειμένου τῶν νέων θεμάτων δέον νὰ ἐξασφαλίζεται ὅτι κατ' ἀρχὴν ἡ μελέτη των θὰ ἔδει νὰ πραγματοποιηθῇ ἐντὸς προθεσμίας ἴσης πρὸς τὸ διπλάσιον τοῦ μεταξὺ δύο Γενικῶν Συνελεύσεων διαστήματος.

384 γ) Ἐγκρίνει τὸ πρόγραμμα ἐργασιῶν τῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 383, καὶ καθορίζει, τὴν σειρὰν τῶν πρὸς μελέτην θεμάτων ἀναλόγως τῆς σπουδαιότητος, προτεραιότητος καὶ τοῦ ἐπείγοντος αὐτῶν.

385 δ) Ἀποφασίζει, ἐν ὄψει τοῦ προγράμματος ἐργασιῶν ἐγκριθέντος συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 384, ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν τὴν διατήρησιν ἢ διάλυσιν τῶν ὑφισταμένων ἐπιτροπῶν μελετῶν, ἢ τὴν δημιουργίαν νέων τοιούτων.

386 ε) Κατανέμει εἰς τὰς ἐπιτροπὰς μελετῶν τὰ πρὸς μελέτην θέματα.

387 στ) Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει, τὴν ἔκθεσιν τοῦ Διευθυντοῦ ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἀπὸ τῆς τελευταίας συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

388 ζ) Ἐγκρίνει, ἐὰν ὑπάρχῃ θέμα, πρὸς τὸν σκοπὸν ὑποβολῆς εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τὴν ὑπὸ τοῦ Διευθυντοῦ ὑποβαλλομένην κατὰ τοὺς ὅρους τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 416 ἐκτίμησιν τῶν οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως.

389 η) Ἐξετάζει τὰ λοιπὰ θέματα, τὰ κρινόμενα ἀναγκαῖα ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 11 καὶ τοῦ παρόντος κεφαλαίου.

Ἄρθρον 70.

Σύνοδοι τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

390 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται κανονικῶς, εἰς ἡμερομηνίαν καὶ τόπον ὁριζόμενα ὑπὸ τῆς προηγουμένης Γενικῆς Συνελεύσεως.

391 2. Ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος συγκλήσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἢ ἑνὸς ἐκ τῶν δύο μόνον, δύναται νὰ τροποποιοῦνται τῇ ἐγκρίσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως τὰ ὁποῖα ἀπήντησαν εἰς αἴτησιν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως διὰ τῆς ὁποίας ἐζητήθη ἡ γνώμη των.

392. 3. Εἰς ἑκάστην τῶν συνόδων τούτων, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις μιᾶς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς προεδρεύεται ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Χώρας, εἰ τὴν ὁποίαν συνέρχεται αὕτη, ἢ ὁσάκις ἡ σύνοδος αὕτη συνέρχεται εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως,ς ὑπὸ προσώπου ἐκλεγομένου ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ὁ πρόεδρος συντρέχεται ὑπὸ ἀντιπροέδρων ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

393 4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν λῆψιν ἀπὸ συμφώνου μετὰ τοῦ Διευθυντοῦ τῆς ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς τῶν ἀναγκαίων διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν μέτρων ἐν ὄψει τῶν συνόδων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν.

Ἄρθρον 71.

Γλῶσσαι καὶ δικαίωμα ψήφου εἰς τὰς Γενικὰς Συνελεύσεις.

394 1. (1) Αἱ χρησιμοποιούμεναι γλῶσσαι κατὰ τὰς Γενικὰς Συνελεύσεις, εἶναι αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὰ ἄρθρα 16 καὶ 78.

395 (2) Τὰ προπαρασκευαστικὰ στοιχεῖα τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, τὰ στοιχεῖα καὶ τὰ πρακτικὰ τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων καὶ τὰ ἐν συνεχείᾳ τούτων δημοσιευόμενα, ὑπὸ τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, στοιχεῖα συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως.

396 2. Τὰ ἔχοντα δικαίωμα ψήφου Μέλη εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν γενικῶν Συνελεύσεων τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, εἶναι ἐκεῖνα, τὰ ὁποῖα προβλέπονται εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 9 καὶ 155. Ἐν τούτοις, ὅταν μία χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως, δὲν ἀντιπροσωπεύεται ὑπὸ τινος Διευθύνσεως, οἱ ἀντιπρόσωποι, τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων τῆς χώρας ταύτης ἔχουν ὁμοῦ καὶ ἀνεξαρτήτως τοῦ ἀριθμοῦ των, δικαίωμα μιᾶς μόνον ψήφου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 376.

397 3. Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 370 ἕως 373 αἱ σχετικαὶ μὲ τὰς ἐξουσιοδοτήσεις ἐφαρμόζονται εἰς τὰς Γενικὰς Συνελεύσεις.

Ἄρθρον 72.

Ἐπιτροπαὶ μελετῶν.

398 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δημιουργεῖ καὶ διατηρεῖ ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν τὰς ἀναγκαίας ἐπιτροπὰς μελετῶν διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν ὑπὸ μελέτην θεμάτων. Αἱ Διευθύνσεις, αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις, οἱ διεθνεῖς καὶ οἱ περιοχικοὶ ὀργανισμοὶ τηλεπικοινωνιῶν, οἱ γενόμενοι δεκτοί, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 377 καὶ 378, ἐπιθυμοῦντες νὰ μετάσχουν εἰς τὰς ἐργασίας τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, δηλοῦν τοῦτο εἴτε εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν, εἴτε μεταγενεστέρως, εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς οἰκείας συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

399. 2. Ἐξ ἄλλου καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἀριθμῶν 379 καὶ 380, οἱ ἐμπειρογνώμονες τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν, δύνανται νὰ γίνουν δεκτοὶ ὅπως μετάσχουν, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς πᾶσαν σύνοδον οἱασδήποτε ἐκ τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν.

400 3. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις ὁρίζει κανονικῶς τὸν κύριον εἰσηγητὴν καὶ ἕναν ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εἰσηγητοῦ, δι' ἑκάστην τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν. Ἐὰν ὁ ὄγκος ἐργασίας μιᾶς ἐπιτροπῆς μελετῶν τὸ ἀπαιτῇ, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις ὁρίζει διὰ τὴν Ἐπιτροπὴν ταύτην τόσους ἐπὶ πλέον ἀναπληρωτὰς κυρίου εἰσηγητοῦ ὅσους θεωρεῖ ἀπαραίτητον. Ἐὰν κατὰ τὸ μεταξὺ δύο συνόδων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως διάστημα ἕνας κύριος εἰσηγητὴς κωλύεται νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του, καὶ ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ μελετῶν αὐτοῦ εἶχε μόνον ἕναν ἀναπληρωτὴν κυρίου εἰσηγητοῦ, οὗτος καταλαμβάνει τὴν θέσιν του. Εἰς περίπτωσιν Ἐπτροπῆς μελετῶν διὰ τὴν ὁποίαν ἡ Γενικὴ Συνέλευσις εἶχεν ὁρίσει περισσοτέρους ἀναπληρωτὰς κυρίου εἰσηγητοῦ, ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἑπομένης συνόδου της ἐκλέγει μεταξὺ αὐτῶν τὸν νέον κύριον εἰσηγητὴν καί, ἐὰν ἀπαιτεῖται, ἕνα νέον ἀναπληρωτὴν κυρίου εἰσηγητοῦ μεταξὺ τῶν μελῶν αὐτῆς. Μία τοιαύτη Ἐπιτροπὴ μελετῶν ἐκλέγει ἐπίσης ἕνα νέον ἀναπληρωτὴν κυρίου εἰσηγητοῦ εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν εἷς ἐκ τῶν ἀναπληρωτῶν κυρίου εἰσηγητοῦ κωλύεται νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του κατὰ τὸ διάστημα μεταξὺ δύο συνόδων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 73.

Διεξαγωγὴ τῶν ἐργασιῶν τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν.

401 1. Ἡ ἐπεξεργασία τῶν εἰς τὰς Ἐπιτροπὰς μελετῶν ἀνατιθεμένων θεμάτων, γίνεται, κατὰ τὸ δυνατὸν δι' ἀλληλογραφίας

402 2. (1) Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ δίδῃ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς συνόδους τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, χρησίμους ὁδηγίας, αἱ ὁποῖαι κρίνονται ἀπαραίτητοι, διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν σημαντικῶν ὁμάδων θεμάτων.

403 (2) Κατὰ γενικὸν κανόνα, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν διάστημα μεταξὺ δύο Γενικῶν Συνελεύσεων μία Ἐπιτροπὴ μελετῶν δὲν πραγματοποιεῖ πλέον τῶν δύο συνόδων περιλαμβανομένης καὶ τῆς τελικῆς συνόδου ἡ ὁποία προηγεῖται τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

404 (3) Ἐξ ἄλλου, ἐὰν εἷς κύριος εἰσηγητής, μετὰ τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν, εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία ἢ περισσότεραι σύνοδοι τῆς Ἐπιτροπῆς του μελετῶν, μὴ προβλεπόμεναι ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, εἶναι ἀναγκαῖαι διὰ τὴν προφορικὴν συζήτησιν τῶν θεμάτων τὰ ὁποῖα δὲν κατέστη δυνατὸν νὰ ἐπιλυθοῦν δι' ἀλληλογραφίας, δύναται οὗτος, κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Διευθύνσεώς του καὶ ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν οἰκεῖον Διευθυντὴν καὶ τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς του, νὰ προτείνῃ σύνοδον εἰς κατάλληλον τόπον, λαμβάνων ὑπ' ὄψιν καὶ τὴν ἀνάγκην τοῦ περιορισμοῦ τῶν δαπανῶν εἰς τὸ ἐλάχιστον.

405 3. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται, εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης, νὰ συγκροτήσῃ μικτὰς ὁμάδας ἐργασίας διὰ τὴν μελέτην τῶν θεμάτων τὰ ὁποῖα ἀπαιτοῦν τὴν συμμετοχὴν ἐμπειρογνωμόνων περισσοτέρων Ἐπτροπῶν μελετῶν.

406 4. Ὁ Διευθυντὴς μιᾶς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν τῶν διαφόρων ἐνδιαφερομένων Ἐπιτροπῶν μελετῶν, καταρτίζει τὸ γενικὸν σχέδιον τῶν συνόδων τῆς Ὁμάδος τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, αἱ ὁποῖαι πρόκειται νὰ συνέλθουν εἰς τὸν αὐτὸν τόπον κατὰ τὴν αὐτὴν περίοδον.

407 5. Ὁ Διευθυντὴς ἀποστέλλει τὰς τελικὰς ἐκθέσεις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν εἰς τὰς μετεχούσας Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, καὶ ἐνδεχομένως εἰς τοὺς διεθνεῖς καὶ περιοχικοὺς ὀργανισμοὺς τηλεπικοινωνιῶν οἱ ὁποῖοι συμμετέσχον. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἀρκετὰ ἐνωρὶς ὥστε νὰ περιέλθωσιν εἰς τοὺς παραλήπτας των ἕνα τοὐλάχιστον μῆνα, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως. Δύναται νὰ γίνῃ παρέκκλισις ἀπὸ τοῦ ὅρου τούτου μόνον ὁσάκις αἱ σύνοδοι τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν λαμβάνουν χώραν ἀμέσως πρὸ τῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Τὰ θέματα τὰ ὁποῖα δὲν ἀπετέλεσαν ἀντικείμενον ἐκθέσεως ληφθείσης ὑπὸ τοὺς ἀνωτέρω ὅρους, δὲν δύναται νὰ ἀναγραφοῦν εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 74.

Καθήκοντα τοῦ Διευθυντοῦ. Εἰδικὴ Γραμματεία.

408 1. (1) Ὁ Διευθυντὴς μιᾶς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς συντονίζει τὰς ἐργασίας τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν. Εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

409 (2) Ὁ Διευθυντὴς ἔχει τὴν εὐθύνην τῶν στοιχείων τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ λαμβάνει ἐν συνεννοήσει μετὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα ταῦτα δημοσιευθοῦν εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως.

410 (3) Ὁ Διευθυντὴς βοηθεῖται ὑπὸ γραμματείας, συγκροτουμένης ἀπὸ εἰδικευμένον προσωπικόν, τὸ ὁποῖον ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγάς του διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

411 (4) Τὸ προσωπικὸν τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν, τῶν ἐργαστηρίων καὶ τῶν τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ὑπάγεται ἀπὸ διοικητικῆς ἀπόψεως εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 268.

412 2. Ὁ Διευθυντὴς ἐκλέγει τὸ τεχνικὸν καὶ τὸ Διοικητικὸν Προσωπικὸν τῆς γραμματείας ταύτης ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ ὑπὸ τῆς διασκέψεως Πληρεξουσίων ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐγκεκριμένου Προϋπολογισμοῦ. Ὁ Διορισμὸς τοῦ τεχνικοῦ καὶ διοικητικοῦ τούτου προσωπικοῦ, ἀποφασίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διευθυντοῦ. Ἡ ὁριστικὴ ἀπόφασις διορισμοῦ ἢ ἀπολύσεως ἀνήκει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

413. 3. Ὁ Διευθυντὴς μετέχει αὐτοδικαίως ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συζητήσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν, λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῶν συνεδριάσεων τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 393.

414 4. Ὁ Διευθυντὴς ἐκθέτει τὰ τῆς δράσεως τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ἀπὸ τῆς προηγουμένης συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως, εἰς ἔκθεσιν ὑποβαλλομένην εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της ἀποστέλλεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἵνα διαβιβασθῇ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

415 5. Ὁ Διευθυντὴς ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, κατὰ τὴν ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ, ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς δραστηριότητος τῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ προηγουμένου ἔτους, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐνημερώσεως τοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Μελῶν.

416 6. Ὁ Διευθυντής, ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὑποβάλλει πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν ἐκτίμησιν τῶν οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς γενικῆς συνελεύσεως. Ἡ ἐκτίμησις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της, διαβιβάζεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα πρὸς ὑποβολὴν εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

417 7. Ὁ Διευθυντὴς καταρτίζει, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐνσωματώσεως, αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς τὰς ἐτησίας προβλέψεις τοῦ Προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως, τὰς προβλέψεις δαπανῶν τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὸ ἑπόμενον ἔτος ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ἐγκριθείσης ἐκτιμήσεως τῶν Οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

418 Ὁ Διευθυντὴς μετέχει, καθ' ὃ μέτρον εἶναι τοῦτο ἀναγκαῖον, εἰς τὰς δραστηριότητας τεχνικῆς βοηθείας τῆς Ἑνώσεως ἐντὸς τοῦ Πλαισίου τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 75.

Προτάσεις διὰ τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις.

419 1. Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ὑποβάλλουν εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις προτάσεις ἀπορρεούσας ἀπ' εὐθείας ἐκ τῶν συστάσεών των ἢ ἐκ τῶν πορισμάτων τῶν ἐν ἐξελίξει μελετῶν αὐτῶν.

420 2. Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δύνανται ἐπίσης νὰ διατυπώνουν προτάσεις τροποποιήσεως τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

421 3. Αἱ προτάσεις αὗται ἀποστέλλονται ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις συγκεντρώνει, συντονίζει καὶ ἀνακοινοῖ ταύτας κατὰ τοὺς εἰς τὸν ἀριθμὸν 358 προβλεπομένους ὅρους.

Ἄρθρον 76.

Σχέσεις τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν μεταξύ των καὶ μετὰ τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν.

422 1. (1) Αἱ γενικαὶ συνελεύσεις τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν δύνανται νὰ συνιστοῦν μικτὰς ἐπιτροπὰς διὰ τὴν διεξαγωγὴν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος.

423 (2) Οἱ Διευθυνταὶ τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δύνανται ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, νὰ ὀργανώνουν μικτὰς συνόδους ἐπιτροπῶν μελετῶν τῶν δύο συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, ἐπὶ σκοπῷ μελέτης καὶ προπαρασκευῆς σχεδίων γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος. Τὰ σχέδια γνωμοδοτήσεων ὑποβάλλονται εἰς τὴν προσεχῆ σύνοδον τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἑκάστης τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

424 2. Ὅταν μία τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν προσκαλῆται νὰ ἐκπροσωπηθῇ εἰς σύνοδον ἑτέρας συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἢ Διεθνοῦς τινος Ὀργανισμοῦ, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις αὐτῆς ἢ ὁ Διευθυντής της ἐξουσιοδοτεῖται λαμβάνων ὑπ' ὄψιν τὰ τοῦ ἀριθμοῦ 311, νὰ λαμβάνῃ μέτρα ἵνα ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκπροσώπησιν ταύτην με συμβουλευτικὴν ψῆφον.

425 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ Πρόεδρος τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων καὶ ὁ Διευθυντὴς τῆς ἄλλης συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ οἱ ἀντιπρόσωποί των δύνανται νὰ παρίστανται, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα εἰς τὰς συνόδους μιᾶς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς. Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, μία Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ προσκαλέσῃ εἰς τὰς συνόδους της ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, ἐκπροσώπους παντὸς μονίμου ὀργανισμοῦ τῆς Ἑνώσεως, ὁ ὁποῖος δὲν ἐθεώρησεν ἀναγκαῖον νὰ ἀποστείλῃ τοιούτους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XI

Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων καὶ λοιπῶν συνόδων.

Ἄρθρον 77.

Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων καὶ λοιπῶν συνόδων.

1. Σειρὰ τῶν θέσεων.

426 Κατὰ τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τάσσονται κατὰ τὴν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν.

2. Κήρυξις ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως.

427 1. (1) Τῆς ἐναρκτηρίου Συνεδριάσεως τῆς Διασκέψεως προηγεῖται σύσκεψις τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν κατὰ τὴν ὁποίαν προπαρασκευάζεται ἡ ἡμερησία διάταξις τῆς πρώτης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

428 (2) Ὁ πρόεδρος τῆς συσκέψεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὁρίζεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 429 καὶ 430

429 2 (1) Ἡ ἔναρξις τῆς Διασκέψεως κηρύσσεται ὑπὸ προσωπικότητος ὁριζομένης ὑπὸ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

430 (2) Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις ἡ ἔναρξις κηρύσσεται ὑπὸ τοῦ πρεσβυτέρου καθ' ἡλικίαν ἀρχηγοῦ ἀντιπροσωπείας.

431 3. (1) Κατὰ τὴν πρώτην συνεδρίασιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως γίνεται ἡ ἐκλογὴ τοῦ Προέδρου ὁ ὁποῖος γενικῶς εἶναι προσωπικότης ὁριζομένη ὑπὸ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

432 (2) Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ὁ Πρόεδρος ἐκλέγεται λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς προτάσεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προβλεπομένης εἰς τὸν ἀριθμὸν 427 συσκέψεως.

433 4. Ἡ πρώτη Γενικὴ Συνέλευσις προβαίνει ὁμοίως :
α) Εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.
434 β) Εἰς τὴν σύστασιν τῶν Ἐπιτροπῶν τῆς Διασκέψεως καὶ εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιστοίχων Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων.
435 γ) Εἰς τὴν συγκρότησιν τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἡ ὁποία ἀποτελεῖται ἐκ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως καὶ περιπτώσεως τυχούσης ἐκ προσωπικοῦ διατιθεμένου ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

3. Προνομίαι τοῦ Προέδρου τῆς Διασκέψεως

436 1. Πλὴν τῆς ἀσκήσεως πασῶν τῶν λοιπῶν προνομιῶν αἱ ὁποῖαι ἐκχωροῦνται εἰς τὸν Πρόεδρον διὰ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, οὗτος κηρύσσει τὴν ἔναρξιν καὶ τὴν λῆξιν ἑκάστης συνεδριάσεως τῆς ὁλομελείας, διευθύνει τὰς συζητήσεις, μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, δίδει τὸν λόγον, θέτει τὰ ζητήματα εἰς ψηφοφορίαν καὶ ἀνακοινώνει τὰς υἱοθετηθείσας ἀποφάσεις.

437 2. Ἔχει τὴν γενικὴν διεύθυνσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως καὶ μεριμνᾷ διὰ τὴν τήρησιν τῆς τάξεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ἀποφασίζει ἐπὶ προβαλλομένων ζητημάτων κανονισμοῦ καὶ ἔχει ἰδιαιτέρως τὸ δικαίωμα νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν λῆξιν τῆς συζητήσεως, τὴν λύσιν ἢ τὴν διακοπὴν μιᾶς συνεδριάσεως. Δύναται ἐπίσης νὰ ἀποφασίζῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συγκλήσεως μιᾶς ὁλομελείας, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

438 3. Προστατεύει τὸ δικαίωμα ὅλων τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὅπως ἐκφράζουν ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

439 4. Μεριμνᾷ ὅπως αἱ συζητήσεις περιορίζωνται εἰς τὸ συζητούμενον θέμα καὶ δύναται νὰ διακόπτῃ πάντα ὁμιλητὴν ὁ ὁποῖος ἤθελε παρεκκλίνει τοῦ συζητουμένου θέματος, ἵνα ὑπομνήσῃ εἰς αὐτὸν ὅπως περιορισθῇ εἰς τὸ θέμα τοῦτο.

4. Σύστασις Ἐπιτροπῶν.

440 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συστήσῃ ἐπιτροπὰς πρὸς μελέτην τῶν ζητημάτων τὰ ὁποῖα ἄγονται πρὸς συζήτησιν εἰς τὴν Διάσκεψιν. Αἱ ἐπιτροπαὶ αὗται δύνανται νὰ συνιστοῦν ὑποεπιτροπάς. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ αἱ ὑποεπιτροπαὶ αὗται δύνανται νὰ συνιστοῦν ὡσαύτως ὁμάδας ἐργασίας.

441 2. Ὑποεπιτροπαὶ καὶ ὁμάδες ἐργασίας συνιστῶνται μόνον ὁσάκις εἶναι τοῦτο ἀπολύτως ἀναγκαῖον.

5. Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ.

442 1. Κατὰ τὴν ἔναρξιν ἑκάστης Διασκέψεως ἢ συνόδου ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνιστᾷ μίαν Ἐπιτροπὴν Ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐπιφορτιζομένην νὰ παρακολουθῇ τὴν ὀργάνωσιν καὶ τὰ μέσα δράσεως τὰ ὁποῖα τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀντιπροσώπων, νὰ ἐξετάζῃ καὶ νὰ ἐγκρίνῃ τοὺς λογαριασμοὺς τῶν γενομένων καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως ἢ συνόδου δαπανῶν. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη περιλαμβάνει, ἀνεξαρτήτως τῶν Μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν αἱ ὁποῖαι ἐπιθυμοῦν νὰ μετάσχουν αὐτῆς ἀντιπρόσωπον τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως ἀντιπρόσωπον ταύτης.

443 2. Πρὸ τῆς ἐξαντλήσεως τοῦ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐγκριθέντος προϋπολογισμοῦ, διὰ τὴν Διάσκεψιν ἢ σύνοδον, ἡ Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἢ συνόδου ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν προσωρινὴν κατάστασιν τῶν δαπανῶν. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις λαμβάνει τοῦτο ὑπ' ὄψιν, προκειμένου νὰ ἀποφασίσῃ ἐὰν αἱ γενόμεναι πρόοδοι δικαιολογοῦν παράτασιν πέραν τῆς ἡμερομηνίας, καθ' ἣν θὰ ἐξαντληθῇ ὁ ἐγκεκριμένος προϋπολογισμός.

444 3. Εἰς τὸ τέλος ἑκάστης Διασκέψεως ἢ συνόδου, ἡ Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἔκθεσιν, ἐμφαίνουσαν, ἐν πάσῃ δυνατῇ ἀκριβείᾳ, τὸ ὑπολογιζόμενον ποσὸν τῶν δαπανῶν τῆς Διασκέψεως ἢ τῆς συνόδου.

445 4. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἐξέτασιν καὶ ἔγκρισίν της ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, διαβιβάζεται μετὰ τῶν παρατηρήσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, προκειμένου νὰ τεθῇ ὑπ' ὄψει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν προσεχῆ ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ.

6. Σύνθεσις τῶν Ἐπιτροπῶν.

446 6. 1. Διασκέψεις πληρεξουσίων.
Αἱ Ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν ἐκπροσώπων τῶν χωρῶν Μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 324, 325 καὶ 326 προβλεπομένων παρατηρητῶν οἱ ὁποῖοι ζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

447 6. 2. Διοικητικαὶ Διασκέψεις.
Αἱ ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν ἐκπροσώπων τῶν χωρῶν Μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 334 ἕως 338 προβλεπομένων παρατηρητῶν καὶ ἀντιπροσώπων, οἱ ὁποῖοι ἐξήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

7. Πρόεδροι καὶ ἀντιπρόεδροι τῶν Ὑποεπιτροπῶν.

448 Ὁ Πρόεδρος ἑκάστης Ἐπιτροπῆς προτείνει εἰς ταύτην τὴν ἐκλογὴν τῶν Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων τῶν ὑποεπιτροπῶν τὰς ὁποίας αὕτη συνιστᾷ.

8. Σύγκλησις τῶν συνεδριάσεων.

449 Αἱ συνεδριάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἐπιτροπῶν, ὑποεπιτροπῶν καὶ ὁμάδων ἐργασίας ἀναγέλλονται ἐγκαίρως εἰς τὸν χῶρον συνόδου τῆς Διασκέψεως.

9. Προτάσεις ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως

450 Αἱ ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως προτάσεις κατανέμονται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ἐπιτροπῶν τῶν συνιστωμένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ τμήματος 4 τοῦ παρόντος ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ. Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συζητήσῃ ἀπ' εὐθείας οἱανδήποτε πρότασιν.

10. Προτάσεις ἢ τροπολογίαι ὑποβαλλόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως.

451 1. Αἱ προτάσεις ἢ αἱ τροπολογίαι αἱ ὑποβαλλόμεναι μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς Διασκέψεως ἐπιδίδονται κατὰ περίπτωσιν εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Διασκέψεως ἢ εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς ἁρμοδίας ἐπιτροπῆς ἢ ἀκόμη εἰς τὴν Γραμματείαν τῆς Διασκέψεως πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν ὡς στοιχείου τῆς Διασκέψεως.

452 2. Οὐδεμία ἔγγραφος πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ ὑποβληθῇ, ἐὰν δὲν ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς ἐνδιαφερομένης ἀντιπροσωπείας ἢ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του.

453 3. Ὁ Πρόεδρος Διασκέψεως ἢ ἐπιτροπῆς δύναται νὰ ὑποβάλλῃ ὁποτεδήποτε προτάσεις προοριζομένας νὰ ἐπιταχύνουν τὸν ρυθμὸν τῶν συζητήσεων.

454 4. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δέον νὰ περιλαμβάνῃ κατὰ τρόπον συγκεκριμένον καὶ σαφῆ τὸ πρὸς ἐξέτασιν θέμα.

455 5. (1) Ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ἢ ὁ Πρόεδρος τῆς ἁρμοδίας ἐπιτροπῆς ἀποφασίζει εἰς ἑκάστην περίπτωσιν, ἐὰν ὑποβαλλομένη, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνεδριάσεως, πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον προφορικῆς ἀνακοινώσεως ἢ ἐὰν πρέπει νὰ κατατεθῇ πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν κατὰ τοὺς ἐν ἀριθμῷ 451 προβλεπομένους ὅρους.

456. (2) Γενικῶς τὸ κείμενον πάσης σημαντικῆς προτάσεως ἡ ὁποία πρόκειται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ψηφοφορίας δέον νὰ διανέμεται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Διασκέψεως ἐγκαίρως ὥστε νὰ εἶναι δυνατὴ ἡ μελέτη αὐτοῦ πρὸ τῆς συζητήσεως.

457 (3) Ἐξ ἄλλου ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ὁ ὁποῖος λαμβάνει τὰς ἐν ἀριθμ. 451 ἀναφερομένας προτάσεις ἢ τροπολογίας, ὀφείλει νὰ κατευθύνῃ αὐτὰς κατὰ περίπτωσιν πρὸς τὰς ἁρμοδίας ἐπιτροπὰς ἢ πρὸς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν.

458 6. Πᾶν πρόσωπον ἐξουσιοδοτημένον δύναται νὰ ἀναγνώσῃ ἢ νὰ ζητήσῃ ὅπως ἀναγνωσθῇ ἐν ὁλομελείᾳ πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα ὑπ' αὐτοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, καὶ δύναται νὰ ἐκθέσῃ τοὺς λόγους ὑποβολῆς τούτων.

11. Προϋποθέσεις ἀπαιτούμεναι διὰ τὴν ἐξέτασιν καὶ τὴν ψήφισιν προτάσεως ἢ τροπολογίας.

459 1. Οὐδεμία πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως ἢ ὑποβαλλομένη ὑπό τινος ἀντιπροσωπείας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ συζήτησιν ἐὰν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐξετάσεώς της, δὲν ὑποστηριχθῇ, ὑπὸ μιᾶς εἰσέτι ἀντιπροσωπείας.

460 2. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δεόντως ὑποστηριχθεῖσα δέον νὰ τίθεται, κατόπιν συζητήσεως, εἰς ψηφοφορίαν.

12. Προτάσεις ἢ τροπολογίαι παραλειφθεῖσαι ἢ ἀνακληθεῖσαι.

461 Ὁσάκις πρότασις ἢ τροπολογία παραλείπεται ἢ ὁσάκις ἀναβάλλεται ἡ ἐξέτασίς της, ἡ ἀντιπροσωπεία, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῆς ὁποίας ὑπεβλήθη ὀφείλει νὰ παρακολουθῇ ἵνα μὴ ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία αὕτη διαφύγῃ τὴν ἐξέτασιν.

13. Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν.

462 13. 1 Ἀπαρτία

Διὰ νὰ διεξαχθῇ ἐγκύρως ψηφοφορία κατὰ τὴν διάρκειαν συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἀπαιτεῖται ὅπως πλέον τοῦ ἡμίσεος τῶν διαπεπιστευμένων παρὰ τῇ Διασκέψει καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν παρίστανται ἢ ἀντιπροσωπεύονται εἰς τὴν συνεδρίασιν.

463.13.2 Σειρὰ συζητήσεων.

(1) Τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα ἐπιθυμοῦν νὰ λάβουν τὸν λόγον δὲν δύνανται νὰ ὁμιλήσουν, ἐὰν δὲν λάβουν τὴν συγκατάθεσιν τοῦ Προέδρου. Κατὰ γενικὸν κανόνα ἀρχίζουν ἀναφέροντες ὑπὸ ποίαν ἰδιότητα ὁμιλοῦν.

464 (2) Πᾶν πρόσωπον λαμβάνον τὸν λόγον ὀφείλει νὰ ἐκφράζεται βραδέως καὶ εὐδιακρίτως διαχωρίζον καλῶς τὰς λέξεις καὶ τηροῦν τοὺς ἀπαιτουμένους χρόνους παύσεως, ἵνα ἐπιτρέπῃ εἰς πάντας νὰ ἐννοοῦν καλῶς τὴν σκέψιν του.

465 13.3. Προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ καὶ ζητήματα Κανονισμοῦ.

(1) Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων μία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ ὑποβάλλῃ πᾶσαν πρότασιν ἐπὶ ζητήματος Κανονισμοῦ ἢ νὰ ἐγείρῃ πᾶν ζήτημα Κανονισμοῦ, καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν κρίνει κατάλληλον.

Τὰ ζητήματα ταῦτα ἐπιλύονται ἀμέσως δι' ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, συμφώνως πρὸς τὸν παρόντα ἐσωτερικὸν Κανονισμόν.

Πᾶσα ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προσφύγῃ κατὰ τῆς ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, αὕτη ὅμως παραμένει ἰσχυρὰ ἐν τῷ συνόλῳ της ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν παρουσῶν καὶ ψηφιζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν δὲν ἀντιτίθεται εἰς τοῦτο.

466 (2) Ἡ ἀντιπροσωπεία ἡ ὁποία ὑποβάλλει πρότασιν ἐπὶ ζητήματος Κανονισμοῦ δὲν δύναται, κατὰ τὴν παρέμβασίν της νὰ ἀσχοληθῇ μὲ τὴν οὐσίαν τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος.

467 13.4 Σειρὰ προτεραιότητος τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων Κανονισμοῦ.

Ἡ τηρητέα σειρὰ προτεραιότητος ἐπὶ προτάσεων καὶ ζητημάτων κανονισμοῦ, περὶ τῶν ὁποίων οἱ ἀριθμοὶ 465 καὶ 466 εἶναι ἡ ἀκόλουθος :

α) Πᾶν ζήτημα σχετικὸν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ.

468 β) Διακοπὴ τῆς Συνεδριάσεως.

469 γ) Λύσις τῆς συνεδριάσεως.

470 δ) Ἀναβολὴ τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

471 ε) Λῆξις τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

472 στ) Οἱαιδήποτε ἄλλαι προτάσεις καὶ ζητήματα κανονισμοῦ τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύναντο νὰ ὑποβληθοῦν καὶ τῶν ὁποίων ἡ σχετικὴ προτεραιότης ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου.

473 13.5 Πρότασις διακοπῆς ἢ λύσεως τῆς συνεδριάσεως.

Κατὰ τὴν συζήτησιν ἑνὸς θέματος μία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προτείνῃ τὴν διακοπὴν ἢ τὴν λύσιν τῆς συνεδριάσεως ἐκθέτουσα τοὺς λόγους τῆς προτάσεώς της. Ἐὰν ἡ πρότασις αὕτη ὑποστηριχθῇ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο ὁμιλητὰς ἐκ τῶν ἀποκρουόντων τὴν πρότασιν, καὶ ἀποκλειστικῶς ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου, μετὰ ταῦτα δὲ ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

474 13.6 Πρότασις ἀναβολῆς τῆς συζητήσεως.

Κατὰ τὴν συζήτησιν παντὸς θέματος μία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συζητήσεως ἐπὶ ὡρισμένον χρονικὸν διάστημα. Εἰς ἣν περίπτωσιν τοιαύτη πρότασις ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον συζητήσεως τρεῖς μόνον ὁμιληταί, ἐπὶ πλέον τοῦ ὑποβάλλοντος τὴν πρότασιν δύνανται νὰ μετάσχουν αὐτῆς, εἰς ὑπὲρ τῆς προτάσεως καὶ δύο κατ' αὐτῆς. Μετὰ ταῦτα ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

475 13.7 Πρότασις λήξεως τῆς συζητήσεως.

Ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προτείνῃ τὴν λῆξιν τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ ἐξεταζομένου θέματος. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο μόνον ὁμιλητὰς ἀντιτιθεμένους εἰς τὴν λῆξιν καὶ μετὰ ταῦτα ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

476 13.8 Περιορισμὸς τῶν παρεμβάσεων.
(1) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται ἐνδεχομένως νὰ περιορίζῃ τὴν διάρκειαν καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν παρεμβάσεων μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς ἀντιπροσωπείας ἐπὶ ἑνὸς καθωρισμένου θέματος.

477 (2) Ἐν τούτοις ἐπὶ ζητημάτων διαδικασίας, ὁ Πρόεδρος περιορίζει τὴν διάρκειαν ἑκάστης παρεμβάσεως εἰς πέντε λεπτὰ κατ' ἀνώτατον ὅριον.

478 (3) Ὁσάκις ὁμιλητὴς ὑπερβῇ τὸ χρονικὸν διάστημα δι' ὃ ἐδόθη εἰς αὐτὸν ὁ λόγος, ὁ Πρόεδρος πληροφορεῖ περὶ τούτου τὴν Συνέλευσιν καὶ παρακαλεῖ τὸν ὁμιλητὴν νὰ ὁλοκληρώσῃ συντόμως τὴν ὁμιλίαν του.

479 13.9 Κλείσιμον τοῦ καταλόγου τῶν ὁμιλητῶν.
(1) Κατὰ τὴν διάρκειαν μιᾶς συζητήσεως, ὁ Πρόεδρος δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐκφώνησιν τοῦ καταλόγου τῶν ἐγγεγραμμένων ρητόρων. Προσθέτει εἰς αὐτὸν τὰ ὀνόματα τῶν ἀντιπροσωπειῶν, αἱ ὁποῖαι ἐκδηλώνουν ἐπιθυμίαν νὰ λάβουν τὸν λόγον καὶ τῇ συγκαταθέσει τῆς Συνελεύσεως, δύναται νὰ θεωρήσῃ τὸν κατάλογον κλειστόν.
Ἐν τούτοις ὁ Πρόεδρος δύναται, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, νὰ παραχωρήσῃ κατ' ἐξαίρεσιν, τὸ δικαίωμα τῆς ἀπαντήσεως εἰς πᾶσαν προηγουμένην παρέμβασιν ἔστω καὶ μετὰ τὸ κλείσιμον τοῦ καταλόγου.

480 (2) Ὅταν ὁ κατάλογος τῶν ὁμιλητῶν ἐξαντληθῇ ὁ Πρόεδρος κηρύσσει τὸ πέρας τῆς συζητήσεως.

481 13.10 Ζητήματα ἁρμοδιότητος.
Τὰ ἀναφυόμενα ζητήματα ἁρμοδιότητος δέον νὰ ρυθμίζωνται πρὶν ἢ διεξαχθῇ ψηφοφορία ἐπὶ τῆς οὐσίας τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος.

482 13.11 Ἀνάκλησις καὶ ἐκ νέου ὑποβολὴ προτάσεως.
Ὁ ὑποβαλὼν μίαν πρότασιν δύναται νὰ ἀποσύρῃ ταύτην πρὶν ἢ αὕτη τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν. Πᾶσα πρότασις τροποποιηθεῖσα ἢ μή, ἡ ὁποία ἀποσύρεται κατὰ τὸν τρόπον τοῦτον, δύναται νὰ ὑποβληθῇ ἐκ νέου ἢ νὰ ἀναληφθῇ εἴτε ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἡ ὁποία προέτεινε τὴν τροπολογίαν εἴτε ὑπὸ πάσης ἄλλης ἀντιπροσωπείας.

14. Δικαίωμα ψήφου.

483 1. Εἰς πάσας τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, ἡ ἀντιπροσωπεία μέλους τῆς Ἑνώσεως, δεόντως διαπεπιστευμένη ὑπ' αὐτοῦ ἵνα μετάσχῃ τῆς Διασκέψεως, ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 2.

484 2. Ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τῆς Ἑνώσεως ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτῆς κατὰ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους εἰς τὸ ἄρθρον 67.

15. Ψηφοφορία

485 15.1 Ὁρισμὸς τῆς πλειοψηφίας.
(1) Ἡ πλειοψηφία ἀποτελεῖται ἐκ τοῦ ἡμίσεος πλέον μιᾶς τῶν παρουσῶν καὶ ψηφιζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.

486 (2) Αἱ ἀποχαὶ δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν ψήφων τῶν ἀναγκαιουσῶν διὰ τὴν ἐπίτευξιν πλειοψηφίας.

487 (3) Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας, ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία θεωρεῖται ἀπορριφθεῖσα.

488 (4) Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τοῦ παρόντος κανονισμοῦ θεωρεῖται ὡς «παροῦσα καὶ ψηφίζουσα ἀντιπροσωπεία» πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἡ ὁποία κηρύσσεται ὑπὲρ ἢ κατὰ μιᾶς προτάσεως.

489 15.2 Μὴ συμμετοχὴ εἰς ψηφοφορίαν.
Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἱ ὁποῖαι εἶναι παροῦσαι καὶ δὲν μετέχουν μιᾶς ὡρισμένης ψηφοφορίας ἢ δηλοῦν ρητῶς ὅτι δὲν θέλουν νὰ μετάσχουν αὐτῆς, δὲν θεωροῦνται ὡς ἀποῦσαι, προκειμένου νὰ ἐξακριβωθῇ ἡ ὕπαρξις ἀπαρτίας ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἀριθμοῦ 462 οὔτε ὡς ἀπέχουσαι, προκειμένης τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 491 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

490 15.3 Εἰδικὴ πλειοψηφία.
Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὴν εἴσοδον Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἡ ἀπαιτουμένη πλειοψηφία ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1.

491 15.4 Ἀποχαὶ ὑπερβαίνουσαι τὸ πεντήκοντα τοῖς ἑκατόν.
Ὁσάκις ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀποχῶν ὑπερβαίνῃ τὸ ἥμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν δοθεισῶν ψήφων (ὑπέρ, κατά, ἀποχαί) ἡ ἐξέτασις τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος, παραπέμπεται εἰς μεταγενεστέραν συνεδρίασιν κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ ἀποχαὶ δὲν ὑπολογίζονται πλέον.

492 15.5. Διαδικασία ψηφοφορίας.
(1) Πλὴν τῆς ἐν ἀριθμῷ 495 προβλεπομένης περιπτώσεως αἱ διαδικασίαι ψηφοφορίας εἶναι αἱ ἀκόλουθοι :
α) Δι' ἀνατάσεως τῆς χειρός, κατὰ γενικὸν κανόνα.

493 β) Δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως, ἐὰν δὲν ἐξάγεται σαφῶς ἡ πλειοψηφία ψηφοφορίας γενομένης κατὰ τὴν προηγουμένην διαδικασίαν ἢ ἐὰν ζητήσουν τοῦτο δύο τοὐλάχιστον ἀντιπροσωπεῖαι.

494 (2) Ἡ δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως ψηφοφορία γίνεται κατὰ τὴν εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων Μελῶν.

495 15.6 Μυστικὴ ψηφοφορία.
Διεξάγεται μυστικὴ ψηφοφορία ὁσάκις ζητήσουν τοῦτο πέντε τοὐλάχιστον ἐκ τῶν παρουσῶν καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ Γραμματεία λαμβάνει ἀμέσως τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς μυστικότητος τῆς ψηφοφορίας.

496 15.7 Ἀπαγόρευσις διακοπῆς τῆς ψηφοφορίας.
Ὅταν ἡ ψηφοφορία ἔχῃ ἀρχίσει, οὐδεμία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ διακόψῃ ταύτην, ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται περὶ ζητήματος κανονισμοῦ ἀφορῶντος εἰς τὸν τρόπον διεξαγωγῆς τῆς ψηφοφορίας.

497 15.8 Ἐπεξηγήσεις ἐπὶ τῆς ψηφοφορίας.
Ὁ Πρόεδρος δίδει τὸν λόγον εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας αἱ ὁποῖαι ἐπιθυμοῦν νὰ δικαιολογήσουν τὴν ψῆφον των μετὰ τὴν ψηφοφορίαν.

498 15.9 Ψηφοφορία ἐπὶ μερῶν μιᾶς προτάσεως.
(1) Ὅταν ὁ ὑποβαλὼν μίαν πρότασιν ζητήσῃ τοῦτο ἢ ὅταν ἡ Συνέλευσις κρίνῃ σκόπιμον τοῦτο, ἢ ὅταν ὁ Πρόεδρος κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ ὑποβαλόντος τὴν πρότασιν ζητήσῃ τοῦτο, ἡ πρότασις αὕτη κατατέμνεται, τὰ δὲ διάφορα μέρη αὐτῆς τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κεχωρισμένως. Τὰ τῆς προτάσεως τὰ ὁποῖα υἱοθετοῦνται τίθενται ἀκολούθως εἰς ψηφοφορίαν ὡς σύνολον.

499 (2) Ἐὰν ἅπαντα τὰ μέλη μιᾶς προτάσεως ἀπορριφθοῦν ἡ πρότασις αὕτη θεωρεῖται ἀπορριφθεῖσα ἐν τῷ συνόλῳ της.

500 15.10 Σειρὰ ψηφοφορίας προτάσεων σχετικῶν πρὸς τὸ αὐτὸ θέμα.
(1) Ἐὰν τὸ αὐτὸ θέμα ἀποτελῇ ἀντικείμενον πλειόνων προτάσεων αὗται τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κατὰ τὴν σειρὰν κατὰ τὴν ὁποίαν ὑπεβλήθησαν, ἐκτὸς ἐὰν ἡ Συνέλευσις ἀποφασίσῃ ἄλλως.

501 (2) Μεθ' ἑκάστην ψηφοφορίαν ἡ Συνέλευσις ἀποφασίζει ἐὰν ὑπάρχῃ περίπτωσις ἢ μὴ νὰ τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν ἡ ἑπομένη πρότασις.

502 15.11 Τροπολογίαι.
(1) Θεωρεῖται τροπολογία πᾶσα τροποποιητικὴ πρότασις τείνουσα ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἀπαλειφήν, προσθήκην εἰς μέρος τῆς ἀρχικῆς προτάσεως ἢ ἀναθεώρησιν μέρους τῆς προτάσεως ταύτης.

503 (2) Πᾶσα τροπολογία ἐπὶ μιᾶς προτάσεως γενομένη ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἡ ὁποία ὑπέβαλε τὴν πρότασιν ταύτην ἐνσωματοῦται ἀμέσως εἰς τὸ ἀρχικὸν κείμενον τῆς προτάσεως.

504 (3) Οὐδεμία τροποποιητικὴ πρότασις θεωρεῖται ὡς τροπολογία ἐὰν ἡ Συνέλευσις εἶναι τῆς γνώμης ὅτι εἶναι ἀσυμβίβαστος πρὸς τὴν ἀρχικὴν πρότασιν.

505 15.12 Ψηφοφορία ἐπὶ τροπολογιῶν.
(1) Ἐὰν μία πρότασις ἀποτελῇ ἀντικείμενον τροπολογίας διεξάγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ τῆς τροπολογίας ταύτης.

506 (2) Ἐὰν μία πρότασις ἀποτελῇ ἀντικείμενον τριῶν τροπολογιῶν διεξάγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον

ἐπὶ ἐκείνης τῶν τροπολογιῶν ἡ ὁποία ἀφίσταται περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου, κατόπιν διεξάγεται ψηφοφορία ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν ἀπομενουσῶν τροπολογιῶν, ἡ ὁποία ἀφίσταται ἐπίσης περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου καὶ οὕτω καθ' ἑξῆς, μέχρις ὅτου ἐξετασθοῦν ἅπασαι αἱ τροπολογίαι.

507 (3) Ἐὰν μία ἢ πλείονες τροπολογίαι υἱοθετηθοῦν οἱ οὕτω τροποποιηθεῖσα πρότασις τίθεται ἀκολούθως εἰς ψηφοφορίαν.

508 (4) Ἐὰν οὐδεμία τροπολογία γίνῃ δεκτή, ἡ ψηφοφορία διεξάγεται ἐπὶ τῆς ἀρχικῆς προτάσεως.

16. Ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαί. Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων καὶ διαδικασία ψηφοφορίας.

509 1. Οἱ Πρόεδροι τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν ἔχουν καθήκοντα ἀνάλογα πρὸς ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα ἀναγνωρίζονται εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Συνελεύσεως ὑπὸ τοῦ τμήματος 3 τοῦ παρόντος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ.

510 2. Αἱ ὑπὸ τοῦ τμήματος 13 τοῦ παρόντος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ προβλεπόμεναι διατάξεις, διὰ τὴν διεξαγωγὴν τῶν συζητήσεων εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς συτηζήσεις τῶν ἐπιτροπῶν ἢ τῶν ὑποεπιτροπῶν, πλὴν τοῦ θέματος τῆς ἀπαρτίας.

511 3. Αἱ ὑπὸ τοῦ τμήματος 15 τοῦ παρόντος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ προβλεπόμεναι διατάξεις, ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς ψηφοφορίας εἰς τὰς ἐπιτροπὰς καὶ ὑποεπιτροπάς.

17. Ἐπιφυλάξεις.

512 1. Κατὰ γενικὸν κανόνα, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἱ ὁποῖαι δὲν δύνανται νὰ πείσουν τὰς λοιπὰς ἀντιπροσωπείας ὅπως συμμερισθοῦν τὴν ἄποψίν των, δέον νὰ προσπαθοῦν ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ὅπως συντάσσωνται μὲ τὴν γνώμην τῆς πλειοψηφίας.

513 2. Ἐν τούτοις, ἐὰν ἀντιπροσωπεία εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία οἱαδήποτε ἀπόφασις εἶναι φύσεως τοιαύτης ὥστε νὰ ἐμποδίζῃ τὴν Κυβέρνησίν της νὰ κυρώσῃ τὴν σύμβασιν ἢ νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἀναθεώρησιν ἑνὸς κανονισμοῦ, ἡ ἀντιπροσωπεία αὕτη δύναται νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ὑπὸ τύπον προσωρινὸν ἢ ὁριστικόν, ἐπὶ τῆς ἀποφάσεως ταύτης.

18. Πρακτικὰ τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων.

514 1. Τὰ πρακτικὰ τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων συντάσσονται ὑπὸ τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως, ἡ ὁποία ἐπιδιώκει νὰ διασφαλίζῃ τὴν διανομὴν αὐτῶν εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας ὅσον τὸ δυνατὸν ἐνωρίτερον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὰ πρακτικὰ πρόκειται νὰ ἐξετασθοῦν.

515 2. Ὅταν τὰ πρακτικὰ διανεμηθοῦν, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι δύνανται νὰ καταθέσουν εἰς τὴν Γραμματείαν τῆς Διασκέψεως ἐγγράφως καὶ ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας, τὰς διορθώσεις τὰς ὁποίας θεωροῦν ἐπιβαλλομένας, τοῦτο δὲ δὲν ἐμποδίζει αὐτὰς νὰ ὑποβάλλουν καὶ προφορικῶς τροποποιήσεις κατὰ τὴν συνεδρίασιν καθ' ἣν κυροῦνται τὰ πρακτικά.

516 3. (1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, τὰ πρακτικὰ περιέχουν μόνον τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα, μετὰ τῶν βασικῶν ἐπιχειρημάτων, ἐφ' ὧν στηρίζονται, συντεταγμένα κατὰ τὸν συντομώτερον δυνατὸν τρόπον.

517 (2) Οὐχ ἧττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ τὴν καταχώρησιν, ἀναλυτικὴν ἢ καὶ ἐπὶ λέξει πάσης δηλώσεως διατυπωθείσης ὑπ' αὐτῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ὀφείλει κατὰ γενικὸν κανόνα, νὰ ἀναγγείλῃ τοῦτο ἐν ἀρχῇ τῆς παρεμβάσεώς της, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνῃ τὸ ἔργον τῶν Εἰσηγητῶν. Ὀφείλει ἐπὶ πλέον, νὰ ἐπιδώσῃ αὐτὴ αὕτη, τὸ κείμενον εἰς τὴν Γραμματείαν τῆς Διασκέψεως ἐντὸς δύο ὡρῶν ἀπὸ τοῦ πέρατος τῆς συνεδριάσεως.

518 4. Δέον πάντως νὰ γίνεται χρῆσις μετὰ φειδοῦς τῆς ἐν ἀριθμῷ 517 εὐχερείας, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὴν καταχώρησιν τῶν δηλώσεων.

19. Πρακτικὰ καὶ ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ ὑποεπιτροπῶν.

519 1. (1) Αἱ σύζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν συνοψίζονται, μεθ' ἑκάστην συνεδρίασιν εἰς πρακτικὰ συντασσόμενα ὑπὸ γραμματείας τῆς Διασκέψεως, εἰς τὰ ὁποῖα ἐκτίθενται τὰ κύρια σημεῖα τῶν συζητήσεων, αἱ διάφοροι γνῶμαι αἱ ὁποῖαι ἐπιβάλλεται νὰ ἀναγραφοῦν, ὡς καὶ αἱ προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα τὰ ὁποῖα ἐξάγονται ἐκ τῆς ἐν γένει συζητήσεως.

520 (2) Οὐχ ἧττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἔχει ὁμοίως τὸ δικαίωμα νὰ κάμῃ χρῆσιν τῆς ἐν τῷ ἀριθμῷ 517 προβλεπομένης εὐχερείας.

521 (3) Προσφυγὴ εἰς τὴν ἐν τῷ ὡς ἄνω ἐδαφίῳ προβλεπομένην εὐχέρειαν δέον νὰ γίνεται μετὰ φειδοῦς.

522 2. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ δύνανται νὰ συντάσσουν τὰς μερικὰς ἐκθέσεις τὰς ὁποίας κρίνουν ἀναγκαίας, καί, ἐνδεχομένως, ἅμα τῷ πέρατι τῶν ἐργασιῶν των, δύνανται νὰ ὑποβάλλουν τελικὴν ἔκθεσιν εἰς τὴν ὁποίαν ἀνακεφαλαιοῦν, περιληπτικῶς, τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα τὰ ὁποῖα προκύπτουσιν ἐκ τῶν μελετῶν αἱ ὁποῖαι ἀνετέθησαν εἰς ταύτας.

20. Ἔγκρισις τῶν πρακτικῶν καὶ ἐκθέσεων.

523 1. (1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἐν ἀρχῇ ἑκάστης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἢ ἑκάστης σνεδριάσεως μιᾶς ἐπιτροπῆς ἢ ὑποεπιτροπῆς, ὁ Πρόεδρος ἐρωτᾷ ἐὰν αἱ ἀντιπροσωπεῖαι ἔχουν νὰ διατυπώσουν παρατηρήσεις εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ πρακτικὸν τῆς προηγουμένης συνεδριάσεως. Τοῦτο θεωρεῖται ὡς ἐγκριθὲν ἐὰν οὐδεμία διόρθωσις ἀνεκοινώθη εἰς τὴν Γραμματείαν ἢ ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις ἐξεδηλώθη προφορικῶς Ἐν ἀντιθέτῳ περιπτώσει ἐπιφέρονται αἱ ἀναγκαία διορθώσεως εἰς τὸ πρακτικόν.

524 (2) Πᾶσα ἔκθεσις μερικὴ ἢ τελικὴ δέον νὰ ἐγκρίνεται ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης ἐπιτροπῆς ἢ ὑποεπιτροπῆς.

525 2. (1) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας Γενικῆς Συνελεύσεως ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Συνελεύσεως ταύτης.

526 (2) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας συνεδριάσεως τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν τούτων.

21. Ἐπιτροπὴ συντάξεως.

527 1. Τὰ κείμενα τῶν τελικῶν Πράξεων, συντεταγμένα εἰς τὴν ὁριστικήν, κατὰ τὸ δυνατόν, μορφήν των ὑπὸ τῶν διαφόρων ἐπιτροπῶν, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ἐκφρασθεισῶν γνωμῶν, ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως ἐπιφορτιζομένην ὅπως βελτιώσῃ τὴν μορφὴν αὐτῶν χωρὶς νὰ μεταβάλλῃ τὴν ἔννοιάν των καὶ ὅπως συνδυάσῃ ταῦτα, ἐὰν εἶναι ἀναγκαῖον μετὰ τῶν μὴ τροποποιηθέντων παλαιῶν κειμένων.

528 2. Τὰ κείμενα ταῦτα ὑποβάλλονται ὑπὸ τῆς ἐπιτροπῆς συντάξεως εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἡ ὁποία ἐγκρίνει ταῦτα ἢ τὰ παραπέμπει πρὸς ἐπανεξέτασιν, εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἐπιτροπήν.

22. Ἀρίθμησις.

529 1. Οἱ ἀριθμοὶ τῶν κεφαλαίων, ἄρθρων καὶ παραγράφων τῶν ὑποβληθέντων εἰς ἀναθεώρησιν κειμένων διατηροῦνται μέχρι τῆς πρώτης ἀναγνώσεως ἐν Γενικῇ Συνελεύσει. Τὰ προστιθέμενα κείμενα λαμβάνουν προσωρινῶς τὸν ἀριθμὸν τῆς τελευταίας προηγουμένης παραγράφου, μὲ τὴν προσθήκην εἰς τοῦτον «α» «β» κ.λ.π.

530 2. Ἡ τελικὴ ἀρίθμησις τῶν κεφαλαίων, ἄρθρων καὶ παραγράφων ἀνατίθεται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτῶν εἰς πρώτην ἀνάγνωσιν.

23. Τελικὴ ἔγκρισις.

531 Τὰ κείμενα τῶν τελικῶν πράξεων θεωροῦνται ὁριστικὰ ἀφοῦ ἐγκριθοῦν εἰς δευτέραν ἀνάγνωσιν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

24. Ὑπογραφή.

532 Τὰ τελικῶς ἐγκρινόμενα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως κείμενα ὑπογράφονται ὑπὸ τῶν πληρεξουσίων οἱ ὁποῖοι εἶναι

ἐφωδιασμένοι διὰ τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 67 ὁριζομένων διαπιστευτηρίων κατὰ τήν, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν.

25. Δελτία Τύπου.

533 Ἐπίσημοι ἀνακοινώσεις ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως δὲν πρέπει νὰ δίδωνται εἰς τὸν τύπον, εἰ μὴ μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως τοῦ Προέδρου ἢ ἑνὸς τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

26. Ἀτέλειαι.

534 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως τὰ μέλη τῶν ἀντιπροσωπειῶν, τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, οἱ ἀνώτεροι λειτουργοὶ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, οἱ ὁποῖοι παρακολουθοῦν τὴν Διάσκεψιν καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως, ἐν ἀποσπάσει εἰς τὴν Διάσκεψιν, ἔχουν δικαίωμα ταχυδρομικῆς, τηλεγραφικῆς καὶ τηλεφωνικῆς ἀτελείας, ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας ἔνθα συνέρχεται ἡ Διάσκεψις ἠδυνήθη σχετικῶς νὰ ἔλθῃ εἰς συνεννόησιν μετὰ τῶν λοιπῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XII

Λοιπαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 78.

Γλῶσσαι.

535 1. (1) Κατὰ τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως ὡς καὶ κατὰ τὰς Συνελεύσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν μονίμων αὐτῆς ὀργανισμῶν δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦνται γλῶσσαι διάφοροι τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 100 καὶ 106 μνημονευομένων :

α) Ἐὰν ζητηθῇ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἢ ἀπὸ τὸν ἐπὶ κεφαλῆς τοῦ οἰκείου μονίμου ὀργανισμοῦ ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν χρησιμοποίησιν προφορικῶς ἢ γραπτῶς μιᾶς ἢ πλειόνων συμπληρωματικῶν γλωσσῶν καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι αἱ ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου προκύπτουσαι συμπληρωματικαὶ δαπάναι θὰ βαρύνουν τὰ Μέλη τὰ ὁποῖα ὑπέβαλον ἢ ὑπεστήριξαν τὴν αἴτησιν ταύτην.

536 β) Ἐὰν μία ἀντιπροσωπεία λάβῃ αὐτὴ αὕτη πάντα τὰ μέτρα ἵνα ἐξασφαλίσῃ ἰδίαις δαπάναις τὴν προφορικὴν μετάφρασιν τῆς ἰδίας αὐτῆς γλώσσης εἰς μίαν τῶν ἐν ἀριθμῷ 106 μνημονευομένων γλωσσῶν.

537 (2) Εἰς τὴν προβλεπομένην εἰς τὸν ἀριθμὸν 535 περίπτωσιν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἐπὶ κεφαλῆς τοῦ οἰκείου μονίμου Ὀργανισμοῦ συμμορφοῦται πρὸς τὴν αἴτησιν ταύτην ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ἀφοῦ προηγουμένως τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη, ἀναλάβουν ἔναντι αὐτοῦ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως καταβάλλουν δεόντως εἰς τὴν Ἕνωσιν τὰς ἐκ τοῦ λόγου τούτου προκυπτούσας δαπάνας.

538 (3) Εἰς τὴν προβλεπομένην εἰς τὸν ἀριθμὸν 536 περίπτωσιν ἡ ἐνδιαφερομένη ἀντιπροσωπεία δύναται, ἐπὶ πλέον, ἐὰν ἐπιθυμῇ τοῦτο νὰ ἐξασφαλίσῃ ἰδίαις δαπάναις τὴν εἰς τὴν ἰδίαν αὐτῆς γλῶσσαν προφορικὴν μετάφρασιν ἐκ μιᾶς ἐκ τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 106 ἀναφερομένων γλωσσῶν.

539 2. Πάντα τὰ στοιχεῖα περὶ τῶν ὁποίων γίνεται λόγος εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 102 ἕως 105 δύνανται νὰ δημοσιεύωνται εἰς γλῶσσαν ἑτέραν ἐκείνων αἱ ὁποῖαι καθορίζονται εἰς τοὺς ἀριθμοὺς τούτους, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τὰ Μέλη τὰ ὁποῖα αἰτοῦνται τὴν δημοσίευσιν ταύτην ἀναλαμβάνουν τὴν ἐπιβάρυνσιν τοῦ συνόλου τῶν δαπανῶν μεταφράσεως καὶ δημοσιεύσεως.

Ἄρθρον 79.

Οἰκονομικά.

540 1. (1) Ἕκαστον Μέλος γνωστοποιεῖ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἓξ μῆνας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως, τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὁποίαν ἐπέλεξε.

541 (2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ τὴν ἀπόφασιν ταύτην εἰς τὰ Μέλη.

542 (3) Τὰ Μέλη τὰ ὁποῖα δὲν ἤθελον ἀνακοινώσει τὴν ἀπόφασίν των πρὸ τῆς εἰς τὸν ἀριθμὸν 540 ὁριζομένης προθεσμίας διατηροῦν τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὁποίαν εἶχον ἐπιλέξει προγενεστέρως.

543 (4) Τὰ Μέλη δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἐπιλέξουν τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέραν ἐκείνης τὴν ὁποίαν εἶχον πρότερον ἀποδεχθῆ.

544 2. (1) Ἕκαστον νέον Μέλος καταβάλλει, διὰ τὸ ἔτος τῆς προσχωρήσεώς του, εἰσφορὰν ὑπολογιζομένην ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τοῦ μηνὸς τῆς προσχωρήσεως.

545 (2) Εἰς περίπτωσιν καταγγελίας τῆς Συμβάσεως ὑπὸ ἑνὸς Μέλος, ἡ εἰσφορὰ δέον νὰ καταβληθῇ μέχρι τῆς τελευταίας ἡμέρας τοῦ μηνὸς κατὰ τὴν ὁποίαν ἰσχύει ἡ καταγγελία

546 3. Τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἑκάστου οἰκονομικοῦ ἔτους τῆς Ἑνώσεως. Ὁ τόκος οὗτος ὁρίζεται εἰς 3 % (τρία τοῖς ἑκατὸν) ἐτησίως κατὰ τοὺς πρώτους ἓξ μῆνας καὶ εἰς 6 % (ἓξ τοῖς ἑκατὸν) ἐτησίως ἀπὸ τοῦ ἑβδόμου μηνός.

547 4. Αἱ ἑπόμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται διὰ τὰς εἰσφορὰς τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν καὶ τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν.

α) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ μετέχουν τῶν δαπανῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν εἰς τὰς ἐργασίας τῶν ὁποίων συνεφώνησαν ὅπως συμμετάσχουν. Κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον, αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διοικητικῶν διασκέψεων εἰς τὰς ὁποίας συνεφώνησαν νὰ συμμετάσχουν ἢ συμμετέσχον κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 238.

548 β) Οἱ διεθνεῖς ὀργανισμοὶ μετέχουν ἐπίσης τῶν δαπανῶν τῶν Διασκέψεων, συνόδων εἰς τὰς ὁποίας ἐγένοντο δεκτοὶ πρὸς συμμετοχήν, πλὴν ἐάν, ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαιότητος, ἀπηλλάγησαν ὑπὸ τοῦ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

549 γ) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ Ἐπυχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς ὀργανισμοί, οἱ ὁποῖοι μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων ἢ συνόδων κατὰ τοὺς ἀριθμοὺς 547 καὶ 548 ἐπιλέγουν ἐλευθέρως ἐκ τοῦ πίνακος, ὁ ὁποῖος ἐμφαίνεται εἰς τὸν ἀριθμὸν 92 τῆς συμβάσεως, τὴν τάξιν συμμετοχῆς βάσει τῆς ὁποίας ἐπιθυμοῦν νὰ μετέχουν τῶν δαπανῶν καὶ εἰδοποιοῦν τὸν Γενικὸν Γραμματέα περὶ τῆς ἐκλεγείσης τάξεως.

550 δ) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς ὀργανισμοὶ οἱ ὁποῖοι μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διασκέψεων ἢ συνόδων δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἐπιλέξουν μίαν τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέραν ἐκείνης τὴν ὁποίαν εἶχον υἱοθετήσει πρότερον.

551 ε) Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς δύναται νὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

552 στ) Εἰς περίπτωσιν καταγγελίας τῆς συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας μιᾶς διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ἡ εἰσφορὰ δέον νὰ καταβληθῇ μέχρι τῆς τελευταίας ἡμέρας τοῦ μηνὸς καθ' ὃν ἰσχύει ἡ καταγγελία.

553 ζ) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν, τῶν διεθνῶν

οργανισμῶν, εἰς τὰς δαπάνας τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, εἰς τὰς ἐργασίας τῶν ὁποίων συνεφώνησαν νὰ συμμετέχουν καθορίζεται κατ' ἔτος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ἔσοδον τῆς Ἑνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 546.

554 η) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων αἱ ὁποῖαι μετέχουν εἰς ταύτην κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 338 καὶ τῶν συμμετεχόντων διεθνῶν ὀργανισμῶν καθορίζεται διὰ τῆς διαιρέσεως τοῦ ὅλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγῳ Διασκέψεως διὰ τοῦ ὁλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς τῶν Μελῶν εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ἔσοδον τῆς Ἑνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἑξηκοστῆς ἡμέρας ἡ ὁποία ἕπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν λογαριασμῶν πρὸς τὰ ἐπιτόκια τὰ ὁριζόμενα εἰς τὸν ἀριθμὸν 546.

555 5. Αἱ δαπάναι αἱ ὁποῖαι προκαλοῦνται εἰς τὰ ἐργαστήρια καὶ τεχνικὰς ἐγκαταστάσεις τῆς Ἑνώσεως, διὰ μετρήσεις, δοκιμὰς ἢ εἰδικὰς ἐρεύνας διὰ λογαριασμὸν ὡρισμένων Μελῶν, ὁμάδων Μελῶν, περιοχικῶν ὀργανισμῶν ἢ ἄλλων βαρύνουν τὰ Μέλη ταῦτα, τὰς ὁμάδας, τοὺς ὀργανισμοὺς ἢ τοὺς ἄλλους.

556 6. Ἡ τιμὴ πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων εἰς τὰς Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς Ἐπιχειρήσεις ἢ εἰς ἰδιώτας, ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, μὲ γνώμονα τὴν κάλυψιν γενικῶς, διὰ τῆς πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων τούτων, τῶν δαπανῶν ἐκτυπώσεως καὶ διανομῆς.

Ἄρθρον 80.

Κατάρτισις καὶ ἐξόφλησις τῶν λογαριασμῶν.

557 1. Αἱ διευθύνσεις τῶν Μελῶν καὶ αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις αἱ ὁποῖαι ἐκμεταλλεύονται ὑπηρεσίας διεθνῶν Τηλεπικοινωνιῶν, ὀφείλουν νὰ ἔρχωνται εἰς συμφωνίαν ἐπὶ τοῦ ποσοῦ τῶν πιστώσεων καὶ τῶν χρεῶν.

558 2. Οἱ λογαριασμοὶ χρεώσεως καὶ πιστώσεως οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὸν ἀριθμὸν 557 καταρτίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν, ἐκτὸς ἐὰν ὑπάρχουν ἰδιαίτεραι συμφωνίαι μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 81.

Διαιτησία. Διαδικασία.
(βλέπε ἄρθρον 50)

559 1. Τὸ προσφεῦγον μέρος ἀρχίζει τὴν διαδικασίαν διαβιβάζον εἰς τὸ ἕτερον μέρος ἀνακοίνωσιν περὶ αἰτήσεως διαιτησίας.

560 2. Τὰ μέρη ἀποφασίζουν κοινῇ συμφωνίᾳ ἐὰν θὰ ἀναθέσουν τὴν διαιτησίαν εἰς πρόσωπα, διευθύνσεις ἢ Κυβερνήσεις. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἥν, παρελθούσης προθεσμίας ἑνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνακοινώσεως αἰτήσεως περὶ διαιτησίας, τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη δὲν ἠδυνήθησαν νὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου, ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις.

561 3. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς πρόσωπα, οἱ διαιτηταὶ δὲν πρέπει νὰ εἶναι ὑπήκοοι τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, οὔτε νὰ κατοικοῦν εἰς ταύτας οὔτε νὰ χρησιμοποιοῦνται εἰς τὴν ὑπηρεσίαν των.

562 4. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις ἢ εἰς Διευθύνσεις τῶν Κυβερνήσεων τούτων, αὗται πρέπει νὰ ἐκλέγωνται μεταξὺ μελῶν ξένων πρὸς τὴν διαφοράν, ἀλλὰ μετεχόντων τῆς συμφωνίας ἡ ἐφαρμογὴ τῆς ὁποίας προεκάλεσε τὴν διαφοράν.

563 5. Ἐντὸς τῆς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως δι' ἧς αἰτεῖται διαιτησία, ἕκαστον τῶν δύο μερῶν ὁρίζει ἕνα διαιτητήν.

564 6. Ἐὰν περισσότερα τῶν δύο μερῶν ἔχουν ἐμπλακῆ εἰς τὴν διαφοράν, ἑκάστη ὁμὰς ἔχουσα κοινὰ συμφέροντα εἰς τὴν διαφοράν, ὁρίζει ἕνα διαιτητὴν συμφώνως πρὸς τὴν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 562 καὶ 563 προβλεπομένην διαδικασίαν.

565 7. Οἱ δύο οὕτως ὁριζόμενοι διαιτηταὶ συνεννοοῦνται διὰ τὸν διορισμὸν τρίτου διαιτητοῦ, ὁ ὁποῖος, ἐὰν οἱ δύο πρῶτοι εἶναι πρόσωπα καὶ ὄχι Κυβερνήσεις ἢ Διευθύνσεις, πρέπει νὰ πληροῖ τοὺς ὅρους τοῦ ἀνωτέρω ἀριθμοῦ 561 καὶ ἐπὶ πλέον νὰ ἔχῃ ἐθνικότητα διάφορον τῶν δύο ἄλλων. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο διαιτητῶν ἐν τῇ ἐκλογῇ τρίτου ἕκαστος τούτων προτείνει τρίτον διαιτητήν, οὐδὲν συμφέρον ἔχοντα εἰς τὴν διαφοράν. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως προβαίνει τότε εἰς κλήρωσιν διὰ τὴν ἀνάδειξιν τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν δύο προταθέντων ὡς τρίτου διαιτητοῦ.

566 8. Τὰ διαφωνοῦντα μέρη δύνανται νὰ συνεννοοῦνται πρὸς λύσιν τῆς διαφορᾶς των ὑφ' ἑνὸς μόνον διαιτητοῦ, ὁριζομένου κοινῇ συμφωνίᾳ. Ἐπίσης δύνανται νὰ ὁρίζουν ἕκαστον, ἕνα διαιτητὴν καὶ νὰ ζητοῦν ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως, ὅπως, ἐκ τῶν δύο, ἐκλέξῃ ἕνα διὰ κληρώσεως.

567 9. Ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ ἀποφασίζουν ἐλευθέρως ἐπὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

568 10. Ἡ ἀπόφασις τοῦ μοναδικοῦ διαιτητοῦ εἶναι τελεσίδικος καὶ δεσμεύει τοὺς διαδίκους. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς περισσοτέρους διαιτητάς, ἡ διὰ πλειοψηφίας τῶν διατητῶν λαμβανομένη ἀπόφασις εἶναι τελεσίδικος καὶ δεσμεύει τὰ Μέρη.

569 11. Ἕκαστον μέρος βαρύνεται μὲ τὰς δαπάνας, τὰς ὁποίας τὸ ἴδιον προεκάλεσεν ἐν τῇ προπαρασκευῇ τῆς διαιτησίας. Αἱ ὑπόλοιποι δαπάναι τῆς διαιτησίας κατανέμονται ἐξ ἴσου μεταξὺ τῶν διαδίκων.

570 12. Ἡ Ἕνωσις παρέχει πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν διαφορὰν πληροφορίας τῶν ὁποίων ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ δυνατὸν νὰ ἔχουν ἀνάγκην.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIII

Διοικητικοὶ Κανονισμοί.

Ἄρθρον 82.

Διοικητικοὶ Κανονισμοί.

571 Αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως συμπληροῦνται ὑπὸ τῶν ἀκολούθων διοικητικῶν Κανονισμῶν :
— τοῦ τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ,
— τοῦ τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ,
— τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν,
— τοῦ προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

Εἰς πίστωσιν τούτου, οἱ οἰκεῖοι ἀντιπρόσωποι ὑπέγραψαν τὴν Σύμβασιν εἰς ἓν ἀντίτυπον συντεταγμένον εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν ἀγγλικήν, γαλλικήν, ἱσπανικήν, κινεζικὴν καὶ ρωσικήν, τοῦ γαλλικοῦ κειμένου ὄντος ἐπικρατεστέρου ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως. Τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θὰ ἐπιδώσῃ ἓν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MALAGA—TORREMOLINOS, τὴν 25ην Ὀκτωβρίου 1973.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἀφγανιστάν :
AZIZULLAH ZAHIR
S. M. NAGIM ALAWI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλγερίας :
N. BOUHIRED
B. CHEBEL
M. HARBI
H. HAFIS

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας :
DIETRICH ELIAS
JOHANNES KUPPER

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας :
FAISAL A. ZAIDAN
AHMED M. ZAIDAN
AHMED MUSTAFA MOHDIR
Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν Δημοκρατίαν :
ALDO SANTIAGO IRRERA
HECTOR VILLANOEVA
ROBERTO ANTONIO SALVADOR
LUIS MARIA LAURELLI
OSVALDO BLAS DALMASSO
ENRIQUE GOMEZ PUEYRREDON
Διὰ τὴν Αὐστραλίαν :
EVAN SAWKINS
A. M. SMITH
E. SANDBACH
S. C. MOON
K. F. GREEN
Διὰ τὴν Αὐστρίαν :
R. PABESCHITZ
K. VAVRA
J. BAYER
Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μπαγκλαντές :
LOQMAN HUSAIN
A. B. M. TAHER
SYED SHAHIDUL ISLAM
Διὰ τὸ Μπαρμπάντος :
FREDERICK G. SMITH
C. R. EDWARDS
Διὰ τὸ Βέλγιον :
ROBERT VAES
ALBERT AERTS
Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας :
P. AFANASSIEV
Διὰ τὴν Ἕνωσιν τῆς Βιρμανίας :
U KHIN MAUNG TUN
U HLA THAW
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Βολιβίας :
VICTOR SIERRA MERIDA
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μποτσουάνα :
E. M. TUMELO
B. A. MUDDLE
Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Βραζιλίας :
HERVE BERLANDEZ PEDROSA
CLAUDIO CASTANHEIRA BRANDAO
JOAO SANTELLI JUNIOR
ANTONIO HUMBERTO DOS CAVALCANTI
DE ALBUQUERQUE E FONTES BRAGA
HILTON SANTOS
AUGUSTO CEZAR GUIMARAES RIBAS
ENEAS MACHADO DE ASSIS
JOSE ANTONIO MARQUES
Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :
IGNATOV
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μπουρούντι :
MELCHIOR BWAKIRA
SATURNIN SEMUHERERE
ALBERT NTIBANDETSE
ROMAIN NZOBAKENGA
Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τοῦ Καμερούν :
EMMAN T. EGBE
JEAN JIPGUEP
Διὰ τὸν Καναδᾶν :
DE MONTIGNY MARCHAND
ANITA SZLAZAK
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς :
JOSEPH ANTOINE GOALO
FIDELE MANDABA - BORNOU
JEAN - CYRILLE KOUNKOU
JEAN - MARIE SAKILA
Διὰ τὴν Χιλήν :
JORGE BURR V
Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Κίνας :
LIU CHENG - CHING
LIU YUAN
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κύπρου :
R. MICHAELIDES
Διὰ τὸ Κράτος τῆς Πόλεως τοῦ Βατικανοῦ :
ANTONIO STEFANIZZI
EVANDRO COSTA
Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κογκό :
JEAN - PIERRE BOUMBOU
JEAN - GABRIEL OKELI
ROGER RIZET
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κορέας :
HEUNG SUN SHIM
SEH KWAN OH
Διὰ τὴν Κόστα Ρίκα :
HECTOR SANCHEZ MIRANDA

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀκτῆς τοῦ Ἐλεφαντόδοντος :
SOULEYMANE CISSOKO
KOUASSI APETE
CHRISTOPHE NOGROU
AKA BONNY LEON
BROU YAPO SAMSON
Διὰ τὴν Κούβαν :
LUIS SOLA VILA
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δαχομέης :
TAOFIQUI BOURAIMA
EMMANOUEL MOUDJIBOU
Διὰ τὴν Δανίαν :
GUNNAR PEDERSEN
HANS LAURSEN
HENRY PEDERSEN
Διὰ τὴν Δομινικανὴν Δημοκρατίαν :
ANSELMO PAULINO - ALVAREZ
Διὰ τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Αἰγύπτου :
Dr. M. M. RIAD
M. F. ELBADRAWY
M. A. SEDKY
T. N. EKDAWI
H. S. ABOU ALY
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἐλ Σαλβαντόρ :
VICENTE SANCHEZ HERNANDEZ
OSCAR EDGARDO LARA
Διὰ τὰ Ἡνωμένα Ἀραβικὰ Ἐμιράτα :
HALIM FANOUS
Διὰ τὸν Ἰσημερινόν :
MARCELO PAREDES CHIRIBOGA
Διὰ τὴν Ἱσπανίαν :
LEON HERRERA ESTEBAN
RAFAEL FERRER SAGRERA
PEDRO SANCHEZ PEREZ
JOSE MARIA ARTO MADRAZO
JOSE MAUEL PAREDES QUEVEDO
Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
JACOB D. BEAM
THOMAS E. NELSON
Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
BETROU ADMASSIE
GABRIEL - TEDROS
GIRMAW INGIDAYEHU
AMSALOU JEMERE
Διὰ τὴν Φινλανδίαν :
OIVA SALOILA
V. A. JOHANSSON
Διὰ τὴν Γαλλίαν :
CHARLES - HERVE COTTEN
ALBERT CHASSIGNOL
MARIE HUET
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Γκαμπόν :
THOMAS SOUAH
STANISLAS EWORE
Διὰ τὴν Γκάνα :
R. K. BAFFOUR
Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
IOANNIS KOUTRAFOURIS
ARCHELAOS TSAROUCHAS
Διὰ τὴν Γουατεμάλα :
ARTURO RIVERA G.
MIGUEL MORENO RIVERA
LUIS RENE PELLECER SOLIS
IGNACIO GONZALEZ L.
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουϊνέας :
BABARA SOUMAH
SEKOU TOURE
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουϊνέας τοῦ Ἰσημερινοῦ :
LIBERATO ELA MANGUE
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἄνω Βόλτα :
M. SIMPORE
J. BALIMA
D. NIKIEMA
D. SANON
Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας :
DEZSO HORN
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδίας :
M. K. BASU
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας :
SOEHARDJONO
J. SUTANGGAR TENGKER
M. K. M. MANCOENDIPRODJO
W. M. MANGOENDIPRODJO
HIRO TUGIMAN
Διὰ τὸ Ἰράν :
M. HERISCHI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἰράκ :
MOHAMED ABBAS AL-JUBOURY
JABBAR AL-AYBI AL-SHAHABI
Dr. GHASSAN A. KUBBA
SALIM KHALAF AL-ANI

Διὰ τὴν Ἰρλανδίαν :
P. L. O'COLMAIN
A. J. LITTON
C. J. RAFFERTY

Διὰ τὴν Ἰσλανδίαν :
S. THORKELSSON

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραήλ :
M. SHAKKED

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :
LUDOVICO BARATTIERI DI SAN PIETRO

Διὰ τὴν Ἰαμαϊκήν :
C. A. WOODSTOFK
V. A. PANTON

Διὰ τὴν Ἰαπωνίαν :
SHOJI SATO
YASUO MAKINO
MOTOIFHI MASULA
MASAO MIYAKE

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κένυας :
MOSES MUUMBU MOINDE

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κμέρ :
CHUM SIRATH

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Κουβέϊτ :
AHMED A. ALSAADOOM
ABDULLA M. AL SABIJ
ABDULAZIZ A. ALAYOUB
SHAHEEN K. ALGHANIM

Διὰ τὸ Βασίλειον τοῦ Λάος :
KHAMALEUANG SAYARATH
FOY SOUVANLASY
THAO BO

Διὰ τὸ Βασίλειον τοῦ Λεζότο :
KIDANE ALEMAYEHU
B. N. MOKOATLE

Διὰ τὸν Λίβανον :
MAURICE GHAZAL
HASSANE FZZEDINE
ELIE EID

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβερίας :
TAYLOR E. MAJOR
SAMUEL H. BUTLER, SR.
MARY E. PAASEWE

Διὰ τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβύης :
ZAKARIA AHMED FEHMI EL HAMMALI
RAMADAN A. SHERIMI

Διὰ τὸ Πριγκηπᾶτον τοῦ Λιχτενστάιν :
Dr. BENNO BECK

Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον :
L. BERNARD

Διὰ τὴν Μαλαισίαν :
SARDON BIN HAJI JUBIR
BUYONG BIN HAJI ABDULLAH
HAJI MOHAMMAD HASSAN BIN
ABDUL WAHAB
MAH SECK WAH
MUHAMMAD RADZI BIN HAJI MANSOR

Διὰ τὸ Μαλάουϊ :
NYEMBA W. MBEKEANI
W. S. COWIE
S. J. F. S. MIJICA

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαδαγασκάρης :
EDSON RAHALISON

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μαλί :
MAMADOU SOW
MAMADOU SIDIBE

Διὰ τὸ Βασίλειον τοῦ Μαρόκου :
M. BEN ABDELLAH
L. BOUTAMI

Διὰ τὸν Μαυρίκιον :
K. S. PYNDIAH

Διὰ τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας :
MOUSTAPHA N' DIAYE

Διὰ τὸ Μεξικόν :
JOSE J. HERNANDEZ

Διὰ τὸ Μονακό :
C. C. SOLAMITO

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Μογγολίας :
D. GARAM-OTCHIR
P. DETCHINLHUDREU
E. ESENJIN

Διὰ τὸ Νεπάλ :
RAM PRASAD SHARMA

Διὰ τὴν Νικαράγουαν :
ELORENCIO A. MENDOZA G.
MANUEL CASTILLO J.
ANTONIO A. MULLHAUPT

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Νίγηρος :
IDE OUMAROU
B. BATOURE
I. IBRAHIM

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας :
ZACCHEAUS OLUYEMI OMOLOLU
VIFTOR ADETUNJI HAFFNER
MODUPE MAJA-WASSIAMAL
RAPHAEL EJOH NATHAN INOMA
GODWIN CHUKWURA NNOLI

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :
PER OVREGARD
P. MORTFNSEN
THORUALD NEBELI

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :
A. W. BROCKWAY
N. A. WYLIE

Διὰ τὸ Σουλτανάτον τοῦ Ὀμάν :
HAMDAN ABDALLA ASSAID
NAASHIAH SAOUD AL-KHARUSI
GHALIB KHALID AL-SAID

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγκάντα :
J. S. MUSOKE

Διὰ τὸ Πακιστάν :
ZAHEER AHMAD
HASAN MAHMOOD

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Παναμᾶ :
ELSA R DE MONZO

Διὰ τὴν Παούα Νέας Γουϊνέας :
S. KULUPI
G. J. PERKINS

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Παραγουάης :
FRANCISCO F. DUARTE
JUAN BALSEVICH
JUAN BAUTISTA YBANEZ

Διὰ τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν :
PHILIP LEENMAN

Διὰ τὸ Περοῦ :
GERMAN PARRA HERRERA
JUAN M. AGUAYO DEL R
JORGE HERAUD PEREZ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :
CEFFERINO S CARREON
PEDRO P VILLASENOR
CALIXTO V ESPEJO
ANTONIO B ESCALANTE

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας :
H. BACZKO

Διὰ τὴν Γερμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
M. CALOV

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας
V. SAVANTCHUK

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας :
C. CEAUSESCU
L. CONSTANTINESCU
I. MARINESCU
P. H. ILIESCU

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Β. Ἰρλανδίας :
H. A. DANIELS
T. U. MEYER
H. C. GREENWOOD
P. C. SANDERS
W. G. MOORE

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουάντα :
DENYS RWAGASORE
AMBROISE MAHATANE

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σενεγάλης :
IBRAHIMA N' DIAYE
MAME N' DARAW CISSE
LEON DIA

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σιέρα Λεόνε :
A. E. FERGUSSON NICOL

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σιγκαπούρης :
WAN SENG KONG

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας :
MOHAMED AHMED ABDULLA

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν :
MUSTAFA AWAD ALLAM
MOHAMMED SALIH FADL

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σρὶ Λάνκα (Κεϋλάνη) :
H. D. S. A. GUNAWARDENA

Διὰ τὴν Σουηδίαν :
B. BJUREL
SVEN - ROLAND LETZEN
RUBEN NASLUND

Διὰ τὴν Συνομοσπονδίαν τῆς Ἑλβετίας :
FRITZ LOCHER
B. DELALOYE
J. WALLOTON
R. RUTSCHI
TH. MOECKLI - PELET

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τανζανίας :
RAPHAEL LUKINDO

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Τσάντ :
J. BENANE

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας :
JIRA JIRI

Διὰ τὴν Ταϋλάνδην :
SRIBHUMI SUKHANETR
SUTHORN LIMPISTHIEN
MAHIDOL CHANTRANKGKURN
KOWIT SURAPUNTHU

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Τόγκο :
WILLIAM OSSEYI
ANDRE DO AITHNARD
SETH NENONENE

Διὰ τὴν Τρινιτὰντ καὶ Τομπάγκο :
D. AUYONG
JEANNE M. CADOGAN

Διὰ τὴν Τυνησίαν :
HABIB BEN CHEIKH
BRAHIM KHOUADJA
MOHAMED HACHICHA
HEDI ZEGHAL
GHANOUCHI SADOK
AZIZ LADJIMI
ZOUHIR BENLAKHAL
CHEDLY HELAL

Διὰ τὴν Τουρκίαν :
ERGUN ORCUN

Διὰ τὴν Ἕνωσιν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :
V. CHAMFHINE

Διὰ τὴν Ἀνατολικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐρουγουάης :
JORGE C. SUAREZ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Βενεζουέλας :
MARIANO TIRADO
FERNANDO MIRALLES
CARLOS J. MARTINEZ
DOMINGO VALLADARES

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Βιετ Νάμ :
HOA VAN MUI
VUONG QUANG NGHIA

Διὰ τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ὑεμένης :
A. DHAIFULLAH
S. A. EL - SINDY

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ὑεμένης :
ALI M. ALHAWTARY
ALI A. BASAHI

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας :
P. VASILJEVIC

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ζαΐρ :
MPEMBELE MUNTU
YOKO YAKEMBE
N' SIALA MAVAMBU
NIKUBITO - YA - RUGANGO

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ζάμπια :
B. J. SIMAFHEMBELE

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

(ὅρα ἀριθ. 3)

Ἀφγανιστὰν (Δημοκρατία τοῦ)
Ἀλβανία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Ἀλγερία (Δημοκρατία τῆς)
Γερμανία (Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς)
Σαουδικὴ Ἀραβία (Βασίλειον τῆς)
Ἀργεντινὴ (Δημοκρατία)
Αὐστραλία
Αὐστρία
Μπαγκλαντὲς (Λαϊκὴ Δημοκρατία τοῦ)
Μπαρμπάντος
Βέλγιον
Λευκορωσία (Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
Βιρμανία (Ἕνωσις τῆς)
Βολιβία (Δημοκρατία τῆς)
Μποτσουάνα (Δημοκρατία τῆς)
Βραζιλία (Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς)
Βουλγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Μπουροῦντι (Δημοκρατία τοῦ)
Καμερούν (Ἡνωμένη Δημοκρατία τοῦ)
Καναδᾶς
Δημοκρατία τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς
Χιλὴ
Κίνα (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Κύπρος (Δημοκρατία τῆς)
Πόλις τοῦ Βατικανοῦ (Κράτος τῆς)
Κολομβία (Δημοκρατία τῆς)
Κογκὸ (Λαϊκὴ Δημοκρατία τοῦ)
Ἰνδονησία (Δημοκρατία τῆς)
Ἰρὰν
Ἰρὰκ (Δημοκρατία τοῦ)
Ἰρλανδία
Ἰσλανδία
Ἰσραὴλ (Κράτος τοῦ)
Ἰταλία
Ἰαμαϊκὴ
Ἰαπωνία
Ἰορδανία (Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς)
Κένυα (Δημοκρατία τῆς)
Κμὲρ (Δημοκρατία τοῦ)
Κουβέϊτ (Κράτος τοῦ)
Λάος (Βασίλειον τοῦ)
Λεζότο (Βασίλειον τοῦ)
Λίβανος
Λιβερία (Δημοκρατία τῆς)
Κορέα (Δημοκρατία τῆς)
Κόστα Ρίκα
Ἀκτὴ τοῦ Ἐλεφαντόδοντος (Δημοκρατία τῆς)
Κούβα
Δαχομέη (Δημοκρατία τῆς)
Δανία
Δομινικανὴ Δημοκρατία
Αἴγυπτος (Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς)
Ἐλ Σαλβαντὸρ (Δημοκρατία τοῦ)
Ἡνωμένα Ἀραβικὰ Ἐμιράτα
Ἰσημερινὸς
Ἱσπανία
Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς
Αἰθιοπία
Φίτζι
Φινλανδία
Γαλλία
Δημοκρατία τοῦ Γκαμπὸν
Γκάνα
Ἑλλὰς
Γουατεμάλα
Γουϊνέα (Δημοκρατία τῆς)
Γουϊνέα τοῦ Ἰσημερινοῦ (Δημοκρατία τῆς)
Γουϊάνα
Χαϊτὴ (Δημοκρατία τῆς)
Ἄνω Βόλτα (Δημοκρατία τοῦ)
Ὁνδούρα (Δημοκρατία τῆς)
Οὐγγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Ἰνδία (Δημοκρατία τῆς)
Νίγηρος (Δημοκρατία τοῦ)
Νιγηρία (Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς)
Νορβηγία
Νέα Ζηλανδία
Ὀμὰν (Σουλτανάτον τοῦ)
Οὐγκάντα (Δημοκρατία τῆς)
Πακιστὰν
Παναμᾶς (Δημοκρατία τοῦ)
Παραγουάη (Δημοκρατία τῆς)
Κάτω Χῶραι (Βασίλειον τῶν)
Περοῦ
Φιλιππῖναι (Δημοκρατία τῶν)
Πολωνία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Πορτογαλία
Κατὰρ (Κράτος τοῦ)
Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Συρίας
Γερμανία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Λιβύη (Ἀραβικὴ Δημοκρατία)
Λιχτενστάϊν (Πριγκηπᾶτον τοῦ)
Λουξεμβοῦργον
Μαλαισία
Μαλάουϊ
Μαλντίβες (Δημοκρατία τῶν)
Μαδαγασκάρη (Δημοκρατία τῆς)
Μαλὶ (Δημοκρατία τοῦ)
Μάλτα
Μαρόκον (Βασίλειον τοῦ)
Μαυρίκιος
Μαυριτανία (Ἰσλαμικὴ Δημοκρατία τῆς)
Μεξικὸν
Μονακὸ
Μογγολία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Ναουροῦ (Δημοκρατία τῆς)
Νεπὰλ
Νικαράγουα
Σουάζιλάνδη (Βασίλειον τῆς)
Τανζανία (Ἡνωμένη Δημοκρατία τῆς)
Τσὰντ (Δημοκρατία τοῦ)
Τσεχοσλοβακία (Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
Ταϋλάνδη
Τόγκο (Δημοκρατία τοῦ)
Τόγκα (Βασίλειον τῆς)
Τρινιτὰντ καὶ Τομπάγκο
Τυνησία
Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας
Ρουμανία (Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Β. Ἰρλανδίας)
Ρουάντα (Δημοκρατία τῆς)
Σενεγάλη (Δημοκρατία τῆς)
Σιέρα Λεόνε
Σιγκαπούρη (Δημοκρατία τῆς)
Σομαλία (Δημοκρατία τῆς)
Σουδὰν (Δημοκρατία τοῦ)
Σρὶ Λάνκα (Κεϋλάνη) (Δημοκρατία τῆς)
Νοτιοαφρικανικὴ (Δημοκρατία)
Σουηδία
Ἑλβετία (Συνομοσπονδία τῆς)
Τουρκία
Ἕνωσις Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν
Οὐρουγουάη (Ἀνατολικὴ Δημοκρατία τῆς)
Βενεζουέλα (Δημοκρατία τῆς)
Βιὲτ Νὰμ (Δημοκρατία τοῦ)
Ὑεμένη (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Γιουγκοσλαβία (Ὁμοσπονδιακὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
Ζαΐρ (Δημοκρατία τοῦ)
Ζάμπια (Δημοκρατία τῆς)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2.

Καθορισμὸς ὅρων χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν Σύμβασιν καὶ εἰς τοὺς Κανονισμοὺς τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

(Κατ' ἀλφαβητικὴν σειρὰν τοῦ Γαλλικοῦ κειμένου).

Διεύθυνσις: Πᾶσα Κυβερνητικὴ ὑπηρεσία, ὑπεύθυνος διὰ τὴν λῆψιν μέτρων πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν ὑποχρεώσεων τῶν ἀναληφθεισῶν διὰ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἐπιβλαβὴς παρενόχλησις: Πᾶσα ἐκπομπή, ἀκτινοβολία ἢ ἐπαγωγή, ἡ ὁποία διακυβεύει τὴν λειτουργίαν ὑπηρεσίας ραδιοπλοΐας ἢ ἄλλων ὑπηρεσιῶν ἀσφαλείας(1) ἢ προξενεῖ σοβαρὰν βλάβην τῆς ποιότητος ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας λειτουργούσης συμφώνως πρὸς τὸν Κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν τὴν παρεμποδίζει ἢ τὴν διακόπτει κατὰ τρόπον ἐπαναλαμβανόμενον.

Ἰδιωτικὴ ἀνταπόκρισις: Πᾶσα τηλεπικοινωνία τὴν ὁποίαν τὰ γραφεῖα καὶ οἱ σταθμοὶ ὡς ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἔχουν τεθῆ εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ ὀφείλουν νὰ δέχωνται πρὸς μεταβίβασιν.

Ἀντιπροσωπεία: Τὸ σύνολον τῶν Πληρεξουσίων καὶ ἐνδεχομένως, τῶν ἀντιπροσώπων Συμβούλων ἀκολούθων ἢ διερμηνέων τῶν ἀποστελλομένων ὑπὸ μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς χώρας. Ἕκαστον μέλος εἶναι ἐλεύθερον ὅπως καταρτίζῃ τὴν ἀντιπροσωπείαν του κατὰ βούλησιν. Ἰδιαιτέρως, δύναται νὰ περιλαμβάνῃ εἰς αὐτὴν ὑπὸ τὴν ἰδιότητα πληρεξουσίων συμβούλων ἢ ἀκολούθων πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἄλλας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἐνδιαφερομένας διὰ τὰς Τηλεπικοινωνίας.

Πληρεξούσιος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως Μέλους τῆς Ἑνώσεως εἰς Διάσκεψιν πληρεξουσίων ἢ Πρόσωπον ἀντιπροσωπεῦον τὴν Κυβέρνησιν ἢ τὴν Διεύθυνσιν Μέλους τινὸς τῆς Ἑνώσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς σύνοδον Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἐμπειρογνώμων: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ ἐθνικοῦ ἱδρύματος, ἐξουσιοδοτούμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῆς Διευθύνσεως τῆς Χώρας του, ὅπως παραστῇ εἰς τὰς συνόδους τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἰδιωτικὴ Ἐπιχείρησις: Πᾶς ἰδιώτης ἢ Ἑταιρεία μὴ κρατική, ἡ ὁποία ἐκμεταλλεύεται ἐγκατάστασιν Τηλεπικοινωνίας, προοριζομένην νὰ ἐξασφαλίζῃ ὑπηρεσίαν διεθνοῦς Τηλεπικοινωνίας ἢ ἱκανὴν νὰ προκαλέσῃ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τοιαύτην ὑπηρεσίαν.

Ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις: Πᾶσα ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, ὡς ὁρίζεται ἀνωτέρω, ἡ ὁποία ἐκμεταλλεύεται ὑπηρεσίαν ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ Ραδιοφωνίας καὶ εἰς τὴν ὁποίαν αἱ ἐν ἄρθρῳ 44 τῆς Συμβάσεως προβλεπόμεναι ὑποχρεώσεις ἐπιβάλλονται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εἶναι ἐγκατεστημένη ἡ ἕδρα τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης ἢ ὑπὸ τοῦ Μέλους τὸ ὁποῖον ἔχει ἐξουσιοδοτήσει τὴν ἐπιχείρησιν ταύτην νὰ ἐγκαθιστᾷ καὶ νὰ ἐκμεταλλεύηται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του ὑπηρεσίαν τηλεπικοινωνίας.

Παρατηρητής: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπό:

Τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, εἰς ἐκτέλεσιν τῶν Διατάξεων τοῦ ἄρθρου 39 τῆς Συμβάσεως.

Μιᾶς τῶν Διεθνῶν Ὀργανώσεων τῶν προσκαλουμένων ἢ τῶν γενομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως ὅπως μετάσχωσιν τῶν ἐργασιῶν Διασκέψεώς τινος.

Τῆς Κυβερνήσεως Μέλους τῆς Ἑνώσεως μετέχοντος ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς μίαν Διοικητικὴν Διάσκεψιν περιοχικοῦ χαρακτῆρος συνερχομένης συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 7 καὶ 54 τῆς Συμβάσεως.

Ράδιο: Πρόθεμα χρησιμοποιούμενον εἰς τὴν χρῆσιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.

Ραδιοεπικοινωνία: Τηλεπικοινωνία πραγματοποιουμένη τῇ βοηθείᾳ τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.

Ἀντιπρόσωπος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἀνεγνωρισμένης ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς σύνοδον Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ραδιοφωνικὴ Ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας τῆς ὁποίας αἱ ἐκπομπαὶ προορίζονται διὰ τὴν λῆψιν ἀπ' εὐθείας ὑπὸ τοῦ κοινοῦ ἐν γένει. Ἡ Ὑπηρεσία αὕτη δύναται νὰ περιλαμβάνῃ ἠχητικὰς ἐκπομπὰς τηλεοπτικὰς ἐκπομπὰς ἢ ἄλλων εἰδῶν ἐκπομπάς.

Διεθνὴς Ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία τηλεπικοινωνίας μεταξὺ Γραφείων ἢ σταθμῶν Τηλεπικοινωνίας πάσης φύσεως, κειμένων εἰς διαφόρους χώρας ἢ ἀνηκόντων εἰς διαφόρους χώρας.

Κινητὴ Ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας μεταξὺ κινητῶν σταθμῶν καὶ σταθμῶν ξηρᾶς, ἢ μεταξὺ κινητῶν σταθμῶν.

Τηλεπικοινωνίαι: Πᾶσα μεταβίβασις, ἐκπομπὴ ἢ λῆψις σημείων, σημάτων, κειμένων, εἰκόνων ἤχων ἢ πληροφοριῶν πάσης φύσεως ἐνσυρμάτως, ραδιοηλεκτρικῶς ὀπτικῶς ἢ δι' ἄλλων ἠλεκτρομαγνητικῶν συστημάτων.

Τηλεγράφημα: Κείμενον προοριζόμενον διὰ τηλεγραφικὴν μεταβίβασιν πρὸς ἐπίδοσίν του εἰς τὸν παραλήπτην. Εἰς τὸν ὅρον τοῦτον περιλαμβάνεται καὶ τὸ ραδιοτηλεγράφημα πλὴν ἀντιθέτου ορισμοῦ.

Κρατικὰ τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις: Τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις ἀποστελλόμενα ὑπὸ μιᾶς τῶν κάτωθι ἀρχῶν:

Ἀρχηγοῦ Κράτους.

Προέδρου Κυβερνήσεως καὶ μελῶν Κυβερνήσεως.

Ἀρχηγῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ξηρᾶς, θαλάσσης ἢ ἀέρος.

Διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Ἀρχῶν.

Τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, Ἀρχηγῶν τῶν κυρίων ὀργάνων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου.

Αἱ ἀπαντήσεις εἰς τὰ κρατικὰ τηλεγραφήματα ὡς ταῦτα ὁρίζονται ἀνωτέρω, θεωροῦνται ἐπίσης ὡς Κρατικὰ τηλεγραφήματα.

Ὑπηρεσιακὰ Τηλεγραφήματα: Τηλεγραφήματα διαμειβόμενα μεταξύ:

α) Τῶν Διευθύνσεων.

β) Τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

γ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

δ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἀφ' ἑτέρου, καὶ τὰ ὁποῖα εἶναι σχετικὰ μὲ τὰς διεθνεῖς τηλεπικοινωνίας.

Ἰδιωτικὰ Τηλεγραφήματα: Πάντα τὰ λοιπὰ τηλεγραφήματα, πλὴν τῶν ὑπηρεσιακῶν καὶ Κρατικῶν.

Τηλεγραφία: Σύστημα Τηλεπικοινωνίας ἐξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν καὶ τὴν ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν τοῦ περιεχομένου παντὸς ἐγγράφου, ὅπως χειρογράφου, ἐντύπου ἢ σταθερᾶς εἰκόνος, ἢ ἀκόμη ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν παντὸς εἴδους πληροφοριῶν ὑπὸ τὴν μορφὴν ταύτην. Εἰς τὸν κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν ὁ ὅρος «Τηλεγραφία» σημαίνει, πλὴν ἀντιθέτου μνείας «σύστημα Τηλεπικοινωνίας ἐξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν γραπτῶν διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως κώδικος σημάτων».

---

(1) Ὑπηρεσία ἀσφαλείας θεωρεῖται πᾶσα ραδιοηλεκτρικὴ ὑπηρεσία λειτουργοῦσα μονίμως ἢ προσκαίρως πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῆς ἀσφαλείας τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς καὶ τῆς προστασίας τῶν ἀγαθῶν.

Τηλεφωνία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας έγκαθιστάμενον διά τήν μεταβίβασιν τοῦ λόγου, εἰς τινας δὲ περιπτώσεις καὶ καὶ ἄλλων ἤχων.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3.

(ὅρα ἄρθρον 39)

Συμφωνία μεταξύ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Πρόλογος.

Τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη καὶ ἡ Διεθνὴς Ἕνωσις Τηλεπικοινωνιῶν, λαμβάνοντα ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 57 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τοῦ ἄρθρου 26 τῆς Συμβάσεως τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Ἀτλάντικ Σίτυ 1947, συμφωνοῦν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον I

Τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη ἀναγνωρίζουν τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν, ἐφεξῆς καλουμένην «ἡ Ἕνωσις» ὡς τὸν εἰδικευμένον Ὀργανισμὸν ὁ ὁποῖος εἶναι ἐπιφορτισμένος διὰ τὴν λῆψιν πάντων τῶν καταλλήλων μέτρων πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν εἰς τὸν Καταστατικὸν χάρτην καθοριζομένων σκοπῶν.

Ἄρθρον II

Ἀμοιβαία ἀντιπροσώπευσις.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν προσκαλεῖται διὰ τὴν ἀποστολὴν ἀντιπροσώπων πρὸς συμμετοχήν, ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς τὰς συσκέψεις ἁπασῶν τῶν Διασκέψεων πληρεξουσίων, ὡς καὶ τῶν Διοικητικῶν τοιούτων τῆς Ἑνώσεως. Ἐπίσης, κατόπιν σχετικῆς μετὰ τῆς Ἑνώσεως συνεννοήσεως, προσκαλεῖται δι' ἀποστολὴν ἀντιπροσώπων πρὸς παρακολούθησιν τῶν συνόδων τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἢ οἱωνδήποτε ἄλλων συγκαλουμένων ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως συνόδων, μὲ δικαίωμα συμμετοχῆς, ἄνευ ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις θεμάτων ἐνδιαφερόντων τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

2. Ἡ Ἕνωσις προσκαλεῖται δι' ἀποστολὴν ἀντιπροσώπων πρὸς παρακολούθησιν τῶν συνεδριάσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν πρὸς τὸν σκοπὸν παροχῆς γνωμοδοτήσεων ἐπὶ τηλεπικοινωνιακῶν θεμάτων.

3. Ἡ Ἕνωσις προσκαλεῖται δι' ἀποστολὴν ἀντιπροσώπων εἰς τὰς συνελεύσεις τοῦ οἰκονομικοῦ καὶ κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τοῦ Συμβουλίου Κηδεμονίας, ὡς καὶ τῶν ἐπιτροπῶν τούτων, πρὸς συμμετοχὴν ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς τὰς συζητήσεις θεμάτων τῆς ἡμερησίας διατάξεως, ἐνδιαφερόντων τὴν Ἕνωσιν.

4. Ἡ Ἕνωσις προσκαλεῖται δι' ἀποστολὴν ἀντιπροσώπων πρὸς παρακολούθησιν τῶν συνεδριάσεων τῶν κυρίων ἐπιτροπῶν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ συμμετοχὴν εἰς τὰς συζητήσεις ἄνευ δικαιώματος ψήφου ὁσάκις συζητοῦνται ἐν αὐταῖς θέματα ἁρμοδιότητος τῆς Ἑνώσεως.

5. Γραπταὶ ἐκθέσεις ὑποβαλλόμεναι ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως διανέμονται κατὰ περίπτωσιν ὑπὸ τῆς Γραμματείας τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἰς τὰ Μέλη τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, τὰ μέλη τοῦ οἰκονομικοῦ καὶ κοινωνικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν ἐπιτροπῶν αὐτῶν, ὡς καὶ εἰς τὰ μέλη τοῦ Συμβουλίου Κηδεμονίας.

Ὁμοίως, γραπταὶ ἐκθέσεις ὑποβαλλόμεναι ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διανέμονται ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰ μέλη της.

Ἄρθρον III

Ἐγγραφὴ θεμάτων εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν.

Ἡ Ἕνωσις, κατόπιν προκαταρκτικῶν συνεννοήσεων κρινομένων ἐνδεχομένως ἀναγκαίων, ἐγγράφει εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν Διασκέψεων Πληρεξουσίων ὡς καὶ τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων ἢ συνόδων ἄλλων ὀργάνων τῆς Ἑνώσεως, θέματα ὑποβαλλόμενα εἰς ταύτην ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Ὡσαύτως τὸ οἰκονομικὸν καὶ κοινωνικὸν Συμβούλιον καὶ αἱ ἐπιτροπαί των, ὡς καὶ τὸ Συμβούλιον Κηδεμονίας περιλαμβάνουν εἰς τὴν ἡμερησίαν των διάταξιν θέματα προτεινόμενα ὑπὸ τῶν Διασκέψεων ἢ ἄλλων ὀργάνων τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον IV

Συστάσεις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

1. Ἡ Ἕνωσις, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν ὑποχρέωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν πρὸς προώθησιν τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 55 τοῦ Χάρτου προβλεπομένων σκοπῶν, καὶ ὑποβοήθησιν τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου διὰ τὴν ἐνάσκησιν τῶν καθηκόντων καὶ τῆς δικαιοδοσίας τὰ ὁποῖα ἀπονέμει εἰς τοῦτο τὸ ἄρθρον 62 τοῦ χάρτου νὰ ἐνεργῇ ἢ προκαλῇ μελέτας καὶ ἐκθέσεις ἀναφερομένας ἐπὶ διεθνῶν θεμάτων οἰκονομικῶν, κοινωνικῶν, πολιτιστικῶν, μορφωτικῶν καὶ ἐκπαιδεύσεως, δημοσίας ὑγείας ἢ ἑτέρων συναφῶν τομέων καὶ νὰ ἀπευθύνῃ συστάσεις, ἐπὶ ὅλων τῶν θεμάτων τούτων, πρὸς τοὺς ἐνδιαφερομένους ἐξειδικευμένους ὀργανισμούς. Ἔχουσα ἐπίσης ὑπ' ὄψει τὴν συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 58 καὶ 63 τοῦ Χάρτου ἁρμοδιότητα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅπως ἐκδίδῃ συστάσεις πρὸς συντονισμὸν τῶν δραστηριοτήτων τῶν τοιούτων εἰδικευμένων ὀργανισμῶν καὶ τῶν γενικῶν ἀρχῶν ὑπὸ τῶν ὁποίων ἐμπνέονται δέον νὰ λαμβάνῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ὑποβολὴν τὸ ταχύτερον δυνατὸν εἰς τὸ ἁρμόδιον ὄργανόν της, ἁπασῶν τῶν ἐπισήμων συστάσεων τὰς ὁποίας ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀπευθύνει εἰς ταύτην.

2. Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ ὅπως τῇ αἰτήσει τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, λαμβάνῃ μέρος εἰς διαβουλεύσεις σχετικὰς πρὸς τὰς ὡς ἄνω συστάσεις, ἐν εὐθέτῳ δὲ χρόνῳ γνωστοποιεῖ εἰς τὸν ὀργανισμὸν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τὰ ληφθέντα ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως ἢ τῶν Μελῶν της μέτρα πρὸς ὑλοποίησιν τῶν ὡς ἄνω συστάσεων ἢ ἐπὶ παντὸς ἄλλου ἀποτελέσματος τῶν μέτρων τούτων.

3. Ἡ Ἕνωσις συνεργάζεται εἰς τὴν λῆψιν οἱωνδήποτε περαιτέρω ἀναγκαίων μέτρων, ἵνα ὁ συντονισμὸς τῶν δραστηριοτήτων τῶν εἰδικευμένων ὀργανισμῶν καὶ ἐκείνων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀποβαίνῃ πλήρως ἀποτελεσματικός. Εἰδικώτερον, συμφωνεῖ ὅπως συνεργάζεται μεθ' οἱουδήποτε ὀργάνου ἢ ὀργάνων των, ἱδρυομένων ἐνδεχομένως ὑπὸ τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου πρὸς διευκόλυνσιν ἑνὸς τοιούτου συντονισμοῦ, καὶ ὅπως παρέχῃ τὰς ἀναγκαίας πληροφορίας πρὸς ὁλοκλήρωσιν τοῦ σκοποῦ τούτου.

Ἄρθρον V

Ἀνταλλαγὴ ἐγγράφων καὶ πληροφοριῶν.

1. Μεταξὺ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Ἑνώσεως λαμβάνει χώραν κατὰ τὸ δυνατὸν πλήρης καὶ ἄμεσος ἀνταλλαγὴ ἐγγράφων καὶ πληροφοριῶν πρὸς κάλυψιν τῶν ἀναγκῶν των, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἀπαιτουμένης ἐνδεχομένως εἰδικῆς διαδικασίας πρὸς προστασίαν τοῦ ἐμπιστευτικοῦ ὑλικοῦ.

2. Ἄνευ παραγνωρίσεως τοῦ γενικοῦ χαρακτῆρος τῶν διατάξεων τῆς ὡς ἄνω παραγράφου :

α) Ἡ Ἕνωσις ὑποβάλλει εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη ἐτησίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς δραστηριότητός της.

β) Ἡ Ἕνωσις ἀνταποκρίνεται κατὰ τὸ δυνατὸν πλήρως, εἰς πᾶσαν αἴτησιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν πρὸς ὑποβολὴν εἰδικῶν ἐκθέσεων, μελετῶν ἢ πληροφοριῶν.

γ) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἀνταλλάσσει ἀπόψεις μετὰ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τῆς Ἑνώσεως, αἰτήσει ταύτης, πρὸς τὸν σκοπὸν παροχῆς πρὸς τὴν Ἕνωσιν πληροφοριῶν ἰδιαιτέρου δι' αὐτὴν ἐνδιαφέροντος.

Ἄρθρον VI

Παροχὴ βοηθείας πρὸς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ ὅπως συνεργάζεται καὶ παρέχῃ πᾶσαν δυνατὴν βοήθειαν πρὸς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη καὶ τοὺς κυρίους καὶ δευτερεύοντας ὀργανισμοὺς αὐτοῦ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν, λαμβάνουσα

πλήρως ὑπ' ὄψιν τὴν ἰδιάζουσαν θέσιν τῶν Μελῶν ἐκείνων τῆς Ἑνώσεως τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι Μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον VII

Σχέσεις μετὰ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου.

1. Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ ὅπως παρέχῃ πᾶσαν πληροφορίαν αἰτουμένην παρὰ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 34 τοῦ Κανονισμοῦ του.

2. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐξουσιοδοτεῖ τὴν Ἕνωσιν ὅπως αἰτῆται παρὰ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου συμβουλευτικὰς γνωμοδοτήσεις ἐπὶ νομικῶν θεμάτων ἐγειρομένων κατὰ τὴν ἄσκησιν τῶν ἁρμοδιοτήτων της καὶ τὰ ὁποῖα δὲν ἀφοροῦν εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἑτέρων ἐξειδικευμένων ὀργανισμῶν.

3. Ἡ ὡς ἄνω ἀναφερομένη αἴτησις ἀπευθύνεται πρὸς τὸ Δικαστήριον ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐνεργοῦντος κατ' ἐξουσιοδότησιν τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

4. Ἡ Ἕνωσις ἐνημερώνει τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον περὶ τῆς ὑποβολῆς αἰτήσεως πρὸς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον διὰ παροχὴν συμβουλευτικῆς γνωμοδοτήσεως.

Ἄρθρον VIII

Διατάξεις ἀφορῶσαι εἰς τὸ Προσωπικόν.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦν ὅπως εἰς ἣν ἔκτασιν εἶναι τοῦτο δυνατόν, καθιερώσουν διὰ τὸ προσωπικὸν κοινὰ πρότυπα, μεθόδους καὶ διατάξεις, ἀποσκοπούσας εἰς τὴν ἀποφυγὴν σοβαρῶν ἀντιφάσεων εἰς τοὺς ὅρους καὶ συνθήκας ἀπασχολήσεώς του. Ὡσαύτως συμφωνοῦν ὅπως ἀποφεύγουν τὸν συναγωνισμὸν κατὰ τὴν πρόσληψιν προσωπικοῦ καὶ διευκολύνουν τὰς ἀνταλλαγὰς προσωπικοῦ, αἱ ὁποῖαι κρίνονται εὐκταῖαι ἐξ ἀμφοτέρων τῶν πλευρῶν, διὰ τὴν καλυτέραν χρησιμοποίησιν τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ προσωπικοῦ τούτου.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦν ὅπως συνεργάζωνται κατὰ τὸν καλλίτερον δυνατὸν τρόπον πρὸς ἐπίτευξιν τῶν ὡς ἄνω σκοπῶν.

Ἄρθρον IX

Στατιστικαὶ Ὑπηρεσίαι.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦν ὅπως καταβάλλουν προσπαθείας διὰ στενωτέραν δυνατὴν συνεργασίαν, πρὸς ἐξάλειψιν πάσης παραλλήλου ἐκτελέσεως τοῦ αὐτοῦ ἔργου ὑπὸ ἀμφοτέρων, καὶ διὰ τὴν πλέον ἀποτελεσματικὴν χρησιμοποίησιν τοῦ τεχνικοῦ των προσωπικοῦ πρὸς συλλογήν, ἀνάλυσιν, δημοσίευσιν, τυποποίησιν, βελτίωσιν καὶ διανομὴν πληροφοριῶν στατιστικῆς φύσεως. Συμφωνοῦν ὅπως συνδυάζουν τὰς προσπαθείας των πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς μεγίστης δυνατῆς ὠφελείας καὶ ἐκ τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν στατιστικῶν πληροφοριῶν καὶ πρὸς περιορισμὸν εἰς τὸ ἐλάχιστον τῆς προκαλουμένης ἀπασχολήσεως εἰς τὰς κυβερνήσεις ἢ ἄλλους ὀργανισμοὺς παρὰ τῶν ὁποίων αἰτοῦνται αἱ ὡς ἄνω πληροφορίαι.

2. Ἡ Ἕνωσις ἀναγνωρίζει τὸν Ὀργανισμὸν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὡς τὸν κεντρικὸν φορέα, ἁρμόδιον διὰ τὴν συγκέντρωσιν, ἀνάλυσιν, δημοσίευσιν, τυποποίησιν, βελτίωσιν καὶ διανομὴν στατιστικῶν στοιχείων ἐξυπηρετούντων γενικοὺς σκοποὺς τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν.

3. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀναγνωρίζει τὴν Ἕνωσιν, ὡς τὸν κεντρικὸν φορέα, ὑπεύθυνον διὰ τὴν συγκέντρωσιν, ἀνάλυσιν, δημοσίευσιν, τυποποίησιν, βελτίωσιν καὶ διανομὴν στατιστικῶν στοιχείων, ἐντὸς τῆς εἰδικῆς δικαιοδοσίας της, χωρὶς νὰ παραγνωρίζωνται τὰ δικαιώματα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅπως ἐνδιαφέρεται διὰ τοιαῦτα στατιστικὰ στοιχεῖα, ἰδίᾳ ἐφόσον ταῦτα δύνανται νὰ εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τοὺς σκοπούς του ἢ διὰ τὴν βελτίωσιν τῶν παγκοσμίων στατιστικῶν. Ἐναπόκειται εἰς τὴν Ἕνωσιν ὅπως ἀποφασίζῃ περὶ τοῦ τύπου ὑπὸ τὸν ὁποῖον θὰ καταρτίζωνται τὰ ὑπηρεσιακά της στοιχεῖα.

4. Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς δημιουργίας ἑνὸς κέντρου στατιστικῶν πληροφοριῶν διὰ γενικὴν χρῆσιν, συμφωνεῖται ὅπως τὰ στοιχεῖα τὰ συγκεντρούμενα ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως πρὸς ἐνσωμάτωσιν εἰς τὰς βασικάς της στατιστικὰς σειρὰς ἢ εἰδικὰς ἐκθέσεις της, τίθενται, κατόπιν αἰτήσεως, εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς ἣν ἔκτασιν εἶναι τοῦτο δυνατόν.

5. Τὰ στοιχεῖα τὰ συγκεντρούμενα ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν πρὸς ἐνσωμάτωσιν εἰς τὰς βασικὰς του στατιστικὰς σειρὰς ἢ εἰδικὰς ἐκθέσεις του, συμφωνεῖται ὅπως τίθενται κατόπιν αἰτήσεως, εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Ἑνώσεως εἰς ἣν ἔκτασιν εἶναι τοῦτο δυνατὸν καὶ πρόσφορον.

Ἄρθρον X

Διοικητικαὶ καὶ Τεχνικαὶ Ὑπηρεσίαι.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις ἀναγνωρίζουν ὅτι εἶναι σκόπιμος, διὰ τὴν πλέον ἀποτελεσματικὴν χρησιμοποίησιν τοῦ προσωπικοῦ καὶ τῶν διαθεσίμων μέσων, ἡ ἀποφυγὴ δημιουργίας, ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατόν, ἀνταγωνιζομένων ἢ ἐπικαλυπτομένων ὑπηρεσιῶν, καὶ ἐν περιπτώσει ἀνάγκης ἡ συνεννόησις ἐπὶ τούτου πρὸς ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ αὐτοῦ.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις λαμβάνουν ἀπὸ κοινοῦ μέτρα ἀναφορικῶς πρὸς τὴν καταχώρησιν καὶ τὴν διαφύλαξιν τῶν ἐπισήμων στοιχείων.

Ἄρθρον XI

Διατάξεις ἀναφερόμεναι εἰς τὸν Προϋπολογισμόν.

1. Ὁ προϋπολογισμὸς ἢ τὸ σχέδιον προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως διαβιβάζεται ταυτοχρόνως εἰς τὸν Ὀργανισμὸν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὰ μέλη τῆς Ἑνώσεως, ἡ δὲ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ προβαίνῃ εἰς συστάσεις ἐπ' αὐτοῦ πρὸς τὴν Ἕνωσιν.

2. Ἡ Ἕνωσις δικαιοῦται νὰ ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους πρὸς συμμετοχὴν ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς πάσας τὰς συζητήσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἢ οἱασδήποτε ἐπιτροπῆς τῆς συνελεύσεως ταύτης, κατὰ τὰς ὁποίας συζητεῖται ὁ προϋπολογισμὸς τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XII

Χρηματοδότησις Εἰδικῶν Ὑπηρεσιῶν.

1. Εἰς περιπτώσεις κατὰ τὰς ὁποίας ἡ Ἕνωσις, κατόπιν αἰτήσεως βοηθείας, ἀντιμετωπίζει τὴν ἀνάγκην πραγματοποιήσεως σημαντικῶν συμπληρωματικῶν δαπανῶν, πρὸς ἐκπόνησιν εἰδικῶν ἐκθέσεων ἢ μελετῶν, καταρτιζομένων ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον VI ἢ οἱανδήποτε ἑτέραν διάταξιν τῆς παρούσης συμφωνίας, λαμβάνουν χώραν διαβουλεύσεις μεταξὺ τῶν μερῶν πρὸς τὸν σκοπὸν καθορισμοῦ τοῦ πλέον δικαίου τρόπου πρὸς κάλυψιν τῶν δαπανῶν τούτων.

2. Ὡσαύτως, παρόμοιοι διαβουλεύσεις λαμβάνουν χώραν μεταξὺ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Ἑνώσεως πρὸς τὸν σκοπὸν ἐπιτεύξεως δικαίων συμφωνιῶν πρὸς κάλυψιν τῶν δαπανῶν τῶν κεντρικῶν διοικητικῶν, τεχνικῶν ἢ οἰκονομικῶν ὑπηρεσιῶν καὶ πάσης διευκολύνσεως ἢ ἄλλης εἰδικῆς ὑπηρεσίας παρεχομένων ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, αἰτήσει τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XIII

Ἄδεια (LAISSEZ — PASSER) τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Οἱ ὑπάλληλοι τῆς Ἑνώσεως θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα τῆς χρήσεως τῆς ἀδείας (LAISSEZ - PASSER) τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν συμφώνως πρὸς εἰδικὰς συμφωνίας συναφθησομένας μεταξὺ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XIV

Συμφωνίαι μεταξὺ Ὀργανισμῶν.

1. Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ ὅπως ἐνημερώνῃ τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον περὶ τῆς φύσεως καὶ τοῦ σκοποῦ πάσης σχεδιαζομένης ἐπισήμου συμφωνίας μεταξὺ

τῆς Ἑνώσεως καὶ οἱουδήποτε ἐξειδικευμένου Ὀργανισμοῦ ἢ ἑτέρου διακυβερνητικοῦ Ὀργανισμοῦ ἢ παντὸς μὴ Κυβερνητικοῦ διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ, περαιτέρω δὲ ὅπως ἐνημερώνῃ τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον περὶ τῶν λεπτομερειῶν τῆς συμφωνίας ταύτης, εὐθὺς ὡς αὕτη συναφθῇ.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν συμφωνεῖ ὅπως ἐνημερώνῃ τὴν Ἕνωσιν περὶ τῆς φύσεως καὶ τοῦ σκοποῦ πάσης σχεδιαζομένης ἐπισήμου συμφωνίας ὑπὸ οἱουδήποτε ἑτέρου ἐξειδικευμένου ὀργανισμοῦ ἐπὶ θεμάτων τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ ἐνδιαφέρουν τὴν Ἕνωσιν, περαιτέρω δὲ ὅπως ἐνημερώνῃ ταύτην ἐπὶ τῶν λεπτομερειῶν τῆς συμφωνίας ταύτης εὐθὺς ὡς αὕτη συναφθῇ.

Ἄρθρον XV

Σχέσεις.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις ἀποδέχονται τὰς προηγουμένας διατάξεις ἐν τῇ πεποιθήσει ὅτι αὗται θὰ συντελέσουν εἰς τὴν διατήρησιν ἐνεργοῦ ἐπαφῆς μεταξὺ τῶν δύο ὀργανισμῶν, διαβεβαιοῦν δὲ ὅτι προτίθενται νὰ λάβουν πᾶν μέτρον ὅπερ θὰ ἀπητεῖτο πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν.

2. Αἱ διατάξεις αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὰς σχέσεις, τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας, θὰ ἔχουν ἐφαρμογὴν εἰς ἣν ἔκτασιν εἶναι κατάλληλοι, εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, περιλαμβανομένων τῶν περιφερειακῶν καὶ βοηθητικῶν γραφείων του.

Ἄρθρον XVI

Τηλεπικοινωνιακαὶ Ὑπηρεσίαι τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

1. Ἡ Ἕνωσις ἀναγνωρίζει ὅτι εἶναι σημαντικὸν ὅπως ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀπολαμβάνῃ τῶν αὐτῶν μετὰ τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως δικαιωμάτων, κατὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἡ λειτουργία τῶν ὑπὸ τὸν ἔλεγχόν των τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν, πραγματοποιῆται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν.

3. Αἱ ἀκριβεῖς διαδικασίαι ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον ἰδιαιτέρων διακανονισμῶν.

Ἄρθρον XVII

Ἐκτέλεσις τῆς Συμφωνίας.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τῆς Ἑνώσεως, δύνανται νὰ συνάπτουν πάσας τὰς συμπληρωματικὰς συμφωνίας αἱ ὁποῖαι θὰ ἐκρίνοντο ἐπιθυμηταὶ πρὸς τὸν σκοπὸν ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον XVIII

Ἀναθεώρησις.

Ἡ παροῦσα συμφωνία ὑπόκειται εἰς ἀναθεώρησιν κατόπιν συνεννοήσεως μεταξὺ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ Ἑνώσεως, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἡ ἀναθεώρησις αὕτη θὰ ζητηθῇ ἕξ μῆνας ἐνωρίτερον ὑπὸ τοῦ ἑτέρου τῶν μερῶν.

Ἄρθρον XIX

Ἔναρξις Ἰσχύος.

1. Ἡ παροῦσα συμφωνία τίθεται προσωρινῶς ἐν ἰσχύϊ κατόπιν τῆς ἐγκρίσεώς της, ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῆς συνελθούσης εἰς ATLANTIC CITY, ἔτους 1947.

2. Ἡ παροῦσα συμφωνία τίθεται ἐπισήμως ἐν ἰσχύι ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν τῆς ἐν παραγράφῳ 1 ἀναφερομένης ἐγκρίσεως, ὁμοῦ μετὰ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τῆς συναφθείσης εἰς ATLANTIC CITY ἔτους 1947, ἢ καὶ ἐνωρίτερον, ἐφόσον τοῦτο ἀποφασισθῇ ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως.

ΤΕΛΙΚΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA—TORREMOLINOS, 1973).

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA—TORREMOLINOS,, 1973), οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, λαμβάνουν σημείωσιν τῶν ἀκολούθων δηλώσεων, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν τμῆμα τῶν τελικῶν πράξεων τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων (MALAGA—TORREMOLINOS, 1973).

I

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἀφγανιστάν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἀφγανιστὰν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς διεθνοῦς ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴν ἀποδεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπιφέρῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὴν ἕνωσιν καὶ νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰς τηλεπικοινωνιακάς της ὑπηρεσίας ἐν περιπτώσει καθ' ἣν χῶραι μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

II

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Σουαζιλάνδης:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Βασιλείου τῆς Σουαζιλάνδης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα λήψεως ὅλων τῶν μέτρων, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐν περιπτώσει καθ' ἣν μέλη ἢ συνεργαζόμενα μέλη δὲν θὰ ἐσέβοντο, κατὰ τὸν ἕνα ἢ ἄλλον τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τὰ συνημμένα εἰς αὐτὴν παραρτήματα καὶ κανονισμοὺς ἢ ἐὰν αἱ προβαλλόμεναι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις προεκάλουν δυσχερείας εἰς τὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

III

Διὰ τὴν Ἑλλάδα:

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της, ὅτι δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν διατυπωθεισῶν ὑπὸ ἑτέρων κυβερνήσεων, ἐπιφυλάξεων, αἱ ὁποῖαι θὰ συνεπήγοντο αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

Ἐπιφυλάσσει, ἐπίσης εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ὡρισμένα μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των ἐκ τῶν δαπανῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ ἀπέφευγον, καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), καὶ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ παραρτημάτων ἢ πρωτοκόλλων ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεμπόδιζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

IV

Διὰ τὸ Πακιστάν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Πακιστὰν εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς διεθνοῦς ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδεχθῇ ἢ ὄχι τὰς συνεπείας τὰς ὁποίας θὰ ἠδύνατο νὰ προκαλέσῃ ἡ μὴ προσχώρησις ἑνὸς ἄλλου μέλους τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰς διατάξεις τῆς συμβάσεως τῆς MALAGA - TORREMOLINOS (1973) καὶ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ κανονισμῶν.

V

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα :

1. Νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν μέλη τινὰ δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

2. Νὰ λαμβάνῃ πᾶν ἕτερον μέτρον σύμφωνον πρὸς τὴν σύμβασιν καὶ πρὸς τοὺς νόμους τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας.

Σημείωσις τῆς Γενικῆς Γραμματείας: Τὰ κείμενα τοῦ Πρωτοκόλλου παρατίθενται κατὰ χρονολογικὴν σειρὰν τῆς καταθέσεώς των.

Εἰς τὸν πίνακα περιεχομένων τὰ κείμενα ταῦτα εἶναι ταξινομημένα κατ' ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν χωρῶν.

VI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κύπρου.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κύπρου δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Κύπρου δὲν δύναται νὰ δεχθῇ οὐδεμίαν οἰκονομικὴν συνέπειαν, ἥτις θὰ ἠδύνατο, ἐνδεχομένως, νὰ προκύψῃ ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων τῶν διατυπωθεισῶν ὑπὸ ἑτέρων Κυβερνήσεων, συμμετεχουσῶν εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς MALAGA - TORREMOLINOS (1973).

Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν τὰ μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεις παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

VII

Διὰ τὸ Βασίλειον τοῦ Λάος:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τοῦ Λάος εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς διεθνοῦς ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της, τὸ δικαίωμα νὰ μὴ ἀποδεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπιφέρῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐν περιπτώσει καθ' ἣν μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν θὰ ἐσέβοντο, κατὰ τὸν ἕνα ἢ ἄλλον τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ μὴ μετάσχῃ εἰς τὴν πληρωμὴν χρεῶν ὀφειλομένων ὑπὸ χωρῶν μελῶν πρὸς τὴν Ἕνωσιν, οἱονδήποτε καὶ ἂν εἶναι τὸ ποσὸν τούτων.

VIII

Διὰ τὴν Χιλήν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Χιλῆς ἐπιθυμεῖ νὰ ἐπισημάνῃ ὅτι εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν εἰς τὴν διεθνῆ σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν, εἰς τὰ παραρτήματα ταύτης, εἰς τοὺς κανονισμοὺς ἢ εἰς τὰ οἱασδήποτε φύσεως στοιχεῖα ἐμφανίζονται ἀναφοραὶ εἰς «ἀνταρκτικὰ ἐδάφη» ὡς ἐξαρτώμενα ἐξ οἱουδήποτε κράτους, αἱ ἀναφοραὶ αὗται δὲν ἐφαρμόζονται καὶ δὲν δύνανται νὰ ἐφαρμοσθοῦν εἰς τὴν χιλιανὴν ἀνταρκτικὴν περιοχήν, ἡ ὁποία ἀποτελεῖ ἀναφαίρετον τμῆμα τοῦ ἐθνικοῦ ἐδάφους τῆς Δημοκρατίας τῆς Χιλῆς καὶ ἐπὶ τῆς ὁποίας ἡ Δημοκρατία αὕτη ἔχει ἀπαράγραπτα δικαιώματα.

IX

Διὰ τὴν Ἰαμαϊκήν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰαμαϊκῆς ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ὡς καὶ τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, εἰς ἣν περίπτωσιν ὡρισμένα μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των ἐκ τῶν δαπανῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλιπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν παραρτημάτων ταύτης ἢ τῶν προσηρτημένων εἰς αὐτὴν πρωτοκόλλων ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις ἤθελον παρεμποδίσει τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ἰαμαϊκῆς.

X

Διὰ τὸ Βασίλειον τοῦ Λεζότο:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Λεζότο δηλοῖ ἐξ ὀνόματος τῆς Κυβερνήσεώς της :

1. Ὅτι οὐδεμίαν συνέπειαν ἀποδέχεται ἐκ τῶν διατυπωθεισῶν ὑφ' οἱασδήποτε χώρας ἐπιφυλάξεων καὶ ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα.

2. Ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ἕτεραι χῶραι δὲν τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

XI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβερίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβερίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν ὡρισμένα μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς ἢ πρωτοκόλλων ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις ἑτέρων χωρῶν δύνανται νὰ προκαλέσουν ἀνωμαλίας εἰς τὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας τῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβερίας ἢ νὰ ἐπιφέρουν αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XII

Διὰ τὸ Μαλάουι:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Μαλάουι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὡρισμένα μέλη δὲν καταβάλλουν τὰς συμμετοχικὰς μερίδας των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως καὶ δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν παραρτημάτων ταύτης ἢ πρωτοκόλλων ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις ἑτέρων χωρῶν δύνανται νὰ προκαλέσουν ἀνωμαλίας εἰς τὰς τηλεπικοινωνιακὰς της ὑπηρεσίας.

XIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουάντα:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουάντα ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα:

1. Νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

2. Νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὡρισμένα μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢν ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν παρεμπόδιζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XIV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σιγγαπούρης:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Σιγγαπούρης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὡρισμέναι χῶραι δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν τούτων δύνανται νὰ προκαλέσουν ἀνωμαλίας εἰς τὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας αὐτῆς ἢ νὰ προκαλέσουν αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XV

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τὴν Ἕνωσιν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν δηλοῦν, ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεών των:

— ὅτι τὸ Νότιον Βιετνὰμ ἀποτελεῖται ἐκ δύο ζωνῶν ἐξαρτωμένων ἐκ δύο Κυβερνήσεων (τῆς προσωρινῆς ἐπαναστατικῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιετνὰμ καὶ τῶν ἀρχῶν τῆς Σαϊγκὸν) καὶ συνεπῶς δὲν θὰ ἔδει νὰ θεωρῆται ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀρχῶν τῆς Σαϊγκὸν ὑπογράφουν τὴν σύμβασιν καὶ τὰς λοιπὰς τελικὰς πράξεις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων ἐξ ὀνόματος τοῦ Νοτίου Βιετνάμ,

— ὅτι τὸ νότιον τμῆμα τῆς Κορέας δὲν ἀντιπροσωπεύει ὁλόκληρον τὴν Κορέαν καὶ συνεπῶς δὲν θὰ ἔδει νὰ θεωρῆται ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Νοτίου Κορέας ὑπογράφουν τὴν σύμβασιν καὶ τὰς λοιπὰς τελικὰς πράξεις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων ἐν ὀνόματι τῆς Κορέας.

XVI

Διὰ τὸ Μπαρμπάντος:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Μπαρμπάντος ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ἓν ἢ πλείονα μέλη δὲν καταβάλουν τὰς συμμετοχικὰς μερίδας των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA -TORREMOLINOS, 1973), ἢ τῶν παραρτημάτων ταύτης καὶ πρωτοκόλλων ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις ἑτέρων μελῶν δύνανται νὰ προκαλέσουν ἀνωμαλίας εἰς τὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας τοῦ Μπαρμπάντος.

XVII

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μπαγκλαντές:

1. Ὑπογράφουσα τὸ τελικὸν πρωτόκολλον τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Μπαγκλαντές, ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴν ἀποδεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον, δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως καὶ προερχόμενον ἐκ τῶν διατυπωθεισῶν ἐπιφυλάξεων ὑπὸ ἑτέρων Κυβερνήσεων, αἱ ὁποῖαι ἔλαβον μέρος εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς MALAGA - TORREMOLINOS, 1973.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Μπαγκλαντὲς ἐπιφυλάσσει, ἐξ ἄλλου, εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὡρισμένα μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς καὶ πρωτοκόλλων ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεις ἐπρόκειτο νὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

3. Ἐπὶ πλέον, ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὰς διατάξεις τοῦ συνόλου ἢ τμήματος τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 82 τοῦ γενικοῦ κανονισμοῦ διοικητικῶν κανονισμῶν ἤτοι τοῦ τηλεγραφικοῦ κανονισμοῦ, τοῦ τηλεφωνικοῦ κανονισμοῦ, τοῦ κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ προσθέτου κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν.

XVIII

Διὰ τὴν Μαλαισίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Μαλαισίας:

1. Ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὡρισμένα μέλη δὲν τηροῦν καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν δύνανται νὰ προκαλέσουν ἀνωμαλίας εἰς τὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας της.

2. Δηλοῖ ὅτι ἡ ὑπογραφὴ τῆς ἀνωτέρω μνημονευομένης συμβάσεως καὶ ἡ ἐνδεχομένη ἐπικύρωσις ταύτης ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Μαλαισίας δὲν ἔχουν οὐδεμίαν ἀξίαν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ μέλος, τὸ ἐμφανιζόμενον εἰς τὸ παράρτημα 1 ὑπὸ τὸ ὄνομα Ἰσραὴλ καὶ δὲν συνεπάγονται καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὴν ἀναγνώρισιν τοῦ μέλους τούτου ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Μαλαισίας.

XIX

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ τῆς Βορ. Ἰρλανδίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγ. Βρεταννίας καὶ τῆς Βορ. Ἰρλανδίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ἣν περίπτωσιν ὡρισμένα μέλη δὲν θὰ συμμετεῖχον εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἱονδήποτε ἕτερον τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν παραρτημάτων αὐτῆς ἢ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν πρωτοκόλλων ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεις παρεμπόδιζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XX

Διὰ τὴν Τουρκίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Τουρκίας εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς διεθνοῦς ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων μελῶν τῆς ἑνώσεως ἐπιφυλάξεις ἐπρόκειτο νὰ ὁδηγήσουν εἰς αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

XXI

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας δηλοῖ ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της:

1. Ὅτι, ἐπειδὴ ὑφίστανται εἰς τὸ Νότιον Βιετνὰμ δύο ζῶναι καὶ δύο Κυβερνήσεις, ἡ προσωρινὴ ἐπαναστατικὴ κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιετνὰμ καὶ τὸ καθεστὼς τῆς Σαϊγκόν, δὲν δύναται νὰ θεωρηθῇ ὅτι ἡ σύμβασις καὶ αἱ λοιπαὶ πράξεις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), αἱ ὁποῖαι ὑπογράφονται ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ καθεστῶτος τῆς Σαϊγκόν, ἔχουν ὑπογραφῇ ἐν ὀνόματι τοῦ Νοτίου Βιετνάμ.

2. Ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Νοτίου Κορέας δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψουν τὴν σύμβασιν καὶ τὰς λοιπὰς πράξεις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς MALAGA - TORREMOLINOS, (1973), ἐν ὀνόματι ὁλοκλήρου τῆς Κορέας.

XXII

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας:

A

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας δηλοῖ, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της:

1. Ὅτι θεωρεῖ ὡς ἀπολύτως ἀδικαιολόγητον καὶ ἐστερημένην πάσης νομικῆς ἀξίας τὴν ἀπαίτησιν τῶν ἀντιπροσώπων τῆς Νοτίου Κορέας νὰ ὁμιλοῦν, ἐντὸς τῆς Δ.Ε.Τ., ἐν ὀνόματι ὁλοκλήρου τῆς Κορέας, διότι τὸ καθεστὼς τῆς Σεοὺλ δὲν ἀντιπροσωπεύει καὶ δὲν δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ τὸν λαὸν τῆς Κορέας.

2. Ταυτοχρόνως δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Σαϊγκὸν δὲν δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ κατὰ μονόπλευρον τρόπον τὸ Νότιον Βιετνάμ.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας θεωρεῖ ὅτι μόνος νόμιμος ἐκπρόσωπος τῆς Καμπότζης εἶναι ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις Ἐθνικῆς Ἑνότητος τῆς Καμπότζης.

B

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της καὶ νὰ ἀποδέχεται ἢ ὄχι τὰς οἰκονομικὰς συνεπείας, αἱ ὁποῖαι θὰ προέκυπτον, ἐνδεχομένως, ἐκ τῶν διατυπωθεισῶν ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεων.

XXIII

Διὰ τὴν Μαλαισίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Μαλαισίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ἣν περίπτωσιν ὡρισμένα μέλη παρέλειπον νὰ μετάσχουν εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

XXIV

Διὰ τὴν Ταϋλάνδην:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ταϋλάνδης ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ἣν περίπτωσιν μία οἱαδήποτε χώρα δὲν θὰ ἐτήρει, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑφ' οἱασδήποτε χώρας ἐπιφυλάξεις θὰ παρεμπόδιζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ταϋλάνδης ἢ θὰ ὡδήγουν εἰς αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

XXV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαδαγασκάρης:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Μαδαγασκάρης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ χρήσιμα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ἣν περίπτωσιν μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν ἐτήρουν καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢ ἐὰν διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεμπόδιζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴν ἀποδεχθῇ οἱανδήποτε οἰκονομικὴν συνέπειαν προερχομένην ἐκ τῶν διατυπωθεισῶν ἐπιφυλάξεων ὑπὸ ἑτέρων Κυβερνήσεων μετεχουσῶν εἰς τὴν παροῦσαν διάσκεψιν.

XXVI

Διὰ τὴν Γουατεμάλαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γουατεμάλας εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς διεθνοῦς ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον, τὸ ὁποῖον δύναται νὰ προκαλέσῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως. Τὸ αὐτὸ δικαίωμα ἐπιφυλάσσει ἐπίσης, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν πληρωμὴν ποσῶν, οἱουδήποτε ὕψους ὀφειλομένων ὑπὸ χωρῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

XXVII

Διὰ τὴν Τρινιτὰντ καὶ Τομπάγκο:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Τρινιτὰντ καὶ Τομπάγκο ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον, τὸ ὁποῖον θὰ ἠδύνατο νὰ προκαλέσῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της καὶ νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὡρισμένα μέλη δὲν συμβάλλουν εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως καὶ δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) τῶν παραρτημάτων της καὶ τῶν πρωτοκόλλων, τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς αὐτήν, ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις ἐπρόκειτο νὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XXVIII

Διὰ τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς διεθνοῦς ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον, δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὴν Ἕνωσιν καὶ νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της, εἰς ἣν περίπτωσιν ὡρισμέναι χῶραι μέλη δὲν ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

XXIX

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Αὐστρίαν, τὸ Βέλγιον, τὴν Δανίαν, τὴν Φινλανδίαν, τὴν Ἰσλανδίαν, τὸ πριγκιπᾶτον τοῦ Λιχτενστάϊν, τὴν Νορβηγίαν, τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν, τὴν Σουηδίαν καὶ τὴν Ἑλβετικὴν Συνομοσπονδίαν:

Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 82 τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω μνημονευομένων χωρῶν δηλοῦν ρητῶς ὅτι διατηροῦν τὰς ἐπιφυλάξεις, τὰς ὁποίας διετύπωσαν, ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεών των, κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν μνημονευομένων εἰς τὸ ἄρθρον 82 Κανονισμῶν.

XXX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σομαλίας δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Σομαλίας δὲν θὰ ἐδέχετο οὐδεμίαν ἐκ τῶν οἰκονομικῶν συνεπειῶν, αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύναντο νὰ προέλθουν ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων τῶν διατυπωθεισῶν ὑπὸ ἑτέρων Κυβερνήσεων μετεχουσῶν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

Ἐπιφυλάσσει, ἐπίσης, εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ἣν περίπτωσιν ὡρισμένα μέλη παρέλειπον, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεμπόδιζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XXXI

Διὰ τὴν Νικαράγουα:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Νικαράγουα δηλοῖ ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδεχθῇ ἢ νὰ ἀρνηθῇ τὰς συνεπείας πάσης ἐνδεχομένης διατυπωθείσης, ἐπιφυλάξεως, ἡ ὁποία θὰ συνεπήγετο αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXXII

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τοῦ Καμερούν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἡνωμένης Δημοκρατίας τοῦ Καμερούν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς διεθνοῦς ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) δηλοῖ ἐξ ὀνόματος τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι αὕτη ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πᾶν χρήσιμον μέτρον διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων ἀντιπροσωπειῶν ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεών των, ἐπιφυλάξεις ἢ ἡ μὴ τήρησις τῆς συμβάσεως ἔτεινον νὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς τηλεπικοινωνιακῆς ὑπηρεσίας. της.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἡνωμένης Δημοκρατίας τοῦ Καμερούν δὲν δέχεται, ἐξ ἄλλου, οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν διατυπωθεισῶν ὑπὸ ἑτέρων ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὴν παροῦσαν διάσκεψιν ἐπιφυλάξεων ἐχουσαν ὡς ἀποτέλεσμα τὴν αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXXIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κένυα:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κένυα ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὡρισμένα μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον ,τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις ἐπρόκειτο νὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της ἢ νὰ ὁδηγήσουν εἰς αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXXIV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγκάντα:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγκάντα ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ἓν μέλος δὲν τηρῇ, καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑφ' ἑνὸς μέλους ἐπιφυλάξεις ἤθελον παρεμποδίσει τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της ἢ ὁδηγήσει εἰς αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXXV

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τανζανίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἡνωμένης Δημοκρατίας τῆς Τανζανίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ παν-

τα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὡρισμένα μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της ἢ ὡδήγουν εἰς αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXXVI

Διὰ τὴν Ἰταλίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰταλίας δηλοῖ ὅτι ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις δὲν δύναται νὰ ἀποδεχθῇ οὐδεμίαν οἰκονομικὴν συνέπειαν, ἀπορρέουσαν ἐκ τῶν διατυπωθεισῶν ἐπιφυλάξεων ὑπὸ ἑτέρων Κυβερνήσεων μετεχουσῶν εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

Ἐπιφυλάσσει, ἐπίσης, εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν ὡρισμένα μέλη παρέλειπον, καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεις παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XXXVII

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Λαϊκὴ Δημοκρατία), τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας, τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Αἰγύπτου, τὰ Ἡνωμένα Ἀραβικὰ Ἐμιράτα, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἰράκ, τὸ Κράτος τοῦ Κουβέϊτ, τὸν Λίβανον, τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβύης, τὸ Βασίλειον τοῦ Μαρόκου, τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας, τὸ Σουλτανάτον τοῦ Ὀμάν, τὸ Πακιστάν, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν, τὴν Τυνησίαν, τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ὑεμένης, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ὑεμένης:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν δηλοῦν ὅτι ἡ ὑπ' αὐτῶν ὑπογραφὴ τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ὡς καὶ ἡ ἐνδεχομένη μεταγενεστέρα ἐπικύρωσις τῆς πράξεως ταύτης ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεών των δὲν ἰσχύει ἔναντι τοῦ μέλους τοῦ ἐγγεγραμμένου εἰς τὸ Παράρτημα 1 τῆς ἐν λόγῳ συμβάσεως ὑπὸ τὸ ὄνομα τοῦ Ἰσραὴλ καὶ οὐδόλως συνεπάγονται τὴν ἀναγνώρισίν του.

XXXVIII

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς:

Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς δηλοῦν ρητῶς ὅτι διὰ τῆς ὑπογραφῆς ἐν ὀνόματί των, τῆς παρούσης συμβάσεως αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀποδέχονται εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸν τηλεφωνικὸν κανονισμὸν ἢ τὸν πρόσθετον κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν, οἱ ὁποῖοι ἀναφέρονται εἰς τὸ ἄρθρον 42 τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) καὶ εἰς τὸ ἄρθρον 82 τοῦ γενικοῦ κανονισμοῦ τῆς συμβάσεως ταύτης.

XXXIX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἀφγανιστάν:

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἀφγανιστὰν ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ προβῇ εἰς πᾶσαν δήλωσιν ἢ νὰ διατυπώσῃ πᾶσαν ἐπιφύλαξιν μέχρι τῆς στιγμῆς καθ' ἣν θὰ ἔχῃ ἐπικυρωθῇ ἡ σύμβασις (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

XL

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας:

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Νιγηρίας δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησίς της, ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, εἰς ἣν περίπτωσιν ὡρισμένα μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν παραρτημάτων αὐτῆς, ἢ τῶν προσηρτημένων εἰς αὐτὴν πρωτοκόλλων ἤ, ἀκόμη, ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Νιγηρίας.

XLI

Διὰ τὸν Μαυρίκιον:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Μαυρικίου ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, εἰς ἣν περίπτωσιν ὡρισμένα μέλη δὲν ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ δὲν συνεμορφοῦντο, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν παραρτημάτων αὐτῆς ἢ τῶν προσηρτημένων εἰς αὐτὴν πρωτοκόλλων ἤ, ἀκόμη, ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις ἤθελον παρεμποδίσει τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XLII

Διὰ τὴν Δανίαν, τὴν Φινλανδίαν, τὴν Ἰσλανδίαν, τὴν Νορβηγίαν καὶ τὴν Σουηδίαν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν δηλοῦν, ἐξ ὀνόματος τῶν Κυβερνήσεών των, ὅτι δὲν ἀποδέχονται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐκ τῶν διατυπωθεισῶν ἐπιφυλάξεων, ἡ ὁποία θὰ εἶχεν ὡς ἀποτέλεσμα τῆς αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XLIII

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ὑεμένης:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ὑεμένης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, εἰς ἣν περίπτωσιν μία χώρα θὰ παρέλειπε, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθῇ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἤ, ἀκόμη, ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της ἢ θὰ ἠδύναντο νὰ προκαλέσουν αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XLIV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδίας:

1. Ὑπογράφουσα τὰς τελικὰς πράξεις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς διεθνοῦς ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰνδίας οὐδεμίαν οἰκονομικὴν συνέπειαν ἀποδέχεται ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων, αἱ ὁποῖαι δυνατὸν νὰ διετυπώθησαν ὑφ' ἑνὸς μέλους ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν οἰκονομικῶν τῆς Ἑνώσεως.

2. Ἐπὶ πλέον, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἐνδεχομένως κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς καλῆς λειτουργίας τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν μονίμων Ὀργανισμῶν της, ὡς καὶ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ γενικοῦ κανονισμοῦ καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν σύμβασιν διοικητικῶν κανονισμῶν, ἐὰν μία οἱαδήποτε χώρα διατυπώνῃ ἐπιφυλάξεις ἢ καὶ δὲν δέχεται τὰς διατάξεις τῆς συμβάσεως καὶ τῶν ἐν λόγῳ κανονισμῶν.

XLV

Διὰ τὴν Σιέρρα Λεόνε:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σιέρρα Λεόνε δηλοῖ ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴν ἀποδεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον, δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

Ἐπιφυλάσσει ἐξ ἄλλου, εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, εἰς ἣν περίπτωσιν μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν ἐτήρουν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν μελῶν ἐπιφυλάξεις παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XLVI

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κογκό:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Κογκὸ ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴν ἀποδεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ ἐνδεχομένην αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ὡς καὶ τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ἣν περίπτωσιν ὡρισμένα μέλη δὲν ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των ἐκ τῶν δαπανῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ παρέλειπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

XLVII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μποτσουάνα:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Μποτσουάνα δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἓν ἢ περισσότερα μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν Κανονισμῶν, Παραρτημάτων καὶ Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς αὐτήν, ἢ ἀκόμη εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν Τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XLVIII

Διὰ τὴν Γκάνα:

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Γκάνα δηλώνει ὅτι ἡ ὑπογραφὴ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) καὶ ἡ κατ' ἀκολουθίαν ἐπικύρωσις τοῦ κειμένου αὐτῆς, ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεώς της, δὲν συνεπάγεται κατ' οὐδένα τρόπον τὴν ἀναγνώρισιν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Νοτιοαφρικανικῆς Δημοκρατίας καὶ δὲν ἐπιφέρει οὐδεμίαν δέσμευσιν ἔναντι τῆς Κυβερνήσεως ταύτης.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Γκάνα ἐπιφυλάσσει ἐπίσης διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν θὰ παρεκωλύετο ἡ καλὴ λειτουργία τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν ἐκ τοῦ γεγονότος τῆς μὴ τηρήσεως τῶν διατάξεων τῆς ὑπ' ὄψει Συμβάσεως ὑπὸ ἄλλων Μελῶν ἢ διατυπουμένων ἐπιφυλάξεων παρ' αὐτῶν.

XLIX

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν, ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, ὅτι ὑπογράφουσαι τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἀφήνουν ἀνοικτὸν τὸ θέμα ἀποδοχῆς τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959).

L

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας καὶ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰς ἀντιστοίχους Κυβερνήσεις των τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνουν ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων των ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ συνεπήγοντο αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ ἐὰν Μέλη τινὰ τῆς Ἑνώσεως, δὲν καταβάλλουν τὴν μερίδα των διὰ τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LI

Διὰ τὴν Κούβα:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κούβας εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Ἐπαναστατικῆς Κυβερνήσεώς της, ὅτι οὐδεμίαν νομικὴν ἢ ἠθικὴν ἀξίαν ἀναγνωρίζει εἰς τὴν ὑπογραφήν, τῶν τελικῶν Πράξεων, ὑπὸ τῆς ἀναξίας ἀντιπροσωπείας τοῦ καθεστῶτος τοῦ LON NOL. Μόνον οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως Ἐθνικῆς Ἑνότητος τοῦ KAMPUCHFA (G.R.U.N.K.) εἶναι ἁρμόδιοι νὰ ὑπογράφουν ἐν ὀνόματι τῆς Καμπότζης τὰς τελικὰς Πράξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

LIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀκτῆς τοῦ Ἐλεφαντόδοντος:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀκτῆς τοῦ Ἐλεφαντοστοῦ δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ δέχεται ἢ νὰ ἀρνῆται τὰς συνεπείας τῶν διατυπουμένων ἐπιφυλάξεων εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύναντο νὰ ἐπιφέρουν αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ ἠδύναντο νὰ παρακωλύσουν τὰς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν.

LIII

Διὰ τὴν Αὐστραλίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Αὐστραλίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἤθελεν κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὰ ὑφιστάμενα χρέη καὶ τοὺς εἰς αὐτὰ ἀναφερομένους τόκους ἢ εἰς μελλοντικὰς ὑποχρεώσεις, ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢ τῶν παραρτημάτων, Πρωτοκόλλων καὶ Κανονισμῶν οἱ ὁποῖοι εἶναι προσηρτημένοι εἰς ταύτην, ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἑτέρων θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

LIV

Διὰ τὴν Νέαν-Ζηλανδίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Νέας - Ζηλανδίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της. εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν Παραρτημάτων ἢ Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν Ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῆς Νέας - Ζηλανδίας.

LV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Νίγηρος:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νίγηρος, εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, δηλώνει ὅτι οὐδεμίαν αὔξησιν ἀποδέχεται τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως ἐκ τῆς ἀπροθυμίας οἱουδήποτε Μέλους, πρὸς διακανονισμὸν τῶν συνεισφορῶν του καὶ λοιπῶν συναφῶν ἐξόδων.

Ἐπιφυλάσσει ἐπὶ πλέον εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ χρήσιμα μέτρα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων αὐτῆς εἰς τηλεπικοινωνιακὰ θέματα ἐκ τοῦ γεγονότος τῆς μὴ τηρήσεως τῆς Συμβάσεως τῆς MALAGA - TORREMOLINOS, 1973, ὑπὸ οἱουδήποτε Μέλους τῆς Ἑνώσεως.

LVI

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κογκό:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Κογκὸ δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεως της ὅτι:

1. Τοῦ Νοτίου Βιὲτ - Νὰμ ἀποτελουμένου ἐκ δύο ζωνῶν καὶ ἐξαρτωμένου ἐκ δύο Διοικήσεων (τῆς προσωρινῆς ἐπαναστατικῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιετ - Νὰμ καὶ τῶν Ἀρχῶν τῆς Σαϊγκόν), δὲν θὰ ἔδει νὰ θεωρηθῇ ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Ἀρχῶν τῆς Σαϊγκὸν ὑπογράφουν τὴν Σύμβασιν καὶ τὰς ἄλλας Τελικὰς Πράξεις τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων ἐξ ὀνόματος ὁλοκλήρου τοῦ Νοτίου Βιὲτ - Νάμ.

2. Τοῦ Νοτίου τμήματος τῆς Κορέας μὴ ἀντιπροσωπεύοντος ἅπασαν τὴν Κορέαν, δὲν θὰ ἔδει νὰ θεωρηθῇ ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Νοτίου Κορέας ὑπογράφουν τὴν Σύμβασιν καὶ τὰς ἄλλας Τελικὰς Πράξεις ἐξ ὀνόματος τῆς Κορέας.

LVII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σρὶ Λάνκα (Κεϋλάνη):

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Σρὶ Λάνκα (Κεϋλάνη) εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της:

1. Τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνῆται πᾶν οἰκονομικὸν μέτρον τὸ ὁποῖον θὰ ἠδύνατο νὰ ὁδηγήσῃ εἰς αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

2. Τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὡρισμένα Μέλη θὰ παρέλειπον, καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν Παραρτημάτων της ἢ τῶν Κανονισμῶν οἱ ὁποῖοι εἶναι προσηρτημένοι εἰς ταύτην ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν.

3. Καὶ νὰ λαμβάνῃ, ἐὰν ὑφίσταται ἀνάγκη, πᾶν ἕτερον μέτρον σύμφωνον πρὸς τὸ Σύνταγμα καὶ τοὺς νόμους τῆς Δημοκρατίας τῆς Σρὶ Λάνκα (Κεϋλάνη).

LVIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κμέρ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Κμὲρ ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα εἰς τὴν Κυβέρνησίν της ὡς πρὸς τὴν ἐπικύρωσιν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως, ἐξ αἰτίας τῶν γενομένων ἐπιφυλάξεων, ὑπὸ ὡρισμένων ἀντιπροσωπειῶν, αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν τὴν Κυβέρνησίν της.

Δηλώνει ἐξ ἄλλου ὅτι δὲν δέχεται οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον ἔχον ὡς ἀποτέλεσμα τὴν αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος.

LIX

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Κίνας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας ἐπιθυμεῖ νὰ δηλώσῃ τὰ κάτωθι:

1. Ἡ κλίκα τοῦ προδότου Λὸν Νὸλ δὲν εἶναι παρὰ μία ὁμὰς Καμποτζιανῶν προερχομένων ἐκ τῆς χαμηλῆς ὑποστάθμης τοῦ λαοῦ καὶ εἶναι παράνομος ἀπ' ἄκρου εἰς ἄκρον. Δὲν ἔχει ἀπολύτως οὐδὲν

δικαίωμα νά ὑπογράψη τήν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τῆς MALAGA - TORREMOLINOS (1973) ἐν ὀνόματι τοῦ λαοῦ τῆς Καμπότζης.

Ἡ συμφωνία τῶν Παρισίων διά τό Βιέτ - Νάμ ἀνεγνώρισεν ἐν τῇ πράξει τήν ὕπαρξιν τῶν δύο Διοικήσεων εἰς τό Νότιον Βιέτ - Νάμ: τήν ἐπαναστατικήν προσωρινήν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιέτ - Νάμ καί τήν Διοίκησιν τῆς Σαϊγκόν. Κατά τήν παροῦσαν κατάστασιν, ἡ μονόπλευρος ἀντιπροσώπευσις ἀπό τήν Διοίκησιν τῆς Σαϊγκόν εἰς τήν Διάσκεψιν τῆς U.I.T. δέν εἶναι κανονική. Ὑπό τάς συνθήκας κατά τάς ὁποίας ἡ Βόρειος καί Νότιος Κορέα, κατέληξαν εἰς μίαν συμφωνίαν ἀρχῆς ἐπί τῆς ἑνοποιήσεως τῆς χώρας ἐν ἀνεξαρτησία καί εἰρήνῃ, εἶναι παράλογον ὅτι αἱ Ἀρχαί τῆς Νοτίου Κορέας ἀντιπροσωπεύονται εἰς τήν U.I.T. ὡς τοιαῦται. Κατόπιν τῶν ἀνωτέρω, οὔτε οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Διοικήσεως τῆς Σαϊγκόν οὔτε αἱ Ἀρχαί τῆς Νοτίου Κορέας ἔχουν τό δικαίωμα νά ὑπογράψουν τήν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ὡς τοιαῦται.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κίνας ἐπιφυλάσσεται ἐπί τῶν διατάξεων τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) τῶν ἀφορωσῶν εἰς τήν ἀπονομήν καί χρησιμοποίησιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων ὡς καί εἰς τήν ἀπονομήν καί καταγραφήν τῶν θέσεων τῶν γαιωστατικῶν δορυφόρων.

LX

Διά τήν Ἕνωσιν τῆς Βιρμανίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἑνώσεως Βιρμανίας, ὑπογράφουσα τήν Σύμβασιν τῆς MALAGA - TORREMOLINOS (1973), ἐπιφυλάσσει εἰς τήν Κυβέρνησίν της τό δικαίωμα νά λαμβάνη ὅλα τά μέτρα τά ὁποῖα θά κρίνη ἀναγκαῖα διά τήν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς περίπτωσιν κατά τήν ὁποίαν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις, ὑπό ἑτέρων χωρῶν, θά ὡδήγουν εἰς αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τάς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXI

Διά τήν Δημοκρατίαν τοῦ Βιέτ-Νάμ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ - Νάμ ἐπαναλαμβάνει τάς δηλώσεις τάς ὁποίας ἔκανε κατά τήν 4ην Γενικήν συνέλευσιν ὡς καί ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς ἐλέγχου τῶν διαπιστευτηρίων.

Ἀπό τό 1951, ἡμερομηνία κατά τήν ὁποίαν ἡ Δημοκρατία τοῦ Βιέτ - Νάμ ἐγένετο δεκτή εἰς τούς κόλπους τῆς U.I.T. ἡ Κυβέρνησις ἡμῶν παρέσχε πᾶσαν ἀπόδειξιν περί τῆς ἀντιπροσωπευτικότητός της.

Λυπούμεθα διότι ὡρισμέναι ἀντιπροσωπεῖαι ἔκρινον καλόν νά ἐγείρουν, διά προπαγανδιστικούς σκοπούς, πολεμικήν πολιτικῆς φύσεως, ἐκτός τῶν πλαισίων τῆς U.I.T.

Εἶναι ἀνάρμοστον νά ἐπικαλῆται τις τήν Συμφωνίαν τῶν Παρισίων διά νά ἐπιχειρηματολογῇ ὑπέρ τῆς αὐτοαποκαλουμένης Προσωρινῆς Ἐπαναστατικῆς Κυβερνήσεως τοῦ Νοτίου Βιέτ - Νάμ, Κυβερνήσεως ἀποτελουμένης ὑπό ὁμάδων ἀνθρώπων τῶν ὁποίων ὁ μοναδικός σκοπός εἶναι νά σπείρουν δι' ὅλων τῶν μέσων, τρόμον, θάνατον, ἐρείπια καί ἐρήμωσιν.

Πράγματι, ἡ Συμφωνία τῶν Παρισίων ἡ ὁποία ἀποσκοπεῖ κυρίως νά ἀποκαταστήσῃ τήν παῦσιν τοῦ πυρός εἰς τό Βιέτ - Νάμ, δημιουργοῦσα τοιουτοτρόπως εὐνοϊκόν κλῖμα διά τάς διαπραγματεύσεις ταχείας ἀποκαταστάσεως μιᾶς διαρκοῦς εἰρήνης εἰς τό Νότιον Βιέτ - Νάμ, οὐδόλως καθιέρωσε τήν αὐτοαποκαλουμένην GRP ὡς τοιαύτην. Ἡ Συμφωνία τῶν Παρισίων δέν ἀνεγνώρισε καί δέν εἶναι εἰς τήν δικαιοδοσίαν της νά ἀναγνωρίσῃ τήν GRP ὡς «νόμιμον» Κυβέρνησιν τοῦ Βιέτ - Νάμ. Δέν μετέβαλεν, οὔτε εἶναι εἰς τήν δικαιοδοσίαν της νά μεταβάλῃ, τόν νόμιμον συνταγματικόν χαρακτῆρα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ - Νάμ.

Ὁ τίτλος τῆς προσωρινῆς Ἐπαναστατικῆς Κυβερνήσεως δέν εἶναι παρά μία ὀνομασία ἡ ὁποία δίδεται εἰς τό αὐτοαποκαλούμενον Ἀπελευθερωτικόν Μέτωπον τοῦ Νοτίου Βιέτ - Νάμ, δημιουργηθέν ἀπό τό Κόμμα τοῦ LAO - DOUQ τοῦ Βορείου Βιέτ - Νάμ κατά τό 3ον Συνέδριόν του εἰς Ἀνόϊ κατά τόν Σεπτέμβριον τοῦ 1960.

Ὑπό τήν ἐπωνυμίαν FLN ἤ GRP, ἡ ὀργάνωσις αὕτη δέν εἶναι παρά τό ὄργανον τοῦ Ἀνόϊ, μία δημιουργία τελείως πλαστή, ὑποστηριζόμενη ὑπό τῶν δυνάμεων ἐκστρατείας τοῦ Βορείου Βιέτ - Νάμ.

Λυπούμεθα διά τήν στάσιν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν αἱ ὁποῖαι καίτοι δηλώνουν ὅτι καταδικάζουν τήν πολιτικήν τῆς βίας, οὐδέποτε προσεπάθησαν νά προσφέρουν τήν ἐλαχίστην συνδρομήν (εἰς τήν πραγματικότητα ἔπραξαν τό ἀντίθετον) διά νά τεθῇ τέρμα εἰς τόν ὀδυνηρόν ἀδελφοκτόνον ἀγῶνα ὁ ὁποῖος διαρκεῖ ἐπί μακρόν ἐπί τοῦ ἐδάφους μας.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ - Νάμ δηλώνει ὅτι εἶναι ἡ μόνη νόμιμος ἀντιπροσώπευσις εἰς τό Νότιον Βιέτ - Νάμ καί ἡ ὁποία ἀνεγνωρίσθη ὡς τοιαύτη ὑπό τῆς Διασκέψεως ἀπό τοῦ χρόνου καθ' ὅν προσεχώρησεν εἰς U.I.T. τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ - Νάμ.

Ἅπασαι αἱ ὑποβληθεῖσαι δηλώσεις ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἤ ἐπισυναφθεῖσαι εἰς τήν Σύμβασιν ταύτην καί αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀσυμβίβαστοι πρός τήν θέσιν τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ - Νάμ, εἶναι παράνομοι καί κατ' ἀκολουθίαν ἀνυπόστατοι.

Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης εἰς τήν Κυβέρνησίν της τό δικαίωμα τῆς μή ἀποδοχῆς οὐδενός οἰκονομικοῦ μέτρου δυναμένου νά ἐπιφέρῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τάς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως καί νά λαμβάνῃ ἅπαντα τά μέτρα τά ὁποῖα θά κρίνῃ ὡς ἀναγκαῖα διά τήν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της.

LXII

Διά τήν Δημοκρατίαν τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς εἰς τήν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) δηλώνει ὅτι ἡ Κυβέρνησίς της ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτήν τό δικαίωμα νά λαμβάνῃ ἅπαντα τά ἀναγκαῖα μέτρα διά τήν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της, ἐάν ὡρισμέναι χῶραι Μέλη τῆς Ἑνώσεως δέν τηροῦν τάς διατάξεις τῆς παρούσης Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καί διατυπώνουν κατά τρόπον ἀνώμαλον ἐπιφυλάξεις αἱ ὁποῖαι τείνουν εἰς αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς χώρας της, εἰς τάς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXIII

Διά τήν Δημοκρατίαν τῆς Γουϊνέας τοῦ Ἰσημερινοῦ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Γουϊνέας τοῦ Ἰσημερινοῦ ἐπιφυλάσσει τό δικαίωμα εἰς τήν Κυβέρνησίν της:

1. Νά μή δεχθῇ οὐδέν οἰκονομικόν μέτρον τό ὁποῖον θά ἠδύνατο νά ἐπιφέρῃ αὔξησιν τῆς συνεισφορᾶς της.

2. Νά λαμβάνῃ ἅπαντα τά μέτρα τά ὁποῖα θά κρίνῃ ἀναγκαῖα διά τήν διαφύλαξιν τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν εἰς περίπτωσιν κατά τήν ὁποίαν χῶραι Μέλη δέν θά ἐτήρουν τάς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

LXIV

Διά τήν Δημοκρατίαν τοῦ Μπουρούντι:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Μπουρούντι ἐπιφυλάσσει εἰς τήν Κυβέρνησίν της τό δικαίωμα νά ἀποδέχεται ἤ ὄχι τά μέτρα τά ὁποῖα θά ἐλαμβάνοντο πρός τόν σκοπόν αὐξήσεως τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τάς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXV

Διά τήν Δημοκρατίαν τοῦ Τσάντ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Τσάντ εἰς τήν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἐπιφυλάσσει εἰς τήν Κυβέρνησίν της τό δικαίωμα:

1. Νά μή δεχθῇ οὐδέν οἰκονομικόν μέτρον τό ὁποῖον θά ἐπέφερεν αὔξησιν συμμετοχικῆς της μερίδος.

2. Νά λαμβάνῃ ἅπαντα τά μέτρα τά ὁποῖα θά κρίνῃ ἀναγκαῖα διά τήν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς περίπτωσιν κατά τήν ὁποίαν ὡρισμένα Μέλη τῆς Ἑνώσεως δέν θά ἐτήρουν, καθ'οἱονδήποτε τρόπον, τάς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως.

LXVI

Διά τήν Δημοκρατίαν τοῦ Ἰράκ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἰράκ δηλώνει ὅτι ἡ Κυβέρνησίς της ἐπιφυλάσσει εἰς αὐτήν τό δικαίωμα νά λαμβάνῃ πᾶν μέτρον τό ὁποῖον θά κρίνῃ ἀναγκαῖον διά τήν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της, εἰς περίπτωσιν κατά τήν ὁποίαν ἕν Μέλος δέν θά ἐτήρει καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τάς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἤ ἐάν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπό τινος Μέλους θά παρεκώλυον τήν καλήν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Ἰράκ ἤ θά ὡδήγουν εἰς μίαν αὔξησιν τοῦ ἀναλογοῦντος μεριδίου συμμετοχῆς τοῦ Ἰράκ εἰς τάς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXVII

Διά τήν Δημοκρατίαν τοῦ Τόγκο:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Τόγκο ἐπιφυλάσσει εἰς τήν Κυβέρνησίν της τό δικαίωμα νά λαμβάνῃ τά μέτρα τά ὁποῖα θά ἔκρινε κατάλληλα, ἐάν μία χώρα δέν ἐτήρει τάς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἤ ἐάν αἱ ὑποβληθεῖσαι ἐπιφυλάξεις ὑπό ὡρισμένων Μελῶν κατά τήν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως MALAGA - TORREMOLINOS 1973 ἤ κατά τήν ὑπογραφήν, ἤ τήν προσχώρησιν θά ἐπέφερον ὀχληράς καταστάσεις διά τάς ὑπηρεσίας της τῶν Τηλεπικοινωνιῶν ἤ αὔξησιν ἐκτιμωμένην ὡς λίαν σημαντικήν συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τάς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXVIII

Διά τήν Δημοκρατίαν τῆς Δαχομέης:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Δαχομέης ἐπιφυλάσσει εἰς τήν Κυβέρνησίν της τό δικαίωμα:

1. Νά μή ἀποδεχθῇ οὐδέν οἰκονομικόν μέτρον δυνάμενον νά ἐπιφέρῃ αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τήν Ἕνωσιν.

2. Νά λαμβάνῃ πάντα τά μέτρα τά ὁποῖα θά κρίνῃ ἀναγκαῖα διά τήν προστασίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν εἰς περίπτωσιν κατά τήν ὁποίαν χῶραι Μέλη δέν θά ἐτήρουν τάς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

LXIX

Διά την Λαϊκήν Δημοκρατίαν του Κογκό:

Η αντιπροσωπεία της Λαϊκής Δημοκρατίας του Κογκό εις την Διάσκεψιν Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) δηλώνει εξ ονόματος της Λαϊκής και Επαναστατικής Κυβερνήσεώς της, ότι δεν αναγνωρίζει ουδεμίαν νομικήν ή ηθικήν αξίαν εις την υπογραφήν των Τελικών Πράξεων υπό της αντιπροσωπείας του αντιδραστικού καθεστώτος του LON NOL. Μόνον οι αντιπρόσωποι της Βασιλικής Κυβερνήσεως της Εθνικής Ενότητος της KAMPUCHEA είναι αρμόδιοι να υπογράφουν, εξ ονόματος της Καμπότζης, τας Τελικάς Πράξεις της παρούσης Διασκέψεως.

LXX

Διά την Παπούα - Νέας - Γουϊνέας:

Η Παπούα - Νέας Γουϊνέας επιφυλάσσει εις εαυτήν το δικαίωμα να λάβη όλα τα μέτρα τα οποία θα κρίνη αναγκαία διά την διαφύλαξιν των συμφερόντων αυτής εις περίπτωσιν κατά την οποίαν ωρισμένα Μέλη δεν θα ανελάμβανον το μερίδιόν των εις τας δαπάνας της Ενώσεως ή θα παρέλειπον καθ' οιονδήποτε τρόπον να συμμορφωθούν προς τας διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ή των Παραρτημάτων αυτής ή των Πρωτοκόλλων τα οποία είναι προσηρτημένα εις ταύτην ή ακόμη εάν αι διατυπούμεναι επιφυλάξεις υπό άλλων χωρών θα παρεμπόδιζον την καλήν λειτουργίαν των υπηρεσιών της Τηλεπικοινωνιών.

LXXI

Διά την Δημοκρατίαν του Έλ Σαλβαντόρ:

Η αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας του Έλ Σαλβαντόρ, επιφυλάσσει εις την Κυβέρνησίν της το δικαίωμα να διατυπώνη πάσαν δήλωσιν ή επιφύλαξιν, την οποίαν θα κρίνη αναγκαία εφ' όσον δεν θα έχη επικυρώσει την Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), δηλώνει ωσαύτως ότι δεν δέχεται ουδεμίαν συνέπειαν παραβλάπτουσα τα συμφέροντα της χώρας της, η οποία θα απέρρεεν εξ επιφυλάξεων διατυπωθεισών υπό ετέρων χωρών.

LXXII

Διά το Κράτος του Ισραήλ:

Αι δηλώσεις αι γενόμεναι υπό των αντιπροσωπειών της Αλγερίας (Αλγερινής Δημοκρατίας, Λαϊκής και Δημοκρατικής) του Βασιλείου της Σαουδικής Αραβίας, της Αιγυπτιακής Αραβικής Δημοκρατίας, των Ηνωμένων Αραβικών Εμιράτων, της Δημοκρατίας του Ιράκ, του Κράτους του Κουβέϊτ, του Λιβάνου, της Αραβικής Δημοκρατίας της Λιβύης, της Μαλαισίας, του Βασιλείου του Μαρόκου, της Ισλαμικής Δημοκρατίας Μαυριτανίας, του Σουλτανάτου του Ομάν, του Πακιστάν, της Λαϊκής Δημοκρατίας, της Σομαλίας, της Λαϊκής Δημοκρατίας του Σουδάν, της Τυνησίας, της Αραβικής Δημοκρατίας της Υεμένης και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Υεμένης, ευρίσκονται εις προφανή αντίθεσιν προς τας αρχάς και σκοπούς της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών και συνεπώς στερούνται οιασδήποτε νομικής αξίας. Κατόπιν τούτου η Κυβέρνησις του Ισραήλ καθιστά γνωστόν επισήμως ότι απορρίπτει καθ' ολοκληρίαν τας δηλώσεις ταύτας και θεωρεί ότι δεν δύνανται να έχουν ουδεμίαν αξίαν όσον αφορά τα δικαιώματα και τας υποχρεώσεις των Κρατών Μελών της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών.

Εν πάση περιπτώσει η Κυβέρνησις του Ισραήλ θα κάμη χρήσιν των δικαιωμάτων τα οποία της ανήκουν διά να διαφυλάξη τα συμφέροντά της εις περίπτωσιν κατά την οποίαν αι Κυβερνήσεις της Αλγερίας (Αλγερινής Δημοκρατίας Λαϊκής και Δημοκρατικής), του Βασιλείου της Σαουδικής Αραβίας, της Αραβικής Δημοκρατίας της Αιγύπτου, των Ηνωμένων Αραβικών Εμιράτων, της Δημοκρατίας του Ιράκ, του Κράτους του Κουβέϊτ, του Λιβάνου, της Αραβικής Δημοκρατίας της Λιβυκής, της Μαλαισίας, του Βασιλείου του Μαρόκου, της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας, του Σουλτανάτου του Ομάν, του Πακιστάν, της Λαϊκής Δημοκρατίας της Σομαλίας, της Λαϊκής Δημοκρατίας του Σουδάν, της Τυνησίας, της Αραβικής Δημοκρατίας της Υεμένης και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Υεμένης, παρεβίαζον καθ' οιονδήποτε τρόπον τας διατάξεις της Συμβάσεως ή των συνημμένων Παραρτημάτων, Πρωτοκόλλων ή Κανονισμών.

LXXIII

Διά την Δημοκρατίαν της Κορέας:

Η αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Κορέας, ομιλούσα εν ονόματι της Κυβερνήσεώς της :

1. Δηλώνει ότι όλαι αι διατυπούμεναι επιφυλάξεις εις ό,τι αφορά την δυνατότητά της να αντιπροσωπεύη κατά νόμον την Δημοκρατίαν της Κορέας εις τους κόλπους της U.I.T. ή εις την παρούσαν Διάσκεψιν των Πληρεξουσίων, ή οιαδήποτε δήλωσις τείνουσα να αμφισβητήση την νομιμότητα της δυνατότητος αντιπροσωπεύσεως ταύτης είναι άνευ βάσεως και νομικής αξίας.

2. Επιφυλάσσει εις την Κυβέρνησίν της το δικαίωμα να λάβη όλα τα μέτρα τα οποία θα κρίνη αναγκαία διά την διαφύλαξιν των συμφερόντων της εάν ωρισμένα Μέλη δεν θα ανελάμβανον το μερίδιόν των εις τας δαπάνας της Ενώσεως ή θα παρέλειπον καθ' οιονδήποτε τρόπον να συμμορφωθούν προς τας διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ή των Παραρτημάτων ή Πρωτοκόλλων τα οποία είναι προσηρτημένα εις αυτήν, ή ακόμη εάν διατυπούμεναι επιφυλάξεις υπό άλλων χωρών θα παρεμπόδιζον την καλήν λειτουργίαν των ιδίων αυτής υπηρεσιών Τηλεπικοινωνιών.

LXXIV

Διά το Βέλγιον:

Η αντιπροσωπεία του Βελγίου επιφυλάσσει εις την Κυβέρνησίν της το δικαίωμα να λάβη όλα τα μέτρα τα οποία θα κρίνη αναγκαία διά την προστασίαν των συμφερόντων της εις περίπτωσιν κατά την οποίαν ωρισμένα Μέλη δεν θα ανελάμβανον το μερίδιόν των εις τας δαπάνας της Ενώσεως ή θα παρέλειπον καθ' οιονδήποτε άλλον τρόπον να συμμορφωθούν προς τας διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA-TORREMOLINOS 1973), των Παραρτημάτων αυτής και των Πρωτοκόλλων τα οποία είναι συνημμένα εις αυτήν, ή ακόμη εάν διατυπούμεναι επιφυλάξεις υπό άλλων χωρών είναι ικαναί να προκαλέσουν αύξησιν της συμμετοχικής της μερίδος εις τας δαπάνας της Ενώσεως, ή τέλος εάν διατυπούμεναι επιφυλάξεις υπό άλλων χωρών θα παρεμπόδιζον την καλήν λειτουργίαν των υπηρεσιών της Τηλεπικοινωνιών.

LXXV

Διά την Αραβικήν Δημοκρατίαν της Λιβύης:

Η αντιπροσωπεία της Αραβικής Δημοκρατίας της Λιβύης επιφυλάσσει εις την Κυβέρνησίν της το δικαίωμα να αποδεχθή ή να αρνηθή τας συνεπείας τας απορρεούσας εξ οιασδήποτε διατυπουμένης επιφυλάξεως υπό άλλων χωρών τοιαύτης φύσεως ώστε να επιφέρη αύξησιν του μεριδίου συνεισφοράς της εις τας δαπάνας της Ενώσεως και να λάβη όλα τα μέτρα τα οποία θα κρίνη αναγκαία διά την διαφύλαξιν των συμφερόντων της εις περίπτωσιν κατά την οποίαν έν Μέλος ή έν συνεργαζόμενον Μέλος θα παρέλειπε να συμμορφωθή με τας διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ή των Κανονισμών οι οποίοι είναι συνημμένοι εις αυτήν.

LXXVI

Διά την Δημοκρατίαν του Γκαμπόν:

Υπογράφουσα την Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιών (MALAGA – TORREMOLINOS, 1973), η αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας του Γκαμπόν επιφυλάσσει εις την Κυβέρνησίν της, το δικαίωμα να λάβη όλα τα μέτρα τα οποία θα κρίνη αναγκαία διά την διαφύλαξιν των συμφερόντων της εις περίπτωσιν κατά την οποίαν αι διατυπούμεναι επιφυλάξεις υπό άλλων Κυβερνήσεων θα ηδύναντο να προκαλέσουν αύξησιν της μερίδος συνεισφοράς της εις τας δαπάνας της Ενώσεως ή θα ηδύναντο να παρακωλύουν τας υπηρεσίας της Τηλεπικοινωνιών.

LXXVII

Διά την Δημοκρατίαν του Άνω - Βολτά:

Η αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας του Άνω - Βολτά εις την Διάσκεψιν Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA TORREMOLINOS, 1973) επιφυλάσσει εις την Κυβέρνησίν της το δικαίωμα να αρνηθή πάν οικονομικόν μέτρον τείνον εις αύξησιν της συμμετοχικής της μερίδος εις τας δαπάνας της Ενώσεως και εξ άλλου να λάβη όλα τα αναγκαία μέτρα διά την προστασίαν των συμφερόντων της, εις περίπτωσιν κατά την οποίαν Μέλη δεν θα ετήρουν τας διατάξεις της Συμβάσεως της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ή των επισυναπτομένων Παραρτημάτων ή Κανονισμών.

LXXVIII

Διά την Δημοκρατίαν του Μαλί:

Η αντιπροσωπεία της Δημοκρατίας του Μαλί εις την Διάσκεψιν Πληρεξουσίων της U.I.T. δηλώνει ότι ουδεμίαν αύξησιν της συμμετοχικής της μερίδος αποδέχεται εις τας δαπάνας της Ενώσεως, λόγω αδυναμίας οιουδήποτε Μέλους, προς διακανονισμόν των συνεισφορών του και των λοιπών συναφών εξόδων.

Επιφυλάσσει, επί πλέον το δικαίωμα της Κυβερνήσεώς της να λάβη όλα τα αναγκαία μέτρα διά την προστασίαν των συμφερόντων της εις ό,τι αφορά τας τηλεπικοινωνίας εκ του γεγονότος μη σεβασμού της Συμβάσεως MALAGA - TORREMOLINOS, 1973, υπό οιουδήποτε Μέλους της Ενώσεως.

LXXIX

Διά το Νεπάλ:

Η αντιπροσωπεία του Νεπάλ επιφυλάσσει εις την Κυβέρνησίν της, το δικαίωμα να λάβη όλα τα μέτρα τα οποία θα κρίνη κατάλληλα διά την προστασίαν των συμφερόντων της, εις περίπτωσιν κατά την οποίαν οιαδήποτε αιτία ήθελεν επιφέρει αύξησιν εις το αναλογούν ετήσιον μερίδιον συμμετοχής της.

LXXX

Διά τα Ηνωμένα Αραβικά Εμιράτα:

Η Αντιπροσωπεία των Ηνωμένων Αραβικών Εμιράτων δηλώνει ότι η Κυβέρνησις της επιφυλάσσει το δικαίωμα να λάβη όλα τα μέτρα τα οποία θα κρίνη αναγκαία διά την διαφύλαξιν των συμφερόντων της, εις περίπτωσιν κατά την οποίαν ένα Μέλος θα παρέλειπε καθ' οιονδήποτε τρόπον να τηρήση τας διατάξεις της Διεθνούς Συμ-

βάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις ἐκφρασθεῖσαι ὑπό τινος Μέλους θὰ παρεμπόδιζεν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν ἢ θὰ ὡδήγουν εἰς αὔξησιν τοῦ μεριδίου συνεισφορᾶς τῶν Ἡνωμένων Ἀραβικῶν Ἐμιράτων εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXXXI

Διὰ τὴν Ἀνατολικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐρουγουάης:

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Ἀνατολικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐρουγουάης δηλώνει ὅτι ἡ Κυβέρνησίς της ἐπιφυλάσσει εἰς αὐτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν Παραρτημάτων ἢ Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην ἢ ἐὰν διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν δύνανται νὰ ἐπιφέρουν ζημίαν εἰς τὰς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνιῶν τῆς Ἀνατολικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐρουγουάης.

LXXXII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Βολιβίας:

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Βολιβίας δηλώνει ὅτι ἡ Κυβέρνησίς της ἐπιφυλάσσει, εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ἕτερα Μέλη δὲν τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν Παραρτημάτων ἢ Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν ἠδύναντο νὰ ἐπιφέρουν ζημίαν εἰς τὰ συμφέροντα τῆς Βολιβίας, ἰδίως εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνιῶν τῆς Βολιβίας.

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Βολιβίας δηλώνει, ἐπὶ πλέον, ὅτι ἡ Κυβέρνησίς της διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ διατυπώνῃ οἱανδήποτε ἐπιφύλαξιν κατὰ τὴν ἐπικύρωσιν ὑπ' αὐτῆς τῆς Συμβάσεως.

LXXXIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σενεγάλης:

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης, δηλώνει ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της, ὅτι δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν γενομένων ἐκ μέρους ἄλλων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεων, εἰς τὴν παροῦσαν Διάσκεψιν, ἔχουσαν ὡς ἀποτέλεσμα τὴν αὔξησιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορᾶς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

Ἐξ ἄλλου ἡ Δημοκρατία τῆς Σενεγάλης ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ χρήσιμα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της, εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ ἐκφερόμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἄλλων χωρῶν ἢ ὁ μὴ σεβασμὸς τῆς Συμβάσεως θὰ ἠδύναντο νὰ παραβλάψουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν.

LXXXIV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀργεντινῆς:

A

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀργεντινῆς ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα:

1. Νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον ἱκανὸν νὰ ἐπιφέρῃ αὔξησιν τῆς συνεισφορᾶς της.

2. Νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ κατάλληλα διὰ τὴν προστασίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν χῶραι Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973).

B

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀργεντινῆς ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ διατυπώσῃ τὰς ἐπιφυλάξεις τὰς ὁποίας θὰ θεωρήσῃ καταλλήλους εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ κείμενα τὰ περιεχόμενα εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973), τὰ ὁποῖα θίγουν ἀμέσως ἢ ἐμμέσως τὴν κυριαρχίαν της.

LXXXV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουϊνέας:

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Γουϊνέας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν ὡρισμένα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν γενόμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν δύνανται νὰ παρεμποδίζουν τὰς ὑπηρεσίας της Τηλεπικοινωνιῶν, νὰ δεχθῇ ἢ ὄχι τὰς οἰκονομικὰς ἐπιπτώσεις αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύναντο πιθανὸν νὰ προκύψουν ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων αὐτῶν.

LXXXVI

Διὰ τὴν Ἱσπανίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἱσπανίας δηλώνει ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι ἡ λέξις «χώρα» χρησιμοποιουμένη εἰς τὸν πρόλογον εἰς τὸ 1ον ἄρθρον καὶ εἰς ἄλλα ἄρθρα τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) εἶναι διὰ τὴν ἐν λόγῳ Κυβέρνησιν συνώνυμος τοῦ ὅρου «Κυρίαρχον Κράτος» καὶ ὅτι ἔχει τὴν αὐτὴν ἀξίαν, τὴν αὐτὴν ἰσχύν, καὶ τὸ αὐτὸ νομικὸν καὶ πολιτικὸν περιεχόμενον.

LXXXVII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀργεντινῆς:

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀργεντινῆς δηλώνει, ἐξ ὀνόματος τῆς Κυβερνήσεώς της, ὅτι πᾶσα ἀναφορὰ τοῦ Τελικοῦ Πρωτοκόλλου τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ παντὸς ἑτέρου στοιχείου τῆς Διασκέψεως, εἰς τὰς νήσους MALOUINES, τὰς νήσους τῆς GEORGIE DU SUD καὶ τὰς νήσους SANDWICH DU SUD ὑπὸ τὴν ἐσφαλμένην ὀνομασίαν «Νῆσοι FALKLAND καὶ αἱ ἐξαρτήσεις των», οὐδόλως ἐπηρεάζει τὰ ἀπαράγραπτα καὶ ἀναπαλλοτρίωτα κυριαρχικὰ δικαιώματα τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀργεντινῆς ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν αὐτῶν. Ἡ κατοχὴ τῶν νήσων αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, κατόπιν πράξεως βιαίας τὴν ὁποίαν οὐδέποτε ἀπεδέχθη ἡ Δημοκρατία τῆς Ἀργεντινῆς ὡδήγησεν τὸν Ὀργανισμὸν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, εἰς τὴν ἀπόφασίν του 2065(XX) νὰ καλέσῃ ἀμφότερα τὰ δύο μέρη νὰ ἀναζητήσουν εἰρηνικὸν διακανονισμὸν τῆς διενέξεως ταύτης περὶ τῆς κυριαρχίας ἐπὶ τῶν ἐν λόγῳ νήσων.

Ἐπὶ πλέον, ὑπογραμμίζεται ὅτι πᾶσα ἀναφορὰ τῶν ἰδίων αὐτῶν στοιχείων εἰς τὸ λεγόμενον «Βρεταννικὸν Ἀνταρκτικὸν Ἔδαφος» οὐδόλως ἐπηρεάζει τὰ δικαιώματα τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀργεντινῆς εἰς τὸν Ἀνταρκτικὸν τομέα τῆς Ἀργεντινῆς καὶ ὅτι ἡ μνεία αὕτη περιλαμβάνεται εἰς τὸ ἄρθρον IV τῆς Ἀνταρκτικῆς Συνθήκης, τῆς συναφθείσης εἰς Οὐάσιγκτον τὴν 1ην Δεκεμβρίου 1959, τὴν ὁποίαν ἡ Ἀργεντινὴ Δημοκρατία καὶ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ἔχουν ὑπογράψει.

LXXXVIII

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Δημοκρατία τῆς):

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Ἀλγερινῆς Δημοκρατίας Λαϊκῆς καὶ Δημοκρατικῆς, εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων Μελῶν θὰ παρεκώλυον τὰς ὑπηρεσίας της Τηλεπικοινωνιῶν ἢ θὰ ἐπέφερον αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXXXIX

Διὰ τὸ Περοῦ:

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Περοῦ δηλώνει ὅτι τὸ Κράτος τοῦ Περοῦ, δὲν θεωρεῖ ἑαυτὸ δεσμευμένον εἰς οὐδεμίαν περίπτωσιν ὑπὸ τῶν διατάξεων, τῆς Συμβάσεως, τῶν σχετικῶν μὲ τὴν διαιτησίαν μεταξὺ τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἀφορῶσα τὸν κανονισμὸν τῶν διαφορῶν.

Ἐξ ἄλλου, ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Περοῦ ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν του τὸ δικαίωμα:

1. Νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὡρισμένα Μέλη τῆς Ἑνώσεως θὰ παρέλειπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως ἢ Κανονισμῶν αὐτῆς, ἢ ἀκόμη ἐὰν διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ τῶν Μελῶν αὐτῶν παρεμπόδιζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Περοῦ.

2. Νὰ ἀποδεχθῇ ἢ νὰ ἀρνηθῇ τὰς συνεπείας τῶν ἐπιφυλάξεων τῶν δυναμένων νὰ προκαλέσουν αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς των μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

3. Νὰ ἀποδεχθῇ ἢ νὰ ἀρνηθῇ ὅλας ἢ ὡρισμένας τῶν διατάξεων τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν: Τηλεγραφικοῦ, Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ, Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν Σύμβασιν.

XC

Διὰ τὸ Ἰράν:

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἰρὰν ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ ἀναλογοῦν μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως σχετικῶς μὲ τὰς ὑφισταμένας ὀφειλάς, τοὺς τόκους τῶν ὀφειλῶν τούτων καὶ τῶν μελλοντικῶν συνεισφορῶν, ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, τῶν Πρωτοκόλλων ἢ τῶν Κανονισμῶν οἱ ὁποῖοι εἶναι προσηρτημένοι εἰς αὐτήν, ἢ ἀκόμη ἐὰν διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν παρεμπόδιζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν.

XCI

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν:

Αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν θεωροῦν ὅτι αἱ διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 5 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) δὲν συμφωνοῦν μὲ τὴν ἀρχὴν κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ πολυμερεῖς Διεθνεῖς Συνθῆκαι τῶν ὁποίων τὸ θέμα καὶ ὁ σκοπὸς ἐνδιαφέρουν τὴν Διεθνῆ κοινότητα εἰς τὸ σύνολόν της ὡς ἡ περίπτωσις τῶν Τηλεπικοινωνιῶν (ὅρα ἄρθρον 4 τῆς προαναφερθείσης Συμβάσεως) ὀφείλουν νὰ εἶναι ἀνοικταὶ εἰς παγκόσμιον συμμετοχήν.

XCII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων:

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῶν Φιλιππίνων ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύναντο νὰ εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν ὡρισμένα Μέλη δὲν ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, πρᾶγμα τὸ ὁποῖον θὰ ἠδύνατο νὰ ἐπιφέρῃ αὔξησιν τῆς συνεισφορᾶς τῶν Φιλιππίνων. Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμα εἰς τὴν Κυβέρνησίν της εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς συνεπείας τὰς προκυπτούσας ἐξ οἱασδήποτε ἐπιφυλάξεως γενομένης ὑπὸ ἑτέρας χώρας ἡ ὁποία θὰ ἔβλαπτε τὰ συμφέροντα τῶν Φιλιππίνων.

XCIII

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας:

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύνατο νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὡρισμένα Μέλη δὲν ἀναλαμβάνουν τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ παραλείπουν, καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον, νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως, τῶν Παραρτημάτων της ἢ τῶν Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν τείνουν εἰς τὴν αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ εἰς τὴν παρακώλυσιν τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της. Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἐπιφυλάσσει ὡσαύτως εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ τὰ κατὰ τὴν κρίσιν της κατάλληλα μέτρα εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν, ὁ τακτικὸς προϋπολογισμὸς τῆς Ἑνώσεως θὰ ἐπεβαρύνετο διὰ δαπανῶν σχετικῶν πρὸς τὴν τεχνικὴν συνεργασίαν.

XCIV

Διὰ τὴν Γαλλίαν:

Ἡ γαλλικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν Παραρτημάτων της ἢ τῶν Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XCV

Διὰ τὸ Μονακό:

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Μονακὸ ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν Παραρτημάτων της ἢ τῶν Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἑτέρων Μελῶν θὰ παρεκώλυον τὴν τελείαν καὶ ἀποτελεσματικὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XCVI

Διὰ τὴν Αὐστρίαν, τὸ Λουξεμβοῦργον καὶ τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν:

Αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰς Κυβερνήσεις των τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἤθελον κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων των εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν Παραρτημάτων της, τῶν Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν δυνατὸν νὰ προκαλέσουν αὔξησιν τῶν συμμετοχικῶν τῶν μεριδίων εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ τέλος ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν των.

XCVII

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαυΐας:

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα:

1. Νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῶν τηλεπικοινωνιῶν της ἐὰν ὡρισμένα Μέλη δὲν τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

2. Νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἄλλων χωρῶν ἤθελον προκαλέσει αὔξησιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XCVIII

Διὰ τὴν Συνομοσπονδίαν τῆς Ἑλβετίας καὶ τὸ Πριγκιπᾶτον τοῦ Λιχτενστάϊν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω μνημονευομένων χωρῶν ἐπιφυλάσσουν τὸ δικαίωμα εἰς τὰς Κυβερνήσεις των νὰ λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων των ἐὰν κατατιθέμεναι ἐπιφυλάξεις ἢ ἕτερα λαμβανόμενα μέτρα ἔχουν ὡς συνέπειαν νὰ παρακωλύσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν των ὑπηρεσιῶν ἢ νὰ ὁδηγήσουν εἰς αὔξησιν τῶν συμμετοχικῶν των μερίδων εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XCIX

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραήλ:

Τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραὴλ ἐμμένει εἰς τὴν θέσιν του ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν Ἀπόφασιν 48 ὑπὸ τὸ φῶς τῶν ἀκολούθων γεγονότων:

1. Ἡ Ἀπόφασις βασίζεται ἐπὶ κατηγοριῶν στερουμένων πάσης βάσεως ἐκ μέρους χωρῶν ἐνεργουσῶν ἀπροκαλύπτως πολεμικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ συνεχιζουσῶν ἄνευ περιορισμοῦ ἐχθροπραξίας ἐναντίον τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ χωρίς, νὰ παρασχεθῇ εἰς τὴν Διάσκεψιν ἡ ἐλαχίστη ἀπόδειξις τῶν ἰσχυρισμῶν των.

2. Τὸ σχέδιον Ἀποφάσεως ἐξητάσθη τὸ Σάββατον 20 Ὀκτωβρίου εἰς περιβάλλον ἐξημμένων συζητήσεων, παραλόγων κατηγοριῶν καὶ ὑπονοουμένων ἀπειλῶν - καὶ τοῦτο κατ' αὐτὴν τὴν ἡμέραν τοῦ Σαββάτου - ὅτε οἱ κατήγοροι ἐγνώριζον πλήρως ὅτι ὁ μόνος ἀντιπρόσωπος τοῦ Ἰσραὴλ ἀπουσίαζε διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν θρησκευτικῶν του καθηκόντων. Ἐνεφανίσθη, ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου, ὅτι τὸ Ἰσραὴλ ἀπεδέχετο τὰς ἀβασίμους ταύτας κατηγορίας διότι ὁ ἀντιπρόσωπός του δὲν εἶχε λάβει τὸν λόγον διὰ νὰ τὰς ἀποκρούσῃ. Ἐξ ἄλλου τὸ Ἰσραὴλ ἐπληροφορήθη ὅτι ἡ ἀπουσία αὐτὴ ἐσημειώθη κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων, καὶ ἐγένετο περὶ τούτων λόγος εἰς τὸ ἔγγραφον ὑπ' ἀριθ. 341, τὸ ὁποῖον ὑπεβλήθη ὑπὸ τῆς Μαλαισίας.

3. Οἱ λόγοι θρησκευτικῆς τάξεως οἱ ὁποῖοι ἐξηγοῦν τὴν ἀπουσίαν τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ Ἰσραὴλ εἶχον ἐκτεθῆ πλήρως τὴν παραμονὴν ὑπὸ τοῦ Προέδρου. Ὁ Πρόεδρος εἶχε δώσει τὴν ἐπίσημον ὑπόσχεσιν ὅτι, ἐὰν ἓν γεγονὸς σημαντικὸν διὰ τὸ Ἰσραὴλ ἀνέκυπτε τὸ Σάββατον, θὰ προσεπάθει νὰ ἀναβάλῃ τὴν συζήτησιν πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἐπιτραπῇ εἰς τὴν Ἀντιπροσωπείαν τοῦ Ἰσραὴλ νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμά της νὰ ἐκφρασθῇ (ὅρα τὸν ἀριθμὸν 670 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μοντρεὰλ 1965 τοῦ ὁποίου τὸ περιεχόμενον ἔχει ὡς ἀκολούθως):

«Προστατεύει (ὁ Πρόεδρος) τὸ δικαίωμα ὅλων τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὅπως ἐκφράζουν ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος».

4. Δεδομένου ὅτι οἱ κανόνες οὗτοι δὲν ἐτηρήθησαν, ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἰσραὴλ συνεμορφώθη πρὸς τὴν κανονικὴν διαδικασίαν καί, ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς πρώτης ἀναγνώσεως τοῦ σχεδίου ἀποφάσεως - γενομένης κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς γενικῆς συνελεύσεως τῆς Δευτέρας 22 Ὀκτωβρίου - ἐξέθεσε τὰ γεγονότα ὡς ταῦτα παρουσιάζονται καὶ ἐζήτησε ρητῶς τὴν ἀπόρριψιν τοῦ σχεδίου ἀποφάσεως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 692 τῆς Συμβάσεως. Ὁ Πρόεδρος ἠρνήθη νὰ θέσῃ εἰς ψηφοφορίαν τὸ σχέδιον ἀποφάσεως κατὰ τὴν ἀνάγνωσίν του, δηλῶν ὅτι ἡ πρότασις αὐτὴ τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ Ἰσραὴλ δὲν ἦτο σύμφωνος πρὸς τὴν διαδικασίαν, τοῦτο δὲ ἐν ἀντιθέσει πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ πρὸς τὴν συνήθη πρακτικήν. Ἐπὶ πλέον, αἱ ἐν γενικῇ συνελεύσει ἀντιπροσωπεῖαι δὲν εἶχον τὴν εὐκαιρίαν νὰ ψηφίσουν ἐπὶ τοῦ θέματος ἀφοῦ ἀκούσουν ἀμφότερα τὰ μέρη.

5. Εἰς τὴν δήλωσίν του τὴν ὑποβληθεῖσαν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν τῆς 22ας Ὀκτωβρίου καὶ ἡ ὁποία ἐμφαίνεται ἐξ ὁλοκλήρου εἰς τὸ πρακτικὸν τῆς συνελεύσεως ταύτης, τὸ Ἰσραὴλ ἐδήλωσεν ἰδιαιτέρως :

α) Τὴν ἰδίαν ἡμέραν κατὰ τὴν ὁποίαν διετυπώθησαν ἰσχυρισμοὶ περὶ δολιοφθορᾶς ἀναφερομένης εἰς τὰ ὑποβρύχια καλώδια τῆς Βηρυττοῦ, ὁ ἐκπρόσωπος τοῦ Ἰσραὴλ ἠρνήθη ἐπισήμως νὰ ἀναλάβῃ οἱανδήποτε εὐθύνην ἐπ' αὐτοῦ τοῦ περιστατικοῦ.

β) Αὐτὸ τοῦτο τὸ καλώδιον εἶναι κατὰ τὸ μέγιστον τμῆμα ἰδιοκτησία εὐρωπαϊκῶν χωρῶν καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν, τῶν ὁποίων τὸ Ἰσραὴλ ἐπιζητεῖ τὴν συμπάθειαν καὶ τὴν κατανόησιν. Διὰ ποίους λόγους τὸ Ἰσραὴλ θὰ ἤθελε νὰ διακινδυνεύσῃ τὰς συμπαθείας ταύτας καὶ νὰ προξενήσῃ βλάβας εἰς τὰ ἀγαθὰ φιλικῶν ἐθνῶν ;

γ) Ὁμοίως, ἐὰν τὸ Ἰσραὴλ ἐπεθύμει νὰ προβῇ εἰς μίαν τοιαύτην πρᾶξιν, διὰ ποῖον λόγον θὰ ἐνήργει τόσον πλησίον τῆς ἀκτῆς, ἔνθα εἶναι εὔκολος ὁ ἐντοπισμὸς τῆς διακοπῆς καὶ ἡ ἐπισκευὴ εἶναι σχετικῶς ἁπλῆ ;

δ) Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ὅπως καὶ εἰς τὸ παρελθόν, διενεργοῦνται πράξεις δολιοφθορᾶς προερχόμεναι ἀπὸ τὸ ἐσωτερικόν. Προηγουμένως εἶχον γίνει ζημίαι εἰς τοὺς ὑπογείους ἀγωγοὺς πετρελαίου, εἶχον γίνει εἰσβολαὶ εἰς Πρεσβείας ἀραβικῶν κρατῶν, εἶχον δολοφονηθῆ ἀνώτεροι ὑπάλληλοι ἀραβικῶν χωρῶν, εἶχον διενεργηθῆ ἀεροπειρατεῖαι, συνοδευόμεναι ἀπὸ ἀπαγωγὰς ὁμήρων.

Εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις ταύτας, ἐπρόκειτο περὶ ἐσωτερικῶν ἀγώνων μεταξὺ ὁμάδων ἀραβικῶν κρατῶν. Ἐδῶ ἐπίσης τὰ γεγονότα ὁδηγοῦν εἰς τὰ αὐτὰ συμπεράσματα.

Εἶναι γνωστὸν ὅτι διαφωνοῦσαι ἀραβικαὶ ὁμάδες δροῦν εἰς τὸν Λίβανον. Κατὰ τὰς ἡμέρας ἐκείνας μία ἐκ τῶν ὁμάδων τούτων, συνέλαβεν ὡς ὁμήρους εἰς Βηρυττόν, 50 Λιβανοὺς ἀθώους καὶ ἔπαιξεν ἀπερισκέπτως μὲ τὴν ζωήν των. Αἱ ὁμάδες αὐται ἔχουν ἐλαχίστας ἱκανότητας ἀναγκαίας διὰ τὸν χειρισμὸν ἐκρηκτικῶν καὶ διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοιούτου εἴδους δολιοφθορῶν, ὡς καὶ ἐλάχιστα μέσα ἐπιτρέποντα εἰς ταύτας νὰ φθάσουν τὰ σημεῖα ἔνθα θεωρεῖται ὅτι διεπράχθησαν αἱ ζημίαι. Δι' ἑνὸς μόνον κτυπήματος, δύνανται νὰ ἐκδικηθοῦν δι' ἀδικίας, πραγματικὰς ἢ φανταστικάς, καί, ἐντὸς τοῦ ἐπικρατοῦντος κλίμακος, νὰ ἐνοχοποιήσουν τὸ Ἰσραήλ.

ε) Ἐξυπακούεται ὅτι τὴν στιγμὴν καθ' ἣν ὁ Λίβανος ὡμίλησε διὰ πρώτην φορὰν περὶ τῆς διακοπῆς τοῦ καλωδίου καὶ ἐζήτησεν ἀπὸ τὴν ITALCABLE νὰ παρέμβῃ διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς θέσεως εἰς λειτουργίαν μέσῳ ἐναλλακτικῶν ὁδῶν, ἀνεφέρθη εἰς τὸ ἐπεισόδιον τοῦτο ὡς εἰς μίαν πρᾶξιν δολιοφθορᾶς. Πολὺ βραδύτερον εἶχε τὴν ἰδέαν ὅτι τὸ ἐπεισόδιον ἠδύνατο νὰ ἐκμεταλλευθῇ διὰ σκοποὺς προπαγάνδας.

Ἐν ὄψει τῶν προαναφερθεισῶν δηλώσεων, τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραὴλ θεωρεῖ ὅτι ἡ λεγομένη Ἀπόφασις 48 εἶναι παράνομος καὶ κακῶς προσαρτηθεῖσα εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, καὶ ὅτι αὕτη στερεῖται πάσης ἐννοίας καὶ οὐδὲν ἀποτέλεσμα συνεπάγεται.

Τὸ κράτος τοῦ Ἰσραὴλ εἶναι πεπεισμένον ὅτι πάντα τὰ ἀμερόληπτα Μέλη τῆς Ἑνώσεως συμμερίζονται τὴν ἄποψίν του καὶ θὰ ἐπιφυλάξουν εἰς τὴν λεγομένην Ἀπόφασιν ταύτην τὴν ὑποδοχὴν ἡ ὁποία τῆς ἀξίζει.

C

Διὰ τὴν Δανίαν, τὴν Φινλανδίαν, τὴν Ἰσλανδίαν, τὴν Νορβηγίαν καὶ τὴν Σουηδίαν :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω μνημονευομένων χωρῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰς Κυβερνήσεις των τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσουν ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων των εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὡρισμένα Μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ ἀκόμη ἐὰν ἓν Μέλος παρέλειπε, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθῇ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) τῶν Παραρτημάτων ἢ τῶν Πρωτοκόλλων, τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν ἠδύναντο νὰ παρεμποδίζουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν Τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν των.

CI

Διὰ τὴν Ἰταλίαν:

1. Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰταλίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὡρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως ,τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς ἢ τῶν Πρωτοκόλλων, τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν τείνουν εἰς αὔξησιν τοῦ μεριδίου της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ ἠδύναντο νὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ἰδίων αὐτῆς ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιῶν. Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰταλίας ἐπιφυλάσσει ὁμοίως τὸ δικαίωμα εἰς τὴν Κυβέρνησίν της νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἐπιβάλλονται εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν δαπάναι σχετικαὶ πρὸς τὰς δραστηριότητας τεχνικῆς συνεργασίας θὰ ἐνεγράφοντο εἰς τὸν τακτικὸν προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως.

2. Ἡ Ἰταλία ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ μὴ συμμετέχῃ εἰς τὰ συμπληρωματικὰ ἔξοδα τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ ἐπιβαρύνουν τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν εἰς μελλοντικὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων καὶ Διοικητικὰς Διασκέψεις διὰ τῆς υἱοθετήσεως μιᾶς ἕκτης γλώσσης μεταφράσεως συμφώνως πρὸς τὴν ἀπόφασιν τὴν ψηφισθεῖσαν ὑπὸ τῆς παρούσης Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

CII

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ Β. Ἰρλανδίας:

A

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ Β. Ἰρλανδίας λαμβάνει σημείωσιν τῆς δηλώσεως τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Χιλῆς ἀφορώσης τὰ ἀνταρκτικὰ ἐδάφη. Ἐν τῷ μέτρῳ καθ' ὃ δύναται νὰ εἶναι εἰς τὴν πρόθεσιν τῶν ἐκδοτῶν τῆς δηλώσεως ταύτης νὰ ἀποσκοποῦν τὸ Βρεταννικὸν ἀνταρκτικὸν ἔδαφος, ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ τῆς Β. Ἰρλανδίας δὲν ἔχει οὐδεμίαν ἀμφιβολίαν ὅσον ἀφορᾷ τὴν κυριαρχίαν της ἐπὶ τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

B

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ τῆς Β. Ἰρλανδίας δηλοῖ ὅτι δὲν ἀποδέχεται τὴν δήλωσιν τὴν γενομένην ὑπὸ τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Ἀργεντινῆς καθ' ὅσον ἡ δήλωσις αὕτη ἀμφισβητεῖ τὴν κυριαρχίαν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου ἐπὶ τῶν νήσων Φάλκλαντ καὶ τῶν ἐξηρτημένων των, ὡς καὶ ἐπὶ τοῦ Βρεταννικοῦ ἀνταρκτικοῦ ἐδάφους καὶ αὕτη ἐπιθυμεῖ σαφῶς νὰ διαφυλάξῃ τὰ δικαιώματα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐπ' αὐτοῦ τοῦ θέματος. Αἱ νῆσοι Φάλκλαντ καὶ αἱ ἐξηρτημέναι των ὡς καὶ τὸ Βρεταννικὸν ἀνταρκτικὸν ἔδαφος εἶναι, καὶ συνεχίζουν νὰ εἶναι, ἀναπόσπαστον τμῆμα τῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις ἐξασφαλίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ τῆς Β. Ἰρλανδίας.

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου δὲν δύναται ἐπίσης νὰ δεχθῇ τὴν γνώμην τὴν ἐκφρασθεῖσαν ὑπὸ τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Ἀργεντινῆς συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ἡ ὀνομασία «Ἐξαρτήσεις τῶν νήσων Φάλκλαντ» εἶναι ἐσφαλμένη, παντελῶς, καθ' ὃ μέτρον ἡ γνώμη αὕτη ἀναφέρεται εἰς τὴν ὀνομασίαν «Νῆσοι Φάλκλαντ» ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἡ ὀνομασία αὕτη εἶναι ἐσφαλμένη. Ἐξ ἄλλου, ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου δὲν δύναται νὰ δεχθῇ τὴν ἐκφρασθεῖσαν γνώμην ὑπὸ τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Ἀργεντινῆς συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν δέον νὰ συνδυασθῇ ὁ ὅρος «MALOUINES» διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν Νήσων Φάλκλαντ καὶ τῶν ἐξαρτησεῶν των. Ἡ ἀπόφασις τῆς εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν νὰ προστεθῇ «MALOUINES» μετὰ τὸν καθορισμὸν τοῦτον ἀνεφέρετο μόνον εἰς τὰ στοιχεῖα τῆς Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῆς ἐπιφορτισθείσης νὰ μελετήσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς διακηρύξεως τῆς σχετικῆς πρὸς τὴν παραχώρησιν ἀνεξαρτησίας εἰς τὰς ἀποικιακὰς χώρας καὶ εἰς τοὺς λαούς των καὶ δὲν υἱοθετήθη ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν δι' ἅπαντα τὰ στοιχεῖα αὐτῶν. Ἡ Ἀπόφασις ὅθεν αὕτη οὐδόλως ἀφορᾷ εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) οὔτε εἰς τὰ Παραρτήματα αὐτῆς ἢ πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα τὰ δημοσιευόμενα ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ὡς πρὸς τὴν Ἀπόφασιν 2065 (XX) τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου δὲν δέχεται τὰς ὑπὸ τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Ἀργεντινῆς δοθείσας πρὸς τοῦτο αἰτιολογίας.

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου σημειοῖ τὴν ἀναφορὰν τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Ἀργεντινῆς εἰς τὸ ἄρθρον IV τῆς Συνθήκης διὰ τὴν Ἀνταρκτικὴν τῆς ὑπογραφείσης εἰς τὴν Οὐάσιγκτον τὴν 1ην Δεκεμβρίου 1959, ἐπιθυμεῖ ὅμως νὰ δηλώσῃ ὅτι τὸ ἄρθρον τοῦτο δὲν ἐπιβεβαιοῖ οὔτε δικαιολογεῖ τὴν ἐξουσίαν ἢ τὴν κυριαρχίαν οἱασδήποτε δυνάμεως ἐπὶ ἑνὸς οἱουδήποτε ἐδάφους τῆς ἀνταρκτικῆς. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος δὲν ἔχει οὐδεμίαν ἀμφιβολίαν ὡς πρὸς τὴν κυριαρχίαν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου ἐπὶ τοῦ Βρεταννικοῦ ἀνταρκτικοῦ ἐδάφους.

CIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Παναμᾶ:

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Παναμᾶ δηλοῖ ὅτι δὲν δέχεται οὐδεμίαν δήλωσιν περιλαμβανομένην ἐν ὀνόματι οἱασδήποτε χώρας, εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ εἰς πᾶν ἕτερον ἔγγραφον, καὶ ὡς ἐκ τῆς φύσεώς της ἐπιφέρουσαν ζημίαν εἰς τὰ κυριαρχικὰ δικαιώματα τῆς Δημοκρατίας τοῦ Παναμᾶ ἐπὶ τῆς Ζώνης τῆς διώρυγος τοῦ Παναμᾶ.

CIV

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας:

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἡ Ρουμανικὴ Ἀντιπροσωπεία δηλοῖ ὅτι ἡ διατήρησις τῆς καταστάσεως ἐξαρτήσεως ὡρισμένων ἐδαφῶν, εἰς τὴν ὁποίαν ἀναφέρονται αἱ διατάξεις τοῦ προσθέτου πρωτοκόλλου III, δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰ ὑπὸ τοῦ Ο.Η.Ε. υἱοθετηθέντα ἔγγραφα ἀφορῶντα εἰς τὴν παραχώρησιν ἀνεξαρτησίας εἰς τὰς ἀποικιακὰς χώρας καὶ εἰς τοὺς ἀποικιακοὺς λαούς, περιλαμβανομένης τῆς Δηλώσεως τῆς σχετικῆς πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ διεθνοῦς

δικαίου τὰς ἀφορώσας εἰς τὰς φιλικὰς σχέσεις καὶ εἰς τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Κρατῶν, συμφώνως πρὸς τὸν καταστατικὸν χάρτην τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ ὁποία υἱοθετήθη ὁμοφώνως διὰ τῆς Ἀποφάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τοῦ Ο.Η.Ε. 2625 (XXV) τῆς 24ης Ὀκτωβρίου 1970 καὶ ἡ ὁποία διακηρύττει ἐπισήμως τὴν ὑποχρέωσιν τῶν Κρατῶν νὰ εὐνοοῦν τὴν πραγματοποίησιν τῆς ἀρχῆς τῆς ἰσότητος τῶν δικαιωμάτων τῶν λαῶν καὶ τοῦ δικαιώματος αὐτοδιαθέσεώς των, ἐπὶ σκοπῷ ὅπως τεθῇ τέρμα ἄνευ καθυστερήσεως εἰς τὴν ἀποικιοκρατίαν.

CV

Ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως :

Ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ἐκφράζει τὴν λύπην του διὰ τοὺς ὅρους τῆς δηλώσεως τῆς γενομένης ἐν ὀνόματι τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ κατὰ τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) καὶ περιληφθείσης εἰς τὸ τελικὸν Πρωτόκολλον τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973). Ἡ δήλωσις αὕτη περιλαμβάνει σχόλια ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τῶν Διασκέψεων ὁ ὁποῖος ἀποτελεῖ τμῆμα τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν Σύμβασιν τοῦ Μοντραὶ (1965).

Ἐὰν ὁ ἀριθμὸς 670 τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως καθορίζῃ πράγματι ὅτι ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως «προστατεύει τὸ δικαίωμα ἁπασῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν νὰ ἐκφράζουν ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος», εἶναι προφανὲς ὅτι πρόκειται περὶ ἀντιπροσωπειῶν αἱ ὁποῖαι εἶναι παροῦσαι κατὰ τὴν διάρκειαν τοιαύτης συζητήσεως, ὅπερ δὲν συνέβη εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς Ἀντιπροσωπείας τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ ἡ ὁποία, διὰ λόγους θρησκευτικοὺς καὶ λίαν ἀξιοσεβάστους, δὲν παρέστη εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν τοῦ Σαββάτου 20 Ὀκτωβρίου 1973, παρὰ τὰς ἐνδείξεις αἱ ὁποῖαι ἄφηνον νὰ ὑποτεθῇ, ἀπὸ τὴν προτεραίαν, ὅτι ἡ ἐν θέματι σύνοδος θὰ ἐξήταζε τὸ σχέδιον ἀποφάσεως τὸ περιλαμβανόμενον εἰς τὸ ἔγγραφον ὑπ' ἀριθ. 326, τὸ ὑποβληθὲν ὑπὸ τῆς Ἀντιπροσωπείας τοῦ Λιβάνου. Δέον νὰ προστεθῇ ἐπ' αὐτοῦ τοῦ θέματος ὅτι, κατὰ τὴν διάρκειαν συζητήσεως τὴν ὁποίαν εἶχε τὴν Παρασκευὴν 19 Ὀκτωβρίου μετὰ τοῦ κ. SAKKED, Ἀντιπροσώπου τοῦ Ἰσραήλ, ὁ Πρόεδρος δὲν ἠδυνήθη νὰ δώσῃ οὐδεμίαν ἐγγύησιν ὡς πρὸς τὴν δυνατότητα ἀναβολῆς τῶν σχετικῶν συζητήσεων διὰ τὸ ἐν λόγῳ σχέδιον ἀποφάσεως καὶ προσεφέρθη ἁπλῶς νὰ ἐπιχειρήσῃ, διὰ διαφόρων διαβουλεύσεων — αἱ ὁποῖαι ἔλαβον χώραν, ἀλλὰ χωρὶς ἀποτέλεσμα — νὰ ἐπιτύχῃ τὴν ἀναβολὴν τῶν συζητήσεων μέχρι τῆς Δευτέρας 22 Ὀκτωβρίου 1973.

Κατὰ τὴν γενικὴν συνέλευσιν τῆς Δευτέρας 22 Ὀκτωβρίου, ὁ Ἀντιπρόσωπος τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραήλ, ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς πρώτης ἀναγνώσεως τοῦ κειμένου τῆς Ἀποφάσεως 48, προταθέντος ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς συντάξεως καὶ δημοσιευθέντος εἰς τὸ ἔγγραφον ὑπ' ἀριθ. 351, ἐζήτησε νὰ τεθῇ ἐκ νέου εἰς ψηφοφορίαν τὸ περιεχόμενον τῆς ἀποφάσεως, ἀξιῶν νὰ βασισθῇ ἡ συζήτησις αὕτη ἐπὶ τοῦ ἀριθμοῦ 692 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μοντραί.

Ἡ ἑρμηνεία τοῦ Προέδρου ἦτο ἡ ἀκόλουθος : Ἐκεῖνο τὸ ὁποῖον εἶχε νὰ ἐξετάσῃ ἡ γενικὴ συνέλευσις ἦτο τὸ κείμενον τῆς Ἀποφάσεως, πρὶν ἢ τὸ κείμενον τοῦτο θεωρηθῇ ὁριστικόν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 763 τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως, καὶ οὐχὶ ἡ οὐσία τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως, ἐπὶ τῆς ὁποίας ἡ γενικὴ συνέλευσις ἀπὸ 20 Ὀκτωβρίου 1973 ἀπεφάνθη διὰ ψηφοφορίας κατόπιν ὀνομαστικῆς κλήσεως τῆς ὁποίας τὸ ἀποτέλεσμα ἦτο τὸ ἀκόλουθον : 64 ψῆφοι ὑπέρ, 3 ψῆφοι ἐναντίον καὶ 46 ἀποχαί.

Ἡ Ἀπόφασις τοῦ Προέδρου ἐλήφθη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 697 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μοντραὶ (1965).

Εἰς πίστωσιν, οἱ καθ' ἕκαστον ἀντιπρόσωποι ὑπέγραψαν τὸ τελικὸν τοῦτο Πρωτόκολλον εἰς ἓν ἀντίτυπον καὶ εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν ἀγγλικήν, κινεζικήν, ἱσπανικήν, γαλλικὴν καὶ ρωσικήν. Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο θὰ παραμείνῃ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θὰ ἀποστείλῃ ἀνὰ ἓν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MALAGA - TORREMOLINOS,
τὴν 25ην Ὀκτωβρίου 1973

Ἀκολουθοῦν αἱ αὐταὶ ὑπογραφαὶ ὡς εἰς τὴν Σύμβασιν.

ΠΡΟΣΘΕΤΑ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΑ

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ Ι.

Δαπάναι τῆς Ἑνώσεως διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1974 ἕως 1979.

1. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐξουσιοδοτεῖται νὰ καταρτίζῃ τὸν ἐτήσιον Προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως κατὰ τοιοῦτον τρόπον, ὥστε αἱ ἐτήσιαι δαπάναι :

- τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου,
- τῆς Γενικῆς Γραμματείας,
- τῆς Διεθνοῦς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων,
- τῶν Γραμματειῶν τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν,
- τῶν ἐργαστηρίων καὶ τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων τῆς Ἑνώσεως,

νὰ μὴ ὑπερβαίνουν τὰ κατωτέρω ποσὰ διὰ τὰ ἔτη 1974 καὶ ἑπόμενα, μέχρι τῆς ἑπομένης Διασκέψεως Πληρεξουσίων :

35.000.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1974
36.650.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1975
36.600.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1976
37.600.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1977
38.800.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1978
39.980.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1979

Διὰ τὰ ἑπόμενα τοῦ 1979 ἔτη, οἱ ἐτήσιοι προϋπολογισμοὶ δὲν θὰ πρέπει νὰ ὑπερβαίνουν πλέον τοῦ 3 % ἐτησίως τὸ καθωρισμένον ποσὸν διὰ τὸ προηγηθὲν ἔτος.

2. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ ὑπερβαίνῃ τὰ καθοριζόμενα ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ 1 ὅρια, διὰ νὰ καλύψῃ τὰς δαπάνας ἀναφορικῶς πρὸς τὴν ἐνδεχομένην ἀντικατάστασιν Μελῶν τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων (βλέπε ἀπόφασιν ὑπ' ἀριθ. 3 τῆς παρούσης Διασκέψεως).

3. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἐγκρίνῃ τὰς δαπάνας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰς Διασκέψεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸν ἀριθμὸν 91 τῆς Συμβάσεως, ὡς καὶ εἰς τὰς συνόδους τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

3. 1 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1974 ἕως 1979, ὁ υἱοθετούμενος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου προϋπολογισμός, λαμβανομένων ἐνδεχομένως, ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τοῦ κατωτέρου ἐδαφίου 3.2 δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὰ ἀκόλουθα ποσά :

6.600.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1974
2.900.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1975
11.000.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1976
3.400.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1977
3.000.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1978
14.800.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1979

3.2 Ἐὰν α) ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων, β) μία παγκόσμιος διοικητικὴ Διάσκεψις ναυτικῶν ραδιοεπικοινωνιῶν, γ) μία διοικητικὴ Διάσκεψις ραδιοεπικοινωνιῶν ἐπιφορτισμένη μὲ τὴν κατάρτισιν σχεδίου διὰ τὴν ὑπηρεσίαν ραδιοφωνίας διὰ δορυφόρων, δ) μία παγκόσμιος διοικητικὴ Διάσκεψις ραδιοεπικοινωνιῶν τῆς κινητῆς ναυτικῆς ὑπηρεσίας (R) ἢ (ε) μία παγκόσμιος διοικητικὴ Διάσκεψις ἐπιφορτισμένη μὲ τὴν ἀναθεώρησιν τῶν Κανονισμῶν ραδιοεπικοινωνιῶν δὲν θὰ ἐλάμβανον χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1974 ἕως 1979, τὸ σύνολον τῶν ἐγκεκριμένων διὰ τὰ ἔτη ταῦτα ποσῶν θὰ ἐμειοῦτο κατὰ 3.800.000 ἐλβετικὰ φράγκα διὰ α), 3.124.000 ἐλβετικὰ φράγκα διὰ β), 3.200.000 ἐλβετικὰ φράγκα διὰ γ), 1.950.000 ἐλβετικὰ φράγκα διὰ δ), καὶ 4.800.000 ἐλβετικὰ φράγκα διὰ ε).

Ἐὰν ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων δὲν συνέλθῃ κατὰ τὸ 1979 τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἔτος πρὸς ἔτος διὰ τὰ μετὰ τὸ 1979 ἔτη, θέλει ἐγκρίνει τὰς πιστώσεις τὰς ὁποίας θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖον νὰ παράσχῃ διὰ τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸν ἀριθμὸν 91 τῆς Συμβάσεως ὡς καὶ τῶν συνόδων καὶ διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

3.3 Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἐγκρίνῃ ὑπέρβασιν τῶν ἐτησίων ὁρίων τῶν ὡρισμένων εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον 3.1

ἐὰν ἡ ὑπέρβασις αὕτη δύναται νὰ συμψηφισθῇ διὰ ποσῶν περιλαμβανομένων ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν δαπανῶν :

- παραμενουσῶν διαθεσίμων κατὰ ἕν προηγούμενον ἔτος,
- ἢ δυναμένων νὰ ἀναληφθοῦν ἐξ ἑνὸς μελλοντικοῦ ἔτους.

4. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐξουσιοδοτεῖται νὰ ὑπερβῇ τὰ καθορισθέντα ὅρια εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους 1 καὶ 3, διὰ νὰ ἀντιμετωπίσῃ :

4.1 Αὐξήσεις τῆς κλίμακος ἀποδοχῶν, παροχὰς ὑπὸ μορφὴν συντάξεων ἢ ἀποζημιώσεων, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἀποζημιώσεων θέσεως αἱ ὁποῖαι γίνονται δεκταὶ ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ εἰς Γενεύην ὑπηρετοῦν προσωπικόν των.

4.2 Διακυμάνσεις τῆς τιμῆς συναλλάγματος μεταξὺ τοῦ Ἑλβετικοῦ φράγκου καὶ τοῦ δολλαρίου Ἡνωμ. Πολιτειῶν αἱ ὁποῖαι θὰ συνεπήγοντο συμπληρωματικὰς δαπάνας διὰ τὴν Ἕνωσιν.

5. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἔχει ὡς ἀποστολὴν νὰ πραγματοποιῇ ὅλας τὰς δυνατὰς οἰκονομίας. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὀφείλει νὰ ὁρίζῃ τὰς ἐγκρινομένας δαπάνας κατ' ἔτος εἰς τὸ πλέον χαμηλὸν ἐπίπεδον σύμφωνον μὲ τὰς ἀνάγκας τῆς Ἑνώσεως ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν ὁριζομένων εἰς τὰς ὡς ἄνω παραγράφους 1 καὶ 3, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 4.

6. Ἐὰν αἱ πιστώσεις, τὰς ὁποίας δύναται τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον νὰ ἐγκρίνῃ κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν ὡς ἄνω παραγράφων 1 ἕως 4, ἀποδεικνύονται ἀνεπαρκεῖς νὰ διασφαλίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ὑπερβῇ τὰς πιστώσεις αὐτὰς μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν ὁποίων δεόντως ζητεῖται ἡ συμβουλή.

Οἱαδήποτε αἴτησις συμβουλῆς τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως δέον νὰ συνοδεύεται μὲ πλήρη ἔκθεσιν τῶν δεδομένων τὰ ὁποῖα δικαιολογοῦν μίαν τοιαύτην αἴτησιν.

7. Πρὸ τῆς ἐξετάσεως προτάσεων δυναμένων νὰ ἔχουν οἰκονομικὰς ἐπιπτώσεις αἱ Παγκόσμιοι Διοικητικαὶ διασκέψεις καὶ αἱ Γενικαὶ συνελεύσεις τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν θὰ πρέπει νὰ διαθέτουν μίαν πλήρη ἐκτίμησιν τῶν σχετικῶν συμπληρωματικῶν δαπανῶν.

8. Συνέχεια δὲν θὰ δοθῇ εἰς καμμίαν ἀπόφασιν διοικητικῆς διασκέψεως ἢ Γενικῆς συνελεύσεως μιᾶς διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἐχούσης ὡς συνέπειαν ἄμεσον ἢ ἔμμεσον αὔξησιν τῶν δαπανῶν πέραν τῶν πιστώσεων τὰς ὁποίας δύναται τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον νὰ διαθέτῃ κατὰ τοὺς ὅρους τῶν ὡς ἄνω παραγράφων 1 ἕως 4 ἢ ἐντὸς τῶν προβλεπομένων ἐν παραγράφῳ 6 προϋποθέσεων.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ II.

Ἀκολουθητέα Διαδικασία ὑπὸ τῶν Μελῶν πρὸς ἐκλογὴν τῆς τάξεως συνεισφορᾶς των.

1. Ἕκαστον Μέλος δέον νὰ γνωστοποιήσῃ πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1974 πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, τὴν ὑπ' αὐτοῦ ἐκλεγεῖσαν τάξιν συνεισφορᾶς ἀπὸ τὸν πίνακα τάξεων συνεισφορᾶς τὸν ἐμφαινόμενον εἰς τὸν ἀριθμὸν 92 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

2. Τὰ Μέλη τὰ ὁποῖα θὰ παραλείψουν νὰ γνωστοποιήσουν πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1974 τὴν ἀπόφασίν των, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ὅρων τῆς ὡς ἄνω παραγράφου, 1, θὰ ὑποχρεωθοῦν νὰ συνεισφέρουν κατὰ τὸν ἀριθμὸν τῶν ὑπ' αὐτῶν δηλωθεισῶν μονάδων ὑπὸ τὸ καθεστὼς τῆς Συμβάσεως MONTREUX (1965).

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ III.

Κατάλληλα μέτρα νὰ δοθῇ εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη ἡ δυνατότης νὰ ἐφαρμόζουν τὴν Σύμβασιν ὅσον ἀφορᾷ πᾶσαν ἐντολὴν ἀσκουμένην δυνάμει τοῦ ἄρθρου 75 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἀπεφάσισε νὰ λάβῃ τὰ ἀκόλουθα μέτρα προκειμένου νὰ δώσῃ εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη τὴν δυνατότητα συνεχίσεως ἐφαρμογῆς τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐν συνεχείᾳ τῆς ἀποφάσεως τῆς Διασκέψεως νὰ καταργήσῃ τὴν ἰδιότητα τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους.

Συμφωνεῖται ὅπως ἡ δυνατότης τὴν ὁποίαν ἀπολαμβάνουν σήμερον τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 75 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, καὶ πρὸς τοὺς ὅρους τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965), ἀνανεωθῇ κατὰ τοὺς ὅρους τῆς Συμβάσεως MALAGA - TORREMOLINOS (1973) ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως ταύτης.

Ἑκάστη περίπτωσις θὰ ἐξετάζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῆς Ἑνώσεως.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ IV.

Μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων τῆς Παπούα - Νέας Γουϊνέας.

Ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ἀπεφάσισε τὰς ἀκολούθους συμφωνίας, αἱ ὁποῖαι θὰ ἐφαρμόζωνται προσωρινῶς, διὰ τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων τῆς Παπούα - Νέας Γουϊνέας, ἐπειδὴ ἡ Διάσκεψις αὕτη ἀπεφάνθη διὰ τὴν κατάργησιν τῆς ἰδιότητος τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους :

1. Ὅταν ἡ Διεθνὴς Σύμβασις Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS 1973), θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τὸ καθεστὼς τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἑνώσεως, ὡς εἶναι σήμερον ἡ Παπούα - Νέα Γουϊνέα, θὰ παραμείνῃ ἀμετάβλητον, μετὰ τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἐξαιρέσει τοῦ δικαιώματος ψήφου εἰς τὰς διασκέψεις καὶ συνόδους τῶν ὀργάνων τῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ δικαιώματος ὑποβολῆς ὑποψηφιοτήτων εἰς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν Καταγραφῆς Συχνοτήτων. Ἐπίσης ἡ χώρα αὕτη δὲν θὰ δύναται νὰ ἐκλεγῇ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

2. Ἡ χώρα αὕτη δύναται συνεπῶς νὰ ὑπογράψῃ καὶ νὰ ἐπικυρώσῃ τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ὑπὸ τύπον εἰδικοῦ καθεστῶτος ἀναλόγου πρὸς ἐκεῖνο τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους, ὡς καθορίζεται εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965). Ἐν συνεχείᾳ ἡ χώρα αὕτη θὰ ἐπωφεληθῇ, δυνάμει τῆς Συμβάσεως MALAGA -TORREMOLINOS, ἑνὸς καθεστῶτος ἀναλόγου πρὸς ἐκεῖνο τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους, μετὰ τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων αἱ ὁποῖαι ἀπορρέουν, ὡς ἐὰν ἡ κατηγορία αὕτη Μέλους διετηρεῖτο εἰς τὴν νέαν Σύμβασιν. Ἡ κατάστασις αὕτη θὰ διατηρηθῇ μέχρις ὅτου ἡ Παπούα Νέα Γουϊνέα καταστῇ πλῆρες Μέλος τῆς Ἑνώσεως, κατὰ τὰς προσηκούσας διατάξεις τῆς Συμβάσεως MALAGA-TORREMOLINOS.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ V

Ἡμερομηνία ἀναλήψεως καθηκόντων ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς οἱ ὁποῖοι ἐξελέγησαν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων MALAGA - TORREMOLINOS (1973) κατὰ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης ὅρους θὰ ἀναλάβουν τὰ καθήκοντά των τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1974.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ VI.

Μεταβατικαὶ διατάξεις.

Ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἀπεφάσισεν ὅπως αἱ ἑπόμεναι διατάξεις ἐφαρμοσθοῦν προσωρινῶς μέχρι τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν MALAGA - TORREMOLINOS (1973).

1. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον θὰ ἀπαρτισθῇ ἐκ τριάκοντα ἓξ Μελῶν ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Διασκέψεως συμφώνως τῇ ὁριζομένῃ ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως διαδικασίᾳ. Τὸ Συμβούλιον θὰ δυνηθῇ νὰ συνέλθῃ εὐθὺς μετὰ τὴν ἐκλογήν του καὶ νὰ ἐκτελῇ τὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα τοῦ ἐμπιστεύεται ἡ Σύμβασις.

2. Ὁ Πρόεδρος καὶ ὁ Ἀντιπρόεδρος τοὺς ὁποίους τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον θὰ ἐκλέξῃ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς πρώτης συνόδου του θὰ παραμείνουν ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἐκλογῆς τῶν διαδόχων των, ἡ ὁποία θὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἐτησίας συνόδου τοῦ 1975 τοῦ Συμβουλίου.

ΕΙΣ ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΟΥΤΟΥ, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὰ πρόσθετα ταῦτα πρωτόκολλα εἰς ἓν ἀντίτυπον, καὶ εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικήν.

Τὰ πρωτόκολλα ταῦτα θὰ παραμείνουν κατατεθειμένα εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἡ ὁποία θὰ ἐπιδώσῃ ἓν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MALAGA - TORREMOLINOS,
τὴν 25ην Ὀκτωβρίου 1973.

Ἀκολουθοῦν αἱ αὐταὶ ὑπογραφαὶ ὡς εἰς τὴν Σύμβασιν.